



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel  
(Hansard)

Volume 152 N° 011  
Le lundi 9 juin 2025

---

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 9 juin 2025

La séance est ouverte à 11 heures.

---

*Prière*

---

• (1100)

[Traduction]

### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) DE 2025-2026

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la gouverneure générale transmet le budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026.

**L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2025-2026.

---

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'INFLATION ALIMENTAIRE ET LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES

**Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC) propose:**

Que, étant donné que,

- (i) le premier ministre a dit que les Canadiens lui demanderaient des comptes en fonction des prix qu'ils paient à l'épicerie,
- (ii) sous le gouvernement libéral, l'inflation alimentaire continue d'augmenter, obligeant les familles à manger des aliments moins nutritifs,
- (iii) les familles canadiennes dépenseront 16 834\$ pour se nourrir cette année, soit une augmentation de 800\$ par rapport à l'année dernière,

la Chambre demande au gouvernement de présenter un budget responsable sur le plan financier avant que la Chambre ajourne pour l'été, afin de renverser les politiques inflationnistes des libéraux et de permettre aux Canadiens de manger à leur faim.

— Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole en cette 45<sup>e</sup> législature, je tiens à prendre le temps de remercier des personnes importantes. Tout d'abord, je remercie les formidables habitants de Calgary-Est de m'avoir fait l'honneur de me réélire pour la troisième fois afin de les représenter à la Chambre des communes et de représenter tous les Canadiens et, surtout, les Albertains, qui crient haut et fort que le gouvernement s'en prend une fois de plus non seulement à l'Alberta, mais aussi à notre secteur de l'énergie. Je remercie également toute mon équipe

de campagne, tous les bénévoles et tous les gens qui ont travaillé sans relâche pour m'aider à me faire réélire.

Je vous félicite, monsieur le Président, de votre nouveau rôle en tant que Président.

Lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans ma circonscription et dans plusieurs autres, j'ai constaté que le coût de l'épicerie est devenu dévastateur pour la plupart des familles, qui peinent à joindre les deux bouts. Il n'a pas fallu beaucoup de temps pour réaliser que le nouveau chef des libéraux est bien pire que Justin Trudeau. En effet, ce chef s'est révélé encore plus dépensier que M. Trudeau, et la situation économique ne fera donc qu'empirer.

Il ne faut pas oublier que le premier ministre a dit qu'il avait un plan, alors examinons son bilan. Le premier ministre prétend être nouveau en politique, alors qu'il le était conseiller de son prédécesseur ces cinq dernières années. Et que s'est-il passé durant cette période? Le gouvernement libéral a fait doubler la dette nationale et provoqué la pire crise inflationniste de l'histoire du pays. Par ailleurs, la population canadienne a subi une hausse des taux d'intérêt sans précédent. Le recours aux banques alimentaires a doublé au cours de ces cinq années où le premier ministre travaillait à titre de conseiller pour M. Trudeau. Par conséquent, le premier ministre ne peut pas s'en tirer en disant qu'il est nouveau en politique; c'est lui qui a contribué à causer les souffrances que subissent les Canadiens depuis cinq ans, soit les pires années de l'histoire du Canada.

Examinons la manière dont le gouvernement libéral a dépensé l'argent des contribuables canadiens au cours des dernières années.

Les libéraux ont doublé la dette nationale et imprimé d'énormes sommes d'argent, ce qui a fait monter l'inflation en flèche et mené à une inflation alimentaire. En analysant le bilan du gouvernement depuis que les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, force est de constater que le taux d'inflation alimentaire a augmenté de 38 %.

Voici de nouvelles statistiques alarmantes sur les dépenses des ménages à l'épicerie: le prix de l'huile végétale a augmenté de 50 %, celui du beurre, de 45 %, celui des poitrines de poulet, de 41 %, celui du bœuf haché, de 40 %, celui du lait, de 33 %, celui du pain, de 30 %, et celui des œufs, de 28 %. Cette année, une famille moyenne dépensera environ 17 000 \$ en moyenne à l'épicerie. C'est 800 \$ de plus qu'ils devront dépenser cette année.

Tout le monde nous dit que les familles souffrent déjà parce que le gouvernement libéral, sous la direction de l'actuel premier ministre, a fait doubler le coût du logement. Résultat: les Canadiens doivent consacrer une plus grande part de leur chèque de paie au logement.

Avant de poursuivre, je tiens à dire que je partagerai mon temps de parole avec mon nouveau et excellent collègue de Richmond—Arthabaska.

### *Travaux des subsides*

Après que le gouvernement libéral, sous la direction de l'actuel premier ministre, a fait doubler le coût du logement, les paiements hypothécaires et les loyers, une part de plus en plus grande du revenu des Canadiens est consacrée au logement. Qu'est-ce qui en résulte? Cela exerce une pression sur les chèques de paie des Canadiens, car les salaires n'ont pas augmenté; ils n'ont pas suivi l'inflation. Le gouvernement a réussi à faire fuir les investissements canadiens, ce qui signifie que les chèques de paie ne donnent pas un aussi bon pouvoir d'achat qu'avant.

En faisant tourner la planche à billets et en contractant des emprunts massifs, les libéraux ont également dû augmenter les taxes et les impôts des Canadiens. Ils ont donc fait doubler le coût du logement, certaines familles devant y consacrer jusqu'à 80 % de leur revenu, et, à cause d'eux, les gens ont de moins en moins d'argent pour d'autres biens et produits essentiels.

Que font maintenant les familles canadiennes pour compenser? Eh bien, ils s'endettent davantage. Les dettes de cartes de crédit sont à la hausse. De plus en plus de familles empruntent maintenant de l'argent à leurs proches et à leurs amis, et elles ne sont pas en mesure de rembourser ces dettes.

• (1105)

Il n'est pas difficile de constater à quel point l'épicerie coûte plus cher qu'avant. Nous nous rappelons tous qu'à l'époque, nous pouvions faire une bonne épicerie avec 200 \$. Avant que le gouvernement libéral n'arrive au pouvoir, ce montant suffisait souvent pour acheter l'équivalent d'une semaine, voire deux semaines de provisions. De nos jours, on ne va pas très loin et on n'obtient pas beaucoup de sacs d'épicerie avec 200 \$. C'est tout juste si on a deux sacs qui vont nous durer deux ou trois jours. Les familles et les mères seules doivent prendre des décisions très difficiles. Elles doivent par exemple acheter des aliments moins nutritifs pour leurs enfants et, pour la première fois de l'histoire du pays, 1 Canadien sur 4 saute parfois des repas faute d'argent pour faire l'épicerie. Le tiers d'entre eux sont des enfants.

Comme si ce n'était pas assez, les banques alimentaires sont de plus en plus fréquentées. En fait, elles ne l'ont jamais été autant qu'aujourd'hui dans toute l'histoire du Canada. Chaque mois, plus de 2 millions de Canadiens se rendent dans une banque alimentaire. Ces chiffres ne sont pas ceux d'un pays industrialisé. Ce n'est pas dans un pays comme celui-là que ma famille et bien d'autres gens ont choisi de s'installer ou dans lequel ils ont vécu. Le Canada a déjà été un pays où les gens qui travaillaient dur étaient capables de s'en sortir. Avec un seul salaire, les gens pouvaient se loger, se nourrir, payer des services de tutorat à leurs enfants ou les inscrire à des activités sportives, mais après 10 ans d'incompétence libérale, c'est le genre de chose que les Canadiens ne peuvent plus faire.

Maintenant, un nombre sans précédent de familles à double revenu ont recours aux banques alimentaires. Des gens qui faisaient du bénévolat dans les banques alimentaires font désormais la queue devant ces banques pour se nourrir. Voilà ce qu'ont donné les conseils du premier ministre au cours des cinq dernières années. Voilà ce qu'a fait le gouvernement libéral aux Canadiens et à la réputation du Canada. Au cours des 10 dernières années, il a terni la réputation de notre pays.

Lorsque nous parlons du prix des aliments en général, nous devons mentionner la crise de la productivité et la crise de la concurrence que le gouvernement a créées. Comme je l'ai déjà dit, cette situation a fait fuir un demi-billion de dollars de bons investisse-

ments canadiens, c'est-à-dire des emplois, du personnel et de l'équipement. Le Canada a perdu de bons investissements parce que le gouvernement a fait en sorte que personne ne puisse ni ne souhaite investir ici. En fait, le Canada ne semble pas ouvert aux investissements.

En tentant d'éliminer l'une de nos industries les plus importantes, soit le secteur de l'énergie, le gouvernement libéral a essentiellement annoncé au reste du monde qu'il ne peut même pas soutenir notre industrie la plus importante et qu'il érige des obstacles pour tenter de l'étouffer. On est donc en droit de se demander comment les autres industries peuvent espérer survivre. Quelles sont les répercussions d'une telle situation? Nos agriculteurs sont touchés, car la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel et la taxe sur le carbone que le gouvernement avait imposée auparavant ont fait augmenter les coûts d'exploitation pour nos agriculteurs. La taxe sur les engrais et le plafonnement mis en œuvre par le gouvernement sont des exemples de mauvaises politiques qui ont fait fuir les investissements et qui ont fait augmenter les prix, car si les coûts liés à la production ou à l'exploitation agricole sont plus élevés, il est évident que les prix augmenteront en conséquence.

Nous devons nous débarrasser des mauvais projets de loi et annoncer que le Canada est de nouveau favorable aux affaires. Nous devons éliminer les projets de loi C-69 et C-48, ainsi que le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier, pour indiquer au reste du monde que nous sommes sérieux et prêts à accueillir les investisseurs, afin que l'une de nos industries les plus importantes puisse contribuer à faire du Canada le pays prospère qu'il était avant les libéraux. Les Canadiens gagneront beaucoup plus, et cela aura un effet sur d'autres industries, notamment le logement, et sur la concurrence en général, par exemple à l'épicerie.

• (1110)

Nous savons que les factures d'épicerie des Canadiens sont parmi les plus élevées au monde. Les Canadiens paient les factures de téléphone cellulaire et les frais bancaires les plus élevés du monde parce que les investisseurs continuent de fuir le Canada à cause de l'incompétence du gouvernement libéral en matière de politiques. Sans compter que, dans l'ensemble, les Canadiens ont été mis à rude épreuve après que le gouvernement a doublé la dette nationale. En fait, comme je l'ai indiqué, les Canadiens empruntent de plus en plus d'argent. Ils ont davantage de dettes de carte de crédit et de dettes en général.

Voilà pourquoi les Canadiens avaient besoin d'un plan. Le premier ministre a promis d'en élaborer un, mais il n'a pas tenu parole. Il est exactement comme son prédécesseur. Le gouvernement aurait pu présenter un plan dans le cadre du budget du printemps, car les Canadiens ont besoin de savoir à quel point la situation va empirer. Si nous savons déjà que le premier ministre dépense plus que Justin Trudeau, de combien les impôts vont-ils augmenter? Quel est le plan du gouvernement pour relancer l'économie, s'il ne compte pas se débarrasser des projets de loi C-69 et C-48 ou du plafonnement des émissions dans le secteur pétrolier et gazier? Les Canadiens ont besoin de le savoir, et ils méritent de le savoir.

Nous demandons une fois de plus au gouvernement de présenter un budget ce printemps et d'expliquer son plan aux Canadiens de manière claire et transparente. Nous avons déjà mentionné que les libéraux ont commencé à voler certaines des idées des conservateurs. Pourquoi ne les volent-ils pas toutes afin que les Canadiens puissent retrouver le pays qu'ils connaissaient autrefois?

*Travaux des subsides*

Je le répète, il est temps que le gouvernement fasse preuve de transparence et présente un budget ce printemps. S'il veut vraiment réduire le coût des produits alimentaires, il doit favoriser la concurrence dans notre pays.

• (1115)

**L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai passé beaucoup de temps à la Chambre à écouter les discours du député, dont de nombreuses heures lors de la session d'automne. Après avoir écouté son discours d'aujourd'hui, on pourrait croire qu'on ne vient pas de tenir d'élections. Le député a parlé à maintes reprises de gouvernement corrompu. Avant de prononcer son discours d'aujourd'hui à la Chambre, il a utilisé exactement les mêmes mots pendant des années.

Ma question est très simple: si tout ce que le député vient de dire est vrai, pourquoi siège-t-il encore de ce côté-là de la Chambre?

**Jasraj Hallan:** Monsieur le Président, les libéraux font toujours preuve de la même arrogance et de la même hypocrisie.

Les Canadiens m'ont élu à la Chambre. Mes concitoyens m'ont élu à la Chambre, et je continuerai de les représenter. En fait, plus de gens, soit plus de 8 millions de Canadiens, ont voté pour les conservateurs et leur plan. Si le député avait tellement confiance en son parti, pourquoi les libéraux ont-ils commencé à voler nos idées? Comme je l'ai déjà dit, si les libéraux le voulaient vraiment, ils devraient prendre toutes nos bonnes idées pour que nous puissions remettre le Canada sur la bonne voie.

[Français]

**Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ):** Monsieur le Président, ce matin, les conservateurs nous présentent une motion centrée sur le coût de l'alimentation. Bien sûr, nous sommes d'accord pour demander un budget. Nous l'avons déjà fait par l'intermédiaire d'un vote, la semaine dernière.

Pour ce qui est du coût de l'alimentation, j'aimerais que le député dise quelle mesure concrète peut être posée. J'aimerais avoir son avis sur ce qui suit: croit-il que l'implantation graduelle d'un code de conduite pour l'industrie de l'épicerie va aider la cause?

[Traduction]

**Jasraj Hallan:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue et le félicite pour son retour à la Chambre.

Il y a plusieurs choses qui peuvent être faites. Nous pouvons nous débarrasser de la taxe sur le carbone pour les industries. Le gouvernement libéral pourrait cesser de s'en prendre à nos agriculteurs, afin que nous puissions réduire les coûts de la production agricole dans notre pays. Nous devons accroître la concurrence, et nous n'y parviendrons que si nous éliminons les tracasseries administratives et tous ces obstacles que le gouvernement a créés. L'élimination de projets de loi comme le C-69 et le C-48, qui imposent un plafond pour la production de pétrole et de gaz, montrerait au monde entier que nous sommes sérieux. Nous pourrions réduire les impôts des entreprises, des sociétés et des particuliers afin d'introduire plus de concurrence dans notre pays, concurrence que les libéraux ont fait fuir. Voilà quelques-unes des mesures concrètes que nous pourrions prendre pour faire baisser le coût des produits d'épicerie.

**Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le ministre de notre cabinet fantôme qui est responsable des Finances, le député de Calgary-Est, de la région de Marlborough, où j'ai également de la famille. Je

me suis rendu dans sa circonscription et j'ai pu constater le formidable travail bénévole qui s'y fait pour fournir de la nourriture aux personnes qui n'ont pas les moyens de vivre sous le régime et la gouvernance du Parti libéral.

Le député pourrait-il nous en dire un peu plus sur la nécessité d'avoir des banques alimentaires et des groupes de bénévoles pour aider les gens à nourrir leurs enfants?

**Jasraj Hallan:** Monsieur le Président, je tiens à remercier mon excellent collègue, qui sait très bien retourner les crêpes lorsqu'il m'aide à préparer le petit-déjeuner du Stampede chaque année. Sa fille mais aussi sa petite-fille vivent dans ma circonscription.

Je vais répondre à sa question différemment, en me basant sur ma propre expérience. Je viens du monde des petites entreprises. Nous étions auparavant des constructeurs d'habitations. Nous construisions des logements à l'époque où nous étions dirigés par un gouvernement conservateur qui faisait preuve de bon sens. Les taxes étaient moins élevées et l'industrie énergétique bénéficiait d'un soutien. Nous construisions donc plus de logements et plus de personnes s'installaient au Canada. Il y avait plus de concurrence et, étant donné que l'on construisait plus de logements, les salaires étaient bons et élevés. Quelles ont été les conséquences? Les petites entreprises en ont bénéficié. Nous menions un programme parascolaire pour les jeunes à risque. Nous ne recevions pas de fonds publics, car notre projet était financé par des petites entreprises. Celles-ci soutiennent leur collectivité; elles veulent toujours redonner à leur collectivité. C'est pourquoi nous devons soutenir les petites entreprises.

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, en 2023, les grandes chaînes d'épicerie ont enregistré des bénéfiques records d'un montant de 6 milliards de dollars, soit une augmentation de 8 % de leurs bénéfiques, qui sont deux fois plus élevés qu'avant la pandémie. Cependant, cet endroit commence à ressembler à la salle de réunion d'une entreprise. Nous n'entendons jamais les libéraux ou les conservateurs parler de la cupidité des entreprises. Mon collègue est-il d'accord pour dire que les grandes chaînes d'épicerie devraient payer une taxe sur les bénéfiques exceptionnels?

**Jasraj Hallan:** Monsieur le Président, nous devons augmenter la concurrence. Nous avons besoin de plus d'épicerie. C'est aussi simple que cela.

• (1120)

[Français]

**Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue le député de Calgary-Est de son discours inspirant. En tant qu'entrepreneur, il comprend l'importance de faire un budget et de suivre les dépenses pour savoir orienter l'entreprise.

### Travaux des subsides

Pourquoi ai-je choisi de me lever aujourd'hui pour prendre la parole à la Chambre? C'est parce que le premier ministre et son gouvernement minoritaire — il faut le rappeler — refusent de répondre à la majorité des députés à la Chambre qui demandent un budget au printemps. J'aimerais rappeler ceci au gouvernement. Par respect pour l'institution qu'est la Chambre des communes, par respect pour les Canadiens et les Canadiennes qui, eux, font un budget, mais n'arrivent malheureusement pas à joindre les deux bouts après dix ans d'un gouvernement libéral inflationniste, par respect pour nos enfants qui apprennent présentement à l'école l'importance de faire un budget et pour tous les entrepreneurs qui font un budget pour être de bons gestionnaires, je réaffirme haut et fort, ce matin, qu'il est important qu'un budget soit présenté dès le printemps, et non pas à l'automne.

Les libéraux vont passer un an sans budget. Ils vont gérer notre pays sans présenter de budget. C'est incroyable. Quel manque de rigueur. Le gouvernement a annoncé un demi-billion de dépenses sans présenter de budget. Pour couronner le tout, le premier ministre a fait lire au roi, dans le discours du Trône, une promesse de plafonner les dépenses à 2 %, mais, deux heures plus tard, le gouvernement nous a présenté un projet de loi qui augmente les dépenses de 8 %. Les libéraux eux-mêmes ont mis Justin Trudeau à la porte parce qu'il n'était pas un bon gestionnaire. Avec l'arrivée des droits de douane de Donald Trump, le bon banquier canadien est arrivé comme un sauveur. Il a dit « *elbows up* » devant les Américains, tout en promettant d'imposer des droits de douane, dollar pour dollar. Il avait prévu 20 milliards de dollars en revenus, qui seraient redistribués aux gens touchés par les droits de douane. On croirait que le banquier est aussi un magicien: il a fait disparaître les contre-mesures tarifaires et on vient de perdre les 20 milliards de revenus qu'il avait promis dans sa plateforme électorale.

Quand les libéraux sont arrivés au pouvoir, la dette était de 700 milliards de dollars. Après 10 ans du gouvernement libéral, la dette est maintenant de 1 400 milliards de dollars. On pensait que c'était impossible d'avoir un premier ministre qui dépense plus que Justin Trudeau. Or les libéraux ont réussi à en trouver un qui dépense encore plus. Les intérêts sur la dette s'élèveront à 49 milliards de dollars, soit 10 % du budget total. C'est plus que tout ce que le gouvernement transfère aux provinces en santé. On ne peut plus continuer ainsi. Le Bureau du directeur parlementaire du budget prédit que les intérêts sur la dette vont atteindre 70 milliards de dollars en 2030.

J'ai fait une petite recherche: en 2014-2015, l'ancien ministre des Finances du Québec, le député fédéral actuel de la circonscription de Marc-Aurèle-Fortin, avait pris 42 jours pour présenter un budget. Il avait dit ceci: « Le gouvernement se donne les moyens pour atteindre ses objectifs et retrouver l'équilibre budgétaire [...]. Ce n'est pas une obsession, c'est une obligation. » C'est le député fédéral actuel qui a dit ça en 2014-2015. J'invite le premier ministre à avoir une bonne discussion avec son député sur les moyens pour atteindre des objectifs budgétaires ambitieux.

Quelles sont les conséquences de la mauvaise gestion libérale? Cela crée de l'inflation. On prévoit qu'une famille de quatre personnes verra sa facture annuelle d'épicerie augmenter de 800 \$. Présentement, près du quart de la population au pays vit de l'insécurité alimentaire.

• (1125)

En 2024, les banques alimentaires ont franchi une autre étape malheureuse lorsque les Canadiens y ont effectué 2 millions de vi-

sites mensuelles. C'est le double de ce qu'on observait seulement cinq ans plus tôt. Pour 18 % des personnes qui ont recours à une banque alimentaire, l'emploi constitue la principale source de revenus. Cela veut dire qu'un utilisateur sur cinq travaille et doit quand même avoir recours à une banque alimentaire. C'est ça la réalité.

Parmi ces 2 millions de personnes, il y a mon ami François, avec qui j'ai fréquenté l'école secondaire. François travaille et il suit un budget, mais il n'y arrive pas à la fin du mois. Il fréquente une banque alimentaire, c'est là que je l'ai croisé. Une ancienne employée m'a entendu prendre la parole à la Chambre et elle m'a écrit la semaine dernière pour me dire qu'elle vit seule et que les fins de mois sont donc très difficiles. Il faut payer le loyer, faire les paiements, payer les comptes, et ensuite manger s'il reste de l'argent. On parle de manger s'il reste de l'argent. C'est la réalité.

J'ai été conseiller municipal pendant sept ans et, durant cette période, je n'ai jamais entendu parler d'itinérance à Victoriaville. Depuis 10 ans, c'est un enjeu important. Les jeunes vont à l'école avec une boîte à lunch vide. Il y en a qui arrivent à l'école et qui n'ont pas déjeuné. Nous sommes chanceux parce que, dans nos circonscriptions, il y a des organisations qui sont là pour les aider. J'en profite pour remercier toutes les organisations qui offrent de l'aide alimentaire à nos concitoyens et à nos concitoyennes.

Qu'est-ce que le premier ministre peut dire aux Canadiennes et aux Canadiens alors que le prix de la nourriture continue de monter en flèche? Le prix du bœuf a augmenté de plus de 30 %; celui des oranges, de 26 %; celui des pommes, de 18 %; celui du riz, de 14 %; celui du café, de 9 % et celui de la préparation pour les nourrissons, de 9 %.

En conclusion, je dois avouer que je suis inquiet. Je suis inquiet de voir le gouvernement libéral gérer notre pays, dont nous sommes si fiers, à l'aveugle, sans budget et de façon irresponsable. Je suis inquiet parce qu'on demande aux jeunes de rêver et de se bâtir un avenir prospère à la hauteur de leurs ambitions. On leur demande ça, mais, ici, on fait de la gestion sans budget depuis un an.

Ce que je vois depuis que je suis arrivé ici, c'est un gouvernement qui prévoit un demi-billion de dollars de nouvelles dépenses sans aucun budget. C'est irresponsable. En tant qu'opposition, nous ferons tout en notre pouvoir pour que le gouvernement réponde à la demande formulée par la majorité de la Chambre. Je rappelle qu'il s'agit d'un gouvernement minoritaire. La majorité de la Chambre a demandé à ce qu'un budget soit déposé ce printemps. Nous allons être là pour surveiller ce gouvernement. Nous allons être là, debout pour les Canadiens et les Canadiennes, pour nous assurer que le gouvernement est enfin un gouvernement responsable.

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à mon collègue à la Chambre des communes.

Le député vient de parler du fait que les Canadiens ont décidé d'élire un gouvernement qui va travailler pour eux et qui va s'assurer que les familles et les jeunes peuvent s'acheter une maison. Nous venons de présenter à la Chambre des communes un projet de loi qui répond à ce que demandent les Canadiens à haute voix, soit une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens.

J'aimerais savoir si mon collègue va pouvoir soutenir ce projet de loi. C'est ce que les Canadiens ont demandé. Nous sommes là. Nous sommes de retour au gouvernement. Bien sûr, nous sommes un gouvernement minoritaire, mais les Canadiens nous ont donné un mandat important, celui de bâtir une économie qui fonctionne pour toutes les provinces du Canada.

Est-ce que mon collègue va pouvoir appuyer ce projet de loi?

**Eric Lefebvre:** Monsieur le Président, je veux d'abord dire à ma collègue que je souhaite que le gouvernement libéral continue de voler les bonnes idées conservatrices comme la baisse d'impôt pour les Canadiens et les Canadiennes et l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison.

Je souhaite que les libéraux continuent de voler les bonnes idées conservatrices. Or, le problème, présentement, c'est qu'on ne voit aucune compression budgétaire du côté libéral. Comment va-t-on faire pour équilibrer le budget? Ça, c'est la grande question.

• (1130)

**Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours.

Tout au long de la campagne électorale, le premier ministre nous a parlé de Donald Trump et de la catastrophe qui s'en venait. Maintenant, on nous présente des mesures sans présenter de budget, ce qui n'a pas de bon sens. Nous sommes tout à fait d'accord. C'est d'autant plus inquiétant que le cadre financier que les libéraux ont présenté pendant la campagne électorale ne tenait pas la route. Ils devaient le mettre en place avec les 20 milliards de dollars qu'ils devaient récupérer grâce aux mesures de rétorsion tarifaires, mais on a appris que ces dernières ont finalement été abolies.

Dans le projet de loi C-4, les libéraux ont prévu une baisse d'impôt et une exemption de la TPS qui reviendront à environ 30 milliards de dollars. Où vont-ils prendre cet argent? Vont-ils sabrer les transferts en santé?

Qu'en pense mon collègue?

**Eric Lefebvre:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question.

Ce sera peut-être une des seules fois où je serai d'accord avec mon collègue du Bloc québécois, mais quand ça arrivera, on va le dire. Je suis d'accord avec lui, parce qu'on prévoyait des revenus de 20 milliards de dollars venant des mesures de rétorsion tarifaires, et on parle maintenant d'environ 600 millions de dollars. Supposons que les libéraux réussissent à en tirer 1 milliard de dollars; il leur manquera quand même 19 milliards de dollars des revenus prévus dans leur plateforme électorale. Où vont-ils prendre ces 19 milliards de dollars manquants pour financer les différentes mesures qu'ils mettent en place?

Mon collègue a posé une excellente question, et c'est pour cette raison qu'on a besoin d'un budget maintenant, ce printemps.

[Traduction]

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, la famille canadienne moyenne paiera 16 834 \$ pour de la nourriture cette année, soit une augmentation d'environ 800 \$ par rapport à l'année dernière. À 324 \$ par semaine, c'est 15 \$ de plus par semaine que l'année dernière. Quelle sera l'incidence de la politique du gouvernement, qui vise à aider les Canadiens, alors que la réduction d'impôt proposée ne vaudra probablement que deux semaines d'épicerie pour les Canadiens?

### Travaux des subsides

[Français]

**Eric Lefebvre:** Monsieur le Président, les Canadiens et les Canadiennes vont devoir acheter de la nourriture de piètre qualité qui n'est pas nutritive pour les enfants et qui n'aide pas à leur développement. C'est ce qui est le plus triste. Les enfants en bas âge ont besoin de bonne nourriture pour bâtir leur corps. Les gens doivent pouvoir acheter des fruits et des légumes, de la viande et du lait pour bien nourrir leurs enfants, mais ils doivent présentement sacrifier la qualité de la nourriture qu'ils achètent pour nourrir leurs enfants, et c'est extrêmement triste.

[Traduction]

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Bonjour, monsieur le Président.

**Une voix:** Oh, oh!

**L'hon. Wayne Long:** Je remercie le député d'en face de ses observations sur ma cravate. J'en suis reconnaissant. J'ai dû acheter de nouvelles cravates pour ma nouvelle fonction.

D'abord et avant tout, monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre nouveau poste. Je tiens également à féliciter tous les nouveaux députés, des deux côtés de la Chambre. J'invite les nouveaux députés à profiter de cette expérience; c'est un privilège d'être à la Chambre. Je sais que tout le monde vient ici avec les meilleures intentions, afin de travailler pour ses concitoyens et de les représenter dans cette magnifique enceinte. Félicitations à tous, des deux côtés de la Chambre.

Je vais dire quelques mots sur ma merveilleuse circonscription, Saint John—Kennebecasis. Elle s'appelait autrefois Saint John—Rothsay, mais elle s'appelle maintenant Saint John—Kennebecasis. Elle comprend Saint John, la belle ville de Rothsay et maintenant la ville de Quispamsis. Il y a donc trois collectivités dans ma circonscription, et elles m'ont réélu avec un mandat très fort. Si une personne m'avait dit en 2014, lorsque j'étais président du club de hockey des Sea Dogs de Saint John, que je serais député pendant quatre mandats, que je serais ici pendant près d'une décennie, j'aurais dit qu'elle était folle. Pourtant, je suis encore ici.

Sous le présent gouvernement, ma circonscription est en plein essor. Je pense que le port de Saint John est celui qui connaît la croissance la plus rapide au Canada sur le plan du volume de conteneurs. C'est un véritable moteur économique pour la région. Le volume de conteneurs qui transitent par le port est passé de 90 000 EVP, une unité correspondant à un conteneur de 20 pieds, à près de 250 000 EVP, et on prévoit qu'il passera à 800 000 EVP au cours des prochaines années. La croissance du port est tout simplement incroyable. Parmi les entreprises qui y ont investi, on retrouve DP World, le Canadien Pacifique Kansas City et Americold, qui y construit un entrepôt frigorifique. Le port crée des centaines et des centaines d'excellents emplois dans notre collectivité.

### *Travaux des subsides*

Le port n'aurait pas connu cet essor économique sans les investissements du gouvernement, entre autres dans la phase 1 de la modernisation du terminal du côté ouest. Au total, ces investissements totalisent plus de 200 millions de dollars pour les 2 phases. C'est l'exemple parfait de la façon dont le gouvernement, en investissant l'argent des contribuables, peut attirer des entreprises privées et des investisseurs de l'étranger. Grâce à ces investissements, l'entreprise DP World s'est installée au port, qui est passé de deux à six grues. Grâce à l'argent des contribuables, Canadien Pacifique Kansas City conclut maintenant des marchés avec le port de Saint John, et Americold y construit une installation d'entreposage de 50 000 pieds carrés. C'est l'exemple parfait qui prouve que les investissements gouvernementaux peuvent aider une collectivité et stimuler la croissance économique en misant sur les corridors commerciaux.

Les habitants de Saint John—Kennebecasis m'ont réélu. J'ai le privilège de les représenter à la Chambre pour une quatrième fois. Je sais que c'est frustrant pour les députés d'en face. Certains font partie de l'opposition depuis près de 10 ans maintenant. Je comprends leur frustration, mais vous savez quoi? J'ai toujours dit ceci: les élections sont des entrevues d'emploi. Voilà ce qu'elles sont. Le premier ministre Carney, l'ancien chef de l'opposition Pierre Poilievre et moi présentons littéralement notre curriculum vitae à nos concitoyens...

• (1135)

**Le vice-président adjoint (John Nater):** Le député de Selkirk—Interlake—Eastman invoque brièvement le Règlement.

**James Bezan:** Monsieur le Président, le ministre n'est pas un nouveau venu; il devrait savoir qu'il ne peut pas utiliser le nom propre des personnes qui siègent actuellement à la Chambre. Je pense qu'il devrait retirer sa mention du nom du premier ministre. Il devrait aussi démissionner.

**Le vice-président adjoint (John Nater):** Le député de Selkirk—Interlake—Eastman a raison. Je demande au député de ne pas désigner les députés par leur nom.

Le secrétaire d'État a la parole.

**Wayne Long:** Monsieur le Président, je ne démissionnerai pas à cause de cela, mais je retirerai volontiers mes paroles. Tout cela est sans malice. Encore une fois, pour les gens qui regardent le débat à la télévision, les députés se renvoient évidemment la balle et les propos deviennent enflammés, mais beaucoup de députés des deux côtés de la Chambre sont aussi amis. Je remercie le député pour ses commentaires bon enfant.

Parlons de certaines réalités économiques. Je sais que le parti d'en face aime parler de l'inflation alimentaire et des prix élevés, et c'est extrêmement facile de faire ressortir 10 éléments précis. Je sais qu'on a beaucoup parlé du bœuf. Autrefois, j'ai travaillé pour une entreprise nommée Canada Packers, qui vendait du bœuf. Pour ce que cela vaut, historiquement, le prix de cette viande a toujours été élevé à cette période de l'année.

Je pense que le prix de la dinde a diminué. Je me souviens que l'ancien chef de l'opposition parlait de ces dindes de plusieurs centaines de dollars. Il y a 2 semaines, j'ai acheté une dinde pour 29 \$ à l'épicerie.

Parlons des faits économiques. Il y a deux ans, l'inflation était de 8,7 % et, oh là là, l'opposition ne cessait pas de dire que nous étions à blâmer. Il y avait cette petite chose qu'on appelait la COVID, et presque tous les pays du monde faisaient face à l'inflation, mais nous étions à blâmer. C'était la faute du gouvernement libéral s'il y

avait de l'inflation. En 2 ans, le gouvernement a fait passer le taux d'inflation de 8,1 %, je crois, à 1,7 %. Il est désormais inférieur au taux cible de la Banque du Canada.

Avons-nous beaucoup de travail à faire? Absolument. Les prix ont-ils baissé comme nous le souhaitons? Non, mais notre économie montre des signes de vigueur. Moody's a maintenu notre cote de crédit AAA. La participation au marché du travail est de 65,3 %, alors qu'elle est de 62,5 % aux États-Unis. Il y a beaucoup de bonnes choses à dire sur notre économie. Par exemple, le PIB réel vient d'augmenter de 2,2 % au premier trimestre, dépassant ainsi les attentes.

Il n'y a personne de ce côté-ci de la Chambre — et d'ailleurs il n'y a personne à la Chambre — qui estime que les députés, les partis et le gouvernement n'ont pas encore de travail à faire. Devons-nous obliger les épiceries à rendre davantage de comptes? Absolument, mais l'économie canadienne est en croissance et elle va recommencer à prospérer sous la direction du premier ministre.

Au cours de mon porte-à-porte, les gens m'ont constamment dit qu'ils voulaient l'actuel premier ministre à la tête du pays. C'est en raison, bien sûr, de ses connaissances et de ses compétences en matière d'économie. Ils ont comparé les deux chefs. Ils les ont comparés directement et ils ont choisi l'actuel premier ministre. Malheureusement, l'ancien chef de l'opposition n'a même pas pu se faire réélire dans sa propre circonscription.

L'économie va continuer de croître. À l'heure actuelle, le gouvernement s'emploie à répondre aux besoins des Canadiens. Nous avons donné suite au plan visant à réduire les coûts afin qu'ils puissent conserver une plus grande partie de leur salaire et le dépenser là où cela compte le plus. Je parle ici de la baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Elle touchera 22 millions de Canadiens et permettra aux familles d'économiser jusqu'à 840 \$ par année.

Nous voulons que les Canadiens aient plus d'argent dans leurs poches. C'était une excellente idée. Je suis heureux que les conservateurs se soient joints à nous pour faire avancer le projet de loi. En effet, la majeure partie de cet allègement fiscal profitera aux Canadiens dont le revenu se situe dans les deux tranches d'imposition les plus basses, c'est-à-dire aux personnes dont le revenu imposable sera inférieur à 114 750 \$ en 2025.

Au sein de ce groupe de vaillants travailleurs canadiens, près de la moitié des économies d'impôt iraient à ceux qui se situent dans la tranche d'imposition la plus basse, c'est-à-dire ceux qui gagneront 57 375 \$ ou moins en 2025. Nous pouvons faire bénéficier les Canadiens de ces économies d'impôt rapidement puisque, avec l'annonce de notre réduction d'impôt pour la classe moyenne, l'Agence du revenu du Canada a mis à jour ses tables de retenue à la source pour la période allant de juillet à décembre 2025, de sorte que les administrateurs de paie pourront réduire les retenues d'impôt à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

• (1140)

Voilà un gouvernement d'action. Voilà un gouvernement qui répond aux besoins des Canadiens. Parfois, en écoutant les députés d'en face, je ne croirais pas qu'un discours du Trône a été prononcé il y a seulement deux semaines. Je ne croirais pas que nous avons été élus au gouvernement le 28 avril.

*Travaux des subsides*

Nous voulons nous assurer que notre budget soit exact. Nous voulons prendre le temps nécessaire. Il ne fait absolument aucun doute que, quand nous présenterons notre budget à l'automne, il sera rigoureux, il sera sérieux, et il sera présenté par l'un des meilleurs ministres des Finances que nous ayons eus, le ministre Champagne.

**Blaine Calkins:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député a déjà été rappelé à l'ordre dans un esprit bon enfant, mais nous devrions sans doute commencer à appliquer le Règlement avec un peu plus de sérieux.

**Le vice-président adjoint (John Nater):** Je rappelle au secrétaire d'État, un député d'expérience, qu'il ne doit pas désigner les députés par leur nom propre.

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, nous avons un ministre des Finances formidable, et c'est le premier ministre et lui qui présenteront le budget.

En outre, nous éliminerons la taxe sur les produits et services pour les acheteurs d'une première propriété du moment qu'il s'agit d'une habitation neuve d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 \$, et nous réduirons la TPS pour les acheteurs d'une première propriété du moment qu'il s'agit d'une habitation neuve dont la valeur est située entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars. Voilà une autre mesure concrète. Elle viendrait bonifier de manière considérable les mesures d'allègement fiscal généreuses que le gouvernement fédéral offre déjà aux primoaccédants, notamment le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, le régime d'accession à la propriété au moyen des REER et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation. Nous aiderions ainsi un plus grand nombre de jeunes et de jeunes familles à réaliser leur rêve de devenir propriétaires de leur logement, ce que nous sommes tout à fait déterminés à encourager.

Nous allons également supprimer des lois canadiennes la tarification du carbone pour les consommateurs, question de donner suite à son annulation, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril. Oui, je le sais, le parti d'en face avait dit que jamais nous ne le ferions, que nous allions la rétablir. Or, nous l'avons fait. Nous avons accordé un congé de TPS sur les logements neufs et nous avons éliminé la taxe sur le carbone.

Voilà des propositions déterminantes pour les Canadiens. Nous sommes tout à fait déterminés à changer les choses en prenant des mesures qui font baisser les dépenses en réduisant les taxes et les impôts afin de laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens. Ce sont là quelques-unes des mesures que prend immédiatement le gouvernement pour alléger le coût de la vie.

Le gouvernement continuera également de protéger des programmes comme le les services de garde à bas prix, l'assurance-médicaments, le régime de soins dentaires et l'Allocation canadienne pour enfants, qui font déjà économiser aux familles des milliers de dollars, bien que les conservateurs aient voté contre. Ils se sont opposés aux services de garde. Ils ont voté contre le régime de soins dentaires.

Soyons clairs: du côté libéral de la Chambre, nous croyons tous que le gouvernement a un rôle à jouer dans la vie des Canadiens. Nous croyons que le gouvernement peut mettre en place des programmes qui changent la vie des gens et qui donnent un coup de pouce aux Canadiens d'un océan à l'autre. Apparemment, les députés de l'autre parti ne sont pas de cet avis, puisqu'ils n'ont pas ap-

puyé ces programmes. Alors que le prix du logement est sur toutes les lèvres, eux ont voté contre l'Initiative pour la création rapide de logements. Ils ont voté contre le Fonds de co-investissement. Ils ont aussi voté contre le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui aide des villes et des villages d'un océan à l'autre. Leur chef leur a également dit de ne pas promouvoir ce programme dans leur circonscription.

Nous sommes déterminés à répondre aux besoins des Canadiens et nous ne ménageons aucun effort à cet égard. Je le dis bien franchement, les appels que mon bureau de circonscription a reçus au sujet du budget se comptent sur les doigts d'une main. En revanche, j'ai reçu de nombreux appels relativement à la baisse d'impôt, au congé de TPS sur les habitations neuves et à l'élimination de la tarification du carbone appliquée aux consommateurs. Les députés pensent-ils que les Canadiens téléphonent à mon bureau de Saint John—Kennebecasis pour demander pourquoi on ne présente pas immédiatement de budget alors qu'un économiste qui compte selon moi parmi les plus réputés du monde est aux commandes?

Dans le discours du Trône, Sa Majesté a dit: « Dans toutes ses actions, le Gouvernement sera guidé par une nouvelle discipline fiscale: dépenser moins, pour que les Canadiens puissent investir plus. » Nous équilibrerons le budget de fonctionnement du gouvernement au cours des trois prochaines années en éliminant le gaspillage, en plafonnant les effectifs, en mettant fin aux chevauchements et en mobilisant les technologies au service de la productivité du secteur public.

• (1145)

À cette fin, les libéraux se sont engagés à présenter un plan détaillé à l'automne. Ce n'est pas comme s'il était prévu de le faire dans 3 ans ou 10 ans, comme le parti d'en face en donne l'impression. Cet automne, nous présenterons le budget. Aujourd'hui, nous débattons de la pertinence de présenter un budget ce printemps. Or, pour tout dire, il n'y a pas grand intérêt à se précipiter pour présenter un budget dans un délai aussi court, à peine quelques semaines. D'autres facteurs doivent être pris en considération afin de présenter un budget complet et détaillé.

Une progression marquée de nos discussions avec les Américains permettrait de clarifier la situation. Nous savons tous que ces discussions sont en cours. Le prochain sommet de l'OTAN sera crucial pour la sécurité du Canada et il aura d'importantes répercussions budgétaires. Je pense que tous les députés se réjouissent de l'annonce faite par le premier ministre concernant l'engagement d'atteindre la cible de 2 % de l'OTAN. Voilà le genre de choses qui se passent quotidiennement. Il est certes difficile de présenter un budget dans l'immédiat.

Parmi nos grandes priorités, il y en a une que nous avons mise de l'avant et à laquelle nous travaillons depuis le début de notre mandat: je parle de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques. Nous cherchons des façons de dépenser moins d'argent tout en haussant la productivité de la fonction publique. Les dépenses courantes de l'État, c'est-à-dire le budget de fonctionnement du gouvernement, ont augmenté de 9 % chaque année. Le gouvernement présentera des mesures pour ramener ce taux à moins de 2 %.

### *Travaux des subsides*

Tout en préparant le budget, les libéraux s'affairent à ces priorités. Les dépenses de défense, les retombées économiques et l'efficacité sont tous des facteurs qui seront pris en compte. Grâce à cela, nous aurons un budget beaucoup plus solide, ambitieux et efficace cet automne. Parallèlement, le gouvernement prendra une série de mesures pour catalyser de nouveaux investissements afin de stimuler la création de meilleurs emplois et la hausse des revenus pour les Canadiens.

Comme nous l'avons déjà dit, l'objectif global du gouvernement, sa mission fondamentale, c'est de bâtir l'économie la plus forte du G7. Nous sommes déterminés à bâtir une économie forte. Plus notre économie sera forte, plus nous pourrons aider les Canadiens grâce à des programmes transformationnels.

Cela commence par une économie canadienne qui unifie les 13 économies actuelles. Nous devons faire tomber les barrières commerciales. Les obstacles intérieurs au commerce et à la mobilité de la main-d'œuvre coûtent au Canada jusqu'à 200 milliards de dollars par an. C'est pourquoi nous avons présenté un projet de loi qui vise à éliminer tous les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre.

Comme de nombreux députés l'ont remarqué la semaine dernière, pour bâtir un Canada fort, le gouvernement travaille également en étroite collaboration avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones afin d'impulser des projets d'intérêt national. Quelle période exaltante pour notre pays.

J'ai discuté avec la première ministre du Nouveau-Brunswick des projets que les libéraux proposent pour la province et pour la région de l'Atlantique. Peut-être qu'il serait possible de faire quelque chose conjointement avec le Québec et l'Ontario. Le premier ministre et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le disent, les retards sont une question secondaire; l'important, ce sont les résultats. Nous serons jugés à l'aune de nos gestes concrets, et non de nos paroles. Je suis très enthousiaste; je suis convaincu que nous avons un avenir radieux.

Le paysage géopolitique du monde a changé; il ne reviendra probablement jamais à ce qu'il était avant. Nous ne pouvons plus compter sur les relations du passé. Les relations commerciales d'avant n'existent plus. Il n'y a probablement pas de pays où les risques sont plus grands qu'au Canada. Cependant, si nous investissons, bâtissons et assurons notre croissance avec passion et énergie et si nous ne craignons pas de briser certaines choses en cours de route, notre pays aura un avenir radieux.

Le gouvernement continuera de donner des détails concernant ces efforts et présentera un plan relatif aux dépenses au moment opportun, en vue de préparer le budget fédéral complet de l'automne. Je remercie les députés. Je porte bel et bien une cravate; j'en ai trois maintenant. Je veux dire que je suis très chanceux d'être ici et d'avoir l'occasion de discuter avec tout le monde ce matin.

• (1150)

**Connie Cody (Cambridge, PCC):** Monsieur le Président, à Cambridge, le nombre de visites dans les banques alimentaires a bondi de 32 % en un an seulement. Plus de 1 000 visites ont été effectuées par des travailleurs à temps plein qui n'ont rien à se reprocher, mais qui ont été abandonnés par le gouvernement libéral. Alors que des familles doivent sauter des repas, les libéraux n'arrivent toujours pas à présenter un budget ce printemps. Le gouvernement de Justin Trudeau a dépensé 21 milliards de dollars pour rémunérer grassement ses consultants, et le nouveau premier ministre

propose des dépenses semblables de 26 milliards, ce qui représente 1 400 \$ par ménage.

Mon collègue d'en face s'interroge sur l'utilité d'un budget. Je lui réponds que ce serait un moyen de freiner les dépenses excessives payées avec l'argent des Canadiens. Voilà pourquoi il serait utile d'adopter un budget ce printemps.

Pourquoi le premier ministre siphonne-t-il le budget d'épicerie des familles pour engager des consultants amis des libéraux, alors qu'elles doivent sauter des repas?

• (1155)

**Wayne Long:** Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue à la députée d'en face.

Nous sommes un gouvernement d'action. Le gouvernement obtiendra des résultats en accordant un allègement fiscal à 22 millions de personnes, ce qui permettra aux familles d'économiser jusqu'à 840 \$, et en éliminant la taxe sur le carbone pour les consommateurs ainsi que la TPS sur les maisons neuves.

Nous investissons comme il se doit dans notre économie. Notre économie se redressera et sera l'une des meilleures du G7. Elle va s'adapter et être au service de tous les Canadiens, partout au pays.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours à la Chambre. Je ne l'ai pas vu souvent par le passé. Je présume donc qu'il est un nouvel élu.

Le député nous dit qu'il veut bouger, qu'il fait partie d'un gouvernement en action. Je trouve ça intéressant à entendre. Au fond, c'est vrai. On peut le constater. Quelques projets de loi ont été déposés par le gouvernement jusqu'à présent. Il s'agit de projets de loi quand même assez substantiels. De plus, les libéraux voudraient que ces fameux projets de loi soient adoptés avant le 1<sup>er</sup> juillet. Ils ont déposé un avis des voies et moyens, le projet de loi C-4 et le projet de loi C-5, entre autres. Vraiment, les libéraux sont proactifs quand il s'agit de demander des choses à la Chambre.

Le problème, c'est que les comités ne siègent même pas. Cela fait qu'on ne peut même pas analyser les projets de loi que les libéraux veulent que nous adoptions avant le 1<sup>er</sup> juillet. En plus, ils nous demandent de nouvelles dépenses. Ils nous demandent plein de choses, mais il n'y a pas de budget. Le député d'en face n'a-t-il pas l'impression que les libéraux sont un peu incohérents? Les bottines n'ont pas l'air de suivre les babines.

[Traduction]

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, je suis désolé de ne pas pouvoir répondre au député en français, mais je me suis engagé à parler beaucoup mieux cette langue.

Je dirais que nous traversons l'une des périodes les plus difficiles que le Canada ait connues. La façon dont nous faisons les choses et le temps que nous prenons pour les faire sont une chose du passé. Bien sûr, nous devons examiner les projets de loi, consulter les gens et présenter les conclusions à la Chambre, mais le temps presse. Il faut agir dès maintenant. Nous devons agir de façon dynamique pour renforcer le Canada afin qu'il puisse contrer l'une des plus grandes menaces qu'il ait jamais affrontées.

*Travaux des subsides*

[Français]

**L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Monsieur le Président, mon collègue a mentionné le fait que nous sommes un gouvernement en action. J'aimerais savoir comment il voit la réduction d'impôts, le programme pour aider les enfants à recevoir de la nourriture dans leur école, ainsi que la réduction du coût des garderies. Comment tout cela va-t-il aider les Canadiens à surmonter les défis auxquels ils font face aujourd'hui?

[Traduction]

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, prenons l'exemple du programme de garderies, que nous avons mis en œuvre dans tout le pays. Nous avons dû obliger certaines provinces à y participer, à leur corps défendant. Ce programme permet littéralement aux familles d'économiser des milliers de dollars chaque année. Les taxes et impôts que paient les Canadiens leur permettent, en retour, de bénéficier du programme de soins dentaires et de l'Allocation canadienne pour enfants, qui les aident à joindre les deux bouts.

Nous savons que nous devons en faire davantage. Tous les députés savent que nous devons être plus à l'écoute des Canadiens, mais nous sommes déterminés à continuer de répondre aux besoins des Canadiens d'un océan à l'autre.

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, sous le gouvernement Mulroney, l'impôt des sociétés était de 28 % et nous l'avons vu baisser jusqu'à 15 % aujourd'hui. Les grandes chaînes d'épicerie engrangent des profits records, une augmentation de 8 points de pourcentage, soit le double d'avant la pandémie. En ce qui concerne les grandes sociétés pétrolières et gazières, elles ont réalisé des profits de 192 milliards de dollars au cours des quatre dernières années, soit plus que durant la décennie 2010 au complet.

Le ministre envisage-t-il d'augmenter l'impôt des sociétés ou d'instaurer un impôt sur les bénéficiaires exceptionnels à cause de la cupidité des entreprises?

• (1200)

**Wayne Long:** Monsieur le Président, les députés ne m'entendront jamais médire à propos de nombreuses entreprises. Le Canada a de merveilleuses entreprises qui font leur contribution, qui emploient des gens et qui paient des impôts.

Nous sommes les amis des entreprises. Nous sommes les amis des grandes et des petites entreprises. Nous allons continuer de collaborer avec elles parce que c'est nécessaire pour stimuler l'économie.

**John Barlow (Foothills, PCC):** Monsieur le Président, mon collègue a réveillé un souvenir en moi. Il a affirmé que le gouvernement allait dépenser moins pour que les Canadiens puissent investir plus. Cela ressemble beaucoup au régime précédent, qui utilisait un salmigondis de mots pour tenter de convaincre les Canadiens de ce qui n'était pas vrai, par exemple, que le budget s'équilibrerait de lui-même ou que le gouvernement s'endetterait pour que les Canadiens n'aient pas à le faire.

Selon la définition du député du budget principal des dépenses, est-ce que l'augmentation des dépenses de 8 % du gouvernement répond à ses critères d'un gouvernement qui dépense moins? Cela ne répond certainement pas aux miens.

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, je dirais que le gouvernement actuel est dirigé par l'un des plus grands économistes du monde.

Nos assises économiques sont solides. Les Canadiens ont dû prendre une décision le 28 avril et ils ont résolument choisi le premier ministre pour nous diriger parce qu'ils lui font confiance. Il réfléchit avant de parler plutôt que de répéter des slogans. Notre économie sera la meilleure du G7; laissez-nous juste un peu de temps.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, mon collègue est-il préoccupé, comme moi, par le problème de la désinformation, en particulier la diffusion de désinformation sur les médias sociaux? Par exemple, pendant des années, Pierre Poilievre a dit aux Canadiens que rien n'allait plus au Canada, alors que les Canadiens savaient très bien que le Canada allait bien.

Ce matin, le ministre du cabinet fantôme responsable des finances a affirmé que nous avions le pire taux d'inflation au monde, alors que ce n'est pas du tout le cas. Le Canada a toujours mieux géré l'inflation que les autres pays du G7 et du G20.

Le député est-il préoccupé par la désinformation à laquelle adhère le Parti conservateur?

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, j'ai effectivement des préoccupations à ce sujet. Il incombe à tous les députés de dire la vérité et de veiller à ce que leurs publications soient exactes et mûrement réfléchies.

C'est ce qu'on voit dans le cas du premier ministre. Lorsqu'il prend la parole, les Canadiens veulent entendre ce qu'il a à dire, alors que ce n'est pas le cas de l'ancien chef de l'opposition. Les Canadiens ne voulaient pas entendre ce qu'il avait à dire.

[Français]

**Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de mon collègue, ainsi que les réponses qu'il a données, et j'ai une question bien simple pour lui. Est-ce que la transparence est une valeur importante pour ce gouvernement? Je n'en ai vraiment pas l'impression.

[Traduction]

**L'hon. Wayne Long:** Monsieur le Président, il s'agit d'une valeur absolue fondamentale pour le gouvernement. C'est une de mes valeurs fondamentales.

La transparence est toujours essentielle, et nous devons être honnêtes. Nous devons être honnêtes envers les Canadiens. Nous devons prendre des mesures judicieuses et ciblées. Aujourd'hui, nous nous engageons à atteindre la cible de 2 % fixée par l'OTAN. Nous avons beaucoup de problèmes à résoudre actuellement. Espérons que la situation s'améliorera en partie, notamment en ce qui concerne notre voisin du Sud, et que nous pourrions adopter un budget bien ciblé à l'automne. La transparence est essentielle.

[Français]

**Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ):** Monsieur le Président, je suis content de prendre la parole pour prononcer une première allocution. Comme je dispose d'un peu plus de temps et que c'est la première fois que je peux le faire en votre présence, je profite de cette occasion pour vous féliciter de votre nomination. Par contre, je ne pourrai pas féliciter le gouvernement pour sa transparence.

Je désire mentionner que je partagerai mon temps de parole avec mon estimée collègue de Laurentides—Labelle.

### *Travaux des subsides*

La motion d'aujourd'hui évoque les prix en épicerie dans l'intention de réitérer la demande de dépôt d'un budget. C'est pour s'assurer que le gouvernement a compris la demande, voire l'ordre du Parlement. Il est quand même assez ironique d'entendre un représentant du gouvernement nous dire que personne n'a appelé à son bureau de circonscription pour demander la présentation d'un budget. Il est quand même secrétaire parlementaire, alors il est censé savoir de quoi il parle. Soyons sérieux. La Chambre, l'ensemble des élus, les représentants de la population ont donné l'ordre au gouvernement de présenter un budget avant l'été.

Le Parlement est le patron du gouvernement. C'est de là qu'il tire sa légitimité. Il doit respecter les demandes du Parlement, et j'ai bien l'impression que la motion d'aujourd'hui sera adoptée également. Alors, on ne doit pas faire du populisme en disant que personne ne s'est plaint de cela. C'est évident que les gens sont soucieux de pouvoir faire l'épicerie. Je vais profiter de cette occasion pour en parler également.

Il faut réaliser la portée de la situation actuelle. Nous n'avons pas siégé depuis le 18 décembre. Nous venons de recommencer. Cela représente de nombreux mois sans que le Parlement ait pu siéger, examiner les actions du gouvernement, demander des comptes et protéger les citoyens dans les circonscriptions. C'est pourtant la fonction de l'opposition. Non seulement cela fait très longtemps que nous n'avons pas pu faire cela, mais, en plus, on nous dit qu'on va faire des dépenses.

Je tiens à être bien clair: le Bloc québécois est en faveur du principe de la diminution des impôts. Personne n'est contre la tarte aux pommes. Par contre, nous aimerions savoir quelle est la planification, à quel endroit on prendra l'argent et de quels postes de dépenses cela proviendra. Annoncera-t-on à l'automne, une fois que cela aura été mis en vigueur, que finalement on va réduire les transferts aux provinces en matière de santé, en pensant que les provinces n'auront qu'à s'arranger, tout cela parce que le gouvernement a décidé qu'il faisait plaisir aux gens en baissant les impôts? Est-ce bien ce qui nous attend? Si c'est le cas, je ne suis pas sûr que les gens à la maison veuillent que nous laissons le gouvernement faire cela. Voilà l'enjeu.

À quels autres endroits va-t-il faire des réductions budgétaires, si ce n'est là? Sabrera-t-on dans les programmes d'infrastructure? Nous sommes dans une période fondamentale d'adaptation aux dérogements climatiques. Nos municipalités ont besoin de sommes importantes pour revoir les infrastructures et pour parer aux inondations ou aux coups d'eau importants comme ceux vécus dans ma circonscription, Berthier—Maskinongé, le 9 août dernier. La situation était atroce. Il ne faut pas juste être là pour plaindre les gens et les aider à vider leur sous-sol. Nous l'avons fait, mais, en tant qu'élus responsables, nous avons un travail d'administration à faire. Pour ce faire, nous regardons combien d'argent il reste.

En fin de semaine, je jaisais avec ma conjointe et je lui ai demandé si elle voulait avoir une piscine. Nous pouvons en faire installer une, il n'y a pas de problème. Après, je lui ai demandé si elle voulait aller en voyage en Italie. C'est parfait, nous irons en voyage en Italie. Je lui ai ensuite dit que nous pourrions aussi changer d'auto, puisqu'elle est très usée. Je lui ai demandé ce qu'elle en pensait et nous nous sommes mis d'accord. Or, pense-t-on vraiment qu'une famille normale va se lancer dans de telles dépenses sans faire de budget? Cela ne veut pas dire que de telles dépenses ne sont pas justifiées, importantes ou intéressantes, mais pense-t-on vraiment que M. et Mme Tout-le-Monde, comme le dit la fameuse expres-

sion qu'un paquet de gens ici utilisent à tort et à travers, vont agir de la sorte sans faire de budget? C'est la base de toute chose.

En plus de cela, le gouvernement évoque l'urgence: on veut accorder la baisse d'impôts maintenant. Or, il y a une particularité dans le système parlementaire: quand un avis de motion des voies et moyens est déposé, la mesure s'applique. Nous l'avons constaté l'année passée dans le cas de l'imposition pour les gains en capital. Cette mesure n'a jamais été votée, mais elle s'est appliquée, et maintenant nous sommes pris avec cela. Dans le cas présent, l'Agence du revenu du Canada et les autres agences ont déjà ajusté leurs taux. Les employeurs ont déjà commencé à diminuer les prélèvements d'impôts sur les revenus. Il n'y a pas d'urgence. Ce n'est qu'un prétexte.

● (1205)

Ce qui est important, c'est de travailler comme il faut. Nous avons le temps de le faire. C'est important, surtout parce que nous sommes devant un gouvernement qui nous a promis de la magie tout au long de la campagne électorale. Les libéraux ont dit aux gens de ne pas s'inquiéter parce qu'ils allaient équilibrer le budget tout en réduisant les impôts. Ils ont dit qu'ils y arriveraient. Ça prend un chapeau, une baguette et un lapin quelque part, ou je ne sais quoi. Soyons sérieux, il faut quelque chose.

Récemment, on a obtenu l'état des dépenses et on a appris que les dépenses avaient augmenté de 8 %, alors que ce gouvernement s'est fait élire sur la promesse de limiter l'augmentation des dépenses à 2 %. Il n'en est pas capable. C'est totalement hors de contrôle, surtout en ce qui a trait aux contrats donnés aux amis. Ça, ça coûte cher. Je pense que l'augmentation est de 26 %. Le seul domaine où ce gouvernement est capable de restreindre les dépenses est celui de l'argent donné aux particuliers, notamment par l'entremise du régime de retraite pour les aînés de 65 ans et plus. Malgré tous leurs beaux discours, les libéraux ont refusé, sans même en être gênés, d'augmenter les pensions des aînés à partir de 65 ans et d'éliminer une discrimination basée sur l'âge. Aujourd'hui, sans gêne, ils nous disent qu'il n'y a pas de problème, qu'ils ne font pas de budget et ils nous demandent de voter pour ce qu'ils demandent.

Nous, au Bloc québécois, nous sommes des gens sérieux. Nous essayons toujours de nous comporter en adultes et, aujourd'hui, ceux qui se comportent en adultes disent que c'est vrai, le prix de l'alimentation a augmenté. Il y a plusieurs raisons à ça.

Je vais décevoir un peu les gens du Parti conservateur, mais je vais leur apprendre que, depuis le 1<sup>er</sup> avril, alors que la taxe sur le carbone a été éliminée pour les particuliers, il n'y a pas eu de baisse du prix de l'alimentation malgré ce qu'ils ont prétendu pendant des mois et des années. Ça veut dire qu'il y a quelque chose ailleurs.

*Travaux des subsides*

Nous avons fait faire une étude par l'Institut de recherche en économie contemporaine, l'IREC, et le constat est très clair: une importante partie de l'augmentation provient des changements climatiques; une grande partie provient de l'instabilité mondiale et des conflits. En grands champions, ce que nous avons trouvé à faire pendant un conflit mondial a été d'ajouter une taxe sur l'engrais pour les producteurs agricoles. Le Canada a été le seul pays du G7 à le faire alors que c'est une mesure extrêmement inefficace. On le savait, et on le sait encore. Ils ont essayé de rembourser les producteurs, mais ils n'en étaient même pas capables, parce qu'ils ne savaient pas qui avait payé quoi. Le résultat, c'est que cet argent paie des programmes pour les producteurs. Ils paient eux-mêmes leurs programmes; ensuite, le gouvernement va leur dire qu'ils sont chanceux et qu'il leur a donné beaucoup d'argent. Or c'est leur argent. Des programmes d'assurance de gestion des risques dans les entreprises, ça ne fonctionne pas du tout.

On peut faire des choses de base. Je ne fais pas que chialer. Je tiens quand même à féliciter les députés de la Chambre d'avoir posé un geste important, jeudi dernier, en acceptant à l'unanimité d'envoyer le projet de loi pour protéger la gestion de l'offre directement au Sénat. Ça, c'est une mesure très importante qui protège non seulement les gens qui se lèvent le matin pour nous nourrir, mais aussi le prix du panier d'épicerie. Que ceux qui ne croient pas que c'est ce que fait la gestion de l'offre aillent voir le prix de la douzaine d'œufs aux États-Unis. Ils comprendront de quoi je parle.

Dans une question que j'ai posée plus tôt, j'ai mentionné l'implantation d'un code de conduite dans le monde des épicerie pour donner de meilleures conditions aux petits fournisseurs. Mon collègue du NPD va être content de m'entendre parler de ça: on peut aller voir le mécanisme de fixation des prix dans ce monde et créer un institut d'observation pour savoir à quel endroit on peut agir. Préserver la concurrence et arrêter de permettre des concentrations abusives dans les industries protège nos concitoyens, tout comme favoriser les circuits courts et la transformation régionale, investir dans des infrastructures comme des abattoirs régionaux, qui vont devenir une infrastructure de base autour de laquelle un écosystème de producteurs va s'instaurer. Toutes ces mesures vont apporter une stabilité, donc une moins grande augmentation des prix. Il faut soutenir nos producteurs agricoles, mieux qu'avec des programmes épouvantablement ridicules comme Agri-relance, qui a mis deux ans à soutenir seulement la moitié de ceux qui en avaient besoin. Parler de deux ans dans le cas d'un programme d'urgence, c'est une grosse blague.

Je lance le message au gouvernement: qu'il soit sérieux. Qu'il dépose un budget, et nous allons travailler sérieusement, sur des bases solides.

• (1210)

**L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, j'offre tout d'abord mes félicitations à mon collègue d'en face. Mon collègue a dit beaucoup de choses, et j'y reviendrai dans quelques instants, mais il en a omis certaines.

Je ne l'ai pas beaucoup entendu parler de la baisse d'impôts. Il n'a pas non plus parlé de l'étendue du Régime canadien de soins dentaires aux adultes de 18 à 64 ans. On ne l'a pas non plus entendu parler du programme d'alimentation scolaire, qui va profiter à 100 000 enfants au Québec seulement. Toutefois, on a entendu des choses qui me semblent avoir du sens, comme faire les choses de manière sérieuse et prendre le temps d'écrire les documents comme il le faut, pour être rigoureux.

Pourquoi mon collègue pense-t-il alors que prendre le temps, au cours des prochaines semaines, d'écrire un budget pour que ce soit crédible et rigoureux, soit une mauvaise chose?

• (1215)

**Yves Perron:** Monsieur le Président, en fait, j'ai l'impression d'avoir été mal interprété. Je n'ai jamais dit que prendre le temps d'écrire le budget et le faire de façon consciencieuse n'était pas important.

Par contre, cela fait trois mois que le nouveau ministre des Finances et du Revenu national est en poste. Son mandat était très clair, et c'était d'établir un budget pour que nous puissions voir entre autres les mesures d'aide aux entreprises qui font face aux droits de douane américains, à la guerre commerciale. Les libéraux nous ont parlé de ça pendant toute la campagne électorale. Tout à coup, les libéraux n'ont plus besoin que les gens aient peur, alors ils n'en parlent plus. Ce n'est pas sérieux. C'est 50 % de tarifs douaniers pour l'acier et l'aluminium. Il n'y a aucune entreprise qui va pouvoir traverser ça sans le soutien de l'État.

Qu'est-ce qu'on va faire? Un budget contient habituellement ce genre de réponse. Pour ce qui est des baisses d'impôts, je l'ai dit au début de mon discours: nous ne sommes jamais contre. Nous ne sommes pas contre le principe, mais il faut être sérieux. Il faut savoir ce que ça va donner et où on va prendre l'argent.

[Traduction]

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, la facture d'épicerie des familles canadiennes s'élève à 16 834 \$, ce qui représente une augmentation de 800 \$ par rapport à l'année dernière, soit environ 5 %. Le gouvernement prétend que l'inflation est à 1,7 %. Du point de vue économique, le député peut-il expliquer comment l'inflation peut être à 1,7 % si le prix du panier d'épicerie augmente de 5 %?

[Français]

**Yves Perron:** Monsieur le Président, plusieurs facteurs sont venus jouer là-dedans. J'ai parlé tantôt du fait que les changements climatiques ont causé beaucoup de difficultés non seulement au Québec et au Canada, mais aussi aux États-Unis. Il faut se rappeler qu'on importe beaucoup de marchandises. Des facteurs géopolitiques ont également influé sur le prix des grains, entre autres. Pensons à l'Ukraine, qui est encore aujourd'hui tristement occupée par une force étrangère d'invasion. Cela entraîne aussi des conséquences. Il y a donc un paquet de choses qu'on ne peut pas contrôler.

Par contre, mon collègue va être content de savoir que j'ai des idées sur des choses qu'on peut contrôler. J'ai parlé du code de conduite dans les épicerie, de la transformation régionale, de la gestion des risques des entreprises. Là, on peut agir. Il y a également la gestion de l'offre sur laquelle on peut agir, et on est en train de le faire. On peut aussi faciliter le programme des travailleurs étrangers temporaires en allégeant la paperasse demandée aux producteurs. Comme je viens de le dire, les changements climatiques sont une des causes importantes de l'augmentation des prix. Il faut donc encourager financièrement les producteurs qui sont bons pour l'environnement. Il faut aussi favoriser l'innovation et l'adaptation. On est capable de mettre des incitatifs pour tout ça afin que les résultats paraissent à court terme et à moyen terme, mais il faut agir. Il faut agir sur ce qu'on peut.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le député a fait allusion au dépôt d'un budget. Comme le député le sait sans doute, quand Stephen Harper est devenu premier ministre du Canada, il a été élu en février et a présenté un budget en mai. Les conservateurs adoptent ainsi une politique de deux poids, deux mesures. Je me demande si le député du Bloc reconnaîtra que, étant donné que les élections ont eu lieu le 28 avril et compte tenu de la nature même de ce qui se passe avec les États-Unis, c'est-à-dire l'attitude du président Trump, le commerce et les droits de douane, il est préférable de présenter un budget exact et de bien faire les choses plutôt que d'essayer de le faire à la hâte. Le député n'est-il pas d'accord, en principe?

[Français]

**Yves Perron:** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire parle bien de trois mois, n'est-ce pas? Il nous parle d'un moment où une élection a eu lieu en février et où le budget a été déposé en mai. Or, ça fait trois mois que le ministre des Finances et du Revenu national est en poste avec le mandat clair de préparer un budget pour faire face à la guerre tarifaire des Américains. Je pense que le ministre serait en mesure de le faire.

Soyons sérieux. Travaillons sérieusement. Si les libéraux ne sont pas capables de présenter un budget complet, ils pourraient au moins faire une mise à jour économique pour nous dire où ils vont prendre l'argent. Ensuite, nous allons pouvoir nous asseoir entre adultes, décider si nous l'approuvons ou non, et prendre des décisions éclairées pour l'avenir positif de toute notre population. C'est ça, notre travail.

**Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ):** Monsieur le Président, comme c'est le premier discours que je prononce dans le cadre de cette nouvelle législature, je vais en profiter pour exprimer des remerciements. Depuis 2019, j'ai le privilège et l'honneur de représenter les gens de Laurentides—Labelle. J'en suis maintenant à mon troisième mandat.

Je tiens à remercier, entre autres, les 23 615 personnes qui ont choisi le Bloc québécois. À toutes les autres, comme je l'ai dit durant la campagne électorale, je veux qu'elles sachent que je suis là pour elles et avec elles. Évidemment, ces remerciements s'adressent aussi à mon équipe de campagne. Je vais prendre le temps de nommer leurs prénoms, parce que leur contribution est trop précieuse. Ils ont donné énormément de leur temps. Je remercie donc Maryse, Samuel, Annie-Claude, Annie, François, Michel et Lévis. Sérieusement, sans eux, je ne serais pas ici. Oui, j'ai parcouru 11 000 kilomètres dans les 39 municipalités. C'est énorme, Laurentides—Labelle, mais c'est très beau. Je tiens donc à remercier tous ces bénévoles.

Tout cela me pousse déjà à être très constructive. J'ai le plaisir aujourd'hui de prendre la parole au sujet de la motion proposée par les conservateurs dans le cadre de leur journée de l'opposition. Je vais donc la décortiquer. Je vais d'abord expliquer rapidement en quoi consiste l'essence de cette motion. Je vais également exposer les raisons pour lesquelles le Bloc québécois l'appuie.

Évidemment, cette motion soulève des questions importantes en matière de responsabilité et de gouvernance. Je fournirai également des éléments détaillés. Il faut dire que mon collègue de Berthier—Maskinongé a déjà mis la table donc je tenterai de limiter les répétitions.

D'abord, il est vrai que les familles vont payer plus cher leur nourriture. En fait, c'est déjà ainsi depuis quelque temps. Il est tout à fait légitime de vouloir se préoccuper de cette question, compte tenu de l'augmentation prévue de 800 \$ par année pour les familles. Je pense que l'ensemble des parlementaires ont constaté l'augmentation du prix du panier d'épicerie. De plus, on constate une hausse marquée de la demande auprès de tous les organismes d'aide alimentaire.

Ce sur quoi je souhaite porter notre attention, c'est sur un point précis de la motion: on y mentionne que la Chambre demande au gouvernement de présenter un budget avant l'été. Or l'été commence le 21 juin, mais ce pourrait aussi être après cette date. L'objectif de ce budget serait de corriger les politiques inflationnistes mises en place par les libéraux afin que les Canadiens puissent remettre de la nourriture sur la table.

J'ai lu cette motion à plusieurs reprises. La première partie est essentielle. On demande au gouvernement de présenter un budget.

J'ai travaillé dans le milieu communautaire pendant plus de deux décennies et je suis entrepreneure. On ne peut jamais se permettre de dépenser sans connaître d'abord ses sources de revenus, voyons donc. Je me suis arrêtée sur ce point et je me suis dit qu'on ne présentait peut-être pas de budget par manque de temps ou parce qu'on était surpris par son nouveau rôle. Pourtant, le premier ministre est un soi-disant spécialiste reconnu mondialement. Les parlementaires pensaient qu'ils revenaient rapidement à la Chambre pour que le gouvernement leur présente un énoncé économique ou un budget sur lequel ils devaient se prononcer. Or ce n'est pas le cas.

Le gouvernement tente de faire bonne figure. Les parlementaires sont rentrés rapidement. Toutefois, le gouvernement n'est pas prêt. Que doit-on faire dans une telle situation? On doit prendre son temps. Cela peut prendre une semaine, voire deux semaines. De toute façon, lorsqu'on est ministre des Finances, dès le 14 mars, dès le premier jour de son entrée en fonction, on sait qu'il faut immédiatement réfléchir à ce qu'on va proposer. Nous sommes 343 parlementaires, dans un contexte de gouvernement minoritaire, et il y a des comptes à rendre. Le gouvernement tente de faire bonne figure. On continue de parler aux médias et, de plus, on annonce des bonbons, c'est-à-dire une réduction d'impôt, une aide pour l'achat d'une première maison et une foule de propositions.

Les parlementaires s'accordent à dire que toute personne qui doit établir un budget doit avoir une vision complète des charges, afin de connaître précisément les entrées et les sorties d'argent.

● (1220)

Non, ici, on suit une tendance extrême. Ça, je le dis à l'ensemble des citoyens de Laurentides—Labelle. Quand je leur explique que nous sommes en train de parler de mesures fiscales et que je leur dis que nous serons d'accord sur cette motion, car il y a effectivement une crise inflationniste, les citoyens me demandent avec quoi nous travaillons. Je leur réponds que nous ne travaillons avec rien.

Quand je parle à mes collègues économistes ou comptables et avec les gens d'affaires, ils me disent qu'ils ne comprennent pas pourquoi un gouvernement digne de ce nom n'est même pas capable de faire la base. Je me serais attendue à ce que nous revenions un mois plus tard et à ce que nous siégeons jusqu'à la fin juillet pour être fins prêts à recommencer. Comme mon collègue l'a mentionné tantôt, les comités ne siègent même pas et ils ne peuvent pas faire d'analyses. Je suis bouche bée, je ne comprends pas.

*Travaux des subsides*

D'ailleurs, je vais exercer de nouvelles fonctions au sein des comités. Je vais m'occuper du dossier du tourisme et du dossier des anciens combattants. Je vais aussi m'occuper du dossier des opérations gouvernementales au sein du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Ce comité a pour mandat d'analyser les coûts. Ça tombe bien, car nous n'avons pas commencé. Les dépenses du gouvernement pour l'achat de matériel passent de 3,7 milliards de dollars à 10,8 milliards de dollars, soit une hausse de 190 %. Quand on me dit cela, je suis très inquiète. Gouverner à coups de milliards de dollars, c'est la base. Je suis donc d'accord avec mes collègues conservateurs pour dire qu'il faut présenter un budget, et vite. Voilà pour ma première intervention.

Par ailleurs, nous avons passé six mois sans siéger à la Chambre. Comme je l'ai dit, depuis le 14 mars, nous nous attendions à pouvoir travailler sur quelque chose de tangible à notre retour à la Chambre. Non, on nous propose un projet de loi qui s'appelle le projet de loi C-4 et qui contient des mesures fiscales. Toutefois, nous ne savons pas comment nous pouvons travailler sur des dépenses et donner notre aval à des dépenses. On nous prend en étau en nous disant que nous ne pouvons pas être contre ces mesures qui visent à aider les gens. Je trouve ça inacceptable.

Je veux terminer mon discours en disant que, au Bloc québécois, nous travaillons vraiment pour notre monde. Nous ne travaillons pas pour faire des gains, pour nous faire réélire, et, au jour 1 de notre élection, chercher à ménager nos électeurs. Nous avons déjà fait une démarche. Mon collègue nous en a parlé tantôt. L'Institut de recherche en économie contemporaine, ou IREC, a mené une étude. On dit que le panier d'épicerie coûte cher, mais nous savons tous pourquoi. C'est en raison des dérèglements climatiques.

Je vais donner un exemple. En fin de semaine, je faisais mon jardin. Je peux faire des prévisions en fonction du climat. S'il y a des pluies diluviennes, je vais le protéger. S'il y a un risque de gel en juillet, je vais le protéger. Si, par exemple, il manque d'eau, je vais l'arroser. Quelles sont les capacités de nos producteurs à s'adapter aux changements climatiques? En un mot, la vie, c'est l'offre et la demande. Quand il n'y a pas de production, évidemment, ça nous coûte plus cher. Les conservateurs sont très attachés à la sécurité publique, et, selon moi, la sécurité alimentaire en fait aussi partie. Alors, attaquons-nous à la source du problème. On l'a vu, l'abolition de la taxe sur le carbone n'a rien fait pour réduire le coût du panier d'épicerie.

• (1225)

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Dieppe, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, je tiens à vous féliciter pour votre nouveau rôle à la Chambre.

J'apprécie toujours les interventions à la Chambre de mon honorable collègue de Laurentides—Labelle. J'ai bien hâte de travailler avec elle durant la 45<sup>e</sup> législature.

La députée a mentionné qu'elle avait fait du travail communautaire lors des deux dernières décennies. J'ai également fait du travail communautaire comme travailleuse sociale chez nous, dans la belle région de Moncton—Dieppe. Or, la députée dit que le gouvernement offre des bonbons à la population. J'oserais dire que, pour les gens de chez nous, la baisse d'impôt qui entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet n'est pas un bonbon. C'est de l'aide concrète.

Ma collègue ne pense-t-elle pas que cette baisse d'impôt va réellement aider les familles du Québec, mais aussi de tout le Canada?

• (1230)

**Marie-Hélène Gaudreau:** Monsieur le Président, j'apprécie toujours une vraie collaboration.

Je parlais de bonbons parce que, quand on donne des sommes d'argent, on ne gère pas ce que les gens vont en faire. Alors, qu'on me donne des chiffres concrets démontrant que toute somme d'argent supplémentaire est octroyée à des fins de survivance. Le jour où j'aurai les chiffres, j'en reparlerai.

J'aimerais en profiter pour parler des dérèglements climatiques. Vendredi matin, Ottawa était la deuxième ville la plus polluée au monde. Cela a été prouvé. J'ai même vu une photo et je me disais que c'était l'apocalypse. C'est du jamais vu.

Je pose donc la question suivante à mes collègues: à quand remonte la dernière fois où on a dû porter un masque N95 en raison de feux de forêt non contrôlés? Même l'Europe en souffre.

[Traduction]

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NDP):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le Bloc d'avoir parlé des petites entreprises. Nous savons que les petites entreprises sont confrontées à une crise de l'offre et de l'abordabilité dans le domaine de l'assurance commerciale. Il peut leur être très difficile de trouver un assureur qui a des prix qui sont à leur portée. Dans un récent rapport de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, nous avons appris que la moitié des propriétaires d'entreprise au Canada « ont fait face à une augmentation de 10 % ou plus de leurs primes dans les 12 derniers mois ». Depuis des mois, le coût des assurances figure parmi les trois coûts qui pèsent le plus lourd pour les entreprises.

N'est-il pas temps que le gouvernement se penche sur les répercussions que les coûts des assurances et l'accès aux assurances ont sur les petites entreprises au Canada et au Québec?

[Français]

**Marie-Hélène Gaudreau:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue, parce que j'ai omis d'en parler. C'est un autre exemple concret. On n'a qu'à en parler à un actuaire. Lorsqu'on entre les chiffres dans la machine, on voit que cela coûte énormément plus cher d'assurer ses biens aujourd'hui.

Alors, non seulement cela prend un budget, mais il faut aussi reconnaître que les dérèglements climatiques nous coûtent très cher. C'est ce que le Bloc québécois va faire. Il va démontrer à quel point cela coûte cher à l'ensemble des citoyens du Québec et du Canada.

**Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Monsieur le Président, faire un budget, ce n'est pas compliqué. Il s'agit de déterminer où on va prendre ses revenus, où on va dépenser et combien on a dans le compte. Essentiellement, ça se résume comme ça. Dans quoi le gouvernement va-t-il dépenser? Ça, on le sait en maudit. Les libéraux nous l'ont dit pendant la campagne électorale et dans l'énoncé du discours du Trône. Quelles seront ses sources de revenus? On sait qu'il va accorder des baisses d'impôt, donc il y aura moins de revenus qui vont entrer.

Toutefois, pour ce qui est de l'état des finances, on n'en sait rien. Il me semble qu'après 10 ans, et alors que le ministre des Finances est là depuis trois mois, on devrait avoir ce chiffre-là. On se souvient de la scène burlesque du mois de décembre, quand l'ancienne ministre des Finances a démissionné. On avait déjà un déficit de 50 milliards de dollars.

### *Travaux des subsides*

Alors, en faisant une règle de trois, je lance un chiffre: a-t-on atteint à peu près 75 milliards de dollars de dette?

**Marie-Hélène Gaudreau:** Monsieur le Président, si le gouvernement n'est pas capable de démontrer qu'il a tout ce qu'il faut pour avoir un budget équilibré ou, du moins, le moins déficitaire possible, c'est parce qu'il nous donne l'impression d'être le grand spécialiste mondial de l'économie. Malheureusement, ça ne tient pas la route. Les gens sont inquiets et on se demande ce qui va se passer dans les prochains mois en ce qui concerne nos finances et le déséquilibre fiscal.

[Traduction]

**John Barlow (Foothills, PCC):** Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui. Comme il s'agit de mon premier discours à la Chambre depuis les élections, je tiens à remercier les citoyens de Foothills et les familles du Sud de l'Alberta de m'avoir réélu pour les représenter à la Chambre des communes. Je suis honoré que nous ayons obtenu le deuxième plus grand nombre de votes au pays, soit près de 55 000. Seul mon collègue qui représente Ponoka—Didsbury a réussi à surpasser les merveilleux habitants de Foothills. Cela montre bien que notre message, en tant que conservateurs qui défendent l'Alberta, trouve écho auprès de mes concitoyens de Foothills.

Je tiens à signaler que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Cloverdale—Langley City. Je souhaite la bienvenue à la Chambre à cette collègue remarquable qui se trouve ici avec moi.

En tant que ministre du cabinet fantôme conservateur pour l'agriculture et l'agroalimentaire, il est de mon devoir de représenter ici les agriculteurs, les éleveurs et les producteurs, qui travaillent dur dans tout le pays, mais aussi d'être la voix de tous les Canadiens qui, ces derniers mois, se sont rendus dans les rayons des supermarchés et se sont demandé pourquoi la situation continuait d'empirer. Les gens se posent cette question parce que le premier ministre a déclaré avec insistance qu'il serait jugé sur les prix dans les rayons des épiceries. C'est le premier ministre qui a dit cela, pas l'opposition. Selon ses propres critères, selon sa propre déclaration, le premier ministre a failli à ses engagements envers les Canadiens.

J'avoue que je prends la parole aujourd'hui avec une certaine frustration, comme tous les députés de la Chambre qui entendent leurs concitoyens se plaindre du prix des produits alimentaires à l'épicerie, compte tenu des promesses faites par le premier ministre libéral. Il nous semble que ce sont les mêmes vieux libéraux qui font les mêmes vieilles promesses et qui ne les tiennent pas.

La famille moyenne dépense maintenant près de 1 000 dollars de plus par an en produits alimentaires, soit près de 16 000 \$. Ces prix continuent d'augmenter: les oranges, plus de 20 %; les pommes, 20 %; le bœuf, plus de 30 %; le riz, 14 %; la liste est longue. Les Canadiens doivent donc faire des choix très difficiles chaque fois lorsqu'ils établissent leur budget familial. Je m'attendrais à ce que les Canadiens souhaitent que le gouvernement suive leur exemple et présente un budget qui leur montre où va l'argent de leurs impôts et à quel point la situation financière que les libéraux nous ont laissée est grave.

Les libéraux sont très doués pour faire porter la responsabilité de leurs problèmes à d'autres. Le secrétaire parlementaire continue de rejeter la faute sur la COVID. Je suis certain que les libéraux lanceront des accusations contre M. Harper plus tard dans la journée. Cependant, le premier ministre a été conseiller financier de l'ancien premier ministre, Justin Trudeau, pendant plus de cinq ans. Ce n'est

pas un nouveau groupe. Le ministre des Finances est là depuis 10 ans. L'ancienne ministre des Finances est là depuis 10 ans. Ce n'est pas comme si les libéraux n'avaient pas de données sur lesquelles s'appuyer. Ce n'est pas une nouvelle équipe libérale. Cependant, les libéraux refusent de présenter un budget et les Canadiens en paient le prix. Ils en paient le prix chaque jour à l'épicerie.

L'actuel premier ministre a déclaré pendant la campagne électorale qu'il serait différent de son prédécesseur. De toute évidence, en quelques mois seulement, il s'est montré différent; je dirais qu'il est sans doute pire. Il a affirmé qu'il limiterait la hausse des dépenses à 2 %, qu'il les plafonnerait, mais sa première série de prévisions budgétaires révèle qu'il a augmenté les dépenses de plus de 8 %, soit d'un demi-billion de dollars, qui vient alourdir le déficit. Alors que l'inflation et la sécurité alimentaire sont des priorités absolues, le gouvernement continue de jeter de l'huile sur le feu inflationniste. Non seulement les libéraux manquent à leurs promesses, mais ils les transgressent royalement avec des dépenses de ce genre et ils refusent de s'en rendre responsables, puisqu'ils adoptent des politiques qui font monter le coût des aliments. En fait, les politiques qu'ils veulent mettre en œuvre et continuent de promouvoir ne feraient qu'empirer les choses. Les politiques idéologiques comme l'étiquetage frontal, l'interdiction des plastiques visés par l'avis P2, les droits de douane sur les engrais, la réduction des engrais et des produits de protection des cultures ainsi que la taxe sur le carbone pour les industries rendront toutes la vie plus difficile aux agriculteurs, aux fabricants, aux camionneurs et aux détaillants. Tous ces coûts sont transmis au consommateur à l'épicerie.

• (1235)

Je donne ici quelques exemples des incroyables conséquences que ces politiques idéologiques auront pour les consommateurs. Michael Graydon, chef de la direction de Produits alimentaires, de santé et de consommation Canada, a déclaré au comité de l'agriculture l'an dernier que l'absurde étiquetage d'avertissement frontal coûtera à l'industrie 8 milliards de dollars de plus et que les fabricants n'auront d'autre choix que de transmettre ces frais supplémentaires aux consommateurs, ce qui fera monter les prix des aliments à l'épicerie.

Dans un rapport détaillé, Deloitte a déclaré que les effets de l'interdiction libérale visant les plastiques P2 sur les producteurs et les maraîchers canadiens seront catastrophiques; elle haussera le coût de production de 35 %. Cela est en sus des hausses dues à l'inflation que nous observons déjà par suite des dépenses effrénées des libéraux. Cette interdiction réduira de moitié l'offre de fruits et légumes frais. Elle ajoutera 6 milliards de dollars aux coûts des producteurs et des cultivateurs. Le gaspillage d'aliments s'accroîtra de 50 %.

Alors que les Canadiens veulent appuyer les cultivateurs canadiens, la politique des libéraux accule ces derniers à la faillite. Plus de 44 % des producteurs canadiens de fruits et de légumes frais vendent déjà leurs produits à perte, et ce, avant l'application des nouvelles politiques idéologiques.

**Une voix:** Où avez-vous puisé vos chiffres?

*Travaux des subsides*

**John Barlow:** Monsieur le Président, je viens de le dire: Deloitte. Je crois qu'il s'agit d'une source plutôt fiable, tout comme la société Financement agricole Canada et le PDG de Produits alimentaires, de santé et de consommation Canada. Les libéraux n'aiment pas quand nous citons ces chiffres. Ils n'aiment pas entendre ces statistiques, parce qu'elles sont le résultat direct des politiques punitives mises en œuvre par le gouvernement libéral.

Cependant, mon collègue d'en face va adorer cela, parce que les libéraux sont loin d'en avoir fini. Le gouvernement libéral veut réduire l'utilisation d'engrais de 30 % et les produits de protection des cultures de 50 %. Les agriculteurs y perdraient plus de 50 milliards de dollars, et leurs récoltes chuteraient de 14 millions de tonnes.

Enfin, les dépenses et la réglementation inflationnistes des libéraux réduisent sérieusement la viabilité économique des agriculteurs canadiens. Mon collègue de Winnipeg-Nord ne va pas aimer cela, mais, selon Statistique Canada et Financement agricole Canada, la récolte de l'année dernière a été la plus coûteuse de toute l'histoire du Canada. Les résultats qui viennent d'être publiés indiquent qu'en 2024, le revenu net des agriculteurs canadiens a diminué de 25 %, soit une perte totale de 3,3 milliards de dollars. Les agriculteurs perdent environ 3 000 \$ chaque mois. C'est leur pire perte de revenu net depuis 2018.

En 2024, les dépenses totales des exploitations agricoles au Canada ont atteint 78,3 milliards de dollars, soit une hausse de 2,4 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse découle des engrais, des aliments pour animaux et de la machinerie. Les prix des engrais ont grimpé de plus de 50 %. Le coût des aliments a augmenté de 20 %. Les dépenses en machinerie et en carburant ont augmenté de 53 %. Je ne saurais trop insister sur ces choses. Nous voyons là les conséquences très réelles des politiques idéologiques et punitives du gouvernement libéral, qui mettent en péril la viabilité économique de nos agriculteurs et qui font augmenter le coût des aliments pour les Canadiens. C'est ce que nous constatons mois après mois.

Je me demande si, à la réunion du G7 qui se tiendra en Alberta la semaine prochaine, les participants chercheront à déterminer si le Canada devrait vraiment faire partie du G7, alors qu'il punit ses agriculteurs et met en péril la sécurité alimentaire non seulement du pays, mais du monde entier. Nous ignorons nos alliés les plus importants, qui nous ont demandé de leur vendre le gaz naturel liquéfié canadien bon marché, abordable et durable. Le gouvernement libéral leur a répondu qu'il n'y voyait pas d'intérêt commercial. Nos alliés du G7 vont finir par perdre confiance en nous.

Toutefois, le gouvernement libéral résoudrait tous ces problèmes s'il révoquait ses politiques idéologiques et s'il déposait un budget pour montrer aux Canadiens la situation financière à laquelle ils font face. Si le gouvernement n'est pas prêt à le faire, je lui suggère de se retirer, parce que les conservateurs, eux, sont prêts à le faire.

• (1240)

**Sima Acan (Oakville-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, nous prenons l'inflation très au sérieux, et c'est pour cette raison que nous accordons un allègement fiscal pour aider les Canadiens.

J'aimerais demander à mon collègue si les conservateurs appuieront le projet de loi visant à accorder des réductions d'impôt à près de 22 millions de Canadiens de la classe moyenne, à éliminer la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur

maximale de 1 million de dollars, à abolir la taxe sur le carbone et à assurer l'unité de l'économie canadienne.

**John Barlow:** Monsieur le Président, je me réjouis que la députée libérale énumère à peu près tous les éléments du programme électoral des conservateurs que les libéraux ont repris à leur compte. Je l'encourage d'ailleurs à tous les reprendre à son compte. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Pourquoi exempter de la TPS les maisons neuves uniquement pour les acheteurs d'une première maison? Pourquoi ne pas exempter de la TPS les maisons neuves, peu importe l'acheteur, afin que tous les Canadiens puissent avoir accès à une maison et pas seulement ceux qui achètent une première maison?

Ne faisons pas les choses à moitié; si vous voulez adopter le programme des conservateurs, adoptez-le donc en entier. Nous vous appuierons jusqu'au bout.

• (1245)

**Le vice-président adjoint (John Nater):** Je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs observations à la présidence.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

[Français]

**Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, j'ai bien écouté le discours du député conservateur. Je dois dire que cela n'arrive pas tous les jours, mais je suis pas mal d'accord sur l'essentiel de son discours d'aujourd'hui. Je voudrais le questionner sur un élément en particulier. Pendant toute la campagne électorale, les libéraux nous ont vendu le nouveau premier ministre comme étant un magicien. Il allait régler nos problèmes, il était extraordinairement talentueux, il savait tout faire et tout était facile pour lui.

Si le premier ministre est si bon et si extraordinaire que ça, comment mon collègue explique-t-il le fait que celui-ci n'est pas capable de faire un budget?

[Traduction]

**John Barlow:** Monsieur le Président, je sais que cela va choquer mon collègue du Bloc, que je respecte beaucoup, mais les libéraux disent une chose pendant les campagnes électorales et font tout autre chose une fois élus. Les libéraux aiment dire qu'ils ne sont pas prêts et que cela ne fait que trois mois.

Le Cabinet est en place depuis 10 ans. Ce n'est pas comme si les libéraux venaient d'entrer dans une nouvelle Chambre des communes et qu'ils n'avaient aucune idée de ce qui s'est passé au cours des 10 dernières années. Ils sont responsables de tous les problèmes. Leurs dépenses excessives, leurs impôts élevés et leurs mauvaises politiques ont plongé le Canada dans cette situation financière.

Je dirais que les libéraux ne veulent pas déposer de budget parce que les Canadiens seraient effrayés de voir la situation financière dans laquelle les libéraux nous ont laissés.

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, je trouve toujours comique, voire triste, que les libéraux remettent en question les données fournies par Statistique Canada ou Deloitte Touche Tohmatsu Limited, comme ils l'ont fait avec mon collègue.

### *Travaux des subsides*

Je veux parler de la réduction d'impôt de 800 \$ qui a été annoncée. Je tiens à rétorquer que le coût moyen des aliments va augmenter de 800 \$ par famille cette année. La famille moyenne au pays va dépenser 17 000 \$ de son revenu après impôt pour se nourrir.

Le député ne convient-il pas que l'insécurité alimentaire est une menace importante pour de nombreuses familles canadiennes, les mères de famille monoparentale et les aînés?

**John Barlow:** Monsieur le Président, c'est certain, et je dirais même que la situation va empirer. Une réduction d'impôt de 800 \$ est balayée par l'inflation alimentaire, qui augmente chaque mois, et ce, depuis trois mois consécutifs. La situation ne fera qu'empirer lorsque les libéraux mettront en œuvre leurs politiques, comme l'étiquetage sur le devant des emballages et l'interdiction des plastiques P2. À elles seules, ces deux mesures pourraient faire augmenter le coût des aliments de 14 milliards de dollars. Il s'agit là de coûts supplémentaires qui seront répercutés sur les producteurs, les fabricants et les détaillants. Ceux-ci les répercuteront à leur tour sur les consommateurs, ce qui continuera à faire grimper le coût des aliments.

Nous traversons une crise de la sécurité alimentaire dans notre pays, et les libéraux doivent prendre des mesures pour y remédier.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, pensez aux pays du G7 ou du G20. Au cours des dernières années, le Canada s'est toujours classé premier ou troisième en matière d'inflation et de taux d'intérêt, mais le député continue, et c'est typique d'un conservateur, de vouloir minimiser les réalisations du Canada. Oui, l'inflation est un problème grave, nous le comprenons. Quand les conservateurs commenceront-ils à reconnaître que le Canada est le meilleur pays du monde où l'on puisse vivre?

**John Barlow:** Monsieur le Président, je trouve intéressant que ce soit le député qui remette en question les données fournies par Statistique Canada et Financement agricole Canada, une société d'État et un organisme qui relèvent tous deux du gouvernement libéral. Ces statistiques proviennent de leur propre gouvernement. S'ils ne croient pas ces statistiques, ils devraient peut-être apporter des changements au sein de leur propre bureaucratie. Il est intéressant de constater que c'est lui qui parle de désinformation.

**Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a déclaré qu'il serait jugé en fonction des prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Eh bien, les Canadiens le prennent au mot, et ce qu'ils constatent est choquant. Le prix des produits alimentaires a atteint des sommets, les banques alimentaires sont débordées, et de plus en plus de familles sautent des repas, non pas parce qu'elles le souhaitent, mais parce qu'elles y sont contraintes. Dans Cloverdale—Langley City, les personnes âgées qui comptaient autrefois sur la banque alimentaire chaque semaine doivent désormais espacer leurs visites afin de laisser la place à de nouvelles familles dans le besoin.

Partout au pays, des personnes ont un emploi à temps plein, mais n'ont toujours pas les moyens d'acheter des produits alimentaires de base. Il n'a jamais été aussi évident que l'abordabilité n'est pas seulement un enjeu, mais une véritable crise. Que fait le gouvernement pour y remédier? Il aggrave la situation en imposant des taxes sur la production alimentaire, en dépensant sans compter et en refusant de déposer un budget responsable.

Aujourd'hui, je souhaite prendre la parole au nom des personnes qui sont laissées pour compte et demander au gouvernement de

commencer à donner la priorité aux Canadiens. Si nous voulons régler le problème du prix des aliments, nous devons commencer à la source: nos producteurs, nos agriculteurs partout au Canada. Le gouvernement nous dira qu'il a supprimé la taxe sur le carbone, mais soyons honnêtes, ce n'est que de la poudre aux yeux. Ce que les libéraux ont supprimé, ce sont les parties visibles de la taxe sur le carbone, celles qui apparaissaient sur notre facture de carburant, mais la taxe est toujours là, enfouie dans le coût de production et de transport des aliments.

Les agriculteurs continuent de payer la taxe sur le carbone applicable aux industries pour le gaz naturel, le propane et le chauffage, que ce soit pour sécher le grain ou chauffer les granges. Il ne s'agit pas d'un luxe; ce sont des éléments essentiels à la culture et à l'entreposage de nos aliments. Cette taxe est répercutée sur toutes les familles canadiennes à la caisse. Nous ne devons pas oublier que nos concurrents américains et mexicains ne paient pas ces taxes cachées et que leurs coûts de production sont déjà moins élevés. Pourquoi pénaliser nos agriculteurs et nous placer dans une situation concurrentielle très défavorable?

Dans Cloverdale—Langley City, la cuisine communautaire de Cloverdale et la banque alimentaire de Langley sont débordées. La demande augmente si rapidement qu'elles ont dû demander aux personnes âgées d'espacer leurs visites et de ne venir qu'une fois toutes les deux semaines afin de faire une place à toutes les nouvelles familles qui se présentent. Il ne s'agit toutefois pas d'un problème local: à l'échelle du Canada, plus de deux millions de visites ont été enregistrées dans les banques alimentaires en un seul mois. C'est deux fois plus qu'il y a cinq ans. Un tiers des clients sont des enfants, et près d'une personne sur cinq a un emploi, mais n'a quand même pas les moyens de se nourrir.

C'est ce qui arrive lorsque les politiques gouvernementales pénalisent ceux-là mêmes qui produisent nos denrées alimentaires. Nous ne pouvons pas taxer l'agriculteur qui cultive les aliments et le camionneur qui les transporte, puis nous étonner que les Canadiens n'aient pas les moyens de se nourrir. Le gouvernement dit se soucier de l'abordabilité, mais ses actions témoignent exactement du contraire. Il est temps de cesser de compliquer la vie de ceux qui nous nourrissent. Si nous voulons réduire les prix à la caisse, nous devons abolir la taxe industrielle pour les agriculteurs et les Canadiens de tout le pays. Laissons les agriculteurs faire ce qu'ils font le mieux, c'est-à-dire nourrir la population, et donnons enfin aux Canadiens un répit à l'épicerie.

Les dommages ne s'arrêtent pas à la ferme. Une fois que les aliments quittent les champs, ils se heurtent à un autre problème créé par les libéraux: l'inflation alimentée par des dépenses incontrôlées. C'est difficile à croire, mais le nouveau gouvernement libéral a réussi à se surpasser. Le premier ministre a hérité d'un gouvernement hypertrophié et irresponsable et au lieu de se serrer la ceinture, il a aggravé la situation. Malgré sa promesse de réduire les dépenses, son premier projet de loi important prévoit des dépenses supérieures de 8 % à celles de Trudeau l'année dernière. Ce n'est pas de la retenue, c'est un train fou.

C'est une frénésie de dépenses d'un demi-billion de dollars sans budget, et les conséquences sont bien réelles. Les experts préviennent maintenant que l'endettement public devrait atteindre des niveaux records, encore plus élevés que pendant la pandémie. Cela signifie des taux d'intérêt plus élevés, des coûts d'emprunt plus élevés et une pression accrue sur une économie déjà fragile. Pendant que le gouvernement accumule les dettes, les Canadiens en paient le prix à la caisse. Lorsque le gouvernement dépense plus qu'il ne peut se le permettre, il fait grimper l'inflation. Ce n'est pas une théorie, c'est une réalité.

Chaque dollar qu'Ottawa dépense de manière irresponsable réduit la valeur de notre argent. Il suffit de demander à la mère seule qui essaie d'acheter des fruits frais pour ses enfants, ou à la personne âgée qui vit d'un revenu fixe et qui voit ses courses engloutir sa pension. Ils établissent un budget avant de dépenser, mais pour une raison quelconque, « l'homme qui a un plan » n'est pas capable de faire de même.

• (1250)

N'oublions pas où vont ces dollars dépensés de manière irresponsable. Des experts-conseils touchent la somme record de 26,1 milliards de dollars dans le cadre de ce plan, ce qui représente 1 400 \$ par ménage canadien. Ce n'est pas pour le logement ni pour l'alimentation, mais pour des experts-conseils. Pour couronner le tout, le jour même où le premier ministre a promis dans son discours du Trône de plafonner les dépenses de fonctionnement à 2 %, son gouvernement a présenté un projet de loi visant à augmenter les dépenses de 8 %, et ce, à peine deux heures plus tard.

Les Canadiens sont contraints de prendre des décisions difficiles chaque jour, de limiter leurs dépenses alimentaires et de réduire leur train de vie, mais leur gouvernement n'est même pas capable de présenter un budget de base pour montrer comment il va payer tout cela. Si nous voulons maîtriser l'inflation des prix des aliments et faire baisser ces prix, c'est ici qu'il faut commencer. Mettons fin aux dépenses irresponsables. Donnons la priorité aux Canadiens, pas aux experts-conseils...

• (1255)

**Gord Johns:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement, par souci pour les interprètes, car le téléphone de quelqu'un sonne. Je constate de plus en plus souvent ce genre de comportement. Les députés n'éteignent pas leur téléphone, et je vous encourage à leur rappeler de le faire. C'est dangereux pour les interprètes.

**Le vice-président adjoint (John Nater):** Je remercie le député de son intervention.

Je rappelle aux députés, premièrement, d'éteindre leur téléphone et, deuxièmement, ce qui n'est pas le cas ici, de veiller à ne pas les placer près de microphones qui pourraient être allumés.

Je sais que les députés essaient de trouver le téléphone qui sonne, mais en attendant, nous allons reprendre avec la députée de Cloverdale—Langley City.

**Tamara Jansen:** Monsieur le Président, alors que l'inflation continue de faire grimper le prix des aliments, le gouvernement n'a toujours pas pris la seule mesure qui pourrait rétablir la confiance. L'été approche à grands pas et les Canadiens n'ont toujours pas de budget. Le Parlement a voté à l'unanimité pour que le gouvernement présente un budget en avril. Au lieu de cela, tout ce que le premier ministre dit qu'il fera, c'est prendre note du vote. Ce n'est pas faire preuve de leadership, c'est irrespectueux et c'est inacceptable.

### *Travaux des subsides*

Voici pourquoi il est important d'avoir un budget, surtout en ce moment. Les investisseurs sont inquiets, et s'ils sont inquiets, nous avons un problème. Le Canada devrait émettre pour plus de 628 milliards de dollars de titres de créance au cours cet exercice, soit plus même que pendant la pandémie. Cela représente une dette colossale. Plus le gouvernement emprunte, plus les marchés exigent des taux d'intérêt élevés pour compenser le risque croissant. Le rendement des obligations canadiennes à 10 ans a déjà augmenté de plus de 50 points de base depuis avril, pour atteindre environ 3,3 %.

Les investisseurs, qui deviennent nerveux, commencent à exiger des rendements plus élevés avant de prêter de l'argent au Canada. Cela signifie que les emprunts à long terme vont rapidement devenir beaucoup plus coûteux. Sans budget, personne ne sait combien le gouvernement prévoit emprunter ni à quoi il va consacrer cet argent, ce qui inquiète les investisseurs. Lorsqu'ils voient des dépenses effrénées et constatent l'absence de plan pour les financer, ils exigent des rendements plus élevés pour couvrir le risque. Cela fait grimper les taux d'intérêt et le coût des emprunts monte en flèche.

Lorsqu'un gouvernement emprunte plus d'argent, cela signifie qu'il en reste moins pour les hôpitaux, les écoles et les routes. L'inflation fait grimper les taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt fait grimper les coûts de production alimentaire. Le service de la dette représente déjà un coût important pour les exploitations agricoles. Il s'agit de l'un des coûts les plus élevés pour les agriculteurs, et ils ne peuvent pas se permettre d'autres coûts. Lorsque le gouvernement refuse de diriger ou même de montrer un plan, tous les Canadiens se retrouvent à payer la note, c'est-à-dire qu'ils paient plus cher à l'épicerie, paient des factures plus élevées et paient plus de taxes et d'impôts.

Partout au pays, les Canadiens font tout ce qu'il faut. Ils travaillent fort, ils établissent un budget prudent et ils font des sacrifices, mais le gouvernement taxe l'agriculteur qui cultive les aliments et dépense sans retenue pendant que l'inflation monte en flèche. Quand le Parlement exige un budget, les libéraux haussent les épaules et disent qu'ils vont en prendre note. Les Canadiens méritent mieux que cela. Dans Cloverdale—Langley City, j'ai vu des aînés faire la queue devant les banques alimentaires et des parents sauter des repas. Les familles se demandent combien de temps encore elles pourront tirer le maximum de chaque dollar. Ils ne demandent pas grand-chose, juste un gouvernement qui vit selon ses moyens et qui les aide à en faire autant.

Je terminerai par ceci. Aucun parent ne devrait avoir à choisir entre payer sa facture d'électricité et se nourrir. Après des années de promesses libérales non tenues, il est temps d'accorder la priorité aux Canadiens.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je suis en désaccord à bien des égards sur la façon dont le Parti conservateur aborde sa journée de l'opposition. En ce qui concerne l'inflation ou l'abordabilité, le nouveau premier ministre et le nouveau Cabinet ont présenté, parmi leurs premières initiatives, un allègement fiscal pour les Canadiens. Il s'agit d'une reconnaissance de la question de l'abordabilité. Cependant, les conservateurs ne cessent de prendre la parole pour fournir parfois ce qui pourrait être interprété comme des renseignements trompeurs, au lieu d'essayer de reconnaître que le Canada dans son ensemble se porte relativement bien.

*Travaux des subsides*

La députée ne convient-elle pas que, par rapport aux autres pays du G20, le Canada s'en sort relativement bien, mais que nous devons tout de même nous préoccuper de la question de...

• (1300)

**Le vice-président adjoint (John Nater):** La députée de Cloverdale—Langley City a la parole.

**Tamara Jansen:** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, mais j'ai manqué de temps pour attirer l'attention sur un autre problème de taille qui a des répercussions bien réelles sur l'abordabilité des aliments: les formalités administratives.

Maurizio Zinetti, propriétaire de Zinetti Foods à Cloverdale, m'a récemment parlé d'un problème qui aura de graves répercussions sur l'abordabilité des aliments. Il a voulu m'expliquer l'énorme incidence des nouvelles règles en matière d'étiquetage sur le devant des emballages pour son entreprise. Je dois dire que ce que j'ai appris pendant cette conversation m'a beaucoup contrariée.

Il s'agit d'une entreprise canadienne qui fait tout ce qu'il faut: elle produit des aliments de haute qualité, emploie des Canadiens et aide les familles partout au pays. Maintenant, en raison de nouvelles règles et de nouveaux règlements en matière d'emballage qui ne concernent même pas la salubrité des aliments, son propriétaire doit faire face à une facture de 2,2 millions de dollars pour respecter ces exigences. Il n'est pas le seul dans ce cas. Dans l'ensemble du secteur, le coût total de ces règlements devrait dépasser 1,8 milliard de dollars.

[Français]

**Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son intervention, qui était particulièrement sensible à la réalité de nos familles.

Toutefois, j'aimerais qu'elle me parle de la situation du gouvernement. D'un côté, on augmente clairement les dépenses. D'un autre côté, on diminue les revenus parce qu'on fait des baisses d'impôts. On augmente les dépenses et on diminue les revenus. Au mois de décembre, dans une situation catastrophique lors de laquelle la ministre des Finances avait démissionné, on avait déjà annoncé un déficit de 50 milliards de dollars pour l'exercice financier précédent. L'année dernière, le déficit a été de 61,9 milliards de dollars.

À combien ma collègue estime-t-elle le déficit qu'annoncerait le gouvernement dans un budget? Pour ma part, je l'estime à environ 75 milliards de dollars.

[Traduction]

**Tamara Jansen:** Monsieur le Président, c'est une excellente question. Toutes les familles de Cloverdale—Langley City savent ce que signifie établir un budget. Chaque semaine, les parents s'assoient à la table de la cuisine pour décider ce qu'ils peuvent se permettre. Pendant ce temps, le gouvernement accumule des dépenses d'un demi-billion de dollars sans même présenter de budget. Plus les libéraux empruntent, plus les taux d'intérêt augmentent, ce qui se répercute sur les prêts hypothécaires et le prix des aliments. Tout le monde en souffre.

Les gens de ma circonscription ne demandent pas de pouvoir se payer du luxe. Ils demandent de la stabilité, mais voici plutôt ce qu'ils obtiennent: l'endettement, l'inflation et un garde-manger vide. Ce n'est pas faire preuve de leadership; c'est un échec.

**Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue conservatrice pleine de bon sens de Cloverdale—Langley City pour la partie de son discours

qui portait sur l'agriculture. J'ai eu la chance de grandir dans le comté de Lacombe. Au début des années 1970, j'ai passé mon enfance dans une exploitation agricole mixte, qui est ensuite devenue un élevage de vaches allaitantes.

Quand j'avais environ 5 ans, je me souviens que j'accompagnais mon grand-père en ville. Les fenêtres du camion étaient grandes ouvertes. La criminalité ne nous inquiétait pas. Un râtelier d'armes avait été installé à l'arrière du camion de mon grand-père directement sur la chaîne de montage. C'est dans ce râtelier qu'il laissait sa carabine pendant que nous allions faire les courses. Puis, nous rentrions tout simplement à la maison. Ma famille produisait des aliments de grande qualité que les gens avaient les moyens de se procurer.

En fait, lorsque j'étais enfant, les familles canadiennes pouvaient vivre avec un seul revenu, être propriétaires d'une belle maison dans un quartier sûr et avoir les moyens de se procurer des aliments à l'épicerie. Que s'est-il passé dans les années 1970? Pierre Elliott Trudeau est arrivé. Malgré tout ce qui s'est passé, le fardeau administratif imposé aux agriculteurs continue de s'alourdir et les coûts de production des aliments continuent d'augmenter.

Je me demande si ma collègue pourrait nous en dire plus sur les effets dévastateurs de cette situation.

**Tamara Jansen:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de nous avoir parlé de son enfance sur des terres agricoles.

Les formalités administratives font augmenter les coûts à des niveaux absolument astronomiques. Dans mon discours, j'ai mis l'accent sur l'inflation, qui entraîne des coûts additionnels énormes pour tous les agriculteurs et nous n'avons pas les moyens de suivre le rythme. Si nous continuons à faire des dépenses inconsidérées, l'inflation va continuer d'augmenter.

**Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kings—Hants.

C'est un honneur de prendre la parole pour la première fois à la Chambre et je suis fière de me présenter en tant que députée de Spadina—Harbourfront. Je remercie mes concitoyens de m'avoir accordé leur confiance. Je me suis entretenue avec des milliers d'entre eux au cours de la campagne. Ils m'ont raconté leur histoire et fait part de leurs espoirs et préoccupations. Je porte leurs voix en moi chaque jour et, lorsque des décisions seront prises dans cette enceinte, je veillerai à ce que leurs voix soient entendues et à ce qu'elles guident toutes mes actions.

Je remercie les bénévoles et mon équipe, qui ont sacrifié leurs soirées et leurs week-ends et bravé les caprices de la météo en avril. Ils ont prouvé ce que l'on peut accomplir lorsque l'on se mobilise autour d'un objectif commun, animés par l'amour pour notre grand pays. Je remercie mon époux Ian d'être mon soutien, de me ramener à mes valeurs et d'être toujours là pour moi. Je tiens à dire à mes garçons, Sam et Ellis, que le travail que j'accomplis chaque jour est motivé par mon désir de leur offrir un avenir meilleur — et je ne parle pas d'un projet de loi permettant de passer un temps illimité devant un écran.

Alors que j'interviens dans cette enceinte, je me souviens de la première fois où j'ai franchi ses portes, en 2001, il y a plus de 20 ans. Je venais de lancer le programme Femmes au Parlement à l'Université McGill, parce que j'étais convaincue que davantage de femmes méritaient d'avoir leur place ici même, à la Chambre des communes.

• (1305)

[Français]

Aujourd'hui, je suis membre d'un caucus qui compte près de 40 % de femmes. Nous avons fait de réels progrès en matière de soins dentaires, de garderies, d'assurance-médicaments et de programmes qui investissent dans nos communautés.

[Traduction]

J'ai appris ce qu'est le pouvoir de la collaboration quand j'ai été stagiaire parlementaire auprès de Libby Davies et de l'honorable Sheila Copps, puis lorsque je suis devenue membre du personnel de l'ancienne ministre Carolyn Bennett, qui m'a appris que les bons leaders posent les bonnes questions. Ce sont ces leçons qui me guident aujourd'hui, parce que les vraies solutions sont celles qui commencent par l'écoute et qui s'articulent autour des gens.

Je suis la fille d'immigrants vietnamiens. L'histoire de ma famille, comme celle de bien d'autres au Canada, a commencé par l'espoir. Mes parents ont quitté le Vietnam en quête de sécurité, de dignité et de meilleures chances pour leurs enfants. Ils ont travaillé fort et fait des sacrifices. Ils ont bâti leur vie dans un pays qui leur offrait un refuge et un sentiment d'appartenance. Comme de nombreux nouveaux arrivants, ils ont donné au pays beaucoup plus que ce qu'ils ont reçu. Ici, ils ont trouvé un foyer, des gens qui se soucient du sort des autres et un gouvernement humain qui est prêt à agir, qui veut investir dans la population, édifier des systèmes publics et s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

J'ai passé mon enfance à jouer dans les parcs de Spadina—Harbourfront, j'ai magasiné sur la rue Queen Ouest et j'ai trouvé des trésors cachés dans les restaurants du coin. Aujourd'hui, j'élève mes deux garçons, Sam et Ellis, dans le même quartier. Je veux qu'ils grandissent dans un pays où l'équité n'est pas offerte par charité, mais de façon réfléchie. En donnant leur chance à plus de gens, on fait croître l'économie pour tout le monde. Les valeurs qui définissent le Canada, comme l'équité, l'égalité des chances et la diversité, exigent que nous agissions tous lorsque l'un de nous est en difficulté.

[Français]

Malgré cela, les familles peinent à trouver un logement abordable. Le prix des produits alimentaires augmente de façon exponentielle et les salaires ne suivent pas l'inflation. Nous souffrons de l'impact des droits de douane américains injustes et des menaces qui pèsent sur notre souveraineté économique et sur nos emplois.

[Traduction]

Ce n'est pas le Canada que je veux léguer à mes enfants. Mon mandat à titre de députée de Spadina-Harbourfront est clair: bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde en plaçant l'équité au cœur de mes préoccupations. C'est pourquoi je suis fière de faire partie du nouveau gouvernement libéral.

Les services de garde abordables sont une infrastructure économique. En effet, pour chaque dollar investi par le gouvernement, le rendement se mesure par le nombre de parents, et notamment de

### *Travaux des subsides*

mères, qui peuvent retourner sur le marché du travail. Les entreprises peuvent alors compter sur les talents et les compétences de ces parents, tandis que les enfants bénéficient d'avantages dont ils profiteront pour le reste de leur vie. Le programme de garderies à dix dollars par jour du gouvernement est l'une des politiques les plus novatrices des dernières décennies. L'équité contribue à faire croître notre économie. L'accès des femmes sur le marché du travail se traduit par une augmentation du PIB et des recettes fiscales, ainsi que par la prospérité des familles. Tous les parents savent que les services de garde ne sont pas un luxe, mais un besoin essentiel. Ce sont des services qui rendent tout le reste possible.

Pour bâtir un Canada résilient et prospère, nous devons commencer par nous occuper des gens qui élèvent les générations futures. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que les familles reçoivent du soutien, mais aussi à ce qu'elles aient une certaine stabilité, en commençant par un toit au-dessus de leur tête. Le logement, c'est bien plus qu'une simple question d'immobilier; c'est aussi un sentiment d'appartenance. Dans les circonscriptions comme Spadina-Harbourfront, la situation est urgente. La crise de l'immobilier affecte les familles, les aînés, les étudiants et les nouveaux arrivants. Le pays a besoin d'un leadership audacieux et coordonné. Voilà pourquoi le gouvernement s'est engagé à doubler le rythme des mises en chantier, ce qui constitue une véritable ambition transformationnelle et générationnelle.

[Français]

Nous croyons que le logement est un droit de la personne et pas seulement un produit du marché.

[Traduction]

Le logement, à lui seul, n'est pas suffisant. Les gens doivent pouvoir se déplacer, tisser des liens et s'épanouir dans les collectivités où ils habitent. Des transports en commun accessibles et écoresponsables relient les gens entre eux et leur permettent de se rendre au travail ou à l'école et de recevoir des soins de santé. L'édification d'un pays ne se résume pas à la construction de routes et de tours. Nous devons construire des maisons que les gens peuvent se payer. Nous devons créer des systèmes de transport en commun à l'image du futur que nous espérons. L'équité stimule notre économie. Chaque maison construite génère des emplois localement. Chaque ligne de transport en commun ouvre de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités.

Je suis peut-être nouvelle à la Chambre, mais ce travail n'est pas nouveau pour moi. Nous sommes à la croisée des chemins, et ce tournant exige du courage, de l'empathie et de la lucidité.

Le chemin qui nous attend ne sera pas facile, mais je ne suis pas venue ici en quête de facilité. Je suis venue ici pour construire un Canada fort. Je suis venue ici pour faire bouger les choses. Continuons à collaborer pour lutter contre les droits de douane injustes et pour prendre des mesures concrètes afin de rendre la vie plus abordable pour les habitants de Spadina—Harbourfront et pour tous les Canadiens.

*Travaux des subsides*

• (1310)

**Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, je félicite la députée de Spadina—Harbourfront pour sa première intervention à la Chambre des communes. Nous avons une chose en commun: nous sommes tous deux d'anciens stagiaires parlementaires. Je lui souhaite la bienvenue à la Chambre des communes. Je l'encourage à utiliser sa voix dans cette enceinte. Le Parti libéral a l'habitude de laisser le député de Winnipeg-Nord monopoliser presque tout le temps de parole. J'invite donc la députée à intervenir afin que son collègue de Winnipeg-Nord ait moins de temps pour s'exprimer.

Jusqu'ici, le gouvernement a présenté les projets de loi C-2, C-3, C-4 et C-5. Aujourd'hui, nous avons entendu le gouvernement annoncer qu'il allait dépenser des milliards et des milliards de dollars de plus pour la défense. Nous devons aussi composer avec une autre réalité: le budget des libéraux projette à tort la perception de 20 milliards de dollars en droits de douane.

Compte tenu de toute l'incertitude et des promesses de dépenses importantes en matière de défense, pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas engagé à déposer un budget ce printemps, au cours de la présente session, afin que les Canadiens sachent exactement à quoi s'en tenir?

**Chi Nguyen:** Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir déjà été un stagiaire parlementaire. Je suis ravie que nous ayons cette expérience en commun.

Le gouvernement met tout en œuvre pour faire ce qu'il a à faire et préparer un budget mûrement réfléchi cet automne. D'ici là, nous nous concentrerons sur un élément fantastique de notre travail, à savoir présenter des mesures législatives susceptibles d'aider les Canadiens dès aujourd'hui, par exemple en réduisant les impôts de 22 millions de Canadiens de la classe moyenne, en éliminant la TPS pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur de 1 million de dollars ou moins et en rayant de la loi la tarification du carbone pour les consommateurs.

Voilà les mesures que nous prenons et les gestes que nous posons pour soutenir dès maintenant les Canadiens.

[Français]

**Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter ma nouvelle collègue libérale.

Quand on parle de devoirs, on peut faire la nomenclature de ce qu'il est important de faire en tant que gouvernement.

Ma collègue est-elle d'accord avec moi sur le fait que le premier devoir, pour s'entendre sur des mesures, est d'abord de soumettre un budget?

[Traduction]

**Chi Nguyen:** Monsieur le Président, je l'ai dit et je le répète: nous faisons notre travail et nous préparons minutieusement le budget des dépenses. Cette étape est essentielle pour que, lorsque nous présenterons un budget, cet automne, les chiffres qu'il contient soient les bons. Il y a beaucoup de choses à prendre en considération dans cette époque difficile qui est la nôtre. Une fois que ce travail sera terminé, nous reviendrons à la Chambre pour le défendre, mais nous ferons tout ce qui est nécessaire pour que, le moment venu, nous présentions les bons chiffres.

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens moi aussi à féliciter ma collègue pour son élection à la Chambre. Nous en sommes très heureux. À titre de femme qui défend les intérêts d'autres femmes, elle a vanté les mérites du programme de garderies que nous avons mis en place partout au pays, du régime de soins dentaires et de nombreuses autres mesures qui figurent dans notre budget, comme les mesures que nous avons présentées ici à la Chambre pour veiller à répondre aux besoins des femmes de partout au pays.

La députée, une ardente défenseuse des femmes, peut-elle nous en dire en quoi ces mesures profiteront aux habitants de sa circonscription?

**Chi Nguyen:** Monsieur le Président, je tiens beaucoup à ce que nos collectivités disposent des infrastructures appropriées. C'est d'ailleurs un sujet qui est revenu souvent lorsque j'ai fait du porte-à-porte, car de nombreux jeunes parents et d'autres membres de la famille s'interrogeaient sur l'avenir et sur la façon de mettre en place les services de garde d'enfants dont nos collectivités ont besoin. Nous avons renforcé notre programme de garderies. Étant mère de deux garçons, je me réjouis de ces engagements.

Nous continuons d'investir dans des programmes, par exemple pour élargir l'accès aux soins dentaires. Ces mesures font partie intégrante de notre stratégie visant à mettre en place l'infrastructure nécessaire au soutien et à la croissance de notre économie. À titre de députée libérale, j'en éprouve une grande fierté.

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, la députée vient de dire quelque chose de très intéressant, à savoir que les libéraux vont présenter un budget à l'automne, afin de se fonder sur les chiffres exacts. Ne disposent-ils pas des chiffres exacts nécessaires pour présenter un budget maintenant? Cela est-il logique?

**Chi Nguyen:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de poser cette excellente question. Toutes ses questions sont excellentes. J'adore siéger à la Chambre.

Nous nous efforçons de garantir l'exactitude de ce budget. Les chiffres évoluent rapidement en fonction des pressions exercées, car nous sommes en pourparlers concernant les mesures à prendre face aux droits de douane et d'autres facteurs ont une incidence sur la communauté internationale. Ce travail est en cours. Nous serons ravis de vous faire part de ces informations en temps opportun, et nous ferons tout ce qui est nécessaire pour vous présenter les bons chiffres à l'automne.

• (1315)

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, c'est toujours un privilège de prendre la parole devant cette assemblée, en particulier lors des journées de l'opposition. Je sais que le député de Winnipeg-Nord apprécie cela, comme c'est d'ailleurs mon cas. C'est une bonne occasion pour nous, de ce côté-ci de la Chambre, de formuler des critiques et peut-être aussi de relever les failles dans certains des arguments des députés de l'opposition.

J'ai eu l'occasion d'examiner la motion de l'opposition, de la lire en détail et d'y repérer certains éléments que je vais aborder aujourd'hui. Le premier élément particulièrement important concerne le passage suivant: « [...] le premier ministre a dit que les Canadiens lui demanderaient des comptes [...] » Cette phrase figure dans la motion de l'opposition présentée par le Parti conservateur. Il est important de réfléchir à ce que cela signifie réellement.

Nous venons d'avoir des élections fédérales, et les électeurs ont déterminé que le premier ministre était la personne la mieux placée pour diriger le pays en cette période de grande incertitude. Ce sont également les Canadiens, les gens de nos circonscriptions, qui demandent des comptes à tous les députés dans cette enceinte. Les 343 députés de cette Chambre sont directement liés à une circonscription électorale. Ils doivent rendre des comptes aux électeurs, à ce pays et à ses citoyens. Au bout du compte, le premier ministre et les députés auront cette obligation.

Je pense qu'il s'agit là d'une occasion de réfléchir au travail du premier ministre et au leadership du gouvernement libéral. Cela fait maintenant trois semaines que la Chambre a repris ses travaux. Nous devons examiner ce que nous avons accompli ces deux dernières semaines et penser à ce que nous allons accomplir dans les jours à venir.

Tout d'abord, la motion de l'opposition porte en fait sur l'abordabilité. Dans les discours des députés de l'opposition, je n'ai entendu personne appuyer ou saluer l'allègement fiscal offert par le gouvernement à la classe moyenne, même s'ils ont appuyé cette mesure il y a quelques jours à peine en votant en faveur de la motion des voies et moyens. Cela représente jusqu'à 840 \$ par année pour des familles canadiennes à deux revenus. Vingt-deux millions de Canadiens bénéficieront de cette mesure. Nous n'avons pas entendu un seul mot sur le travail accompli par le gouvernement. J'ai consulté le hansard ce matin.

Je félicite l'opposition, et même toute la Chambre, d'avoir au moins eu assez de clairvoyance pour appuyer ce type de mesure. Cependant, le gouvernement fait quelque chose de concret. Il agit rapidement pour que la mesure puisse entrer en vigueur d'ici le 1<sup>er</sup> juillet.

Nous devons également parler des jeunes du pays et des difficultés qui touchent le marché du logement. En tant que parlementaires, nous devrions tous en tenir compte. Le gouvernement a déjà proposé d'éliminer la TPS, soit la taxe fédérale, sur les nouvelles maisons de moins de 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première maison.

Je suis dans la mi-trentaine. Beaucoup de Canadiens dans la fin de la vingtaine, dans la trentaine et au début de la quarantaine essaient d'accéder au marché immobilier. Le gouvernement en est conscient et il accorde un congé de TPS. Je le répète, c'est une mesure qui a reçu l'appui de tous les députés dans le cadre de la motion des voies et moyens. Il s'agit d'une bonne mesure qui est directement liée à l'abordabilité.

Je tiens toutefois à faire la distinction entre ce côté-ci de la Chambre et l'autre côté. Dans son programme électoral, le Parti libéral a proposé d'offrir un congé de TPS, à l'instar des conservateurs. Par contre, les conservateurs ont proposé de financer cette mesure en éliminant le volet de l'offre du programme. Non seulement le gouvernement donne un congé de taxe aux acheteurs d'une première habitation, mais il propose aussi des programmes axés sur l'offre. Le mécanisme est bancal si l'aspect qui vise à faire construire plus d'habitations pour accroître l'offre au pays sert en réalité à payer le congé de taxe proposé. On limiterait ainsi le nombre de Canadiens qui pourraient en bénéficier, faute de résoudre la question de l'offre.

Quand j'ai examiné le programme électoral des conservateurs il y a un peu plus d'un mois, j'ai constaté que cette mesure était réellement problématique. Ils allaient payer cette baisse d'impôt en sacri-

### *Travaux des subsides*

fiant le financement de l'offre, les aides aux municipalités et les aides pour moderniser les infrastructures et le logement abordable au Canada. Nous pensons qu'il faut les deux en même temps: mettre en œuvre la mesure d'abordabilité, mais aussi construire plus de maisons.

En ce qui concerne la motion des voies et moyens, le gouvernement a également éliminé la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Le premier ministre et le gouvernement libéral ont souligné que cette politique était devenue un sujet clivant au pays. Il existe des moyens de lutter contre les changements climatiques et de réduire les émissions au Canada qui ne nécessitent pas de tarification du carbone pour les consommateurs.

Je dois parler du projet de loi C-5, le projet de loi économique qui a été déposé à la Chambre vendredi pour créer une économie canadienne unique au lieu de 13 économies distinctes. Il y a des obstacles fédéraux au commerce interprovincial, et, bien sûr, il y a des obstacles provinciaux et territoriaux au commerce interprovincial. La part fédérale représente une petite partie de ce qui subsiste, mais le gouvernement veut faire preuve de leadership et intensifier ses efforts.

● (1320)

En n'éliminant pas ces obstacles au commerce interprovincial, le pays laisse passer chaque année une croissance économique d'une valeur d'environ 200 milliards de dollars. On en parle depuis des décennies. Je crois qu'en ce moment nous avons les moyens et la volonté politiques de faire progresser ce dossier, le mérite revenant entièrement à la ministre des Transports et du Commerce intérieur.

Nous devons adopter le projet de loi sans tarder. Les conservateurs proposaient le même genre de politiques dans leur plateforme électorale. Je suis impatient de découvrir si mes collègues d'en face vont appuyer l'adoption rapide du projet de loi, car le temps presse. Ils veulent parler d'économie et de mesures pour rendre la vie plus abordable. Ils auraient donc tout intérêt à appuyer le projet de loi dès que la Chambre l'étudiera.

Par ailleurs, nous devons concrétiser les grands projets nationaux. C'est l'un des objectifs du projet de loi C-5, par lequel le gouvernement s'engage à cerner les occasions de réaliser de grands projets d'intérêt national et à favoriser leur progression en limitant à deux ans le délai d'approbation. C'est extrêmement important.

Il y a cinq critères, cinq éléments, qui décrivent comment le Conseil privé peut désigner ce genre de projets. Un projet doit procurer des avantages économiques importants au Canada. Il doit jouir de l'appui des peuples autochtones. Il doit être susceptible de progresser et d'être mené à bien. Il doit renforcer l'autonomie du Canada et contribuer à affirmer sa souveraineté, surtout compte tenu de ce qui se passe dans le monde. Enfin, il doit s'harmoniser aux objectifs du gouvernement et du Canada en matière de réduction des émissions. Il s'agit d'une mesure législative cruciale pour faire avancer les grands projets. C'est une initiative du premier ministre et du gouvernement. En fait, le projet de loi a été présenté très rapidement, soit au cours des deux premières semaines de travaux parlementaires.

### Travaux des subsides

Le dernier thème que je veux aborder pendant les trois minutes et demie qu'il me reste, si j'ai bien calculé, c'est la défense. Les députés d'en face parlent de l'importance d'investir dans la défense. Je tiens à rappeler certains faits aux Canadiens qui nous regardent à la maison. Quand M. Harper et les conservateurs ont quitté le pouvoir en 2015, les dépenses en matière de défense étaient passées à moins de 1 % du PIB. Chaque année où le gouvernement libéral a été au pouvoir, de 2015 à 2024, les dépenses en défense ont augmenté. Bien sûr, les députés d'en face ne le reconnaissent jamais, mais j'irais jusqu'à dire que c'était sous le dernier gouvernement de l'ancien premier ministre Trudeau, même si les députés d'en face veulent prétendre qu'il s'agit du même gouvernement, ce qui n'est pas le cas. Le gouvernement actuel prend des mesures pour atteindre son objectif de dépenses de 2 % d'ici la fin de l'exercice financier.

J'espère pouvoir compter sur l'aide du député du Manitoba à cet égard. Je sais qu'il y a de nombreux députés, mais j'espère que le ministre du cabinet fantôme responsable de la Défense est heureux aujourd'hui de constater les progrès en matière de politique publique au pays en ce qui concerne les dépenses nécessaires pour que le Canada puisse avoir des Forces armées canadiennes fortes, souveraines et fiables. Nous devons être solidaires des Forces armées canadiennes et les soutenir.

Le dernier sujet que je veux aborder est le fait que la motion de l'opposition porte sur la nourriture. Ce sont les agriculteurs canadiens qui produisent les aliments. Les producteurs agricoles sont le moteur de l'industrie alimentaire. Je tiens à souligner quelques points: au cours de la dernière législature, les conservateurs ont voté contre le programme national d'alimentation en milieu scolaire, qui vient en aide aux enfants canadiens dans le besoin. Ils ont voté contre cette mesure. De plus, ils ont voté contre l'Allocation canadienne pour enfants, qui accorde des sommes additionnelles aux parents pour les aider à acheter des aliments nutritifs pour leur famille. Les habitants de ma circonscription m'ont fait part de leurs difficultés, et les autres députés ont raconté ce que vivent leurs concitoyens. Les conservateurs ont voté contre ces mesures.

Il est important de souligner que, même si des députés conservateurs ont parlé des agriculteurs depuis le début de ce débat, la plateforme électorale des conservateurs ne contenait pratiquement rien pour les agriculteurs. J'ai eu l'occasion de participer à un débat organisé par la Fédération canadienne de l'agriculture avec le député de Foothills dans le cadre des dernières élections. Le député de Foothills est un chic type et un bon parlementaire, mais il n'avait rien à mettre de l'avant parce que Pierre Poilievre et le Parti conservateur n'avaient rien prévu pour les agriculteurs dans leur plateforme électorale.

Monsieur le Président, vous venez du comté de Wellington, en Ontario, la capitale de la gestion de l'offre du pays, du point de vue de l'Ontario. Beaucoup d'agriculteurs y sont assujettis à la gestion de l'offre. Dans le programme électoral du Parti conservateur, on ne mentionne pas une seule fois que, s'ils formaient le gouvernement, les conservateurs protégeraient la gestion de l'offre.

Si nous devons rendre la politique alimentaire conditionnelle à la politique budgétaire et à la politique de la Chambre, j'aimerais que les conservateurs joignent le geste à la parole en proposant des politiques concrètes dans leur programme. Lors des prochaines élections, ils auront peut-être quelque chose de plus substantiel. C'est notre parti, ce gouvernement, qui a un plan pour soutenir les agri-

culteurs canadiens. J'espère qu'on me posera une question à ce sujet, car j'aimerais pouvoir en parler davantage.

• (1325)

**Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC):** Monsieur le Président, j'ai entendu le député parler de l'offre de logements et de son importance. Il a vanté les différents programmes du gouvernement.

Toutefois, je me demande s'il est prêt à reconnaître que l'une des grandes lacunes du programme du gouvernement pour accélérer la construction de logements, c'est que les grandes villes recevaient d'énormes sommes, mais augmentaient les frais liés à la construction de logements. S'il y a une crise du logement au pays, nous devons reconnaître qu'il s'agit d'une crise du coût des logements.

Pourquoi le gouvernement donnerait-il de l'argent à des villes qui augmentent le coût de la construction de logements?

**L'hon. Kody Blois:** Monsieur le Président, j'aimerais poser humblement une question à mon collègue, qui, je le sais, accomplit un travail important et louable en matière de politique du logement à la Chambre. Pourquoi le Parti conservateur propose-t-il de supprimer le financement axé sur l'offre qui soutient la construction résidentielle au pays afin de financer la réduction de la TPS? Ces deux choses sont incompatibles, et je sais que le député est conscient de la nécessité de maintenir les programmes en place pour stimuler l'offre.

La plateforme conservatrice en dit très peu là-dessus. Heureusement, les conservateurs ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre, car on n'aurait pas construit les types de logements dont le pays a besoin.

Nous collaborerons avec les municipalités et les villes. Les conditions seront telles que si elles augmentent effectivement les droits d'aménagement, elles ne toucheront pas de financement fédéral. Cela fait partie du contrôle exercé de façon soutenue dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements.

[Français]

**Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Kings—Hants de son intervention, et je veux le féliciter pour sa nomination à titre de secrétaire parlementaire du premier ministre. J'imagine que cette fonction va lui donner accès à certains chiffres privilégiés.

J'aimerais qu'on fasse une règle de trois. On savait, à la fin du mois de décembre, qu'il y avait un déficit de 50 milliards de dollars pour l'année en cours. Si on fait une règle de trois et qu'il reste quatre mois, cela nous mène à un déficit de 75 milliards de dollars pour l'année précédente.

Mes chiffres sont-ils bons? J'aimerais savoir ce qu'en pense mon collègue.

[Traduction]

**L'hon. Kody Blois:** Monsieur le Président, en ce qui concerne les dépenses prévues par le gouvernement en matière de défense, tous les parlementaires ont devant eux le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A), qui nous ont été fournis. Comme parlementaires, nous avons la possibilité d'examiner ces dépenses dans cette enceinte afin de pouvoir prendre les décisions appropriées.

*Travaux des subsides*

Le gouvernement s'est engagé à présenter un budget à l'automne. C'est important. Je n'ai pas eu l'occasion d'en parler directement dans mon discours, mais le gouvernement se penche actuellement sur des partenariats en matière de défense en Europe, sur la poursuite du dialogue avec le gouvernement américain et l'évolution de cette situation, et sur un projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne et l'appui éventuel des députés envers cette mesure. Tout cela aura des répercussions sur les analyses financières et sur la composition du budget, y compris des mesures qui permettront de réaliser des économies, car le gouvernement compte trouver des gains d'efficacité dans les dépenses publiques. Tout cela sera présenté à l'automne, et mon collègue pourra en prendre connaissance comme nous tous.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je me demande si mon collègue peut nous dire ce qu'il pense, plus en détail, de la décision du premier ministre de se débarrasser de la taxe sur le carbone lorsqu'il est devenu le chef du Parti libéral, puis, immédiatement après les élections fédérales, de son engagement à accorder aux Canadiens un allègement fiscal. Comme mon collègue l'a souligné, 22 millions de Canadiens bénéficieront de cette baisse d'impôt. Mon collègue peut-il nous parler de la question de l'abordabilité et expliquer comment le premier ministre s'y attaque déjà?

**L'hon. Kody Blois:** Monsieur le Président, l'une des choses qui distingue notre façon d'aborder les questions de politique publique par rapport aux conservateurs, c'est que le gouvernement actuel et le premier ministre ont constaté que la politique de tarification du carbone pour les consommateurs était devenue une source de division et qu'un changement s'imposait. Au lieu de tout simplement supprimer la tarification du carbone pour les consommateurs, nous avons tenu compte du remboursement qui était lié à cette mesure et du fait que 8 foyers sur 10 s'en portaient mieux. Cependant, cette mesure était devenue politiquement difficile à mettre en œuvre et ne bénéficiait pas du soutien d'un nombre suffisant de Canadiens pour qu'on la maintienne.

C'est pour cette raison que nous avons aussi proposé la baisse d'impôt dont j'ai parlé dans mon discours. Elle représentera jusqu'à 840 \$ d'économies par année pour les ménages à deux revenus, soit 22 millions de Canadiens, comme mon collègue de Winnipeg-Nord l'a mentionné.

Elle est là, la différence: nous avons écarté cette politique, mais nous avons aussi prévu une réduction d'impôt afin d'améliorer la situation des ménages qui profitaient de la remise et de continuer à les soutenir au moyen des mesures fiscales que le gouvernement propose. Les députés de l'opposition, eux, se seraient contentés d'éliminer le programme et ils omettent de dire que les remises sont de retour. J'étais heureux de constater qu'ils appuyaient cette mesure, parce que c'est une politique gouvernementale sensée.

• (1330)

**Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Tobique—Mactaquac.

C'est un honneur de prendre la parole au nom des gens d'Oshawa et des innombrables familles, aînés et Canadiens ordinaires qui, malheureusement, sont punis même s'ils font tout ce qu'il faut. Ils travaillent fort; ils paient leurs impôts et ils suivent les règles. Qu'est-ce qu'ils obtiennent en retour? Des factures d'épicerie qui

explorent et des tablettes vides dans leur garde-manger et leur réfrigérateur.

J'ai parlé avec un nombre incalculable de personnes et c'est toujours la même chose que vit leur famille. Chaque fois qu'elles vont à l'épicerie, elles ont peur d'entendre le total que le caissier va leur donner. Les parents seuls, mais aussi ceux qui vivent dans une famille à deux revenus, regardent le montant de chaque article qui est balayé et constatent que la facture grimpe beaucoup plus rapidement qu'avant. Leur cœur bat plus rapidement et elles deviennent nerveuses parce qu'elles se disent que, si elles dépensent trop à l'épicerie, elles n'auront plus les moyens de répondre aux autres besoins de leurs enfants, comme les vêtements, ou encore qu'elles devront laisser tomber leur inscription à des programmes sportifs ou artistiques. Elles ne font pas simplement leurs emplettes. Elles doivent faire des calculs mentaux et se demander si leur famille peut se permettre d'acheter du bœuf, ou n'importe quelle autre viande, cette semaine, si elle peut se passer de fruits ou si elle ne pourrait pas se contenter de ce qu'il y a dans le garde-manger pour quelques jours encore.

Les conservateurs refusent d'accepter cette situation comme normale. Même le premier ministre, après que les libéraux ont ignoré cette crise croissante pendant 10 ans, a enfin admis que les Canadiens lui demanderaient des comptes en fonction des prix qu'ils paient à l'épicerie. C'est aujourd'hui que nous lui demandons des comptes.

Depuis le début de 2025, l'inflation alimentaire s'est encore aggravée. Les familles mangent moins d'aliments nutritifs, réduisent leurs repas et se tournent vers les banques alimentaires en nombre record, non pas parce qu'elles le veulent, mais parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Selon les dernières données, les familles canadiennes dépenseront 16 834 \$ en nourriture cette année, soit 800 \$ de plus qu'en 2024. La plupart des gens auraient pu se servir de cet argent pour effectuer quelques paiements de voiture — disons trois — ou pour inscrire leurs enfants à un programme sportif ou artistique qu'ils ont toujours voulu suivre. Surtout, ils auraient pu s'en servir pour éviter la faillite.

Comment expliquer cette situation? Pourquoi les Canadiens paient-ils plus pour obtenir moins? Ce n'est ni viable ni responsable. Après 10 ans de déficits inflationnistes, cette situation est directement attribuable aux choix du gouvernement libéral. Je vais donner quelques chiffres, car les statistiques actuelles reflètent les histoires que nous entendons depuis des mois.

Les statistiques sont là. Depuis le début de 2024, le prix des contre-filets de bœuf a augmenté de 34,2 %. Le prix des hauts de surlonge de bœuf a augmenté de près de 34 %. Le prix des oranges a augmenté de 26 % et celui des pommes, de près de 19 %. Le coût du riz blanc a augmenté de 14,2 %, tandis que celui des patates douces a augmenté de près de 13 %. Le prix du café a augmenté de 9,3 %, et je sais que cela fait mal aussi à d'autres députés, car nous avons besoin de notre café. Le prix des poitrines de poulet et des morceaux de côte de porc a augmenté de 6 %, le prix des épaules picnic, de 5 % et le prix des œufs, de près de 4 %.

### Travaux des subsides

Je ne peux pas être la seule ici à avoir remarqué cette tendance. Ces aliments sont des exemples de choix sains, ceux dont nous avons le plus besoin pour nourrir nos familles. Comment un pays qui produit des aliments pour le monde peut-il rendre les aliments si inabornables pour sa propre population? Je pense que la réponse se trouve en face. Le gouvernement libéral actuel n'est pas la solution, car, à mon avis, il est l'architecte du problème. Les libéraux veulent que nous fassions confiance aux gens qui ont créé le problème pour le régler. Je suis d'avis que cela ressemble presque à une relation abusive et à un peu de manipulation. Ils dépensent trop. Ils taxent trop. Tout coûte trop cher maintenant. Même le prix du lait maternisé a augmenté de 9,1 %. Pensons-y un instant. Le lait maternisé est maintenant un produit de luxe sous le gouvernement libéral actuel.

Un récent reportage de CTV News a confirmé l'impression que les Canadiens éprouvaient déjà. Depuis trois mois consécutifs, les prix des produits alimentaires augmentent plus rapidement que l'inflation globale. Le gouvernement ne peut plus jeter le blâme sur les épiciers.

● (1335)

La vérité se trouve dans les chiffres, mais le gouvernement continue de jeter de l'huile sur le feu. Il ajoute maintenant un demi-billion de dollars en dépenses inflationnistes. Le premier ministre a dit qu'il plafonnerait la croissance des dépenses à 2 %. Or, il dit maintenant que le plafond est de 8 %, ce qui est quatre fois plus élevé que ce qu'il avait promis. C'est non seulement une promesse rompue, mais aussi une trahison économique envers les familles canadiennes, et ce, sans qu'un budget soit présenté.

Dans ma ville, Oshawa, nous constatons de nos propres yeux les conséquences de cette augmentation. Les responsables de la Simcoe Hall Settlement House, une banque alimentaire qui sert honorairement notre collectivité depuis 90 ans, sonnent l'alarme. Le recours à la banque alimentaire a bondi de 55 % cette année. Il ne s'agit plus seulement de familles à faible revenu ou à revenu unique: il s'agit aussi de ménages à deux revenus, dont les parents, qui travaillent à temps plein et qui élèvent des enfants, ne parviennent tout de même pas à joindre les deux bouts. Le groupe qui a le plus recours à la banque alimentaire à l'heure actuelle est celui des parents seuls. Je sais ce que c'est. Je suis passé par là et je peux dire qu'un gouvernement qui rend plus difficile de nourrir les enfants n'est pas un gouvernement qui aide la classe moyenne: c'est un gouvernement qui lui nuit.

Le centre Feed the Need, à Durham, créé en 2008 par des banques alimentaires locales, est un centre régional de distribution d'aliments. Il distribue chaque année 2,5 millions de livres d'aliments d'une valeur de 8,8 millions de dollars. Le nombre d'usagers a augmenté de 60 % de 2021 à 2023, et de 26 % de 2023 à 2024, puis il a encore augmenté de 25 % au cours du troisième trimestre de l'année dernière seulement.

Les libéraux disent que tout va bien, que l'inflation est maîtrisée, qu'on peut leur faire confiance. Eh bien, qu'ils viennent à Oshawa. Qu'ils aillent dire cela aux aînés qui vivent dans l'immeuble Faith Place ou sur la rue Benson et qui doivent choisir entre se nourrir et payer le loyer ce mois-ci. Qu'ils aillent dire cela aux parents seuls qui font leurs courses au No Frills, sur la rue Bloor, et qui doivent retirer des aliments de leur panier à la caisse. Qu'ils aillent dire cela aux familles de travailleurs de General Motors qui n'ont plus les moyens de se procurer des produits de base parce que s'acheter du bœuf, des fruits, du riz et même du lait maternisé est maintenant un

luxe. Qu'ils aillent dire cela aux bénévoles de la banque alimentaire de la Simcoe Hall Settlement House qui voient les rayons se vider plus vite qu'on ne peut les remplir.

Les Canadiens ne demandent pas grand-chose. Ils ne demandent pas du luxe, mais de quoi se nourrir. Ils demandent des dirigeants qui comprennent que les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes, qu'alourdir le fardeau fiscal et dépenser sans compter ne mènent pas à la prospérité, et que la discipline économique n'est pas qu'une expression, mais une bouée de sauvetage pour les familles qui peinent à rester à flot.

La motion des conservateurs dont la Chambre est saisie n'est pas compliquée. C'est un appel à rendre des comptes en présentant un budget. On réclame des réponses. C'est une prise de position au nom de tous les Canadiens qui ont tremblé à l'idée de recevoir leur facture d'épicerie. Le gouvernement a eu l'occasion de corriger la situation, mais, pendant 10 ans, les libéraux ont fait la sourde oreille. Ils ont dépensé, taxé et rejeté le blâme sur les autres, et ils veulent maintenant qu'on les félicite d'admettre qu'il y a un problème. Ce n'est pas du leadership. On tente plutôt de limiter les dégâts. Encore une fois, cela s'apparente à de l'abus et à de la manipulation.

« Nous avons créé le problème; faites-nous confiance pour le régler. » Les Canadiens ne l'acceptent pas. Au nom des résidents d'Oshawa, je ne l'accepte pas non plus.

La Chambre est censée représenter les gens ordinaires, mais les députés d'en face comprennent-ils seulement ce que le Canadien moyen doit endurer au quotidien? La coupe est pleine. Les Canadiens font des sacrifices tous les jours. Le moins que leur gouvernement puisse faire, c'est d'adopter la même discipline. Si le gouvernement libéral ne peut pas vivre selon ses moyens, comment peut-on s'attendre à ce que les familles canadiennes le fassent?

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, la députée a dit que le gouvernement doit vivre selon ses moyens. Or, comme on le sait, le gouvernement s'est engagé à équilibrer le budget de fonctionnement d'ici trois ans, reconnaissant que des dépenses considérables en capital sont nécessaires, en particulier pour les Forces armées canadiennes, ce que le premier ministre a souligné aujourd'hui.

N'est-il pas paradoxal que, pendant la campagne qui vient de mener à l'élection de la députée, le Parti conservateur se soit engagé dans son programme électoral à accumuler des déficits chiffrés en milliards de dollars? La députée ne le reconnaît-elle pas? Ne trouve-t-elle pas un peu paradoxal de prendre la parole à la Chambre pour parler de discipline budgétaire alors que les conservateurs étaient tout à fait disposés à faire campagne en promettant de grandes dépenses et un financement par le déficit?

● (1340)

**Rhonda Kirkland:** Je préfère de loin faire confiance aux députés de ce côté-ci de la Chambre, qui ont eu une vie normale et qui savent ce que c'est que de faire l'épicerie. Le premier ministre a admis qu'il n'avait jamais vraiment mis les pieds dans une épicerie.

Ce que nous disons ici est très général, mais il faut le dire au parent qui renonce à acheter des pommes ou à l'aîné qui saute des repas. On ne peut pas présenter un reçu d'épicerie sous un jour favorable. L'optimisme économique du gouvernement est peut-être efficace dans une salle de conférence, mais à Oshawa et partout ailleurs au pays, les gens ont du mal à arriver.

*Travaux des subsides*

Les chiffres sont clairs: l'inflation alimentaire augmente plus rapidement que les taux d'inflation. Il faut agir.

[Français]

**Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le Président, nous sommes d'accord avec les conservateurs pour dire que d'engager de telles dépenses sans présenter de budget n'a pas de sens.

Le Bloc québécois a commandé une étude de l'Institut de recherche en économie contemporaine. On veut voir si l'inflation du panier d'épicerie est reliée à la taxe sur le carbone. Ce qu'on a eu comme réponse, c'est que ce n'est pas lié à la taxe sur le carbone, sinon de façon très mineure. Par contre, c'est lié aux changements climatiques.

J'aimerais savoir ce que ma collègue en pense.

[Traduction]

**Rhonda Kirkland:** Monsieur le Président, j'ai certainement entendu des députés d'en face attribuer la hausse du prix du panier d'épicerie à l'inflation mondiale, un moyen de faire diversion qui est employé à toutes les sauces. L'origine du problème importe peu aux Canadiens. Ce qui leur importe, c'est que le problème est pire ici qu'ailleurs et qu'il leur coûte cher. Le refus du gouvernement de freiner ses dépenses et sa taxe sur le carbone pour les industries font augmenter les prix dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, de l'exploitation agricole jusqu'aux tablettes en magasin, sans oublier le transport. Le problème n'est pas causé par l'inflation mondiale, mais par les politiques des libéraux.

**John Barlow (Foothills, PCC):** Monsieur le Président, ma collègue a prononcé un excellent discours. Selon Sylvain Charlebois, professeur à l'Université Dalhousie et l'un des plus éminents experts canadiens du prix de l'alimentation, c'est au Canada que l'augmentation de ce dernier est la plus marquée du G7. Le problème n'est pas mondial: il est libéral.

Ma collègue pourrait-elle dire quelle est l'incidence, sur les citoyens de sa circonscription et les familles d'Oshawa, du fait que le prix des aliments augmente plus au Canada que dans tout autre pays du G7?

**Rhonda Kirkland:** Monsieur le Président, comme je l'ai expliqué dans mon discours, l'incidence est énorme.

Le recours aux banques alimentaires a grimpé en flèche. La Simcoe Hall Settlement House, qui sert notre population depuis 90 ans, a constaté une hausse de 55 % de la demande. Elle ne suffit pas à la tâche. Ses responsables s'empressent de dépenser l'argent des dons pour faire l'épicerie, mais à l'heure du midi, les tablettes sont déjà vides. Les aînés qui viennent l'après-midi doivent rentrer bredouilles. Il faut du changement, et dès maintenant. Il faut un budget, et de toute urgence.

**L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.):** Monsieur le Président, c'est bien de voir un collègue originaire de ma région occuper le fauteuil.

Je suis d'accord pour dire qu'il y a beaucoup de travail à faire et je crois moi aussi que l'union fait la force. Je pense que diverses mesures s'imposent. Voici ma question pour la députée: dans le contexte du débat d'aujourd'hui, est-ce que les programmes comme la prestation pour enfants non imposable, le programme de nutrition dans les écoles et l'aide aux organismes à but non lucratif, surtout en période difficile, comme durant la pandémie, sont également utiles?

**Rhonda Kirkland:** Monsieur le Président, c'est une question extrêmement pertinente. À mon avis, ces programmes sont d'une utilité dérisoire. Ce sont de petites pièces du casse-tête auxquelles de nombreux Canadiens n'ont pas accès à l'exception, bien sûr, de l'allocation pour enfants. En ce qui concerne les garderies, j'invite la députée à parler aux travailleurs de quarts de ma collectivité des garderies à 10 \$ par jour. Ils n'y ont pas accès parce qu'ils travaillent de nuit. Le programme sert essentiellement les gens qui travaillent de jour.

**Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC):** Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre de nouveau la parole à la Chambre des communes. Je considère toujours cela comme un privilège, et c'est la première fois que je prononce un discours à la Chambre depuis que j'ai été réélu par les formidables habitants de Tobique—Mactaquac. Je tiens à leur exprimer ma gratitude et mes sincères remerciements, de même qu'à ma famille, pour leur amour, leur soutien et leur sollicitude. C'est vraiment l'honneur de ma vie que de les représenter ici, à la Chambre des communes. Je tiens donc à les remercier.

C'est un privilège de prendre la parole au sujet de cette motion de l'opposition. Notre motion vise à demander que le gouvernement assume ses responsabilités et à proposer des solutions de rechange qui serviraient les intérêts des Canadiens. Tout comme une famille ou une entreprise, un gouvernement, quel qu'il soit, se doit de prévoir un budget en cherchant, dans la mesure du possible, à l'équilibrer ainsi que de veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent pour payer les factures, remplir ses obligations et, avec de la chance, mettre un peu d'argent de côté pour l'avenir.

Ce qui est vrai pour un ménage ou pour une entreprise devrait aussi l'être pour n'importe quel gouvernement, mais encore plus pour le gouvernement du Canada. Or, nous traversons présentement une des périodes sans budget les plus longues de l'histoire du pays. Je pense que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays se demandent quand le budget sera présenté. C'est super d'avoir de bonnes idées, d'avoir des plans formidables et de prononcer de beaux discours, mais est-ce que nous avons l'argent nécessaire? Avons-nous les moyens de tout réaliser de façon responsable? Je crois que les Canadiens veulent que nous leur offrions des solutions de rechange raisonnables et que nous exigions que le gouvernement assume ses responsabilités.

J'ai encore quelques observations à faire. C'est de famille, mais j'aime les allitérations. Je vais donc me servir de quatre « C » pour couvrir en quelques mots les questions que nous devons régler. Ces quatre « C » représentent la clé pour nous sortir du pétrin.

### *Travaux des subsides*

Le premier « C » dont il faut parler aujourd'hui, c'est celui des conditions difficiles auxquelles notre pays est confronté; nous devrions tous être au fait de celles-ci étant donné qu'il y en a une multitude. Il y a d'abord l'augmentation du coût de la vie. Nous avons beaucoup entendu dire que l'inflation alimentaire au Canada est la plus élevée des pays du G7, mais je n'ai pas besoin de consulter un rapport économique pour comprendre l'ampleur de la situation. En fait, il suffit de se rendre dans une épicerie locale et de discuter avec les aînés, qui essaient de joindre les deux bouts avec un revenu fixe, ou encore de s'entretenir avec de jeunes parents qui essaient de payer leur hypothèque et leur voiture, de permettre à leurs enfants de continuer à pratiquer un sport et peut-être de s'offrir un petit voyage tout en mettant du pain sur la table. Bref, lorsque je discute avec mes concitoyens, je me rends compte assez rapidement des conditions difficiles auxquelles nous sommes confrontés en raison de la montée en flèche du coût du panier d'épicerie.

Les conditions difficiles auxquelles nous sommes confrontées dépassent le cadre national. Nous subissons évidemment les effets de l'incertitude mondiale actuelle, qu'il s'agisse de guerres, de rumeurs de guerres, de conflits ou d'émeutes. Nous sommes témoins de l'instabilité. Ce que nous tenions pour acquis hier ne nous semble plus aussi certain aujourd'hui. L'anxiété, la peur et le désespoir gagnent donc du terrain. En tant que représentants élus, nous le voyons dans nos échanges quotidiens avec la population. Nous l'entendons et nous ne pouvons y être indifférents. Ces conditions difficiles sont omniprésentes, et le Canada n'est pas à l'abri des menaces extérieures, dont beaucoup échappent à notre contrôle. Nous n'avons pas une grande influence sur ce qui se passe à l'étranger. Nous sommes limités quant à ce que nous pouvons dire ou faire pour agir sur les grands enjeux géopolitiques de notre monde.

La principale menace qui pèse sur nous, bien avant les événements survenant à l'étranger ou le puissant vent du Sud qui nous balaye parfois, réside à l'intérieur de nos frontières. Au Canada, nous avons traversé une ère d'autosabotage. C'est la plus grande menace à laquelle la Chambre se doit de s'attaquer.

● (1345)

Ce n'est pas une force étrangère qui a imposé une taxe sur le carbone à notre population. Ce n'est pas un gouvernement étranger qui a mis fin à la construction de pipelines et qui a adopté les projets de loi C-69 et C-48. Ce n'est pas un gouvernement étranger qui a imposé les taux de taxation les plus élevés par rapport aux autres économies avancées. C'est le gouvernement de notre propre pays. Voilà donc la condition la plus difficile à laquelle nous devons faire face: il nous faut mettre de l'ordre dans nos propres affaires et opérer un changement de cap majeur afin de pouvoir modifier la trajectoire que nous suivons. Si nous réglons nos problèmes intérieurs, nous pourrions relever les défis avec confiance.

Il y a de nombreuses conditions difficiles, mais ce n'est là que le premier « C ». Passons maintenant au deuxième « C », qui désigne les contradictions. Le bilan de nos chers amis d'en face, quand on s'y arrête, n'est qu'un amas de contradictions. Ce sont eux qui ont dit que si nous n'instaurons pas de taxe sur le carbone, nous allons faire brûler notre planète. Ce sont eux qui ont dit que si nous ne procédons pas à la tarification du carbone, nous allons totalement détruire l'environnement dans notre pays. Je suis heureux qu'ils se soient contredits tout récemment et qu'ils aient adopté notre politique visant à éliminer ou à réduire la taxe sur le carbone, qui, je crois, pour l'instant, a été abolie pour les consommateurs.

Ils ont compris qu'il s'agissait d'une taxe punitive qui ne faisait qu'appauvrir les Canadiens sans aider l'environnement. Je les remercie d'avoir reconnu que la taxe sur le carbone ne servait à rien, à part pénaliser leurs concitoyens.

Les contradictions se poursuivent. Même s'ils ont réduit le taux de la taxe sur le carbone à zéro — conséquence de la campagne électorale —, ils ne l'ont pas vraiment supprimée. Ils continuent de l'imposer aux industries en se disant qu'elles ne refiletront pas cette dépense aux consommateurs, c'est-à-dire aux Canadiens. Quelle belle contradiction. C'est vraiment quelque chose. On parle des mêmes personnes qui s'opposaient à la construction de pipelines, qui ont passé 10 ans à critiquer le secteur pétrolier et gazier du pays en disant qu'il produisait du pétrole et du gaz sales et qui en deviennent soudainement les porte-étendards. Je suis content que mes collègues d'en face aient ainsi pris le chemin de Damas, et j'espère qu'ils ne s'arrêteront pas là, mais je ne peux pas m'empêcher de m'étonner de la contradiction que cela représente. Les Canadiens doivent se gratter la tête et se demander s'il s'agit vraiment de la même équipe. Ils ressemblent à l'ancienne. Ils sonnent à peu près pareil, mais ce qu'ils disent est complètement nouveau. À mon avis, si nous voulons savoir exactement à quoi nous attendre, nous devrons faire fi des contradictions entre leurs paroles et leurs actions.

Rectifions les politiques afin de remettre le pays sur la bonne voie. C'est le troisième « C »: changer de cap. Je dois maintenant passer à mes troisième et quatrième « C ». Le deuxième « C » concernait les contradictions que nous devons surmonter. Les députés savent-ils ce que nous devons faire après avoir surmonté ces contradictions? Nous devons corriger le tir, c'est-à-dire changer de cap.

Il est temps de cesser de dresser les régions les unes contre les autres. Il est temps de cesser de dresser les Canadiens des régions rurales contre ceux des régions urbaines. Il est temps de cesser de dresser les familles les unes contre les autres. Nous devons commencer à rassembler les Canadiens afin de réaliser de grands projets pour le pays. Je parle ici de construire les infrastructures nécessaires pour acheminer notre énergie et nos ressources vers les marchés mondiaux afin d'améliorer notre niveau de vie et de lutter de front contre la crise inflationniste qui touche les produits alimentaires.

Il est temps de cesser de nous en prendre à nos agriculteurs, à nos producteurs et à nos travailleurs et de leur laisser une plus grande partie de l'argent qu'ils ont gagné à la sueur de leur front. Il est temps que nous changions de cap en tant que pays et que nous nous engagions sur la bonne voie. Ce faisant, nous commencerons à y voir plus clair. Je mets la Chambre au défi d'envisager un changement de cap radical, de délaissier l'ère de l'autosabotage canadien pour passer à une période de grands changements qui apporteront la prospérité à l'ensemble des Canadiens, et non seulement à l'élite et aux classes aisées. Je pense en particulier à la classe ouvrière, à ceux qui travaillent dur tous les jours, qui apportent leur boîte à lunch au travail ou qui servent aux tables. Je pense à ceux qui sont souvent négligés et oubliés. Changeons de cap et veillons à ce que la Chambre s'occupe de répondre à leurs besoins.

Je vais conclure avec mon dernier « C »: en pleine crise, il y a une question que les gens se posent. Souvent, nous cherchons quel qu'un ou quelque chose pour nous sauver, pour nous aider à améliorer une situation. Or, je crois qu'il faut chercher dans notre propre cour pour trouver ce qu'il faut corriger. C'est en examinant ce qui se passe dans notre propre cour que nous trouverons comment résoudre notre problème. Il faut arrêter de jeter le blâme sur ce qui se passe à l'extérieur, arrêter de regarder ailleurs pour échapper à nos propres responsabilités. Changeons de cap ici même et libérons le potentiel des secteurs canadiens des ressources, de l'énergie et de l'agriculture. Nous pourrions alors relever tous les défis qui pourraient se présenter à nous. Il est temps de mettre de l'ordre dans nos propres affaires.

• (1350)

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, le député s'en est très bien tiré pendant les cinq premières minutes, pour ce qui est de tenir des propos nuancés. J'ai bien aimé les « C » qu'il a mentionnés. J'aimerais ajouter mon propre « C », la Canadian Association of Petroleum Producers, c'est-à-dire l'Association canadienne des producteurs pétroliers, selon laquelle la production du secteur pétrolier et gazier a augmenté de 41 % depuis 10 ans. Les députés de l'opposition ne mentionnent pourtant jamais cela.

Voici un autre « C »: la Canadian Federation of Agriculture, c'est-à-dire la Fédération canadienne de l'agriculture. J'étais avec le député de Foothills pendant la campagne électorale. C'est un très bon parlementaire et un homme intelligent, mais il n'avait rien pour l'aider dans son travail, parce que les conservateurs, un autre « C », n'avaient pratiquement rien prévu pour les agriculteurs dans leur programme électoral.

Je vais conclure avec un dernier petit « C », puisque le député a parlé d'environnement. Je trouve ironique que le député prenne la parole pour parler de certaines des politiques avec lesquelles le gouvernement a tenté de travailler pour réduire les émissions tout en favorisant la croissance de l'économie.

Pourquoi son parti s'est-il engagé, pendant la campagne électorale, à dépenser davantage de fonds publics pour réduire les émissions au lieu de recourir à la politique conservatrice — le petit « C » dont je parlais — qu'est la tarification du carbone?

• (1355)

**Richard Bragdon:** Monsieur le Président, j'ai un autre « C » pour le député d'en face, et c'est ce qu'on appelle la cocologie. Quelqu'un avec de la cocologie ne passerait pas 10 ans à dénigrer les secteurs qui font vivre le pays, à savoir l'énergie, le pétrole, le gaz et les ressources naturelles, en leur disant à quel point ils sont répréhensibles et horribles et qu'il faut se débarrasser d'eux. Ces secteurs ont permis de verser des paiements de transfert au reste du pays afin d'aider à maintenir les écoles et les hôpitaux ouverts et à continuer de fonctionner. Et tout à coup, en pleine campagne électorale, les libéraux font volte-face et se font passer pour les champions du secteur de l'énergie. Les Canadiens ne sont pas dupes.

Il est temps de remettre la cocologie au premier plan. À l'échelle mondiale, il est bénéfique pour l'environnement que l'énergie canadienne occupe une plus grande place sur les marchés mondiaux, car nous appliquons les meilleures pratiques d'extraction et les meilleures réglementations environnementales de la planète. Il est temps d'utiliser l'énergie canadienne et de défendre ses intérêts.

### *Travaux des subsides*

[Français]

**Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ):** Monsieur le Président, ma question est bien simple.

On parle de bon sens. Vendredi dernier, Ottawa était la ville la plus polluée du monde, à cause de feux de forêt qui ne sont malheureusement pas contrôlés. Maintenant, c'est l'Europe qui est touchée.

Mon collègue est-il d'accord avec moi sur le fait que les changements climatiques sont causés par les industries fossiles?

**Richard Bragdon:** Monsieur le Président, ma réponse est simple. Nous avons besoin de reconnaître la réalité: plusieurs feux au Canada sont des incendies criminels causés par des gens qui agissent de manière irresponsable.

[Traduction]

C'est parce que les gens ne prennent pas leurs responsabilités. Nous pouvons blâmer les gens et faire tout un tas d'autres choses, mais avant tout, mettons de l'ordre chez nous et prenons des mesures concrètes, comme appliquer de bonnes pratiques de gestion forestière. C'est une question de bon sens qui contribuerait à réduire les risques d'incendies de forêt.

**Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'impression d'être à la messe du dimanche matin en ce moment. Les paroles du député sont une source d'inspiration, et je lui en suis reconnaissante.

Quand je pense au dimanche matin, je pense au mot « confiance ». Les Canadiens ont l'impression qu'ils ne peuvent pas faire confiance au gouvernement d'en face, car, après avoir dit une chose pendant 10 ans, il change maintenant d'idée en prétendant ne jamais avoir changé son message. C'est à cette manipulation à laquelle j'ai fait allusion dans mon discours.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

**Richard Bragdon:** Monsieur le Président, ce qui est maintenant très clair, c'est que les gens en ont assez des contradictions et de la gymnastique verbale. Bien des choses sont dites dans les conversations et des idées grandioses sont proposées pour libérer le potentiel de notre pays, mais quand vient le temps de passer à l'action et de prendre les mesures nécessaires afin d'y arriver, les libéraux ne font rien. Les libéraux tiennent de beaux discours, mais que font-ils pour mettre en place les politiques qui pourraient libérer notre potentiel et nos ressources afin de prospérer et de relever les défis au sein de notre propre pays?

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, nous ne nous entendons peut-être pas sur les causes de l'inflation, mais, dans un esprit de solidarité, nous savons que les contre-mesures tarifaires canadiennes ont des répercussions importantes sur les petites entreprises. En fait, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a indiqué que 49 % des petites entreprises en subissent les contrecoups soit sur leurs résultats financiers, soit sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. Mon collègue a parlé de transparence et de reddition de comptes. Nous ne savons toujours pas ce qui se passe. Les Canadiens ne savent pas quelles sommes le gouvernement fédéral a perçues ni comment il va les transmettre aux petites entreprises.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'on ne peut pas attendre à l'automne?

*Déclarations de députés*

● (1400)

**Richard Bragdon:** Absolument, monsieur le Président, nous devons aller au fond des choses, déterminer quelles sommes, jusqu'à présent, ont été perçues grâce aux contre-mesures tarifaires et veiller à ce que ces sommes soient transmises aux entreprises et aux familles ayant été les plus touchées par les droits de douane.

Il est temps que le gouvernement rende des comptes, et la meilleure façon d'y arriver, c'est de présenter un budget à la Chambre.

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

[Traduction]

**L'ÉGLISE UNIE DE RUNNYMEDE**

**Karim Bardeesy (Taiaiko'n—Parkdale—High Park, Lib.):** Monsieur le Président, il y a 100 ans moins un jour exactement, 468 presbytériens, méthodistes et congrégationalistes de l'Ouest de Toronto ont mis de côté leurs différences pour prier ensemble pour la première fois. Ils se sont rassemblés dans une église située au 432, chemin Runnymede, une église qu'ils venaient de démonter ensemble et de remonter six pâtés de maisons plus loin. Ils faisaient partie d'un mouvement national qui balayait les communautés agricoles ainsi que les petites et grandes villes partout au pays. Marqués par la guerre et motivés par leur foi et leur croyance en la justice, ces croyants ont mis de côté leurs différences pour créer l'Église unie du Canada.

Ce week-end, j'ai eu l'honneur de me joindre aux membres de l'Église unie de Runnymede, toujours située au 432, chemin Runnymede, pour célébrer son 100<sup>e</sup> anniversaire. Je tiens à remercier David Ambrose, président du comité du centenaire, ainsi que toutes les personnes qui ont organisé cette célébration et y ont participé.

La communauté de l'Église unie de Runnymede est active, elle fait la paix avec son passé et s'ouvre à ses voisins et au monde entier. C'est un esprit qui anime toute la circonscription de Taiaiko'n—Parkdale—High Park et, à une époque où tant de gens se laissent aller au pessimisme, se replient sur eux-mêmes ou se disaient, c'est un esprit que je recommande à la Chambre d'adopter.

\* \* \*

**PITT MEADOWS—MAPLE RIDGE**

**Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC):** Monsieur le Président, je remercie les habitants de Pitt Meadows—Maple Ridge et de Mission de m'avoir réélu pour un troisième mandat à la Chambre des communes et, précédemment, pour deux mandats à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. C'est un honneur que je prends très au sérieux.

Cette circonscription a toujours été très disputée, et cette élection l'a encore démontré. Cependant, notre message a recueilli un appui beaucoup plus important que ceux de nos adversaires, avec 12 000 voix de plus qu'à l'élection précédente. J'ai constaté un changement, en particulier chez les cols bleus et les jeunes Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts. J'ai parlé à des milliers d'électeurs et je leur ai posé une question bien simple: la situation s'est-elle améliorée après 10 ans de régime libéral? Pas une seule personne n'a répondu oui, ce qui est on ne peut plus éloquent.

Les libéraux ont gagné, non pas grâce à leur bilan lamentable, mais en copiant les politiques conservatrices — comme l'élimina-

tion de la taxe sur le carbone — et en tirant profit de l'effet Trump. Ils ont gagné, mais ne vous y trompez pas, les députés conservateurs comme moi continueront de se battre chaque jour pour un Canada plus sécuritaire, plus fort, plus abordable et plus prospère.

\* \* \*

**MONUMENT NATIONAL DE L'HOLOCAUSTE**

**L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.):** Monsieur le Président, hier soir, le Monument national de l'Holocauste a été vandalisé. N'y a-t-il aucune limite? Ce monument commémore non seulement les 6 millions de femmes, d'hommes et d'enfants juifs assassinés, mais aussi les millions d'autres victimes des nazis et de leurs collaborateurs pendant la Seconde Guerre mondiale. Qui plus est, le Monument national de l'Holocauste est une déclaration pour aujourd'hui. C'est une déclaration éternelle faite par des gens sensés qui prônent la tolérance et le respect envers tous les peuples, ainsi que l'entente entre ces derniers.

L'âme dépravée qui a profané le monument devrait se ressaisir, renouer avec son humanité, apprécier notre histoire commune et retrouver les bons côtés de notre nature pour bâtir un monde meilleur afin que nous n'ayons plus jamais à ériger un monument de l'Holocauste.

\* \* \*

**LE SYSTÈME D'ALERTE SILVER**

**Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, 18 mois se sont écoulés depuis la disparition tragique d'Earl Moberg, un mari, un père et un grand-père bien-aimé de ma collectivité. M. Moberg souffrait de démence et, malgré des efforts de recherche soutenus, on ne l'a pas retrouvé, et il est présumé mort.

Malheureusement, d'ici 2030, près de 1 million de Canadiens vivront avec la maladie d'Alzheimer, et près de 60 % seront portés disparus à un moment donné. Hélas, si on ne les retrouve pas en moins de 12 heures, il y a 50 % de risques qu'ils soient blessés ou qu'ils meurent d'hypothermie, de déshydratation ou par noyade. Cela illustre bien à quel point il est urgent de retrouver nos proches le plus rapidement possible. C'est pourquoi il faut mettre en place de toute urgence un système national d'alerte Silver. Comme le système d'alerte Amber pour les enfants, il aviserait rapidement le public lorsqu'un aîné atteint de troubles cognitifs est porté disparu dans la région.

À cet effet, j'ai parrainé la pétition e-5196, lancée par la famille Moberg, qui exhorte le gouvernement fédéral à collaborer avec les provinces et les corps policiers pour mettre en œuvre un système national d'alerte Silver afin de sauver des vies en contribuant à retrouver plus rapidement les aînés qui ont disparu. Nous devons agir dès maintenant pour protéger les personnes les plus vulnérables et prévenir de futures tragédies.

\* \* \*

[Français]

**LES LIONS DE TROIS-RIVIÈRES**

**Caroline Desrochers (Trois-Rivières, Lib.):** Monsieur le Président, je veux féliciter le club de hockey des Lions de Trois-Rivières pour sa victoire historique, samedi, alors qu'il a remporté la Coupe Kelly en battant les Walleye de Toledo lors des séries éliminatoires de la East Coast Hockey League.

Les Lions de Trois-Rivières sont la seule équipe canadienne dans cette ligue de hockey professionnelle. C'était la première fois que l'équipe participait à la finale de la Coupe Kelly. On peut dire que Trois-Rivières est à la hauteur ces jours-ci.

Je félicite tous les joueurs des Lions et leur entraîneur en chef, Ron Choules. Je dis un grand bravo au gardien de but Luke Cavalin, nommé joueur le plus utile des séries. Je souligne aussi la contribution d'Alex Beaucauge, natif de Trois-Rivières, qui fait la fierté de sa ville aujourd'hui.

[Traduction]

Je souhaite le même succès aux Oilers d'Edmonton lors de leur match de ce soir. Le Canada les appuie.

\* \* \*

• (1405)

### NEW TECUMSETH—GWILLIMBURY

**Scot Davidson (New Tecumseth—Gwillimbury, PCC):** Monsieur le Président, il y a quelque chose de spécial à vivre dans une petite ville canadienne, surtout dans la circonscription de New Tecumseth—Gwillimbury. Ces endroits sont façonnés par les champs à perte de vue et les routes tranquilles, et ils sont animés d'un fort esprit de communauté. Les gens prennent soin les uns des autres, ils participent aux activités locales et ils sont fiers de leur coin de pays. Voilà ce qui définit l'identité canadienne.

Le 1<sup>er</sup> juillet, de 11 h 30 à 13 h 30, nous allons lancer la saison avec mon barbecue annuel de la fête du Canada. J'invite les gens à nous rejoindre au parc Riverdale d'Alliston. Il y aura de la crème glacée, des burgers gratuits et des prestations musicales, et nous pourrions célébrer la Confédération tous ensemble. Ce n'est pas tout: en août auront lieu le festival de la carotte de Bradford, dans le cadre des célébrations du 100<sup>e</sup> anniversaire du quartier Holland Marsh, de même que le festival de la pomme de terre d'Alliston. On ne célèbre d'ailleurs pas que les légumes, dans ces festivals organisés en l'honneur de produits bien de chez nous, on y célèbre aussi qui nous sommes.

C'est un rendez-vous pour tous dans le potager du Canada. Ce sera incroyable.

\* \* \*

### LES RÉCIPENDAIRES DE LA MÉDAILLE DU COURONNEMENT DU ROI CHARLES III

**L'hon. Helena Jaczek (Markham—Stouffville, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour moi de prendre à nouveau la parole à la Chambre en tant que députée de Markham-Stouffville. Je suis reconnaissante à ma merveilleuse équipe de campagne et aux gens de Markham—Stouffville de m'avoir accordé le privilège de les servir.

Markham-Stouffville est une circonscription extraordinaire, et c'est grâce à la contribution d'innombrables personnes formidables à qui j'ai rendu hommage plus tôt cette année en leur décernant la médaille du couronnement du roi. Je tiens à féliciter les personnes suivantes: Mark Atikian, Allan Bell, Lina Bigioni, Shaowen Chen, Mike Clare, Glenn Crosby, Wayne Emmerson, Margaret Grandison, Ray McNeice, Jack Heath, Sivan Ilangko, Dre Fareen Karachiwalla, Dre Emilie Lam, Madge Logan, le maire Iain Lovatt, Jo-anne Marr, révérende Joan Masterton, Haresh Mehta, Ignacio « Mogi » Mogado, Marlene Mogado, Dr Najmul Siddiqui, chef Bill Snow-

### Déclarations de députés

ball, Susan Tucker, Dr Rui Wang, John Webster, et Tupper Wheatley. Félicitations à toutes et à tous.

\* \* \*

### LA BRASSERIE DE KEMPTVILLE

**Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, s'il y a des gens qui comptent voyager cet été et emprunter l'autoroute 416 près de la ville de Kemptville, je les encourage à visiter la brasserie Kemptville Brewing Company. J'ai eu le privilège d'assister à son ouverture officielle le 3 juin dernier, aux côtés de quatre entrepreneurs exceptionnels: Nathan Devries, Kurtis Devries, Braden Dukelow et Jocelyn Major. Leur passion et leur dévouement apportent quelque chose de vraiment spécial à notre collectivité.

Située dans la magnifique région rurale de North Grenville, la Kemptville Brewing Company est déjà en train de devenir un incontournable. Que l'on souhaite déguster des bières artisanales ou savourer de délicieux plats réconfortants — en ce qui me concerne, une cannette de Caddy's Choice et une pizza cuite au feu de bois —, ou que l'on souhaite écouter de la musique en direct et assister à des soirées de jeu-questionnaire, c'est la façon idéale de se détendre et de se laisser porter par l'ambiance qui fait le charme de la région.

Cet été, ne manquons pas d'y faire une visite. Amenons des amis, faisons de nouvelles rencontres et soutenons cet ajout fantastique à Kemptville. C'est plus qu'un endroit où prendre un verre. C'est une destination qui vaut le détour.

\* \* \*

[Français]

### LES ASSISES MUNICIPALES 2025 DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais exprimer toute la fierté qui m'habite quand je pense aux distinctions qu'ont reçues la Ville de Mirabel et le maire de Sainte-Marthe-sur-le-Lac lors des Assises municipales 2025 de l'Union des municipalités du Québec, ou l'UMQ.

D'abord, il y a le prix Mérite Ovation municipale, catégorie Avenir climat, un prix qui souligne l'ingéniosité et la créativité derrière les efforts mis en place pour réduire l'empreinte écologique du Parc régional éducatif Bois de Belle-Rivière.

À tout le conseil municipal, au maire Patrick Charbonneau, au directeur général de la Corporation de la protection de l'environnement de Mirabel, Stéphane Michaud, et au président du Parc, Jacques Bellerose, j'offre toutes mes félicitations.

Je salue aussi mon amie Francine Charles, la conseillère municipale du district 6, pour l'obtention du Prix Francine Ruest-Jutras, un prix qui vise à reconnaître l'excellence des femmes sur la scène politique municipale. Ce prix souligne ce qu'on connaissait déjà de Francine: sa vision et la qualité de son engagement envers la communauté.

Enfin, je dis un grand bravo à mon ami François Robillard, maire de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, qui a été honoré pour ses 20 ans en vie politique municipale.

Ces chers amis peuvent être fiers. Je leur dis bravo pour leur dévouement.

### Déclarations de députés

Vive l'engagement municipal!

\* \* \*

• (1410)

[Traduction]

#### AVALON

**Paul Connors (Avalon, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour faire ma première déclaration en tant que député d'Avalon. Je suis profondément touché par la responsabilité qui m'a été confiée.

Je tiens à prendre un moment pour remercier tous ceux et celles qui ont rendu cela possible. Merci à ma famille, dont la force, l'amour et le soutien tout au long de ce parcours signifient plus que ce que les mots peuvent exprimer. Je remercie mes amis, dont beaucoup n'auraient jamais imaginé faire du porte-à-porte ou effectuer des appels pendant une campagne électorale fédérale, de s'être mobilisés et d'avoir cru en moi. Je les remercie de tout cœur.

Je pense à mes extraordinaires bénévoles, qui ont bravé la pluie, le vent et même la neige sans que leur dévouement faiblisse. Je tiens à leur dire qu'ils m'ont réellement inspiré au quotidien. Surtout, je remercie les habitants d'Avalon de leur confiance. Je les remercie de m'avoir choisi pour les représenter. Je ne prends pas cette responsabilité à la légère, et je travaillerai chaque jour pour me montrer digne de l'honneur qu'ils m'ont fait.

\* \* \*

#### LES FINANCES

**Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a fait campagne en se présentant comme « l'homme qui a un plan », mais jusqu'à présent, il suit toujours le plan de Justin Trudeau. Jetons un coup d'œil aux résultats.

La menace d'une récession, susceptible d'entraîner la perte de 100 000 emplois, pèse sur le Canada. Le taux de chômage atteint aujourd'hui 7 %, un record en près de dix ans, exception faite de la période pandémique. Depuis janvier, la croissance de l'emploi a été pratiquement nulle. Plus de 1,6 million de Canadiens sont maintenant au chômage et ils passent en moyenne 22 semaines, soit près de six mois, sans emploi. Un jeune sur cinq ne trouve pas de travail. Les banques alimentaires affichent des taux de fréquentation records. Les défauts de paiement hypothécaire sont à la hausse, le prix des aliments explose et, selon le rapport canadien de 2025 sur les prix alimentaires, une famille moyenne de quatre personnes devra dépenser 800 \$ de plus pour l'épicerie cette année.

Les Canadiens travaillent plus fort que jamais, mais leur situation ne cesse de se détériorer. C'est pourquoi la Chambre a voté en faveur de la présentation d'un budget au printemps. Il est temps que le premier ministre mette un frein à ses dépenses excessives pour enfin accorder un répit aux Canadiens.

\* \* \*

#### LA SEMAINE DE L'INNOVATION D'OTTAWA

**L'hon. Jenna Sudds (Kanata, Lib.):** Monsieur le Président, en cette Semaine de l'innovation d'Ottawa, nous célébrons les esprits brillants, les idées audacieuses et les technologies de pointe qui façonnent la capitale du Canada.

Ottawa abrite la plus forte concentration de talents technologiques en Amérique du Nord: en effet, plus de 13 % de notre main-d'œuvre se trouve dans le secteur de la technologie. Notre écosystème de l'innovation comprend plus de 65 laboratoires de recherche fédéraux et institutions de calibre mondial comme Zone X.O. Ma circonscription, Kanata, compte le plus grand parc technologique du Canada, avec plus de 500 entreprises et plus de 30 000 personnes qui y travaillent chaque jour. Des chefs de file comme Kinaxis, Solace, Ranovus et Solink contribuent non seulement à la croissance de notre économie, mais aussi à la transformation des industries mondiales.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour célébrer cette semaine les innovateurs et les entrepreneurs d'Ottawa. Leur travail ne fait pas que stimuler l'économie locale, il façonne aussi l'avenir.

\* \* \*

#### LE LOGEMENT

**Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant Nord, PCC):** Monsieur le Président, après une décennie perdue sous les libéraux, le rêve d'accéder à la propriété demeure un cauchemar. Selon une nouvelle étude, Toronto a l'un des marchés immobiliers les moins abordables au monde. Les coûts de construction ont augmenté de 58 %, et les retards de zonage signifient qu'il faut jusqu'à 32 mois pour faire approuver un projet à Toronto. Il n'est pas étonnant qu'il manque deux millions de logements au Canada.

Selon une nouvelle note de service du gouvernement fédéral, le coût du logement représentera en moyenne 52 % du revenu des ménages cette année, comparativement à 38 % en 2015. Beaucoup trop de familles de la région du Grand Toronto et de Hamilton m'ont dit qu'elles sont maintenant au bord du gouffre parce que leurs paiements mensuels ont augmenté de plusieurs milliers de dollars, et les jeunes Canadiens qui n'ont pas encore intégré le marché ont tout simplement abandonné. Même le nouveau ministre du Logement admet qu'il y a une crise, mais qu'elle progresse lentement.

Les Canadiens ont eu cinq ministres du Logement en six ans, et il est temps que les choses changent.

\* \* \*

[Français]

#### LES FESTIVITÉS DANS LA CIRCONSCRIPTION DE BOURASSA

**Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, la fin de semaine dernière, dans Bourassa comme partout au pays, nous avons célébré la Fête des voisins, un moment précieux pour renforcer les liens entre les citoyens et les citoyennes, partager un sourire et bien bâtir des communautés plus solidaires.

Bourassa vibre également au rythme de la finale de la NBA. Deux joueurs de basketball de Montréal, du Canada, du Québec, mais surtout de la circonscription de Bourassa s'affrontent l'un contre l'autre dans la finale de la NBA. La finale de la NBA comptera un vainqueur qui rapportera la coupe dans Bourassa et qui ramènera aussi la fierté au Canada, aux Québécois et aux Québécoises, aux Montréalais et aux Montréalaises, et surtout aux citoyens et aux citoyennes de Bourassa. Des projections de la finale ont lieu chez nous, dans Bourassa. La bonne nouvelle, c'est que la coupe viendra ici. Nous allons célébrer la diversité et célébrer nos jeunes, qui ont grandi et se sont améliorés dans Bourassa. Nous aurons la coupe ici à Montréal.

• (1415)

[Traduction]

### LES FINANCES

**Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, les conservateurs demandent au premier ministre de déposer un budget dès que possible. Le premier ministre a fait campagne en promettant de rendre l'épicerie plus abordable pour les Canadiens, mais ces derniers dépenseront 800 \$ de plus pour la nourriture cette année. Le prix des aliments continue d'augmenter, et je ne parle que des produits essentiels comme le bœuf, le poulet, les pommes, le riz blanc et le lait maternisé.

Le premier projet de loi de dépenses du premier ministre, le budget principal des dépenses, ferait augmenter les dépenses gouvernementales de 8 %, et la Chambre a clairement indiqué que les dépenses déficitaires des libéraux stimulent l'inflation. L'inflation nuit à tout le monde. Un nombre record de travailleurs canadiens ont recours aux banques alimentaires. L'an dernier, Banques alimentaires Canada a signalé 2 millions de visites en mars seulement, un nombre sans précédent.

Comme aucun budget ne sera présenté avant l'automne, les libéraux passeront plus d'un an sans plan financier. Sans budget, les mères seules, les familles et les petites entreprises ne peuvent pas gérer convenablement leurs finances. Qu'est-ce qui fait croire au gouvernement qu'il peut, lui, y arriver?

\* \* \*

### LE SENTIER TRANSCANADIEN

**Kent MacDonald (Cardigan, Lib.):** Monsieur le Président, samedi dernier, j'ai eu l'honneur de souligner la Journée internationale des sentiers à Morell, à l'Île-du-Prince-Édouard, l'une des 13 collectivités du pays où les responsables du Sentier transcanadien ont organisé des activités en vue de célébrer le sentier et de contribuer à son avenir.

À Morell, nous avons retroussé nos manches et planté des arbres, aux côtés de nos voisins et de bénévoles, et ainsi contribué à créer un sentier plus vert et plus résilient pour les générations futures. Il est très émouvant de savoir qu'au même moment, partout dans notre merveilleux pays, des Canadiens se rassemblaient pour prendre soin de cette incroyable ressource nationale.

Le Sentier transcanadien relie des milliers de collectivités des quatre coins du pays, y compris à l'Île-du-Prince-Édouard, où il suit le Sentier de la Confédération et attire chaque année d'innombrables habitants de l'île et visiteurs qui viennent traverser nos magnifiques paysages à pied, à vélo ou à ski.

Le sentier joue un rôle primordial dans nos économies et dans le développement touristique. Nous remercions le Sentier transcanadien, la ville de Morell et tous les bénévoles qui ont contribué au succès de cette célébration et qui nous rappellent que les sentiers ont le pouvoir de relier les gens à la nature et les uns aux autres.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES FINANCES

**Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, aujourd'hui, les conser-

### Questions orales

vateurs ont déposé une motion à la Chambre demandant au gouvernement libéral de présenter un budget qui tient la route sur le plan financier. Le premier ministre dit qu'il veut que les Canadiens le tiennent responsable de ce qu'ils paient à l'épicerie. Cependant, au lieu de présenter un budget ou de réduire le prix de la nourriture, il annonce des dépenses additionnelles d'un demi-billion de dollars qui, selon nous, ne peuvent qu'alimenter l'inflation. On s'attend en effet à ce que les Canadiens déboursent cette année 800 \$ de plus que l'année dernière pour se nourrir.

Après dix ans de dépenses inflationnistes de la part du gouvernement libéral, notre demande est très simple: présentez un budget.

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, il y aura un budget à l'automne, mais ce qui est un peu fort pour les Canadiens qui nous regardent à la télévision, c'est de voir que les conservateurs ont, à chaque étape, voté systématiquement contre les mesures visant à rendre le coût de la vie plus abordable. Ils ont voté contre les services de garde. Ils ont voté contre l'assurance-médicaments. Ils ont voté contre le programme canadien de soins dentaires.

Comment le député peut-il sérieusement prendre la parole à la Chambre et critiquer le gouvernement, alors qu'à chaque étape, il s'est abstenu d'épauler les Canadiens en difficulté?

**Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le Président, les conservateurs ont toujours voté contre les dépenses inflationnistes et les demi-mesures des libéraux qui réduiraient à néant ces économies. Nous continuerons de voter contre leurs mesures tant que le gouvernement ne présentera pas un budget responsable.

Les mères et les pères, les petites entreprises, les célibataires et les personnes âgées du Canada doivent tous établir un budget; ils doivent respecter un budget pour vivre. Pourquoi, alors que les prix des denrées alimentaires montent en flèche et que les mères doivent diluer le lait qu'elles donnent à leurs bébés, les libéraux ne déposent-ils pas simplement un budget?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens savent que lorsque nous avons le choix, nous nous rangeons toujours de leur côté. Nous nous sommes rangés du côté des enfants de ce pays pour qu'ils puissent accéder à un programme alimentaire national. Nous nous sommes rangés du côté des personnes âgées pour garantir la mise en place d'un programme de soins dentaires dans ce pays. Nous nous sommes rangés du côté des jeunes familles pour qu'elles puissent disposer de services de garde d'enfants. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous rangerons toujours du côté des Canadiens, qu'il s'agisse de personnes âgées, de jeunes ou de travailleurs. Les Canadiens savent que nous les soutenons. Nous le leur avons promis et nous le ferons.

• (1420)

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, au lieu de « hausser les coudes » on « hausse les prix » à l'épicerie, car ces derniers temps on remarque que l'inflation alimentaire a triplé au cours des deux derniers mois. La situation est tellement grave aujourd'hui que même les denrées en rabais sont trop chères pour les familles canadiennes. Les Canadiens sont même chanceux s'ils sortent d'une épicerie avec deux sacs de provisions pour moins de 80 \$. Les dépenses inflationnistes doivent être inversées pour que les Canadiens aient les moyens de se nourrir.

### Questions orales

Les libéraux vont-ils présenter un budget pour au moins montrer qu'ils essaient de faire baisser le prix des aliments?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Monsieur le Président, le nouveau gouvernement est un gouvernement d'action, et je vais vous dire à quoi ressemble l'action: nous faisons progresser rapidement des mesures législatives visant à réduire la taxe pour 22 millions de personnes, à réduire la taxe pour l'achat d'une première maison et à réduire de façon permanente la taxe sur le carbone pour les consommateurs. J'espère que les conservateurs cesseront de faire des discours creux et qu'ils se joindront plutôt à nous pour faire avancer les projets de loi.

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a affirmé qu'il devrait être jugé en fonction des prix à l'épicerie, alors faisons-le. L'inflation alimentaire a triplé au cours des deux derniers mois, et cette année, les familles canadiennes paieront 800 \$ de plus pour leur panier d'épicerie que l'année dernière. Elles peuvent donc dire adieu à leur réduction d'impôt. On parle d'environ 17 000 \$ rien que pour se nourrir cette année. Les familles, les mères monoparentales et les aînés sont sur le point de craquer, et cela ne peut plus durer. Les libéraux ne voient-ils pas les effets de leurs dépenses inflationnistes sur les familles, ou s'en moquent-ils tout simplement?

Pourquoi le premier ministre ne dépose-t-il pas un budget et ne montre-t-il pas le véritable coût de ses déficits et de ses dettes inflationnistes?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Monsieur le Président, jetons un coup d'œil à certaines réalités économiques. L'inflation est passée de 8,1 % à 1,7 % au cours des deux dernières années, le taux de participation au marché du travail est de 65,3 % alors que celui des États-Unis est de 62,5 %, et Moody's nous a attribué une cote de crédit AAA. Les fondements de notre économie sont solides, et nous allons continuer de bâtir l'économie la plus forte du G7.

[Français]

**Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC):** Monsieur le Président, aujourd'hui, les libéraux devront choisir entre continuer d'affamer les Canadiens ou voter pour notre motion pour présenter un budget dès ce printemps. L'épicerie coûte une fortune, les banques alimentaires débordent et dénoncent une urgence sociale. Tout ça est causé par les politiques inflationnistes libérales du gouvernement du premier ministre. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Sylvain Charlebois, de l'Université Dalhousie. Selon lui, une grande partie de l'inflation dans les magasins d'alimentation au Canada est induite par les politiques.

Le premier ministre va-t-il déposer un budget dès ce printemps et mettre fin une fois pour toutes à l'inflation alimentaire libérale?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens et les Canadiennes ont déjà choisi et c'est pour ça que nous sommes au gouvernement. Ils savent qu'un gouvernement libéral, c'est un gouvernement qui sera là pour les familles, pour les enfants et pour nos aînés.

Ce qui est vraiment étrange aujourd'hui pour les gens qui nous regardent à la maison, c'est que, chaque fois que les conservateurs ont eu l'occasion de voter, ils ont voté contre des mesures pour aider les Canadiens.

Nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs. Nous allons continuer de nous battre pour les Canadiens et les Canadiennes.

**Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC):** Monsieur le Président, voici les mots du premier ministre lui-même: le premier ministre doit être tenu responsable de ce que les Canadiens paient à l'épicerie. Je le prends au mot. Lui et son gouvernement sont en effet responsables de la deuxième pire inflation alimentaire de tout le G7.

Depuis qu'il est premier ministre libéral, le coût de l'épicerie a explosé et a augmenté de près de 800 \$ par famille. C'est pire que sous Justin Trudeau. Le premier ministre augmente les dépenses de son gouvernement de 8 %, alors qu'il avait promis de les plafonner à 2 %.

Va-t-il, oui ou non, présenter un budget ce printemps, ou va-t-il continuer d'être irresponsable comme son prédécesseur?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, la chose responsable à faire, c'est exactement ce que nous avons fait, soit de baisser l'impôt pour 22 millions de Canadiens et de Canadiennes. C'était ça, la chose responsable à faire. La chose responsable, c'est de s'assurer que les Canadiens et les Canadiennes ont plus d'argent dans leurs poches. C'est l'une des meilleures mesures d'abordabilité. De notre côté de la Chambre, nous allons continuer de nous battre pour les familles, pour les enfants et pour les aînés. Ensemble, nous allons bâtir un Canada fort.

\* \* \*

● (1425)

### LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

**Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Monsieur le Président, les mesures d'abolition des barrières au commerce dans le projet de loi C-5 pourraient cheminer rondement, mais les libéraux ont inclus dans le projet de loi des dispositions conçues pour imposer des pipelines de gaz et du pétrole sale aux Québécois.

Le Bloc québécois peut travailler avec le gouvernement en matière de commerce entre les provinces, mais c'est un jeu qui se joue à deux. Si les libéraux veulent travailler sur le commerce, nous serons un partenaire, mais s'ils veulent détourner l'enjeu du commerce pour imposer des projets énergétiques, nous serons leur problème.

Vont-ils saisir notre main tendue et scinder le projet de loi C-5?

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Monsieur le Président, tout le monde à la Chambre est d'accord sur un fait important: aujourd'hui, nous sommes dans un moment critique pour le Canada. Nous faisons face à une menace tarifaire du côté des États-Unis. Dans ce moment critique, tous les députés de la Chambre doivent travailler ensemble pour bâtir une économie canadienne, pour créer l'économie la plus forte du G7. Nous avons besoin de libre-échange au Canada. Nous devons bâtir de grands projets.

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT**

**Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Monsieur le Président, la deuxième partie du projet de loi C-5, intitulée Loi visant à bâtir le Canada, pourrait aussi bien s'appeler: loi visant à détruire la planète. Ottawa se donne le droit d'approuver des projets d'énergie fossile par décret, sans évaluation environnementale ni consultation. Il décide tout seul. C'est seulement une fois que la décision sera prise qu'il tiendra des évaluations bidon et qu'il consultera le Québec, les provinces et les Autochtones en les mettant devant un fait accompli.

Les libéraux réalisent-ils que c'est un recul historique, tant en matière d'environnement qu'en matière de respect de la démocratie?

**L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le projet de loi C-5 est une réponse à une crise économique et commerciale provoquée par nos voisins du Sud. Nous avons sollicité un mandat en campagne électorale et voici la réponse de notre gouvernement pour contrer cette guerre tarifaire, pour créer des opportunités chez nous, pour faire nous-mêmes ce que nous pouvons faire pour aider notre économie et pour protéger les emplois au Québec, notamment des emplois forestiers et des emplois dans le secteur de l'aluminium et de l'acier. C'est notre réponse à la crise économique.

**Patrick Bonin (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, six semaines après l'élection, regardons le bilan libéral en matière d'environnement.

Les libéraux ont aboli la tarification du carbone pour les particuliers. Ils ont donné leur aval à l'exploration pétrolière en mer au large de Terre-Neuve. Le *Toronto Star* révèle qu'ils pensent abolir le plafonnement des émissions de gaz à effet de serre pour les compagnies pétrolières et les compagnies gazières. Avec le projet de loi C-5, ils veulent que les projets d'énergies fossiles contournent les évaluations environnementales. Selon Ecojustice, jamais dans toute l'histoire du droit environnemental moderne une loi n'a donné autant de pouvoir au gouvernement.

Finalement, quelle est la différence entre les libéraux et Pierre Poilievre?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je pourrais dire qu'il y a une grande différence entre un gouvernement libéral et un gouvernement mené par Pierre Poilievre.

Nous pensons qu'il faut protéger l'environnement et nous travaillons là-dessus tout le temps. Nous travaillons pour nous assurer que nous avons des énergies propres. Nous allons continuer à faire notre travail pour bâtir un Canada fort et, en même temps, protéger l'environnement.

\* \* \*

[Traduction]

**LES FINANCES**

**Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC):** Monsieur le Président, le prix des produits d'épicerie et des aliments continue de monter en flèche sous le gouvernement libéral. Cette année seulement, le prix des pommes a augmenté de 19 %, celui du contre-filet de bœuf, de 34 %, celui du riz blanc, de 14 % et celui du lait maternisé, de 9 %. Nous savons que les dépenses déficitaires du gouvernement libéral alimentent l'inflation et entraînent une hausse des prix à l'épicerie.

Le gouvernement libéral minoritaire déposera-t-il un budget qui inversera cette tendance inflationniste, afin que les Canadiens puissent se nourrir?

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, la pauvreté chez les enfants a diminué de 38 % depuis 2015, et de 26 % dans les tranches d'âge de 18 à 65 ans de la population générale.

Le parti d'en face pourrait contribuer à améliorer la situation en ne votant pas contre des mesures qui profitent aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants, les soins dentaires, le programme d'alimentation en milieu scolaire ou le soutien pour les apprentis. À chaque étape, le Parti conservateur nuit aux familles.

**Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il voulait que les Canadiens le jugent en fonction des prix qu'ils paient à l'épicerie. Cette année, les Canadiens vont dépenser 800 \$ de plus à l'épicerie, et la banque alimentaire de Barrie vient en aide à plus de 7 000 personnes par mois, dont 37 % sont des enfants. Au lieu de proposer des mesures d'aide et un véritable plan budgétaire, le premier ministre dépense un demi-billion de dollars sans dire aux Canadiens d'où proviendront les intrants.

Quand le premier ministre déposera-t-il un budget qui luttera contre l'inflation afin que les Canadiens aient les moyens de nourrir leur famille?

● (1430)

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens, c'est exactement le genre de soutien que les Canadiens demandent, et c'est pour cela qu'ils nous ont élus. Ils savent que lorsque les temps sont durs, ils peuvent compter sur le gouvernement libéral pour les soutenir, que ce soit en les aidant à élever des enfants en bonne santé, en permettant à leurs enfants de prendre un bon déjeuner le matin, ou en leur permettant de se payer une garderie afin qu'ils puissent continuer à prospérer et à bien gagner leur vie n'importe où au pays. Nous serons là pour les Canadiens.

**Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC):** Monsieur le Président, c'est officiel: le nouveau premier ministre libéral refuse de présenter un budget ce printemps, même si les Canadiens n'en ont pas eu depuis plus d'un an. Pendant ce temps, les étudiants ont préparé leur budget, les familles ont préparé leur budget, les petites entreprises ont préparé leur budget, les villes et les villages ont préparé leur budget, les provinces et les territoires ont tous préparé leur budget, les banques ont préparé leur budget et je suis convaincu que Brookfield a préparé un budget.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de présenter un budget? Le gars d'avant pensait que les budgets s'équilibraient d'eux-mêmes. Le nouveau gars pense-t-il que les budgets se préparent et se déposent d'eux-mêmes?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, le député a omis une chose: le Canada aura un budget l'automne prochain. Il a oublié de mentionner ce détail aux Canadiens.

### Questions orales

La chose responsable à faire, et c'est la première chose que nous ayons faite à la reprise des travaux de la Chambre, c'était de réduire les impôts pour 22 millions de Canadiens. C'est une chose que les conservateurs oublient de mentionner. Les Canadiens qui nous regardent savent que grâce à notre motion et à l'appui des conservateurs à l'égard du projet de loi, leurs impôts vont diminuer d'ici le 1<sup>er</sup> juillet. Voilà les attentes des Canadiens et voilà les résultats que nous produisons.

**Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC):** Monsieur le Président, des Canadiens de Field, en Colombie-Britannique, dans les Rocheuses, jusqu'aux ranchs de Kamloops me disent que les dépenses inflationnistes des libéraux détruisent les budgets familiaux. Le premier ministre veut qu'on le juge en fonction du prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Aujourd'hui, nous débattons notre motion conservatrice qui demande un budget dans les plus brefs délais.

Le gouvernement libéral déposera-t-il un budget et annulera-t-il ses dépenses inflationnistes afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

**L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.):** Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre pour la première fois en tant que députée d'Esquimalt—Saanich—Sooke.

Le gouvernement prend des mesures importantes pour protéger les Canadiens vulnérables, y compris les aînés vulnérables, et c'est pour cette raison que nous continuons de défendre les aînés. Nous ramenons à 65 ans l'âge d'admissibilité au Programme de la sécurité de la vieillesse, et il s'agit d'une mesure importante pour empêcher les aînés vulnérables de sombrer dans la pauvreté. Cette politique contribue également à protéger les aînés à faible revenu qui dépendent fortement de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti...

**Le Président:** Le député de Selkirk—Interlake—Eastman a la parole.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

**James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, après la décennie perdue à cause des libéraux de Justin Trudeau et compagnie, les forces armées se retrouvent vidées de leur substance, et le Canada, affaibli, appauvri et sans défense. Pendant 10 ans, les libéraux n'ont pas pris au sérieux la défense et la sécurité nationales; ils se sont plutôt fiés à nos alliés pour défendre la souveraineté du Canada. Les Forces armées canadiennes connaissent une crise de recrutement catastrophique et elles ne disposent pas de suffisamment de soldats, de marins et de membres d'équipage navigant, et seulement la moitié de l'équipement militaire est utilisable.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils croire que le premier ministre réparera les torts que les libéraux ont déjà causés?

**L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, aujourd'hui est un grand jour pour le Canada. Ce matin, le premier ministre a annoncé un investissement de 9,3 milliards de dollars dans la défense du Canada, ce qui signifie que nous atteignons l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN au cours du présent exercice.

Il s'agit du plus important investissement dans la défense depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes reconnaissants envers les militaires d'hier et d'aujourd'hui.

• (1435)

**James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, personne ne les croit. Après 10 ans de gouvernement libéral, les navires de guerre rouillent, les avions de combat sont usés à la corde et les soldats sont épuisés. Aujourd'hui, les Forces armées canadiennes comptent 13 000 soldats de moins en raison de la crise du recrutement et de la rétention causée par les libéraux. De plus, 10 000 membres du personnel sont insuffisamment formés et ne peuvent être déployés. Au cours de la dernière décennie, les libéraux ont laissé s'accumuler 12 milliards de dollars en fonds inutilisés dans le budget de la défense et, l'an dernier, ils ont réduit de 2,7 milliards de dollars le budget de l'armée.

Pourquoi nos soldats croiraient-ils la moindre parole provenant des libéraux, alors que ce sont les libéraux qui ont détruit notre armée?

**L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, c'est un grand jour pour le Canada. Nos alliés et nos partenaires à travers le monde ont les yeux rivés sur nous.

Je trouve étonnant que les conservateurs parlent de soutenir et d'équiper les forces armées, car ce sont eux qui ont réduit les dépenses de défense du Canada à moins de 1 %. De ce côté-ci de la Chambre, le nouveau gouvernement du Canada est en train d'investir pour rééquiper, reconstruire et renforcer nos forces armées et notre capacité industrielle en matière de défense. Nous veillerons à ce que le Canada demeure fort, souverain et sûr.

[Français]

**Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC):** Monsieur le Président, après 10 ans de règne libéral, nos avions de chasse sont en fin de vie, nos navires sont dépassés et nos troupes sont épuisées. Il manque 13 000 soldats. Le recrutement et le moral de nos militaires n'ont jamais été aussi bas. Au cours de la dernière décennie, les libéraux ont sabré 12 milliards de dollars en défense et ont réduit le budget militaire. Nos forces armées ont été abandonnées.

Comment le gouvernement responsable de ce fiasco peut-il prétendre l'améliorer?

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, les Forces armées canadiennes ont peut-être été abandonnées par les conservateurs, mais certainement pas par notre gouvernement.

Aujourd'hui, nous annonçons des investissements historiques en matière de défense. Nous allons bien équiper les Forces armées canadiennes, nous allons construire également au Canada des navires, des avions, bref, de l'équipement, nous allons créer des emplois au Québec et partout au pays, et nous allons protéger notre souveraineté.

*Questions orales***LES FINANCES**

**Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ):** Monsieur le Président, Ottawa vient d'annoncer 9 milliards de dollars de nouvelles dépenses en matière de défense dès cette année. Dans le contexte mondial actuel, le Bloc québécois est d'accord qu'il faut investir en défense, mais c'est 9 milliards de dollars de plus que les libéraux nous demandent d'appuyer à l'aveugle, sans présenter de budget ni même de mise à jour économique. Personne ne saura comment ces montants-là sont financés ni l'ampleur du déficit au moment de voter.

Est-ce que les libéraux peuvent enfin être assez responsables pour présenter l'état des finances publiques?

**L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, je veux souligner ce que mon honorable collègue a dit, c'est-à-dire que le Bloc québécois est d'accord pour que l'on réarme les Forces armées canadiennes et qu'il appuie l'annonce historique d'aujourd'hui selon laquelle nous atteindrons l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN. Cela représente 9,3 milliards de dollars d'investissements en défense qui sont nécessaires pour défendre la souveraineté du Canada et protéger les Canadiens. Je remercie le Bloc québécois d'être d'accord sur cette proposition ambitieuse pour le pays.

Je soulignerais par la même occasion qu'en fin de semaine, j'étais au chantier Davie, qui fêtait son 200<sup>e</sup> anniversaire. Il contribue à la souveraineté du Canada en bâtissant des navires de qualité chez nous, au Québec.

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, les 9 milliards de dollars en dépenses s'ajoutent à 26 milliards de dollars sur cinq ans en baisses d'impôts. S'ajoutent à cela 4 milliards de dollars pour l'exemption de la TPS sur les maisons neuves. Tout cela s'ajoute à 38 milliards de dollars de plus, en crédits principaux pour le coût de l'appareil fédéral. Juste cela, c'est plus que le budget total du système de santé annuel pour le Québec.

Les libéraux nous demandent d'appuyer cela sans qu'on présente un budget. C'est totalement irresponsable.

Pourquoi le gouvernement tient-il à tout prix à nous cacher l'état des finances publiques?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, je pense que mes collègues à la Chambre ont vécu un moment historique il y a quelques instants. On a entendu le Bloc québécois dire qu'il voulait bâtir un Canada fort. C'est un moment historique pour tous les parlementaires.

Nous sommes d'accord avec le Bloc québécois. Nous venons de faire un investissement générationnel dans la souveraineté du Canada, un investissement générationnel dans nos industries, comme le disait le ministre de l'Industrie, un investissement générationnel dans nos travailleurs et nos travailleuses. Les employés de Bombardier, de CAE, de la Davie et de Marmen se réjouissent aujourd'hui, parce que le Canada va investir dans sa souveraineté, mais aussi dans sa base industrielle.

• (1440)

[Traduction]

**Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC):** Monsieur le Président, les libéraux cachent l'état des finances du Canada aux Cana-

diens. Le banquier prétendument brillant qui disait que la planification était sa force ne prévoit pas présenter un budget pour les Canadiens. Alors que 1 million d'Ontariens ont eu recours à une banque alimentaire l'année dernière, un nouveau record peu enviable, et que le taux de chômage dans la région du Grand Toronto a maintenant grimpé à près de 9 %, il n'y a pas de budget.

À quel point la situation financière du Canada est-elle mauvaise si ce planificateur prétendument brillant ne prévoit pas présenter un budget pour les Canadiens?

**L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.):** Monsieur le Président, nous avons augmenté l'Allocation canadienne pour enfants. Nous avons mis en place des services de garde à 10 \$ par jour. Nous avons mis en place un programme national d'alimentation en milieu scolaire. Le salaire minimum fédéral a augmenté. Nous avons un régime de soins dentaires et un régime d'assurance-médicaments.

Tous ces programmes ont permis de réduire la pauvreté infantile de 38 % depuis 2015. La pauvreté chez les aînés a diminué de 30 % depuis 2015. Les conservateurs ont voté contre toutes ces mesures.

**Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC):** Monsieur le Président, nous avons voté contre toutes les politiques qui ont mené 1 million d'Ontariens à recourir aux banques alimentaires. Les libéraux devraient tous avoir honte. Pendant ce temps, la Banque TD a indiqué que jusqu'à 100 000 Canadiens perdront leur emploi cette année. Or, le gouvernement refuse de présenter un budget. Le nombre de faillites au Canada a augmenté de 20 %. Or, le gouvernement ne présentera pas de budget.

Je pose de nouveau la question: qu'y a-t-il de si terrible dans l'état des finances du Canada pour que le prétendu brillant planificateur refuse de présenter un budget aux Canadiens?

**L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de parler à nouveau de cette liste parce que je pense qu'elle est très importante. Le gouvernement libéral a augmenté l'Allocation canadienne pour enfants, il a mis en place des services de garde à 10 \$ par jour et il a instauré un programme national d'alimentation en milieu scolaire. Le salaire minimum fédéral a été augmenté. Nous avons maintenant un régime de soins dentaires et un régime d'assurance-médicaments.

Tous ces programmes ont permis de réduire la pauvreté dans tous les groupes d'âge, mais les conservateurs ont voté contre toutes ces mesures.

**Greg McLean (Calgary-Centre, PCC):** Monsieur le Président, on croirait entendre un disque qui saute. Or, les Canadiens subissent maintenant les conséquences de la dérive économique du gouvernement libéral.

Selon Oxford Economics, le Canada entrera en récession avec 200 000 pertes d'emplois supplémentaires et un taux de chômage atteignant 7,7 % cette année. Un nombre record de travailleurs à temps plein se tournent vers les banques alimentaires, et les défauts de paiement hypothécaire sont à la hausse. Pendant ce temps, le gouvernement libéral propose des dépenses records — un demi-billion de dollars — sans présenter de plan.

Le premier ministre rendra-t-il enfin des comptes aux Canadiens qui sont sur le point de perdre leur emploi et fera-t-il son travail en présentant un budget?

*Questions orales*

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, une baisse d'impôt pour 22 millions de concitoyens, c'est exactement le genre d'allègement fiscal que les Canadiens réclament en plus de tous les programmes et de toutes les mesures de soutien qui leur sont destinés, qu'ils aient des enfants, qu'ils soient âgés ou qu'ils aient un faible revenu.

Compte tenu de toutes ces préoccupations qui sont exprimées, nous nous attendons à ce que le Parti conservateur appuie des mesures comme le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne, qui multipliera les possibilités d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens partout au pays.

[Français]

**Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, je veux rappeler au premier ministre qu'il dirige un gouvernement minoritaire et que les élus à la Chambre des communes ont voté majoritairement pour qu'un budget soit déposé au printemps.

Ce matin, au cours du débat sur la motion conservatrice, j'ai posé une question, mais on ne m'a pas donné de réponse. Je tente donc ma chance ici. J'ai deux simples questions qui se répondent par oui ou non.

Premièrement, est-ce que le premier ministre respecte l'institution qu'est la Chambre des communes? Deuxièmement, va-t-il respecter la volonté de la majorité des élus et déposer un budget au printemps?

**L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai deux réponses pour mon collègue: oui, nous respectons la Chambre, et oui, il y aura un budget présenté à l'automne 2025.

Nous travaillons pour les Canadiens et les Canadiennes. Je sais que mon collègue est nouveau à la Chambre, mais il aura certainement vu la grande annonce qui va faire plaisir aux gens dans sa circonscription, Richmond—Arthabaska. Je parle d'une baisse d'impôts pour 22 millions de Canadiens et de Canadiennes.

Je suis convaincu que le député va appeler les gens dans sa circonscription et qu'il va inclure cette information dans son envoi postal pour célébrer avec nous un grand moment pour l'ensemble des contribuables dans sa circonscription.

**Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa réponse. Malheureusement, la réponse est mauvaise. Il a parlé d'un budget à l'automne, alors que la Chambre a demandé un budget au printemps.

On parle d'une récession imminente avec une perte possible de 100 000 emplois, selon la Banque TD. Il y a déjà des travailleurs à temps plein qui utilisent les banques alimentaires en nombre record. On voit une augmentation des paiements hypothécaires manqués et une crise du logement partout au Canada. Les Canadiens et les Canadiennes sont inquiets. On a besoin qu'un budget soit déposé ce printemps.

Quand le budget va-t-il être déposé ce printemps?

• (1445)

**L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, il est vrai que les Canadiens ont be-

soin des mesures de soutien essentielles qu'offre le gouvernement fédéral, mais on ne peut pas faire fi du bilan du Parti conservateur, qui a voté à chaque détour contre les familles québécoises et contre les familles canadiennes, que ce soit avec l'Allocation canadienne pour enfants ou avec le Régime canadien de soins dentaires, qui a permis de faire économiser en moyenne 900 \$ à chaque personne qui y a eu accès. On parle de 1,9 million de Canadiens. Ce sont des milliers de personnes dans sa circonscription. On pourrait aussi parler des places en garderie ou du logement abordable. Il y a plusieurs programmes. Les conservateurs devraient voter avec nous pour soutenir les Canadiens.

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**L'hon. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine prochaine, le Canada accueillera les dirigeants des économies avancées du monde au Sommet des dirigeants du G7 à Kananaskis. Cette rencontre se déroule sur fond de tensions géopolitiques grandissantes et de perturbations croissantes des chaînes d'approvisionnement mondiales. Alors que les défis mondiaux s'intensifient, le G7 doit se montrer à la hauteur de la situation en faisant preuve de détermination et de fermeté.

La ministre des Affaires étrangères peut-elle faire part à la Chambre des priorités du Canada pour cet été décisif?

**L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, le monde est confronté à des défis géostratégiques, et le Canada est prêt à jouer un rôle de premier plan. Le Canada a ce que le monde veut et les valeurs auxquelles le monde aspire. En tant que président du G7, le Canada misera sur ses forces pour conclure un nouvel accord visant à protéger les communautés et le monde, à améliorer la sécurité énergétique et à établir les partenariats économiques de demain.

Le monde a besoin du Canada, et nous répondrons à l'appel.

\* \* \*

**LE LOGEMENT**

**Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens sont accablés par la crise du logement. Dans leurs propres documents internes, les libéraux admettent que le logement représente désormais 52 % du revenu des ménages. Les défauts de paiement de prêts hypothécaires atteignent des niveaux records. Les familles sont incapables de suivre la cadence, les jeunes n'ont pas les moyens de bien commencer leur vie, mais le gouvernement libéral refuse de nous présenter un plan.

Un budget, c'est un plan. Pendant que les Canadiens souffrent, les libéraux refusent de présenter un budget qui résoudrait la crise du logement. Ma question est très simple: pourquoi?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à bouger dans le dossier du logement. Voilà pourquoi nous avons offert un congé de TPS aux acheteurs d'une première habitation, ce qui leur permettrait d'économiser 50 000 \$ sur un achat de 1 million de dollars. Voilà pourquoi nous avons allégé les impôts de 22 millions de Canadiens afin qu'ils aient les moyens de se loger.

*Questions orales*

Nous passons à l'action et nous continuerons de le faire à un rythme qui, je l'espère, obtiendra l'appui des députés d'en face.

**Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC):** Monsieur le Président, voici ce que nous savons. Nous savons que Toronto et Vancouver font partie des villes les plus chères au monde. Nous savons que ces 5 dernières années, le coût de construction d'un immeuble résidentiel au Canada a augmenté de 58 %. Nous savons que lorsqu'il était maire de Vancouver, l'actuel ministre du Logement a augmenté les taxes sur la construction de logements de 141 %. Nous savons également que la Banque TD a déclaré que le gouvernement sera loin d'atteindre son objectif de construire 500 000 nouveaux logements par an.

Si les libéraux refusent de présenter un plan, est-ce parce qu'ils n'en ont pas vraiment un?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement a été très clair au sujet de son plan en matière de logement, « Maisons Canada », qui est le plus ambitieux de l'histoire du Canada. Il met en œuvre des mesures concrètes qui permettront aux gens de faire des économies.

Nous allons prendre des mesures relativement aux immeubles résidentiels à logements multiples, et nous espérons que les députés d'en face les appuieront à l'automne pour que nous puissions augmenter l'offre de logements locatifs. Nous allons prendre toute une gamme de mesures, en particulier en matière de logement abordable, et nous comptons sur le soutien de cette Chambre.

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, le ministre du Logement, qui a augmenté les taxes sur la construction de 141 % la dernière fois qu'il en a eu l'occasion, devrait savoir que l'indice mondial des villes d'Oxford Economics a révélé que les habitants de Toronto sont ceux qui consacrent la plus grande part de leur revenu au logement dans le monde. Cependant, l'homme responsable du logement ne pense pas que cela pose problème. Selon lui, le prix du logement ne devrait pas baisser, point final.

S'il ne croit pas que le prix du logement devrait baisser, peut-il dire aux habitants de Toronto quelle part supplémentaire de leur revenu ils devront consacrer à se loger?

• (1450)

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, je dois dire qu'il est rafraîchissant d'entendre les députés d'en face se préoccuper du logement abordable, car ils n'ont jamais rien fait à cet égard, ce qui a rendu la vie très difficile pour les maires, les premiers ministres et les ministres du Logement partout au pays, qui n'ont bénéficié d'aucun soutien de la part des députés d'en face et de leur gouvernement pendant 10 ans.

Nous agissons. Nous nous sommes engagés à intensifier cette action avec l'initiative « Maisons Canada », et nous prendrons des mesures directes dans les semaines et les mois à venir.

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le Président, on me pardonnera si j'ai du mal à croire le ministre du Logement, puisqu'en l'espace de seulement 8 ans, il a fait augmenter de 179 % le prix des habitations à Vancouver.

Les libéraux ont bousillé le logement au Canada. Ils ont alimenté l'inflation, ce qui a fait augmenter les taux d'intérêt. Ils ont récom-

pensé ceux qui font obstacle à la construction d'habitations. Ils ont multiplié l'immigration, si bien que la demande a surpassé l'offre sur le marché du logement.

Le ministre du Logement dit que nous avons besoin de logements abordables. C'est formidable. Toutefois, il se retourne ensuite et déclare que le prix des habitations ne doit pas baisser. Ces déclarations sont incompatibles, donc laquelle est vraie?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, franchement, je ne suis pas étonné que la combinaison des mots « abordables » et « logements » mélange les députés d'en face.

Nous intervenons dans ce dossier. Même si le gouvernement fédéral ne détermine pas le prix des habitations, nous souhaitons voir une baisse généralisée de celui-ci. Voilà pourquoi nous investissons dans des partenariats locaux avec des municipalités d'un bout à l'autre du Canada afin de faire baisser les coûts d'aménagement pour les projets domiciliaires et de faire en sorte que les habitations se vendent à prix plus abordable.

**Roman Baber (York-Centre, PCC):** Monsieur le Président, après 10 années perdues sous le gouvernement libéral, les logements à Toronto sont inabordables. La semaine dernière, nous avons appris que les ventes de maisons neuves n'ont jamais été aussi basses. Selon Oxford Economics, en raison d'une forte immigration, les habitants de Toronto « consacrent une plus grande partie de leur revenu au logement que les habitants de presque toutes les autres villes du monde ». On pourrait penser que cela inciterait les libéraux à présenter un plan sérieux. Au lieu de cela, ils veulent faire une pause pour l'été sans avoir de plan.

Le premier ministre va-t-il respecter la volonté de la Chambre et adopter un budget avant ses vacances d'été?

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Monsieur le Président, j'aime vraiment à croire que tous les députés sont sincères dans leur désir d'améliorer la vie des Canadiens, de rendre la vie plus abordable et de faire construire plus de logements. C'est pourquoi j'espère vraiment que les députés d'en face se joindront à nous pour appuyer le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne. Ce projet de loi nous permettrait de construire plus de logements plus rapidement. Si nous éliminions tous les obstacles au commerce dans notre propre pays, cela ferait baisser les prix de 15 % pour les Canadiens.

**Roman Baber (York-Centre, PCC):** Monsieur le Président, le ministre du Logement a dit qu'il ne voulait pas faire baisser les prix pour les Canadiens, mais les Torontois n'ont pas les moyens de se loger. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte ce printemps, des concitoyens m'ont dit qu'ils n'avaient pas les moyens de payer leur hypothèque, ou leur loyer dans le cas des locataires. C'est déchirant.

Les politiques d'immigration des libéraux forcent les Torontois à consacrer une plus grande partie de leur revenu au logement que n'importe qui d'autre sur la planète, mais le premier ministre laisse tomber les Canadiens et refuse d'écouter la Chambre. Quand le premier ministre présentera-t-il un budget?

*Questions orales*

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Monsieur le Président, l'une des politiques que le premier ministre a mises de l'avant lors de la campagne portait sur la construction de logements modulaires. C'est une façon de construire plus de logements plus rapidement. Nous savons qu'en éliminant les obstacles au commerce intérieur au Canada, nous pouvons stimuler l'industrie du logement modulaire au pays. C'est l'une des solutions à la crise du logement.

J'espère que les députés d'en face adopteront une attitude constructive et qu'ils appuieront cet important projet de loi.

**Jacob Mantle (York—Durham, PCC):** Monsieur le Président, ma génération refuse d'habiter dans un conteneur.

Hier, Oxford Economics a fait savoir que le marché du logement de Toronto compte parmi les pires du monde en matière d'abordabilité. Parallèlement, les taux de défaut de paiement sur un prêt hypothécaire à Toronto sont aujourd'hui plus élevés qu'à n'importe quel moment de la pandémie. Le fardeau financier écrase la prochaine génération d'acheteurs de logement, et l'histoire nous montre que si on n'a pas de plan, on se dirige tout droit vers un échec.

Un budget est un plan. Ma question s'adresse au premier ministre: quand les Canadiens verront-ils un plan?

**L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai voyagé partout au pays. C'est un immense privilège lié à mon travail. J'ai rendu visite à des familles de toutes les circonscriptions et de tous les horizons. Je peux affirmer que les maisons modulaires, qui offrent une solution de logement à de nombreuses familles, ne sont pas des conteneurs. Le ton méprisant utilisé pour parler des familles qui vivent dans différents types de logements témoigne clairement du manque de respect du Parti conservateur du Canada envers les Canadiens à faible revenu et à revenu moyen.

• (1455)

**Philip Lawrence (Northumberland—Clarke, PCC):** Monsieur le Président, les tentes ne sont pas des maisons. Pendant la campagne électorale, le premier ministre nous a dit que le Canada était confronté à la plus grande crise de notre époque. Eh bien, voici ce qu'on appelle une crise: en 2015, le coût du logement représentait en moyenne 38 % du budget des ménages canadiens. Aujourd'hui, il a atteint une proportion accablante de 52 %. Une étude récente a révélé que les Torontois consacrent au logement une plus grande partie de leur revenu que les résidents de presque toutes les autres villes du monde.

On nous a dit que le premier ministre est l'homme qui a un plan. Les Canadiens veulent le voir, et le temps presse. Quand aurons-nous un budget?

**L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Monsieur le Président, le député d'en face devrait peut-être se regarder dans le miroir et demander à ses collègues pourquoi ils ont voté contre toutes les initiatives en matière de logement que nous avons présentées au cours des dernières années, y compris l'Initiative pour la création rapide de logements, le fonds fédéral de co-investissement et le Fonds pour accélérer la construction de logements. Leur chef leur a dit de ne pas appuyer le programme, alors qu'ils tentaient de le promouvoir. Ils devraient avoir honte.

**Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC):** Monsieur le Président, le Fonds pour accélérer la construction de

logements a coûté 4 milliards de dollars sans qu'aucun logement ne soit construit. Pendant ce temps, le prix des habitations, les loyers et les mises de fonds ont doublé et un nombre record de Canadiens n'arrivent plus à faire leurs paiements hypothécaires à cause des dépenses inflationnistes catastrophiques du gouvernement libéral. Une note de service fédérale confirme que le logement absorbera 52 % du budget des ménages cette année, comparativement à 38 % en 2015. Les libéraux savent qu'ils ont causé ce problème.

Quand le gouvernement présentera-t-il un budget contenant un plan pour redonner aux jeunes l'espoir d'accéder à la propriété?

**L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement prend des mesures pour rendre la vie plus abordable. Nous l'avons fait en accordant une réduction d'impôt à 22 millions de Canadiens. Nous l'avons fait en accordant un congé de TPS aux acheteurs d'une première maison. Nous continuerons de le faire en prenant des mesures tout au long de l'année et nous nous attendons à ce que les députés d'en face appuient ces mesures.

Voilà qui est nouveau. Tout à coup, il y a de l'inquiétude chez les conservateurs, qui n'ont jamais voté pour le logement abordable ni appuyé une seule initiative en matière de logement abordable.

\* \* \*

**LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

**Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement a présenté le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne. Le projet de loi vise à éliminer les obstacles fédéraux au commerce intérieur et à faire avancer des projets d'intérêt national, en fournissant un cadre pour renforcer l'économie canadienne.

La ministre des Transports et du Commerce intérieur peut-elle nous parler de ce que les Canadiens lui ont dit à propos de cet important projet de loi?

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Monsieur le Président, quel plaisir de pouvoir enfin répondre à une excellente question. Je tiens à remercier la députée de Guelph de tout son travail, en particulier dans un dossier dont me parlent les premiers ministres des provinces et des territoires, les dirigeants syndicaux, des chefs d'entreprise et des Canadiens de tous les horizons. Les Canadiens sont conscients qu'en ce moment, alors que l'économie d'ici est malmenée par des droits de douane imposés par les États-Unis, nous devons bâtir un Canada fort en éliminant tous les obstacles au commerce intérieur et en réalisant de grands projets nationaux.

J'invite tous les députés à appuyer ce projet de loi essentiel.

## LES RESSOURCES NATURELLES

**Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre et ses ministres anti-énergie disent qu'il n'y aura pas de pipeline au Canada sans consensus, mais il n'y a même pas de consensus au sein du Cabinet du premier ministre. Le premier ministre a rempli ce Cabinet de ministres qui veulent faire disparaître l'industrie pétrolière et gazière canadienne, et il ne sait même pas lui-même quelle position adopter. En effet, il a affirmé qu'il voulait faire du Canada une superpuissance énergétique, mais il a aussi déclaré que « peut-être jusqu'à la moitié des réserves de pétrole, des réserves prouvées de pétrole, doivent rester dans le sol ».

Selon le premier ministre, qui a un droit de veto sur les pipelines?

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons présenté le projet de loi sur l'unité de l'économie canadienne pour accélérer les projets d'intérêt national et bâtir une seule économie, pas treize. Ce projet de loi fera croître l'économie canadienne et soutiendra notre souveraineté afin que nous bâtissions l'économie la plus forte du G7. Le nouveau gouvernement du Canada collaborera avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones pour réaliser des projets et faire du Canada une superpuissance énergétique. J'espère que mes collègues conservateurs se joindront à nous pour appuyer ce projet de loi.

**Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC):** Monsieur le Président, ce sont les mêmes libéraux, fidèles à eux-mêmes. Nos alliés, comme l'Allemagne, ont désespérément besoin d'énergie. Le Canada a de l'énergie, mais, en raison des 10 années de politiques anti-énergie des libéraux, nous avons bloqué tous les pipelines au Canada et nous ne pouvons pas vendre notre énergie à l'Allemagne. L'ambassadeur de l'Allemagne dit que son pays va maintenant devoir importer du gaz naturel liquéfié des États-Unis. Le premier ministre est en train de brader notre pays en envoyant nos emplois et notre prospérité aux États-Unis.

Le premier ministre ne se rend-il pas compte que personne ne construit de pipelines au Canada à cause des lois anti-énergie des libéraux, ou a-t-il toujours eu l'intention de laisser les hydrocarbures dans le sol?

• (1500)

**L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, le nouveau gouvernement du Canada mènera à bien des projets, créera des emplois bien rémunérés et apportera une plus grande prospérité aux Canadiens. C'est pourquoi nous avons présenté la Loi sur l'unité de l'économie canadienne, qui accélérerait la réalisation de projets d'intérêt national. Si mes collègues conservateurs veulent que des projets se réalisent, ils devraient appuyer le projet de loi. Je tiens à être clair: nous ferons cela en respectant les droits des Autochtones. En travaillant avec nos partenaires autochtones et les premiers ministres des provinces, nous bâtirons l'économie la plus forte du G7.

[Français]

**Bernard Généreux (Côte-du-Sud-Rivière-du-Loup-Kataskomiq-Témiscouata, PCC):** Monsieur le Président, l'ambassadeur d'Allemagne a dit hier encore qu'il souhaitait toujours importer notre gaz naturel. Les projets de loi C-69 et C-48, le plafond de production, la taxe sur le carbone pour l'industrie: ce gouvernement libéral étouffe notre croissance économique par ses mesures anti-énergie.

## Questions orales

Quand le premier ministre libéral va-t-il enfin permettre aux Canadiens de construire des pipelines, d'aider les alliés du Canada et de tirer profit des ressources du Canada en abrogeant une fois pour toutes son programme antidéveloppement?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, nous n'allons pas prendre l'avis des conservateurs. Quand ils formaient le gouvernement, ils n'étaient pas capables de bâtir des projets, parce qu'ils n'avaient pas d'évaluations environnementales ni de consultations avec les peuples autochtones. Ils n'ont donc rien à nous apprendre.

Pour notre part, nous allons bien faire les choses. Nous allons bâtir un Canada fort, qui prendra soin de l'environnement et qui aura des consultations avec les peuples autochtones.

\* \* \*

## L'EMPLOI

**Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.):** Monsieur le Président, le programme Emplois d'été Canada offre aux jeunes Canadiens de tout le pays la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle de qualité pendant l'été, ce qui leur permet aussi de développer leurs compétences professionnelles. Depuis 2020, ce programme a contribué à créer plus de 454 000 emplois pour les jeunes Canadiens.

La secrétaire d'État peut-elle informer les Canadiens de l'état d'avancement de cet important programme pour l'été 2025?

**L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.):** Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Rivière-des-Mille-Îles de son engagement et lui souhaite un bon retour à la Chambre.

Pour bâtir une économie forte avec la main-d'œuvre la plus solide du G7, il faut que nos jeunes gagnent de l'expérience professionnelle et enrichissante. C'est pourquoi votre nouveau gouvernement va plus loin en créant jusqu'à 6 000 emplois d'été supplémentaires pour les jeunes cet été, ce qui porte le total à 76 000 emplois.

J'encourage les jeunes Canadiens à postuler à ces intéressantes occasions d'emploi.

[Traduction]

**Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC):** Monsieur le Président, la semaine dernière, des dizaines de travailleurs qualifiés de General Dynamics Land Systems, à London, ont été mis à pied, ce qui a mis bien des familles en situation précaire. En outre, l'Ontario a perdu plus de 25 000 emplois du secteur manufacturier depuis mai dernier uniquement. Le taux de chômage au Canada a atteint 7 %, son plus haut niveau depuis 2016, si on fait abstraction de la pandémie. Pendant ce temps, les défauts de paiement hypothécaire atteignent des sommets et les prix exorbitants à l'épicerie forcent même les travailleurs à temps plein à recourir aux banques alimentaires.

Quand les libéraux admettront-ils tout le tort que leurs politiques ont causé et présenteront-ils un budget qui redonnera du travail aux chômeurs de General Dynamics Land Systems?

*Affaires courantes*

**L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.):** Monsieur le Président, nous allons créer des emplois au pays. Nous allons investir dans le secteur manufacturier. Nous allons investir dans le secteur de l'acier et de l'aluminium. C'est pour cette raison que l'annonce faite aujourd'hui par le premier ministre est fondamentale. Elle vise la création d'emplois dans diverses industries, notamment dans la circonscription du député et dans l'entreprise dont il a parlé. C'est pour cette raison qu'il faut appuyer la Loi sur l'unité de l'économie canadienne.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, d'aucune façon le projet de loi C-5 n'est prêt à être adopté. Toutes les associations de droit de l'environnement au Canada, Réseau action climat et, maintenant, le grand chef de l'Assemblée des Premières Nations ont soulevé des préoccupations et ont tiré la sonnette d'alarme. La Société canadienne du cancer a souligné que l'élimination des obstacles au commerce interprovincial pourrait entraîner un nivellement vers le bas des risques pour la santé et l'environnement.

Le gouvernement aura-t-il l'obligeance de remanier ce projet de loi et d'en présenter une nouvelle version qui pourrait être adoptée?

● (1505)

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée de Saanich—Gulf Islands de son travail acharné et de son engagement réel envers les Canadiens. Je suis très heureuse qu'elle ait soulevé la question des obstacles au commerce interprovincial. Le fait est qu'aujourd'hui, nous nous imposons mutuellement des droits de 7 %, c'est-à-dire que les Canadiens imposent des droits de douane aux Canadiens en érigeant des obstacles au commerce interprovincial. Le moment est venu pour les Canadiens de comprendre que nous devons cesser d'agir ainsi et que nous devons resserrer les liens au pays. Nous devons bâtir l'économie la plus forte du G7.

**AFFAIRES COURANTES**

[Français]

**PÉTITIONS**

## LE TRANSPORT EN COMMUN

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le Président, j'ai le grand honneur de prendre la parole afin de présenter une pétition sur le sujet du transport en commun.

[Traduction]

Les pétitionnaires soulignent que le plan décennal de transport en commun qui était financé prendra fin en 2027 et que le financement était insuffisant pour répondre aux besoins d'un pays moderne et industrialisé. Ils demandent que le fonds soit maintenu, que sa portée soit élargie et que tous les ordres de gouvernement unissent leurs efforts pour que les Canadiens aient accès au transport en commun partout au pays.

## LES SERVICES AUX AUTOCHTONES

**Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, c'est un immense honneur et un privilège de présenter cette pétition signée par des membres du centre d'amitié de Port Alberni.

Ces personnes soulignent que les centres d'amitié du Canada sont des pôles communautaires névralgiques pour les Autochtones et qu'ils offrent des services culturellement adaptés dans divers domaines comme la santé, l'éducation, le logement, l'emploi et les programmes pour les jeunes.

Les pétitionnaires soulignent également que tous les ordres de gouvernement comptent de plus en plus sur les services des centres d'amitié pour réagir aux fluctuations socioéconomiques, aux phénomènes climatiques et aux urgences de santé publique, comme la crise des drogues toxiques, mais que le financement des centres d'amitié n'a pas suivi le rythme de l'inflation.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de s'engager à accroître le financement de base des centres d'amitié de sorte qu'ils disposent de ressources financières nécessaires pour maintenir leurs services et en élargir la portée afin de répondre aux besoins des communautés, ainsi qu'à conclure des ententes de financement pluriannuelles et prévisibles qui leur permettent de planifier stratégiquement leurs activités, de recruter et de maintenir en poste du personnel qualifié, d'élaborer des ressources culturellement adaptées pour s'acquitter de leurs responsabilités croissantes, de même que de reconnaître et de soutenir le rôle des centres d'amitié dans la réconciliation.

● (1510)

## LES THÉRAPIES DE REMPLACEMENT DE LA NICOTINE

**Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, des pétitionnaires de Mission—Matsqui—Abbotsford s'inquiètent pour les petites entreprises, y compris les dépanneurs, et demandent au gouvernement de lever les restrictions sur la vente de sachets de nicotine.

De nombreux adultes canadiens utilisent des sachets de nicotine pour les aider à cesser de fumer en soulageant leurs envies et leurs symptômes de sevrage. Le fait de les obliger à s'adresser à un pharmacien les prive de leur liberté de choix quant à l'endroit et à la façon d'obtenir ces produits. Or, les petites entreprises ont l'habitude de vendre des produits que les mineurs n'ont pas le droit d'acheter, y compris des thérapies de remplacement de la nicotine.

Les pétitionnaires demandent à la ministre de la Santé de lever les restrictions sur la vente de sachets de nicotine seulement dans les pharmacies et de permettre aux dépanneurs de continuer à vendre ces produits comme ils l'ont toujours fait par le passé.

## L'ANTISÉMITISME

**Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC):** Monsieur le Président, hier soir, le Monument national de l'Holocauste du Canada a été vandalisé. La police d'Ottawa mène actuellement une enquête sur cette affaire.

Le PDG de la Fédération juive d'Ottawa a déclaré ceci: « C'est non seulement un acte de vandalisme, mais aussi un acte de profanation contre la mémoire de six millions de Juifs et de millions d'autres victimes de l'Holocauste. »

La Chambre doit condamner sans équivoque ce geste antisémite ignoble. Le gouvernement doit appliquer la loi et protéger les Canadiens d'origine juive contre la haine, la violence et l'intimidation. Le ministre de la Sécurité publique doit condamner immédiatement et publiquement cet acte en solidarité avec la communauté juive.

Je présente aujourd'hui une pétition sur les droits de la personne et la discrimination politique. J'invite la Chambre à examiner cette question.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je ne voulais pas interrompre la présentation de la pétition de ma collègue, mais je pense qu'il vaut la peine de réitérer que, lorsque nous présentons une pétition, nous sommes censés en saisir l'essence et la transmettre à la Chambre, et non indiquer si nous appuyons ou non son contenu. J'ai remarqué que nous semblons appliquer cette règle avec plus ou moins de succès, alors je tenais à invoquer le Règlement pour porter la question à l'attention du Président.

\* \* \*

[Français]

### QUESTIONS AU FEUILLETON

**L'hon. Sean Fraser (ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

**Le Président:** La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

[Traduction]

### DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LA DÉCISION D'INTERDIRE L'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DES ÉTATS-UNIS

**Le Président:** La présidence a reçu un avis de demande de débat d'urgence de la part de la députée de Vancouver-Est.

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, conformément à l'article 52(2) du Règlement, je prends la parole pour demander l'autorisation de proposer un débat d'urgence sur l'interdiction d'entrée aux États-Unis, une mesure discriminatoire annoncée par le président Donald Trump qui est en vigueur depuis minuit une minute aujourd'hui.

Cette interdiction d'entrée ratisse large: elle s'applique aux ressortissants de 12 pays, à savoir l'Afghanistan, le Myanmar, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, Haïti, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Yémen. D'autres restrictions de voyage partielles visent le Burundi, Cuba, le Laos, la Sierra Leone, le Togo, le Turkménistan et le Venezuela.

Il s'agit d'une politique profondément troublante et discriminatoire qui vise de manière disproportionnée des pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique du Sud, où les populations noires et musulmanes sont souvent nombreuses, et des pays considérés comme « anti-américains » au regard de critères idéologiques flous. Un ancien responsable des services américains de citoyenneté et d'immigration du gouvernement Biden a dit que cette politique relevait d'un « concept malavisé de punition collective ». Elle rappelle l'interdiction xénophobe et islamophobe qui avait visé les musulmans pendant le premier mandat de Trump, et elle soulève de graves préoccupations en matière de droits de la personne.

De nombreux Canadiens sont liés par leur famille, leur travail ou leurs études à des pays visés par l'interdiction d'entrée aux États-Unis. Les personnes ayant la double nationalité, les familles séparées par la frontière et les personnes issues des communautés tou-

### Travaux des subsides

chées vivent déjà dans la peur et la confusion. Les organisations de défense des droits de la personne font état d'une inquiétude et d'une incertitude généralisées. En réponse à cette interdiction, Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré ceci:

La nouvelle interdiction d'entrée que Trump a décrétée est discriminatoire, raciste et tout simplement cruelle. En ciblant des personnes selon leur race, leur religion ou leur nationalité, des personnes provenant de pays ayant une population majoritairement noire, brune ou musulmane, cette interdiction générale constitue de la discrimination raciale selon le droit international sur les droits de la personne. De plus, elle propage la haine et la désinformation en nourrissant la croyance erronée selon laquelle certaines populations seraient plus susceptibles de présenter des risques pour la sécurité ou de se livrer à des actes de violence.

Le Canada a le devoir de réagir à cette interdiction. Cela est d'autant plus urgent que le gouvernement a signé l'Entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis. Le Canada doit prendre de toute urgence des mesures diplomatiques et politiques relatives aux nouvelles restrictions américaines, afin de protéger les droits des Canadiens et d'adopter une approche fondée sur les droits de la personne pour protéger les communautés vulnérables.

J'espère que cette demande sera approuvée.

• (1515)

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

**Le Président:** Je remercie la députée de Vancouver-Est de son intervention. Cependant, je ne suis pas convaincu que cette demande réponde aux exigences du Règlement pour le moment.

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'INFLATION ALIMENTAIRE ET LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de participer au débat d'aujourd'hui portant sur le calendrier du budget de 2025, un sujet que le gouvernement canadien ne prend évidemment pas à la légère. À cet égard, j'ai le bonheur d'informer la Chambre que je partagerai mon temps de parole avec mon cher collègue le député de Whitby.

En fait, nous estimons qu'il serait à la fois mal avisé et confondant de rédiger un document de planification financière aussi important dans les quelques semaines précédant l'ajournement de la Chambre pour l'été. Le gouvernement présentera plutôt un budget complet, rigoureusement planifié et détaillé à l'automne, un budget qui tiendra compte des grandes priorités nationales et internationales du Canada et qui donnera une idée beaucoup plus juste de notre portrait macroéconomique qu'à l'heure actuelle.

Comme nous le savons tous, le gouvernement du Canada est en train de restructurer ses relations avec les États-Unis, notre partenaire commercial le plus ancien et, historiquement, le plus important. Il est essentiel que cette démarche se fasse dans un esprit de collaboration, de compréhension mutuelle et dans le but d'assurer un avenir meilleur pour les citoyens et les citoyennes des deux côtés de la frontière.

### *Travaux des subsides*

Le premier ministre l'a très bien déclaré récemment. Le chemin à parcourir pour y arriver sera long. Il n'y a pas de solution miracle. C'est précisément la raison pour laquelle nos discussions en cours avec les États-Unis sont si importantes. C'est pour cela qu'il est essentiel que nous disposions d'un portrait à jour de cette importante relation économique avant de nous précipiter dans l'élaboration d'un budget.

Bien entendu, nous savons que de nombreuses personnes au Canada ressentent de manière très légitime de l'anxiété et de l'inquiétude face à l'incidence que les droits de douane des États-Unis continuent d'exercer sur leur vie et sur leur portefeuille. À ces personnes, nous faisons et refaisons cette promesse: notre gouvernement ne reculera jamais. Il poursuivra sans relâche ses efforts pour défendre les entreprises, les travailleurs et la souveraineté de notre pays. En nous concentrant sur cet enjeu important en ces temps décisifs, nous veillerons à ce que le Canada réussisse dans un monde radicalement différent et nous bâtirons ainsi une nouvelle économie canadienne plus forte pour tout le monde.

De plus, le gouvernement entreprendra un examen de ses dépenses quotidiennes en s'inspirant de son mandat principal de dépenser moins pour investir davantage. C'est pourquoi nous prenons des mesures pour ramener sous la barre de 2 % l'augmentation du budget de fonctionnement des dépenses du gouvernement canadien en plafonnant la taille de la fonction publique, en éliminant les dédoublements et en utilisant la technologie, y compris l'intelligence artificielle, pour améliorer la productivité et la qualité des services du secteur public.

J'aimerais aussi parler brièvement de la façon dont les dépenses en matière de défense du Canada jouent un rôle très important dans le calendrier du budget de 2025. Notre gouvernement travaille très fort pour revoir ces dépenses en défense en prévision du prochain sommet des dirigeants de l'OTAN, qui aura lieu plus tard ce mois-ci, où de nouvelles cibles de dépenses en matière de défense feront l'objet de discussions, afin aussi de mieux nous préparer aux futurs conflits mondiaux et à l'évolution rapide de l'environnement géopolitique.

Bref, en présentant le budget à l'automne, nous aurons une meilleure idée de notre portrait macroéconomique et nous serons ainsi dans une bien meilleure situation pour faire part de notre plan global d'investissement à la population canadienne. D'ici là, notre gouvernement canadien continuera de remplir son mandat en vue de bâtir une économie plus forte, de réduire le coût de la vie et d'assurer la sécurité de nos communautés.

À cet égard, pas plus tard que le mois dernier, nous avons instauré une réduction d'impôt pour la classe moyenne, un investissement important qui soutiendra 22 millions de Canadiens partout au pays. Nous éliminons aussi la taxe sur les produits et services, ou TPS, pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur maximale de 1 million de dollars, ce qui leur permettra d'économiser jusqu'à 50 000 \$. Nous réduisons par la même occasion la TPS pour les acheteurs d'une première habitation neuve d'une valeur comprise entre 1 million de dollars et 1,5 million de dollars.

• (1520)

Le gouvernement continue aussi de travailler avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones afin de mettre en œuvre un important système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, et ce, à 10 \$ par jour. Nous donnons aussi plus d'argent aux familles au moyen de l'Allocation canadienne pour en-

fants, qui sort près de 1,5 million d'enfants de la pauvreté tous les mois. Nous offrons également des repas aux enfants qui n'en ont pas au moyen du Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui, pour le Québec seulement, va aider près de 100 000 enfants. De plus, nous permettons à environ 9 millions de Canadiennes et de Canadiens maintenant admissibles d'économiser en moyenne près de 800 \$ grâce au Régime canadien de soins dentaires.

Ce sont toutes des choses qui mettent plus d'argent dans les poches des gens et qui aident à créer des communautés plus saines, plus fortes, plus résilientes et plus solidaires.

[Traduction]

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, comme le sait le député, nous débattons aujourd'hui d'une motion de l'opposition qui va droit au cœur de ce qui rend la vie inabordable. Bien des familles canadiennes, des mères seules et des aînés n'ont pas les moyens de se nourrir. Le taux d'inflation a triplé au cours des deux ou trois derniers mois, pour ce qui est des aliments, alors qu'aux États-Unis, à titre de comparaison, le prix des aliments a diminué de 2 %.

Le député ne convient-il pas que cette inflation est le résultat direct des initiatives axées sur les politiques du gouvernement?

**L'hon. Jean-Yves Duclos:** Monsieur le Président, non, je ne suis pas d'accord avec le député.

Cependant, j'ajouterais qu'il est étonnant que le chef du député, Pierre Poilievre, fasse des déclarations déplorables telles que qualifier de communiste le Régime canadien de soins dentaires et qualifier de bureaucratique le programme d'alimentation dans les écoles, qui va pourtant aider 400 000 enfants dans les années à venir. J'ose espérer que le député ne partage pas ce point de vue. Quoi qu'il en soit, c'est certainement le point de vue de Pierre Poilievre, et j'inviterais le député à en parler à son chef.

[Français]

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Dieppe, Lib.):** Monsieur le Président, j'estime beaucoup mon collègue de Québec-Centre, qui a fait un travail incroyable dans le dossier du Régime canadien de soins dentaires. J'aimerais lui poser une question concernant l'abordabilité.

Lors des dernières années, notre gouvernement a mis sur pied plusieurs programmes pour aider les familles. J'aimerais entendre mon collègue parler plus précisément de ce que le Régime canadien de soins dentaires a changé dans la vie des familles canadiennes et québécoises.

• (1525)

**L'hon. Jean-Yves Duclos:** Monsieur le Président, c'est toujours un grand plaisir d'entendre ma collègue d'Acadie. Quand nous nous parlons, elle et moi, je sens chez elle tout l'enthousiasme et l'engagement qu'elle a pu démontrer en quelques mots il y a quelques instants.

Oui, le Régime canadien de soins dentaires améliore énormément les conditions de vie. Dans la circonscription de ma collègue, je soupçonne qu'environ 15 000 aînés et enfants ont pu en bénéficier, et à ceux-ci s'ajouteront 15 000 adultes de 18 à 64 ans qui pourront bientôt devenir admissibles à ce régime qui change la vie des gens. Il leur permet d'avoir non seulement plus d'argent dans leurs poches, mais surtout des outils pour prendre soin de leur santé buccodentaire, ce qui est extrêmement important, car ils peuvent alors tenir compte des autres dimensions de leur santé.

[Traduction]

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP):** Monsieur le Président, le discours du Trône mentionne que le gouvernement entend plafonner les dépenses et limiter leur augmentation à 2 %, alors qu'elle aurait dû être de 9 %, ce qui représente une réduction de 7 points de pourcentage. Étant donné que le gouvernement s'est engagé à augmenter les dépenses militaires jusqu'à atteindre 2 % du PIB, comme l'exige l'OTAN, nous constatons qu'il manquera 20 milliards de dollars et qu'il faudra trouver cet argent. Alors la question que je pose au député est la suivante: ne craint-il pas qu'il y ait des réductions dans les services offerts aux Canadiens, qui sont nombreux à faire partie des populations vulnérables, et à avoir besoin des services du gouvernement?

**L'hon. Jean-Yves Duclos:** Monsieur le Président, ma collègue a raison. Nous devons protéger le niveau de vie et le bien-être des Canadiens, en particulier des Canadiens qui dépendent des prestations et des services du gouvernement du Canada. C'est la raison pour laquelle nous avons dit clairement ce que le premier ministre a également dit très clairement, c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de compressions dans les transferts pour les programmes essentiels comme les services de garde d'enfants, l'assurance-médicaments et les soins dentaires, puisque tous ces programmes sont essentiels pour permettre aux familles de joindre les deux bouts.

**Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC):** Monsieur le Président, la motion dont nous sommes saisis est très simple et elle souligne que les familles canadiennes devront payer 800 \$ de plus pour l'épicerie cette année. C'est le résultat direct de 10 années de politiques libérales usées. La motion réclame simplement un budget responsable sur le plan financier.

Or, le gouvernement refuse de présenter un budget responsable sur le plan financier. Est-ce parce qu'il n'a pas de budget du tout ou parce qu'il sait que son budget ne serait pas responsable sur le plan financier?

**L'hon. Jean-Yves Duclos:** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député pour dire que le budget doit être responsable sur le plan financier, mais aussi du point de vue social et économique. Un budget sera présenté à l'automne 2025.

D'ici là, nous avons des questions importantes à régler. L'une d'entre elles consiste à savoir si le député appuiera la hausse majeure du financement des forces armées que nous avons annoncée ce matin. J'ai hâte d'entendre ce que pense le député à ce sujet.

**Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.):** Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole pour participer au débat d'aujourd'hui et, je l'espère, d'apporter ma contribution à la discussion de cet après-midi.

Je pense que nous pouvons tous convenir que, vers la fin de la dernière campagne électorale, les libéraux ont présenté aux Cana-

### *Travaux des subsides*

diens un programme entièrement chiffré, et ils ont de nouveau obtenu le mandat de gouverner. Nous avons un nouveau chef, j'en conviens, mais ce n'est pas comme si les Canadiens n'avaient aucune idée de la teneur de ce que les libéraux prévoient faire, une fois qu'ils formeraient le gouvernement. Nous poursuivons sans relâche les objectifs de notre plan par les gestes que nous posons depuis la reprise des travaux de la Chambre, il y a 10 ou 11 jours de séance seulement, et nous avons fait d'énormes progrès vers la concrétisation de ce plan.

Nous devrions tous convenir qu'il ne sert absolument à rien d'essayer de faire adopter un budget à toute vapeur dans un délai très serré. Un document budgétaire demande une analyse détaillée, une vérification des politiques et une préparation méticuleuse. Il serait difficile de préparer et de présenter un budget pour le printemps avec le temps qu'il reste au calendrier de la Chambre. En fait, nous estimons qu'il serait imprudent et injuste envers les Canadiens de préparer à la hâte un important document financier en quelques semaines à peine.

Le gouvernement a plutôt l'intention de présenter à l'automne un budget qui indiquera ses priorités budgétaires et tracera une feuille de route financière plus détaillée pour le pays. Entretemps, nous avons annoncé notre intention de soutenir les Canadiens en favorisant l'abordabilité et la croissance économique. Je suis très heureux de donner un peu plus de détails sur notre plan aujourd'hui.

Le gouvernement prend des mesures immédiates pour s'attaquer à la crise de l'abordabilité. Notre plan a comme mesure essentielle la réduction des coûts que les Canadiens ordinaires doivent assumer. Nous voulons leur permettre de conserver une plus grande partie de leur chèque de paie durement gagné et de dépenser cet argent en fonction de leurs priorités.

Le gouvernement éliminera la taxe sur les produits et services pour les acheteurs d'une première maison neuve de 1 million de dollars ou moins et réduira la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve dont la valeur se situe entre 1 et 1,5 million de dollars. Grâce à cette mesure, les Canadiens économiseront jusqu'à 50 000 \$, ce qui permettra à un plus grand nombre de jeunes et de familles, par exemple dans ma circonscription, Whitby, d'acheter une première maison et de réaliser leur rêve d'accéder à la propriété. Nous réduirons ainsi les coûts initiaux liés à l'achat d'une première propriété pour les Canadiens et nous leur permettrons d'économiser. L'élimination de la TPS aura également un effet dynamique sur l'augmentation de l'offre, ce qui stimulera la construction de nouveaux logements partout au pays dans les segments du marché du logement où il faut construire plus de logements abordables.

Nous réduisons les impôts pour la classe moyenne, ce qui, je m'en réjouis, allégera le fardeau de près de 22 millions de Canadiens et permettra aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Les Canadiens pourront voir ces économies d'impôt sur leur chèque de paie dès le 1<sup>er</sup> juillet, date à laquelle cette réduction entrera en vigueur. Nous sommes également en train d'officialiser l'annulation de la tarification du carbone pour les consommateurs, une mesure qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

Les changements engendrés par ces mesures nous permettront de réduire les impôts et les coûts, et les Canadiens pourront ainsi réaliser des économies. Ces mesures indiquent clairement aux Canadiens qu'ils sont et resteront la priorité absolue de notre gouvernement dans le cadre de nos efforts pour renforcer et unifier l'économie.

### Travaux des subsides

Outre les mesures que je viens de mentionner, nous sommes déterminés à protéger et à renforcer les programmes qui ont déjà permis à des familles d'économiser des milliers de dollars chaque année. Tout d'abord, nous sommes résolus à protéger et à renforcer le programme de garderies que nous avons mis en place partout au Canada. Aujourd'hui, environ 900 000 enfants profitent de services d'éducation préscolaire de grande qualité, ce qui les prépare à réussir dans la vie. En quelques années seulement, ce programme est devenu un élément essentiel de l'infrastructure et du tissu social du Canada, et nous ne laisserons pas les conservateurs l'éliminer ou l'affaiblir. Nous savons que, s'ils se retrouvaient de ce côté-ci de la Chambre, ils sabreraient ce programme, tout comme ils le feraient pour le Régime canadien de soins dentaires.

Au cours de sa première année d'existence, le Régime canadien de soins dentaires a considérablement amélioré l'accès à des soins dentaires abordables. Plus de 3,4 millions de Canadiens ont été approuvés pour participer au régime, et 1,7 million de patients ont déjà reçu des soins. Dans ma circonscription, Whitby, j'ai entendu des aînés et de nombreux autres habitants, y compris des enfants de moins de 12 ans, des familles et des parents, me dire à quel point ce régime de soins dentaires était important pour eux et pour leur famille. En mars de cette année, le gouvernement a annoncé que tous les Canadiens admissibles âgés de 18 à 64 ans pourraient demander à bénéficier du régime en mai 2025, et que leur adhésion débiterait dès le 1<sup>er</sup> juin 2025. Le régime nouvellement élargi englobera environ 8 millions de Canadiens, ce qui leur permettra d'économiser plus de 800 \$ par année.

● (1530)

Comme cela a été énoncé dans le discours du Trône, le gouvernement a un plan audacieux et ambitieux pour l'avenir. Ce plan consiste essentiellement à réduire les coûts afin que les Canadiens puissent conserver une plus grande partie de leur salaire durement gagné pour le dépenser là où cela compte le plus. Nous y parviendrons tout en faisant le meilleur usage possible de notre fonction publique talentueuse et des nouvelles technologies pour économiser de l'argent. Nous continuons de nous concentrer sur les résultats pour les Canadiens et de veiller à ce que ces derniers obtiennent ce qu'ils attendent de leur gouvernement.

Il est temps que le Canada ait un gouvernement qui se concentre sur la maximisation des investissements qui stimulent la croissance et qui produisent des résultats. Nous prévoyons équilibrer le budget de fonctionnement d'ici le budget de 2028 en assurant une gestion financière responsable tout en faisant des investissements à long terme judicieux pour garantir la prospérité future du Canada.

Un budget fédéral est un document d'une importance capitale pour les finances et la démocratie. C'est pourquoi le budget de 2025 doit être présenté dans une séquence logique qui tient compte des priorités à l'échelle nationale et internationale. Comme nous le savons, le monde traverse une période d'incertitude économique. Le Canada doit relever le double défi de forger une nouvelle relation avec les États-Unis fondée sur le respect et les intérêts communs, tout en ne perdant pas de vue la nécessité de consolider la force du Canada, c'est-à-dire de protéger nos travailleurs et nos entreprises en défendant leurs intérêts à l'intérieur de nos frontières et à l'étranger.

Ces discussions sont en cours et elles sont vitales pour notre avenir commun. L'incertitude occasionnée par les politiques commerciales américaines et les événements internationaux à venir, comme le sommet de l'OTAN en juin, présentent un vaste ensemble de dé-

fis et de possibilités. Nous voulons prendre le temps de nous pencher sur les dépenses de défense et les relations commerciales dans un budget plus complet qui sera présenté à l'automne.

En conclusion, les Canadiens ont confié au gouvernement le mandat clair de définir une nouvelle relation en matière d'économie et de sécurité avec les États-Unis, de bâtir une économie plus forte, de réduire le coût de la vie et d'assurer la sécurité de nos collectivités. En déposant un budget complet à l'automne, le gouvernement pourra présenter un plan financier réfléchi et stratégique pour les Canadiens, un plan qui est présenté selon un échéancier prudent, bien calculé et non précipité, contrairement à ce que veulent les conservateurs.

● (1535)

**David Bexte (Bow River, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à dire qu'il est de mauvaise foi de faire croire aux Canadiens que les conservateurs ne sont pas favorables aux allègements fiscaux, alors qu'ils y sont toujours favorables, sans exception. Le problème, c'est que le gouvernement libéral ne va jamais assez loin. Il y a toujours des dispositions empoisonnées dans les projets de loi et elles nous empêchent carrément de voter pour. Les libéraux ont fait des annonces très ambitieuses en matière de dépenses, mais sans budget, il est impossible de vérifier quoi que ce soit.

Comment le gouvernement prévoit-il financer ces dépenses? Comment le gouvernement va-t-il concrétiser ces annonces sans présenter de budget?

**L'hon. Ryan Turnbull:** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, qui me donne l'occasion de souligner que s'il y a de la mauvaise foi, c'est bien de ce côté-là de la Chambre. Les conservateurs votent constamment contre les mesures qui visent à faire baisser le coût de la vie qui et qui feraient économiser littéralement des milliers de dollars aux Canadiens.

En ce moment, nous encourageons les conservateurs à appuyer la baisse d'impôt sur le revenu et l'élimination de la TPS sur l'achat d'une maison neuve. Bien sûr, ils avaient défendu l'idée de réduire la tarification sur le carbone pour les consommateurs. Nous avons écouté les Canadiens et nous avons répondu à leurs attentes. Nous espérons donc que nous obtiendrons l'appui des conservateurs cette fois-ci, mais nous ne sommes pas très optimistes: personne ne s'étonnerait qu'ils persistent encore une fois à voter contre les intérêts des Canadiens.

[Français]

**Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais demander à mon collègue comment il pense qu'on est capable, selon notre description de tâche, de faire notre ouvrage, alors que le gouvernement est aussi opaque en matière de reddition de comptes.

Avant l'élection, il a donné au ministre des Finances le mandat d'établir un budget. Avant et pendant l'élection, il était prêt, il n'y avait aucun problème. Maintenant, après l'élection, on ne sait plus trop si on est en mesure de déposer un budget, mais il y a eu un gros *show* de boucane dans une assemblée du premier ministre, et on prévoit des baisses d'impôts par décret, comme si, au Canada, c'est ainsi qu'on fonctionne. La Chambre des communes doit nécessairement se positionner là-dessus. Ce n'est pas comme dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche.

Comment pouvons-nous faire notre travail, questionner le gouvernement et demander une reddition de comptes, quand on est devant des baisses d'impôts — tout le monde est en faveur de la tarte aux pommes — et qu'on ne sait pas du tout dans quel cadre budgétaire cela s'applique?

[Traduction]

**L'hon. Ryan Turnbull:** Monsieur le Président, j'aimerais maîtriser un peu mieux le français, mais je m'efforce de m'améliorer afin de pouvoir répondre en français à l'avenir.

Je tiens à dire que le Parlement siège actuellement. Nous débattons en ce moment de mesures législatives importantes qui permettraient de renforcer notre économie tout en faisant baisser le coût de la vie. En seulement 11 jours de séance, nous avons fait avancer trois ou quatre projets de loi majeurs et la motion des voies et moyens. Nous réduisons les impôts. Nous rendons le pays plus sûr et nous renforçons nos frontières. En éliminant les obstacles au commerce intérieur, nous unifions l'économie canadienne, ce qui est essentiel pour stimuler l'activité économique, garantir l'emploi et éviter que la vie soit hors de prix pour les générations futures. Je pense que les députés collaborent de façon efficace et j'espère que le député d'en face appuiera notre travail.

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nos collègues parlent d'un budget. Le budget des dépenses est à l'étude à la Chambre. J'ai eu l'occasion d'en examiner une partie. Je pense que le député de Whitby a d'ailleurs évoqué le fait que les députés peuvent examiner les dépenses publiques proposées.

Il a parlé du logement. Je pense que c'est très important. Nous proposons non seulement de supprimer la TPS pour les acquéreurs d'une première habitation d'une valeur maximale de 1 million de dollars, mais la différence, c'est que nous avons encore des programmes axés sur l'offre. Pendant les élections, les conservateurs avaient pour leur part proposé de financer cet engagement en supprimant les programmes axés sur l'offre.

Le député d'en face pourrait-il nous dire en quoi cette politique aurait été vraiment restrictive et aurait empêché un grand nombre de Canadiens de bénéficier de la mesure liée à la TPS que nous proposons?

• (1540)

**L'hon. Ryan Turnbull:** Monsieur le Président, comme d'habitude, mon collègue pose d'excellentes questions à la Chambre. Je suis très heureux qu'il ait souligné le fait que nous avons besoin d'une stratégie à deux volets pour régler le problème du logement au pays. Évidemment, nous pouvons prendre des mesures pour aider les jeunes familles et les nouveaux propriétaires à accéder au marché immobilier. Cependant, si notre stratégie se limite à cela, je pense qu'elle laissera à désirer. Il faut plutôt stimuler l'offre, notamment celle de logements à loyer très modiques. Voilà précisément ce que nous entendons faire. Nous l'avons déjà fait par le passé, mais nous en ferons encore davantage.

**Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Newmarket—Aurora.

C'est avec beaucoup d'humilité et de fierté que je prends la parole à la Chambre pour la première fois en tant que nouveau député de Windsor-Ouest. Cet endroit où je vis, où j'ai été au service de la population et où j'éleve ma famille, j'ai maintenant l'honneur de le représenter ici même, à Ottawa. Windsor-Ouest est une circonscrip-

### *Travaux des subsides*

tion qui a une forte identité façonnée par l'immigration, l'industrie, le courage dans l'adversité et la fierté populaire. Windsor est une ville de bâtisseurs et d'innovateurs. Nous ne faisons pas que jouer dans la cour des grands: nous redéfinissons les règles du jeu.

Avant d'aller plus loin, je tiens à commencer par quelques remerciements. Je remercie tous les bénévoles qui ont arpenté des rues à n'en plus finir, qui ont fait des milliers d'appels, qui ont martelé des pancartes dans le sol et qui, à l'occasion, ont nourri toute l'équipe de campagne comme dans un mariage pendjabi. Je remercie ma magnifique épouse, Michelle, une source de calme au milieu de cette tempête. Sa force et sa foi inébranlable en moi m'ont permis de garder les pieds sur terre. Je remercie mes enfants, Aviana et Rohan, de leur amour, de leur patience et, surtout, de leur travail inlassable pendant la campagne.

L'énergie insufflée à ma campagne, je la dois aux habitants de Windsor-Essex — mes voisins, mes amis et même des personnes que je ne connaissais pas — qui ont cru que le moment de changer les choses était venu. Je remercie toutes les personnes qui ont été à mes côtés tout au long de la campagne. Je pense par exemple à Mahadev Puri, à Jagjit Varraich, à Harinder et Gurmehar Randhawa, à Navdeep Bhogal, à Tony Bajwa, à Bina Taylor, à John Elliott, à Sam Nizzer et à Tony Francis ainsi qu'à leurs familles aimantes. Merci aux directeurs de campagne, Maurizio et Sukhdeep; à notre directeur des finances, Gurpreet; au chef des communications, Al Teshuba; et à nos guerriers de la pancarte électorale, qui étaient là beau temps, mauvais temps: Adrian Bezaire, Rob et Mary Soucie, Rob Cheshire, Pierre Lacasse — qui se plaît à dire qu'il s'appelle « Pierre, comme dans Pierre » — ainsi que Dino et Linda.

Merci aussi à l'équipe administrative: Patsy Copus, Guneet Baath et Elton Robinson, ainsi qu'à nos partisans: Manvinder Deol, Don Miller, Surjeet Gill, Sukhjot Singh, Harvinder Sran, Anil Sharma, Harmail Gill, Harry Sidhu, M. Chandhi, M. Chohan, Mukhtiar Singh, Asim, Rafat, Arvind et Raminder, M. Aleem de la communauté ahmadiyya, Rahul du BAPS, Panditji du temple hindou de Windsor, Rohitbhai, Dhavalbhai, M. Grewal, M. Virk et les nombreux membres des diasporas chrétienne, musulmane, hindoue et sikhe de Windsor. Grâce à leur énergie extraordinaire, ils m'ont montré ce qui peut arriver dans toute une communauté s'anime d'un seul mouvement.

Comme de nombreux Canadiens, mon parcours a commencé loin d'ici. Je suis né au Gujarat, en Inde, et j'ai été élevé par mes parents maintenant décédés, Didar Singh Gill et Surinder Kaur Gill, qui m'ont inculqué des valeurs comme l'importance de travailler fort, de se mettre au service des autres et de faire des sacrifices. Ces valeurs ont été fortifiées par mes enseignants de l'école secondaire Rosary et de l'Université M.S. de Baroda. Mes oncles, Hargurdev et Kultar Singh Randhawa, et ma tante, Satwant Kaur Randhawa, qui ont immigré au Canada à la fin des années 1960 et dans les années 1970, m'ont parrainé. Leurs familles m'ont non seulement ouvert leur cœur et leur porte, elles ont également ouvert les perspectives de mon avenir.

### *Travaux des subsides*

Lorsque j'ai atterri au Canada, en 1988, et que je suis arrivé à Windsor, j'ai eu l'impression d'être chez moi. Je me suis immédiatement senti à l'aise avec les gens, leur ténacité et leurs valeurs. Je suis particulièrement reconnaissant envers des amis comme Shawn Hand, Peter Ste. Marie, Viktor Burany et bien d'autres qui m'ont accueilli et m'ont aidé à m'intégrer. J'ai étudié au Collège St. Clair et à l'Université de Windsor, puis j'ai été policier pendant 29 ans à Toronto et à LaSalle. La prestation de services de première ligne m'a appris deux choses: comment résoudre les problèmes et comment repérer les gens qui font seulement semblant de les résoudre. Sur la ligne de front de la sécurité publique, j'ai été témoin des défis auxquels fait face notre pays, mais aussi de ses points forts, comme la résilience, la compassion et même un peu d'humour noir dans les moments difficiles.

Windsor a toujours joué un rôle de premier plan. Occupant une place névralgique au sein du secteur automobile canadien, elle est et a été un centre stratégique déterminant pour le secteur du transport et de la fabrication. Quand Windsor se porte bien, le Canada se porte bien lui aussi. Plus de 9 000 camions traversent quotidiennement la frontière entre Windsor et Detroit, transportant plus de 600 millions de dollars de marchandises. Un tiers de notre commerce avec les États-Unis passe par Windsor. Nous sommes la dynamo de la chaîne d'approvisionnement juste à temps en Amérique du Nord.

Pour nous, les infrastructures ne sont pas une notion abstraite, elles sont essentielles. C'est pourquoi le pont international Gordie Howe est si important. Ce pont dont l'origine remonte au premier ministre Harper et au gouvernement conservateur précédent s'inscrivait dans une vision d'édification de la nation, mais les libéraux ont mis trois ans de plus pour en amorcer la construction. S'ils avaient agi avec célérité, le pont serait probablement déjà en service aujourd'hui, ce qui aurait permis de réduire les embouteillages, de stimuler le commerce et d'alimenter la croissance économique.

● (1545)

Notre région occupe une place majeure dans l'avenir des véhicules électriques au Canada, car on est en train d'y construire un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement nationale en voitures électriques. Soyons clairs: cette usine de batteries n'est pas un trophée politique, mais une nécessité stratégique pour l'avenir et la compétitivité du Canada. Les travailleurs de l'automobile, les ingénieurs et les fournisseurs canadiens feront en sorte que ses activités soient couronnées de succès, mais pour ce faire, ils ont besoin d'infrastructures, d'une main-d'œuvre qualifiée et d'une planification à long terme à la hauteur de cette ambition. Pour ce faire, Ottawa doit d'abord cesser de traiter Windsor comme une ville secondaire et la considérer comme le pilier économique qu'elle est.

Les habitants de Windsor sont vaillants et optimistes, mais ils sont pris à la gorge. À Windsor, le recours aux banques alimentaires atteint des niveaux records, et le vol à l'étalage est en hausse, non seulement à cause des gangs, mais aussi parce que les gens essaient de se procurer des produits de première nécessité comme de la nourriture, des couches et du dentifrice. Les loyers sont inabordable. Les factures d'épicerie augmentent. J'ai dû répondre à des appels provenant de supermarchés où des agents de prévention des pertes avaient arrêté des personnes âgées pour vol à l'étalage. Ces personnes m'ont dit qu'elles divisaient un repas en trois et qu'elles n'avaient pas les moyens d'acheter de la nourriture. Les propriétaires de petites entreprises se demandent si le mois prochain sera leur dernier mois d'activité.

Il ne s'agit pas seulement d'une crise du coût de la vie, mais aussi d'une crise de la dignité. Soyons clairs. Ce ne sont pas les personnes qui ont échoué, mais les politiques mises en place par le gouvernement libéral.

Cette semaine, le premier ministre a présenté son premier grand projet de loi de dépenses, le Budget principal des dépenses 2025-2026. Après avoir pris les rênes d'un gouvernement hypertrophié, le premier ministre Carney a promis de réduire les dépenses. Au lieu de cela, il les a augmentées de 8 %, soit près de trois fois le taux combiné de l'inflation et de la croissance démographique. Pire encore, nous n'avons pas de budget. Le gouvernement demande au Parlement d'approuver plus d'un demi-billion de dollars de dépenses sans budget. C'est la première fois en plus de 60 ans que nous vivons une telle situation, hormis pendant la pandémie de COVID. Si les mères seules, les aînés et les petites entreprises doivent établir un budget avant de dépenser leur argent, un banquier doit faire de même. Le premier ministre a dit qu'il avait un plan, mais il ne s'agit pas de planification; ce sont des dépenses inconsiderées. Il existe une expression dans le domaine des politiques: « Qui ne planifie pas court à l'échec. »

N'oublions pas qu'il y a tout juste une semaine, le Parlement a voté pour exiger le dépôt d'un budget complet ce printemps. Le gouvernement libéral a fait fi de la volonté de la Chambre. Ce projet de loi défie non seulement les mathématiques, mais aussi la démocratie.

En tout respect, voici ce que je veux dire à mes collègues du gouvernement libéral: il faut se mettre au travail pour les Canadiens ordinaires, être audacieux, ne pas se contenter de parler d'un moment charnière, assumer ses responsabilités et faire preuve d'ouverture. Si les plans des libéraux ne fonctionnent pas, qu'ils prennent les nôtres. Les Canadiens se soucient peu de savoir à qui revient le mérite. Ils veulent des résultats.

Nous croyons qu'il faut adopter des politiques qui reflètent les expériences vécues, qu'il s'agisse de combler les lacunes en matière de sécurité publique ou de réformer le régime fiscal, qui frappera le plus durement les familles de travailleurs. Si les députés veulent savoir ce qui compte le plus pour les habitants de Windsor, ils n'ont qu'à syntoniser la fréquence 800 sur la bande AM pour écouter Mike et Meg, à regarder Mme Maluske aux nouvelles du soir ou à écouter le maire Dilkens ou n'importe lequel des nombreux journalistes indépendants sur les médias sociaux. Les habitants de Windsor veulent des prix abordables, de la reddition de comptes et des résultats, mais ils veulent surtout être entendus.

Windsor est une ville résiliente. Nous avons résisté à l'incertitude à la frontière, à des fermetures d'usines et à plus de quelques promesses non tenues de la part de politiciens, mais nous nous relevons toujours. Notre ville compte des travailleurs syndiqués, des entrepreneurs, des nouveaux Canadiens, des familles de quatrième génération, des gens de métier spécialisés et des étudiants, qui essaient tous de s'en sortir et de jouer un rôle utile parce qu'ils se soucient de leur ville et de leur pays.

Pour moi, être Canadien signifie travailler fort, croire en l'équité, aider son voisin, s'excuser lorsqu'on nous heurte et défendre ce qui est juste, même quand c'est difficile. Comme nous le savons, la Chambre est le cœur de notre démocratie. Je suis ici pour servir avec respect, humilité et dignité.

Je remercie les habitants de Windsor-Ouest de m'avoir élu. Ils ont accueilli un jeune homme venu d'un pays lointain, ils lui ont donné l'occasion de les servir et de les protéger, et ils l'ont maintenant élu au Parlement. Je serai digne de leur confiance. J'ai hâte de travailler avec tous les députés.

● (1550)

**Le vice-président:** Avant que nous passions aux questions et observations, je rappelle aux députés, en particulier aux nouveaux venus, que nous ne pouvons pas désigner le premier ministre par son nom de famille à la Chambre. On ne peut le désigner que par son titre. Cela s'applique aussi aux ministres.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, la question de l'abordabilité a été soulevée à maintes reprises pendant la campagne électorale et même avant. Nous avons un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement, et je crois que le premier ministre a été très clair sur ce sujet en particulier. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons présenté le projet de loi C-4, qui prévoit divers allègements fiscaux. Vingt-deux millions de Canadiens en bénéficieront, comme les acheteurs d'une première maison grâce à la construction de nouvelles habitations. Le projet de loi permettra aussi d'inscrire dans la loi l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Il rendra la vie plus abordable pour les Canadiens.

Je me demande si le député peut indiquer très clairement non seulement qu'il appuie le projet de loi, mais aussi qu'il aimerait qu'il soit adopté avant l'ajournement de la Chambre.

**Harb Gill:** Monsieur le Président, j'appuie tous les efforts sincères visant à laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens qui travaillent fort, mais, comme d'habitude, le diable est dans les détails. Une réduction d'impôt peut être utile, mais quand les gens doivent sauter des repas ou faire du vol à l'étalage pour nourrir leurs enfants, une petite amélioration ne suffit pas. La population a besoin de leaders qui corrigent les causes profondes de la situation: l'inflation, les chaînes d'approvisionnement brisées, le coût du logement et la sécurité dans les rues du pays.

La réduction d'impôt proposée est un bon début. Voyons maintenant si le gouvernement aura le courage d'aller plus loin.

[Français]

**Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, je ne suis pas un banquier, comme le premier ministre, mais quelque chose ne fonctionne pas. D'un côté, on dit qu'on va atteindre l'équilibre budgétaire en trois ans. En même temps, on réduit les impôts, on abolit les mesures de repréailles qui auraient permis d'aider les travailleurs et les entreprises, alors qu'on sait qu'on va devoir aussi les aider.

Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans ce raisonnement?

[Traduction]

**Harb Gill:** Monsieur le Président, il est difficile de voir où est la logique là-dedans, mais revenons sur la question du commerce et des droits de douane que le député a abordée.

Dans ma région, on comprend mieux que quiconque la situation géographique du pays; Windsor se trouve directement en face de Detroit. Les deux économies ne sont pas simplement voisines; elles dépendent l'une de l'autre. Nous ne pouvons pas changer cette réali-

### Travaux des subsides

té; pourquoi le voudrait-on d'ailleurs? Nous partageons les mêmes routes, les mêmes chemins de fer, les mêmes étendues d'eau et les mêmes familles depuis des générations. Nous sommes liés par le sang. Les entreprises et les travailleurs franchissent la frontière tous les jours.

Pour qu'il y ait partenariat, il faut du respect; les poignées de main et les séances photo ne suffisent pas. Cela signifie de prendre la défense des entreprises canadiennes lorsqu'elles sont menacées. Cela signifie qu'il faut négocier selon nos forces, pas seulement selon nos émotions. Le Canada doit aborder les États-Unis en étant pleinement conscient que, oui, il est le plus petit des deux pour ce qui est de la taille, mais pas pour ce qui est de la valeur, des principes ou des intentions. Nous voulons réellement bâtir une économie nord-américaine du XXI<sup>e</sup> siècle, que ce soit grâce aux véhicules électriques, à la production d'énergie ou à l'acier. Il est temps que le Canada agisse de façon à travailler d'égal à égal plutôt qu'en se laissant marcher sur les pieds.

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Windsor-Ouest de son excellent discours d'aujourd'hui et de défendre les intérêts des habitants de sa collectivité.

Je suis de tout cœur avec eux, car j'ai remarqué dans le communiqué de Statistique Canada sur le marché du travail publié vendredi que le taux de chômage est malheureusement très élevé à Windsor. Les chiffres sont élevés dans tout le Sud de l'Ontario. Le taux de chômage est de 7 % à l'échelle nationale et de 8,8 % à Toronto, mais il se situe à 10,8 % à Windsor. Windsor fait vraiment les frais des politiques économiques inefficaces des libéraux. Alors que tout le pays, surtout la collectivité du député, est aux prises avec des taux de chômage si élevés, c'est un véritable désastre que les libéraux ne puissent même pas présenter un budget. Ils n'ont pas de plan ni de budget.

Le député pourrait-il nous dire comment réagissent les habitants de sa circonscription devant les taux de chômage élevés et l'incapacité des libéraux à présenter un budget?

● (1555)

**Harb Gill:** Monsieur le Président, je constate une profonde anxiété chez mes concitoyens, dans toute la ville, en fait.

Je me suis porté candidat aux élections non pas parce que j'avais rêvé toute ma vie de siéger à la Chambre, même si je suis vraiment honoré d'être ici, mais parce que je crois que le Canada peut faire mieux et que Windsor mérite mieux. Nous méritons des politiques qui n'opposent pas l'environnement et l'économie. Nous méritons des infrastructures frontalières qui servent réellement notre collectivité. Nous méritons un gouvernement fédéral à l'écoute avant de faire une quelconque annonce. Toutefois, le plus important c'est que nous méritons d'être vus à notre juste valeur, pas seulement sur une carte, mais comme une force dans l'avenir de ce pays.

**Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, on dit que l'inflation ralentit, mais les familles n'en ont pas l'impression. C'est parce que le coût réel de la vie ne se calcule pas sur papier. Il se calcule à l'épicerie, à la station-service et à la table à manger.

### *Travaux des subsides*

On m'en parle partout où je vais. Le prix du panier d'épicerie a grimpé en flèche. Les maisons sont hors de prix. Les renouvellements d'hypothèque ont doublé. Les loyers fracassent des records. Des familles vivent dans l'anxiété constante, comptent leurs sous, sautent des repas et renoncent à leurs rêves. Ce ne sont pas des statistiques. Ce sont de vraies personnes qui ont de vrais problèmes.

Le mois dernier, lors des élections, un homme de ma collectivité a dit qu'il ne s'était jamais intéressé à la politique, mais que ces élections-là étaient différentes pour lui parce qu'il avait besoin d'air. Il avait l'impression de faire du surplace et avait besoin que les choses changent. Il n'est pas le seul. Selon H&R Block Canada, 85 % des Canadiens vivent d'un chèque de paie à l'autre. Il s'agit d'une augmentation de 60 % par rapport à l'an dernier. Il ne s'agit pas seulement de pressions économiques; il s'agit d'une urgence nationale.

C'est ce qui arrive quand un gouvernement dépense sans retenue, emprunte sans limites et gouverne sans plan. L'héritage des politiques libérales n'est pas synonyme de progrès. C'est la lente destruction de la dignité d'une famille. Rien que cette année, la famille canadienne moyenne paiera 800 \$ de plus pour le même panier d'épicerie. Je ne parle pas de meilleurs aliments ou de plus grandes quantités, mais bien du même panier. Le coût des aliments continue de dépasser l'inflation, et chaque visite à l'épicerie semble faire de plus en plus mal.

Lorsque j'ai visité la banque alimentaire Newmarket Food Pantry, j'ai constaté que les étagères se vidaient aussi rapidement qu'on les réapprovisionnait. Ce qui est bien, c'est qu'elle reçoit beaucoup de dons, mais, lorsque j'ai parlé au personnel, on m'a dit qu'à chaque fin de mois, on faisait la comptabilité, et que chaque mois était un mois record. Voilà la tendance.

Ce n'est pas toujours les gens qu'on pense qui ont recours aux banques alimentaires. Il y a des familles, des aînés et des jeunes. En fait, les jeunes sont surreprésentés parmi les gens qui se rendent à la Newmarket Food Pantry parce qu'ils n'ont pas les moyens de se nourrir. Cette situation a révélé une crise silencieuse qui touche Newmarket—Aurora et d'autres collectivités partout au pays. Des gens de tous les milieux font face à l'insécurité alimentaire. Les habitants de Newmarket se montrent généreux, mais la demande ne cesse d'augmenter. La réalité, c'est que la bonté ne suffit pas.

L'abordabilité est la principale préoccupation dont me parlent mes voisins, et nous devons de toute urgence faire baisser le prix des aliments, et non le faire grimper avec des dépenses inflationnistes. Quand le gouvernement inonde l'économie d'argent emprunté, il affaiblit notre dollar. Lorsque le dollar canadien est faible, tout coûte plus cher, y compris les aliments. C'est un principe économique de base, et les Canadiens en paient le prix tous les jours à l'épicerie.

Que font les libéraux? Ils refusent de présenter un budget. Ils refusent de proposer une feuille de route. Ils demandent maintenant au Parlement d'approuver encore plus de dépenses que le gouvernement précédent, et d'autres annonces de dépenses sont attendues dans les mois à venir. Aujourd'hui, par exemple, il y a eu une autre annonce sur l'augmentation des dépenses militaires, sans budget et sans plan de retour à l'équilibre budgétaire. Appelons les choses par leur nom: il ne s'agit pas seulement de mauvaise gestion, mais de négligence économique. Après avoir dit que le budget s'équilibrerait de lui-même, puis qu'il ne serait pas équilibré, le gouvernement dit maintenant qu'il n'y aura pas de budget du tout.

• (1600)

En refusant de présenter un budget avant l'automne, les libéraux auront passé plus d'une année complète sans présenter de budget fédéral, ce qui serait la plus longue période depuis les années 1960, en dehors de la pandémie. Il est encore plus insultant de constater que, alors que les familles canadiennes sont aux prises avec une crise de l'abordabilité et du logement et que les collectivités font face à une hausse de la criminalité, le gouvernement libéral ne voit aucun problème à partir en congé pour l'été et laisser les familles du pays continuer à souffrir.

Il fut un temps, tant sous les gouvernements libéraux que conservateurs, où la responsabilité financière était une valeur nationale commune. C'est sur ce consensus que le Canada a bâti sa prospérité. Cependant, sous Justin Trudeau, ce consensus a été réduit en miettes, et le gouvernement libéral actuel va encore plus loin. Non seulement il continue de dépenser, mais il refuse aussi de présenter un budget.

Oui, il est agréable de voir les libéraux, les néo-démocrates, les bloquistes et les verts se rallier enfin aux idées que Pierre Poilievre a proposées il y a des années, comme la réduction de l'impôt sur le revenu, l'abolition de la taxe sur le carbone et la suppression de la TPS sur la construction de logements, mais soyons honnêtes. Les libéraux ont tardé à agir, et ils ne font les choses qu'à moitié. Pierre ne s'est pas contenté de parler d'abordabilité, il a également agi comme un chef de file en formulant des propositions audacieuses. Par conséquent, si les libéraux sont maintenant d'accord avec Pierre, pourquoi ne sont-ils pas allés jusqu'au bout? Pourquoi les Canadiens sont-ils encore affligés par une crise dont les libéraux reconnaissent maintenant l'existence, mais qu'ils refusent toujours de résoudre?

C'est le moment de faire preuve de leadership, et le leadership commence par un plan étayé par des chiffres. C'est ce que l'on appelle un budget. Nous devons renouveler le contrat générationnel, c'est-à-dire l'idée que, si les gens travaillent avec ardeur, respectent les règles et redonnent à la communauté, ils peuvent encore progresser. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un consensus timide. Nous ne pouvons pas gouverner en fonction de ce qui fait les meilleures manchettes. Nous devons agir avec audace et diriger en nous appuyant sur des principes.

Les libéraux doivent faire ce qui s'impose et présenter un budget, non pas à l'automne ni après d'autres folles dépenses, mais maintenant. Bâtissons un Canada où personne n'a peur de l'avenir, où la nourriture est abordable, où les familles canadiennes peuvent respirer à nouveau et où l'espoir n'est pas un luxe, mais une réalité. J'exhorte le gouvernement à cesser de trouver des excuses, à cesser de tergiverser et à déposer un budget dès à présent.

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, Pierre Poilievre avait un plan pour les 100 premiers jours de son éventuel mandat. Ce plan ne prévoyait pas la présentation d'un budget. Pierre Poilievre ne s'était nullement engagé à présenter un budget dans les 100 premiers jours de son mandat s'il devenait premier ministre.

Le premier ministre actuel a réellement à cœur de rendre la vie plus abordable. Il suffit de regarder le projet de loi que nous avons présenté, qui accorderait des allègements fiscaux aux Canadiens afin de rendre la vie plus abordable. La députée pourrait-elle expliquer pourquoi il aurait été acceptable pour Pierre Poilievre de ne pas présenter de budget? Le nouveau premier ministre et le nouveau gouvernement proposent des mesures d'allègement fiscal qui entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. La députée appuie-t-elle ces mesures?

• (1605)

**Sandra Cobena:** Monsieur le Président, la réalité, c'est que le gouvernement a volé trois idées de la plateforme de Pierre Poilievre, dont l'idée de réduire de 1 % l'impôt sur le revenu. On parle de budget. Examinons les chiffres. Cette réduction d'impôt permettrait aux Canadiens d'économiser 800 \$. Or, les dépenses inflationnistes des libéraux font en sorte qu'il en coûtera 800 \$ de plus aux Canadiens pour se nourrir cette année. Le calcul est simple: si on soustrait 800 \$ de la somme de 800 \$, on obtient zéro. Par conséquent, en quoi le gouvernement et ses projets vont-ils avantager les familles canadiennes?

[Français]

**Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, j'écoutais le discours de ma consœur. Je suis d'accord avec elle sur bon nombre de choses.

J'écoutais l'intervention de notre collègue de Winnipeg-Nord. Il semblait défendre avec vigueur le fait que Pierre Poilievre ne déposait pas de chiffres, qu'il ne critiquait et ne regardait pas les budgets et qu'il serait donc correct de dépenser des dizaines ou des centaines de millions, voire des milliards de dollars, sans faire de budget, sans faire de calcul à l'avance et de vendre en campagne électorale l'idée qu'on va réduire les impôts et augmenter les dépenses et que tout va s'équilibrer. Cela me semble un peu bizarre.

Cependant, moi, je me souviens que, quand ils étaient tout jeunes, la première chose que j'apprenais à mes enfants, quand ils voulaient dépenser de l'argent pour de la gomme à mâcher ou des jouets, je leur demandais combien d'argent ils avaient avant de décider qu'ils allaient le dépenser. Je les faisais compter leur argent.

J'invite notre premier ministre et l'ensemble des membres du Parti libéral à en faire autant.

[Traduction]

**Sandra Cobena:** Monsieur le Président, pour être responsable, il faut faire ce que chaque famille, entreprise et gouvernement doit faire, c'est-à-dire établir un budget au début de l'exercice financier, et non pas après avoir autorisé des dépenses à hauteur de 486 milliards de dollars.

**Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC):** Monsieur le Président, j'ai entendu le ministre des Finances affirmer que les libéraux n'avaient « aucune leçon à recevoir des conservateurs », mais peut-être accepteront-ils de recevoir une leçon de Brookfield. Je suis presque certain que Brookfield s'est doté d'un budget.

J'aimerais demander à la députée pourquoi les libéraux traitent mieux les actionnaires de Brookfield que les Canadiens.

**Sandra Cobena:** Monsieur le Président, je me demande en effet si le gouvernement libéral pourrait prendre exemple sur le secteur privé, en l'occurrence sur Brookfield Asset Management, qui prépare un budget avant de dépenser. C'est un principe élémentaire. Pourtant, les libéraux refusent de présenter un budget, mais

### Travaux des subsides

prennent le temps de proposer de nouvelles dépenses de 486 milliards de dollars. C'est irresponsable.

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts, et nombre d'entre eux se tournent vers les banques alimentaires. Or, la députée passe sous silence les taux d'imposition des sociétés et les profits excessifs qu'elles engrangent. Depuis les années 1980, le taux d'imposition des sociétés est passé de 36 % à 15 %. En 2023, les sociétés ont enregistré 664 milliards de dollars...

**Le vice-président:** La députée de Newmarket—Aurora a la parole.

**Sandra Cobena:** Monsieur le Président, la réalité, c'est que les dépenses inflationnistes affaiblissent notre dollar, car le gouvernement inonde l'économie avec de l'argent emprunté. Cela affaiblit notre dollar, ce qui fait augmenter le coût de tout.

• (1610)

**Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kingston et les Îles.

Comme je prends la parole pour la première fois en tant que députée de la nouvelle circonscription de Scarborough-Centre—Don Valley-Est, je tiens à remercier les habitants de ma circonscription de m'avoir élue pour défendre vigoureusement leurs intérêts à Ottawa. Lorsque je me suis présentée pour la première fois en 2015, je me suis engagée à défendre les intérêts de ma circonscription à Ottawa, et non de défendre ceux d'Ottawa dans ma circonscription. C'est ce principe qui me guide depuis 10 ans et qui continuera de guider tout ce que je fais à la Chambre.

Je tiens à remercier les nombreux bénévoles qui m'ont aidé à faire du porte-à-porte, à faire des appels téléphoniques et à installer des affiches. Je les remercie de leur dévouement et de leur soutien. Je remercie mon incroyable équipe de campagne et mon personnel, en particulier Jeff Jedras, mon directeur de campagne, et Nusrat Malim. Tous deux travaillent avec moi depuis 10 ans et travaillent fort tous les jours pour servir les habitants de ma circonscription et se battre pour eux. Je les en remercie. Je remercie également ma famille, mon mari, Salman, et mes deux garçons, Umaid et Usman. Rien n'est possible sans leur amour et leur soutien.

Alors que nous revenons au Parlement en tant que nouveau gouvernement fort d'un mandat renouvelé, engageons-nous à ne pas travailler seulement pour ceux qui ont voté pour nous. Engageons-nous à travailler pour tous les Canadiens. La dernière élection était ma quatrième et, à bien des égards, elle a été la plus difficile. Un nombre record de pancartes ont été détruites, et des bénévoles ont été pris pour cible et agressés verbalement. Il y avait un niveau de colère et d'hostilité que je n'avais jamais vu auparavant.

### *Travaux des subsides*

Même si je n'approuverai jamais le harcèlement et les mauvais traitements, nous devons reconnaître que de nombreux Canadiens souffrent. Ils ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Ils ont l'impression que, peu importe à quel point ils travaillent fort, ils ne pourront pas améliorer leur sort. Ils s'inquiètent de ce qu'ils laisseront à leurs enfants. Il est important de reconnaître que ces problèmes, nous les voyons aussi, même si nous avons peut-être des idées différentes sur la façon de les résoudre. Nous partageons ces inquiétudes. Les préoccupations des Canadiens sont valables et sont aussi les nôtres. J'espère que, en cette 45<sup>e</sup> législature, nous pourrions écouter plus que parler, essayer de comprendre le point de vue de chacun et travailler ensemble sur les idées qui nous unissent, comme la volonté de bâtir une meilleure collectivité et un meilleur pays, et de faire mieux pour les prochaines générations.

Je suis ici aujourd'hui pour parler d'une motion conservatrice qui prétend se préoccuper de l'abordabilité, une préoccupation partagée par mes concitoyens et moi-même. Effectivement, l'abordabilité était au centre du discours du Trône du gouvernement, qui a récemment été prononcé par Sa Majesté le roi Charles III. Après le discours, j'ai eu l'occasion de brièvement m'entretenir avec Sa Majesté à l'autre endroit. Je lui ai dit que j'étais née à Coventry, en Angleterre. Je suis née là-bas, car mon père y a fait ses études universitaires. Je suis née en Angleterre, j'ai grandi au Pakistan et j'ai immigré au Canada, trois pays du Commonwealth.

Le Commonwealth, le souverain et les valeurs qu'il représente m'ont toujours été très chers, et j'ai été heureuse que ces valeurs soient reflétées dans le discours du Trône. Pendant la campagne électorale de ce printemps, j'ai entendu trois messages clés: défendre le Canada, construire davantage de logements abordables et rendre la vie plus abordable pour tous. Comme l'a souligné le roi dans son discours, le programme du gouvernement s'attaque à ces trois problèmes.

Le premier ministre et le gouvernement ont clairement indiqué que nous entendions défendre la souveraineté du Canada avec détermination. Il est temps de repenser nos relations avec les États-Unis, de les équilibrer et de donner la priorité à notre force économique et à notre indépendance, et nous devons élargir nos relations. Cela signifie que nous devons renforcer nos relations avec nos partenaires commerciaux à l'international et nous efforcer d'éliminer les obstacles au commerce intérieur. Il ne devrait pas être plus difficile pour une entreprise ontarienne de vendre à la Colombie-Britannique qu'à la Colombie.

Notre plan pour bâtir un Canada où les prix sont plus abordables commence par une réduction d'impôt pour la classe moyenne qui permettrait à une famille moyenne à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année, à compter de la fête du Canada. Cela représente plus d'argent dans les poches de mes concitoyens pour les aider à faire l'épicerie et à régler leurs factures. Ce n'est qu'un exemple des mesures que nous allons prendre pour aider les Canadiens à gérer leurs dépenses de tous les jours.

L'adhésion au Régime canadien de soins dentaires est désormais ouverte à tous les Canadiens admissibles. Alors qu'un Canadien sur quatre déclare ne pas être en mesure de consulter un professionnel de la santé buccodentaire en raison des prix trop élevés, notre régime aide plus de huit millions de Canadiens admissibles sans assurance à accéder aux soins dentaires dont ils ont besoin.

• (1615)

Nous contribuons également à l'abordabilité en supprimant la TPS sur l'achat d'une première propriété d'une valeur pouvant atteindre 1 million de dollars. Les Canadiens qui accèdent au marché immobilier pour la première fois pourront donc économiser jusqu'à 50 000 \$, et avoir des paiements hypothécaires moins élevés et plus d'argent pour couvrir d'autres dépenses. Le gouvernement continuera également à renforcer des programmes tels que le programme canadien des services de garde, qui permet aux Canadiens d'économiser des milliers de dollars et aux parents de retourner plus rapidement sur le marché du travail.

Parlons logement. Ces dernières années, c'est le sujet le plus souvent soulevé dans mes entretiens avec mes concitoyens. Qu'il s'agisse d'appartements, de maisons en rangée, de duplex ou de maisons individuelles, dans ma région et dans de nombreuses régions du pays, il y a une véritable pénurie de logements abordables. En termes simples, le Canada doit construire davantage de logements que les gens peuvent se permettre. Comment y parvenir? Il est temps de voir grand, avec le programme de logement le plus ambitieux au Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous allons doubler le rythme de construction de logements tout en créant une toute nouvelle industrie du logement. Nous y parviendrons grâce au bois canadien, à la technologie canadienne et, surtout, à notre main-d'œuvre qualifiée.

La crise du logement exige des mesures audacieuses. Le programme « Maisons Canada » vise à construire 500 000 logements abordables par année, doublant ainsi le taux actuel. En investissant dans les logements préfabriqués et dans le financement à faible taux d'intérêt, nous réduisons les coûts et construisons plus rapidement. Nous éliminons des formalités administratives, nous réduisons de moitié les redevances d'aménagement et nous utilisons des terres fédérales pour construire des logements abordables. En nous inspirant du succès que nous avons obtenu pendant l'après-guerre, nous allons créer des emplois, former des travailleurs et veiller à ce que chaque Canadien ait les moyens de se loger dans une collectivité qu'il aime.

Nous ne pouvons pas résoudre la crise du logement seuls. Pour mettre en œuvre le programme « Maisons Canada », nous avons besoin de la collaboration des provinces et des municipalités. En harmonisant les règles de zonage, en simplifiant l'octroi des permis et en partageant les coûts, nous pouvons construire 500 000 logements abordables par année. Les provinces peuvent réduire les obstacles bureaucratiques, et les municipalités peuvent donner la priorité aux projets à forte densité. Ensemble, nous veillerons à ce que chaque Canadien puisse avoir un toit. Ensemble, nous pouvons bâtir un Canada plus fort et plus juste pour toutes les générations.

Nous devons être lucides par rapport aux défis que le Canada devra relever. Notre économie est menacée. Le monde est de plus en plus dangereux, et le Canada n'est pas isolé du reste du monde.

Cependant, les défis présentent aussi des occasions à saisir. La véritable épreuve pour le Canada sera de choisir comment relever ces défis. Profitons donc de l'occasion pour voir grand et rêver plus grand encore, afin que nous puissions non seulement forger de nouvelles alliances, mais aussi devenir un chef de file, et que nous fassions la promotion non seulement des valeurs canadiennes, mais aussi de l'ingéniosité canadienne. Ensemble, il n'y a aucun défi que nous ne pouvons pas relever. Misons sur le succès d'une approche Équipe Canada, car ensemble, nous pouvons accomplir les plus brillants exploits.

*Travaux des subsides*

**Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée de son élection.

Je suis d'accord avec la députée pour dire que nous sommes tous ici pour la bonne raison, à savoir servir nos concitoyens du mieux que nous le pouvons. Je sais qu'elle se trouve maintenant dans une position très malheureuse, car elle doit défendre les politiques mêmes qui ont créé tous ces problèmes. Je me demande simplement quelle explication la députée servira à ses concitoyens.

**Salma Zahid:** Monsieur le Président, voilà au moins 10 ans que je représente mes concitoyens à Ottawa, et non Ottawa auprès de mes concitoyens. Je suis fière que nous ayons des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants, qui a sorti des centaines, voire des milliers d'enfants de la pauvreté. Nous avons mis en place un programme de garderies à 10 \$ par jour, qui permet aux habitants de ma région d'économiser des milliers de dollars chaque année. Je suis fière que nous ayons mis en place un programme national d'alimentation dans les écoles, qui vise à favoriser l'apprentissage et la santé des enfants en s'attaquant à l'insécurité alimentaire. Je suis fière du Régime canadien de soins dentaires, qui est offert à tous les Canadiens admissibles et qui change véritablement les choses dans la vie des familles.

• (1620)

[Français]

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, bien que le discours de ma collègue soit très intéressant et très bon, il contient deux éléments que j'aimerais relever.

D'abord, il y a toute la vieille rengaine de la campagne électorale, à savoir « *think big, be Canadian* », il faut que le Canada soit « *big* ». Le président des États-Unis est méchant et la situation est pressante.

Ensuite, ma collègue nous rabâche toutes les vieilles mesures qui étaient dans le budget présenté il y a six mois par le ministre qui a remplacé la ministre des Finances, qui avait démissionné tellement l'ancien budget était mauvais.

On nous dit que la situation est grave. Aujourd'hui, à la période des questions orales, on a vu que faire un budget n'intéresse pas le ministre des Finances. Il est intéressé par une chose: faire des annonces. On lui demande s'il va y avoir un budget et il nous dit qu'on va faire une annonce dans telle ou telle circonscription. Les finances publiques n'intéressent pas le ministre des Finances. Ce qui l'intéresse, c'est faire des annonces. Ce que ma collègue nous a dit dans son discours, c'est que le gouvernement a fait de belles annonces. Quand on gouverne un État, il faut un budget.

Est-ce que ma collègue pense que son gouvernement doit, dès le printemps, déposer un budget, comme le ferait n'importe quel gouvernement responsable?

[Traduction]

**Salma Zahid:** Monsieur le Président, comme nous l'avons tous vu, le budget des dépenses a été présenté à la Chambre. Il énonce les dépenses proposées par le gouvernement pour les divers ministères et programmes. Ces prévisions constituent un élément essentiel du processus budgétaire et méritent d'être examinées avec soin. Tandis que nous préparons le budget de l'automne, nous nous employons à mettre en place une économie qui fonctionne pour tous, à répondre aux menaces qui planent sur le pays et à rendre la vie plus abordable pour tous les Canadiens. Nous menons de vastes consultations auprès des provinces, des communautés autochtones et des

parties prenantes afin d'élaborer des politiques qui donneront des résultats concrets pour tous les Canadiens.

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, en écoutant la députée, je n'ai pas pu m'empêcher d'être inspiré par son histoire personnelle, celle d'avoir grandi au Royaume-Uni. Elle a mentionné son interaction avec le souverain. J'ai moi aussi eu la chance d'avoir une brève interaction avec lui. Je remercie la députée de ses observations, notamment sur son lien avec le Royaume-Uni. La Constitution canadienne s'inspire certes de celle du Royaume-Uni, mais n'oublions pas la diversité qui caractérise notre pays.

Je veux revenir sur les remarques de la députée au sujet du logement. Elle a souligné à juste titre que le gouvernement supprime la TPS pour les acheteurs d'une première maison d'une valeur maximale de 1 million de dollars. Je pense que c'est une mesure très importante. Il faut reconnaître que le Parti conservateur avait effectivement inclus cette mesure dans sa plateforme, mais la différence est qu'il comptait la financer en supprimant des programmes comme le Fonds pour accélérer la construction de logements et l'Initiative pour la création rapide de logements, qui constituent une grande partie de l'aide fédérale à la construction d'habitations neuves. Certes, les conservateurs auraient accordé un allègement fiscal, mais il aurait profité à beaucoup moins de gens parce que les propriétés auraient été toujours aussi rares.

La députée pourrait-elle nous dire si elle considère une telle approche comme potentiellement problématique?

**Salma Zahid:** Monsieur le Président, oui, quand nous faisons du porte-à-porte, mes concitoyens m'en ont parlé très clairement et j'ai travaillé avec eux pour m'assurer que nous avons la capacité de construire plus de logements. Nous avons maintenant le plan le plus ambitieux en matière de logement depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale, et les gens sont très enthousiastes à l'idée que nous doublerons le nombre de logements construits. Nous veillerons à ce que 500 000 maisons soient construites chaque année dans nos collectivités, tout en offrant des incitatifs à l'achat d'une première propriété et en accordant des allègements fiscaux à 22 millions de Canadiens. Nous travaillons pour tous les Canadiens...

**Le vice-président:** Nous reprenons le débat. Le whip en chef du gouvernement a la parole.

**L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, avant de commencer, félicitations pour vos nouvelles fonctions. Il se dégage de vous une autorité telle qu'on jurerait que vous faites cela depuis des années. Je vous souhaite la meilleure des chances. Ce que je veux dire, c'est que vous avez l'air très à l'aise, que vous êtes à votre place.

Avant de parler de la motion dont la Chambre est saisie, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les habitants de Kingston et les Îles de m'avoir renvoyé ici encore une fois pour les représenter au Parlement. Je suis touché de l'énorme vague de soutien dont notre campagne a bénéficié ces derniers mois, et je m'acquitterai de cette responsabilité de la manière dont nous devrions tous le faire.

### *Travaux des subsides*

Je tiens à remercier très rapidement certaines des personnes clés qui ont joué un rôle dans ma campagne: Ann Parker et Kelly Banks en particulier, qui ont dirigé ma campagne à titre de coprésidentes; Nicole, qui s'est occupée de la coordination de notre campagne pour inciter les gens à aller voter, car il faut un certain type de personne pour accomplir ce travail, et elle y est parvenue avec brio; Shawn, qui a géré toutes nos activités de porte-à-porte; Ryan, mon agent officiel, qui a veillé à ce que nous respections notre budget et à ce que nous dépensions l'argent des Canadiens à bon escient; Jill, qui a passé énormément de temps au bureau de campagne; et Larry, mon collecteur de fonds, qui nous dira que sa meilleure journée de collecte de fonds est celle qui a suivi la visite de Pierre Poilievre dans notre circonscription, qui n'est pas passée inaperçue et qui a suscité un élan de générosité chez les gens au cours des 24 heures suivantes.

Je remercie les bénévoles qui se sont déplacés. C'était ma quatrième élection fédérale. Avant cela, j'ai participé à deux élections municipales. Je n'avais jamais vu autant de gens intéressés à faire du bénévolat et à participer à une campagne électorale. Ma conjointe et moi avons commencé à organiser des séances d'orientation pour les bénévoles en février, et le nombre de personnes qui sont venues prendre part à la campagne a été une véritable source d'inspiration. J'ai noué des liens incroyables et j'ai rencontré des gens formidables que je ne connaissais pas auparavant. Je leur suis très reconnaissant de leur contribution.

Cela me donne aussi l'occasion de mentionner rapidement les personnes extraordinaires qui travaillent dans mon bureau de circonscription: Ann, Molly, Macla, Jennifer, Ashleigh et Nicole. Comme tous les députés le savent, ce sont les membres du personnel de nos circonscriptions qui sont notre voix au sein de la collectivité. Il n'y a rien de plus gratifiant que de frapper à une porte pendant la campagne et d'entendre quelqu'un dire qu'Ann ou Jennifer, de mon bureau, a pu l'aider dans une situation particulière. C'est vraiment un sentiment incroyable que tous les députés de la Chambre connaissent, j'en suis convaincu.

Enfin, je tiens à remercier ma famille, notamment ma formidable épouse Vanessa, qui a participé à la campagne avec autant d'ardeur que tous les autres, non seulement en m'apportant un soutien immense, mais aussi en s'investissant pleinement dans nos activités et en assumant de nombreuses fonctions essentielles. Je tiens en outre à remercier nos enfants: Mason, notre aîné, Frankie, son cadet, et Vivian, notre benjamine. Comme c'est aujourd'hui l'anniversaire de Frankie, je lui souhaite un joyeux anniversaire. Il est né à la même date que mon père, et je leur souhaite à tous les deux un joyeux anniversaire.

Dans le même ordre d'idée, je remercie ma belle-mère, Fran, ainsi que mes parents, John et Assunta, qui m'ont toujours apporté un soutien sans faille. Mon père n'a jamais manqué une occasion de me rappeler combien de pancartes il avait placées pendant la campagne électorale. Je suis presque certain qu'au total, il en avait mis trois ou quatre fois plus que nous tous réunis. Quoi qu'il en soit, je les remercie chaleureusement de leur soutien.

Aujourd'hui, nous parlons de la motion de l'opposition. En particulier, après avoir lu une partie du préambule, je constate qu'il insiste sur le désir de l'opposition qu'un budget soit présenté avant la fin de la session dans deux semaines. Je trouve assez intéressant que cette proposition soit présentée, parce que je suis à peu près certain que, si l'on se réfère à l'histoire, aucun gouvernement n'a ja-

mais produit un budget entre le jour des élections et l'assermentation. Je ne pense pas que cela soit jamais arrivé.

En fait, si l'on remonte à Stephen Harper, qui était le dernier premier ministre à appartenir à un autre parti politique, quand il est arrivé au pouvoir, il lui a fallu trois mois avant de pouvoir déposer un budget. Par conséquent, il est extrêmement pertinent — et je suppose qu'un terme plus approprié serait extrêmement responsable — de veiller à ce que, quand le gouvernement présente un budget, il le fasse d'une manière qui reflète pleinement les besoins des Canadiens et après avoir mené les consultations appropriées.

• (1625)

Nous voulons nous assurer de bien faire les choses. Nous voulons proposer des mesures en tenant compte de l'avis des Canadiens. C'est pourquoi le premier ministre s'est engagé à faire cela à l'automne.

Je suis sûr que la défense sera prise en compte dans ce processus, compte tenu de l'annonce d'aujourd'hui. En ce qui concerne le budget, nous allons viser la cible de 2 % en matière de défense.

J'ai trouvé les échanges d'aujourd'hui à la Chambre des communes très intéressants. J'ai entendu le député de Selkirk—Interlake—Eastman reprocher au gouvernement de ne pas investir dans la défense. Il était secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale lorsque Stephen Harper a permis que nos investissements dans la défense nationale tombent sous la barre du 1 % du PIB pour la première fois de notre histoire. Le député de Selkirk—Interlake—Eastman, porte-parole en matière de défense, nous met au défi de respecter nos engagements envers l'OTAN et de déterminer comment nous pouvons investir et dépenser davantage en matière de défense nationale. Je trouve que c'est extrêmement fort de sa part, compte tenu de son expérience de député dans ce dossier en particulier, et de celle des conservateurs en général.

L'autre point que je voulais aborder, très brièvement, c'est le nombre de fois au cours de ce débat et du débat sur le discours du Trône que j'ai entendu les conservateurs dire que nous copions leurs idées. Quelqu'un a pris la parole tout à l'heure pendant que j'étais assis ici et a parlé de trois idées que nous leur avons volées. L'opposition devrait savoir que c'est son travail. Le travail des députés de l'opposition consiste à proposer des idées et à dire qu'ils pensent que, même si nous avons une idée, celle-là est encore meilleure.

Au lieu de se réjouir du fait que le gouvernement écoute l'opposition et intègre peut-être certaines de ses idées, l'opposition se demande comment le gouvernement a pu oser faire ce qu'elle allait faire. Je dirais à mes collègues du Parti conservateur que, comme le dit l'expression, l'imitation est la plus belle forme de flatterie. J'espère qu'ils seront flattés de savoir que nous aimons certaines de leurs idées. Ils ont de bonnes idées. Ce n'est certainement pas la première fois que je le dis à la Chambre.

Au demeurant, ce que je dirais à mes collègues conservateurs, c'est qu'ils auraient peut-être dû passer plus de temps à élaborer des politiques et à présenter des mesures concrètes au cours des deux dernières années, plutôt que de prendre la parole et de répéter sans cesse les mêmes slogans de trois mots. C'est là ce que nous avons entendu. Vous vous souvenez de « redressez le budget » et « abolissez la taxe »? Cela ne voulait rien dire, et les Canadiens n'étaient pas dupes de ces paroles.

Si leur critique consiste à nous demander comment nous osons reprendre leur idée et la présenter d'une manière qui trouve un écho auprès de la population, je ne sais pas quoi dire à ce sujet. Nous aimons les bonnes idées. Nous aimons les bonnes politiques. Nous chercherons toujours à améliorer les politiques que nous mettons en œuvre, parfois en collaborant avec les conservateurs. Nous savons tous que nous avons collaboré avec le NPD au cours de la dernière législature. Nous avons réussi à adopter des mesures législatives monumentales, des politiques telles que les soins dentaires, l'assurance-médicaments, les garderies à 10 \$ par jour et un programme national d'alimentation dans les écoles. Si nous pouvons continuer à investir dans ces programmes et à les soutenir pour qu'ils deviennent ce qu'ils devraient être, ce seront des mesures qui dureront longtemps.

Si les conservateurs veulent venir nous dire qu'ils ont eux aussi une idée, puis nous demander comment nous osons la leur voler, je leur suggère de se familiariser avec leur rôle à la Chambre. Leur rôle à la Chambre est de présenter leurs bonnes idées et d'inciter le gouvernement à améliorer divers projets de loi à l'aide des idées qu'ils ont en tête, et non de répéter ad nauseam des slogans de trois mots.

• (1630)

**Roman Baber (York-Centre, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir débattre avec mon collègue de Kingston et les Îles maintenant qu'il n'incarne pas son alter ego des réseaux sociaux.

Je me demande ce que cache le gouvernement libéral. Pourquoi ne présente-t-il pas un budget? Veut-il cacher le fait que toutes les recettes qu'il comptait générer grâce aux droits de douane ne se concrétiseront pas? Est-ce qu'il cache le fait que, l'année dernière, les diverses recettes qu'il prévoyait tirer des gains en capital ne se matérialiseront pas? Bien sûr, le gouvernement s'est ravisé là encore, car il s'agissait d'une très mauvaise idée. Est-ce tout autre chose, comme la volonté de réécrire les livres comptables pour dissimuler l'ampleur du déficit?

Pourquoi le gouvernement libéral ne présente-t-il pas de budget? Que cache-t-il?

**L'hon. Mark Gerretsen:** Monsieur le Président, le député n'est peut-être pas sur Twitter, mais il propage certainement les mêmes théories du complot qu'il propageait sur cette plateforme. La réalité, c'est que la préparation d'un budget prend du temps. Je lui pose la question suivante: pourquoi a-t-il fallu trois mois à Stephen Harper pour déposer un budget? La réalité, c'est que le Parlement a repris ses travaux dans un temps record après les dernières élections et que nous déposerons un budget à l'automne, comme l'a dit le premier ministre.

Le député essaie simplement de déformer les faits afin de pouvoir dire que nous cachons quelque chose. Non, aussi incroyable que cela puisse paraître, tout ne vise pas à cacher quelque chose, bien que ce soit ce que les conservateurs veulent nous faire croire. Parfois, on cherche simplement à être prudent et à faire ce qui s'impose avant de présenter un projet de loi.

• (1635)

[Français]

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection. D'ailleurs, dans une autre vie, il a été mon propre conseiller municipal.

### Travaux des subsides

Cela étant dit, mon collègue avance l'argument qu'il n'est pas du tout coutumier de voir un gouvernement se faire élire, ouvrir une législature et déposer tout de suite un budget. Il a peut-être raison en ce qui concerne un budget entier, mais il est de coutume de déposer un énoncé économique. Il est de coutume de donner de l'information à la Chambre.

Je le vois écrire sur sa feuille, il va dire que j'ai tort. Supposons que je n'ai pas raison; il n'y a tout de même pas beaucoup d'exemples de gouvernements qui ouvrent la Chambre, qui ne font pas de budget, mais qui, sans présenter de budget, viennent dépenser 26 milliards de dollars en baisses d'impôts, 38 milliards de dollars en crédits supplémentaires et 9 milliards de dollars en défense.

Ainsi, c'est l'ensemble de la situation qui est anormale, tout comme l'absence de budget, l'absence d'énoncé économique et l'orgie de dépenses que le gouvernement nous propose ici, sans que nous puissions faire notre travail de parlementaires.

En ce moment, la Chambre demande un budget, et le premier geste d'un premier ministre qui vient d'arriver est de manquer profondément de respect envers une demande de la Chambre.

[Traduction]

**L'hon. Mark Gerretsen:** Monsieur le Président, bien que le député ait vécu à Kingston, je n'ai malheureusement pas eu l'occasion de le représenter en tant que conseiller municipal. Il vivait dans le quartier de Sydenham, alors que je représentais Portsmouth, mais je m'éloigne du sujet.

La réalité, c'est que cela prend du temps. Dans sa question, il a dit que ce n'était pas la façon de faire habituelle. Je n'ai rien dit à ce sujet. Tout ce que je dis, c'est qu'il faut du temps pour présenter un budget en bonne et due forme, parce que nous voulons être rigoureux. Nous voulons nous assurer de tenir compte des souhaits des Canadiens et de mener des consultations adéquates au préalable.

En ce qui concerne les états ou les documents financiers, nous avons déposé le budget des dépenses. S'il n'en était pas satisfait, il aurait pu voter contre, mais il a choisi de ne pas le faire. Jeudi dernier, il a voté en faveur de ces dépenses. Par conséquent, en votant en faveur des fonds que le gouvernement entend dépenser, il a *de facto* exprimé sa confiance dans le gouvernement, et je tiens à le remercier de l'avoir fait.

**Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.):** Monsieur le Président, mon collègue a parlé de la défense, au sujet de laquelle nous avons fait une annonce importante. Comme tout le monde le sait, il a fallu attendre de nombreuses années pour une telle annonce, et nous atteindrons maintenant notre objectif de 2 % du PIB plusieurs années d'avance. Je crois que le Collège militaire royal se trouve dans la circonscription du député. Ma circonscription, Sackville—Bedford—Preston, sur la côte Est, compte de nombreuses familles de militaires et de nombreux anciens combattants, qui sont vraiment heureux de l'annonce d'aujourd'hui.

Je me demande si le député peut nous dire quelles seront, selon lui, les répercussions de cette annonce sur les militaires de sa circonscription et de tout le pays.

### *Travaux des subsides*

**L'hon. Mark Gerretsen:** Monsieur le Président, nos forces armées ont attendu ces investissements bien assez longtemps. J'ai expliqué plus tôt qu'avant notre arrivée au pouvoir, en 2015, Stephen Harper avait réduit les dépenses militaires à 0,97 % du PIB. Maintenant, nous avons un plan. Comme nous l'avons annoncé aujourd'hui, nos dépenses militaires atteindront 2 % du PIB d'ici mars prochain. Il s'agit d'une annonce importante, non seulement pour de nombreuses collectivités, mais aussi pour le Canada dans son ensemble. Je suis très heureux de cette annonce faite aujourd'hui.

**Kelly DeRidder Kitchener-Centre, CPP):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest.

Je vais aujourd'hui présenter à la Chambre quelques chiffres récents tirés de l'indice des prix à la consommation, qui est la principale mesure de l'inflation au Canada. Très franchement, ils sont stupéfiants. En avril, le prix des denrées alimentaires achetées en magasin a augmenté de 3,8 %. Cela fait trois mois d'affilée que le prix des produits alimentaires augmente plus rapidement que le coût de la vie en général. Les principales denrées ayant contribué à cette augmentation sont les suivantes: la viande bovine fraîche ou congelée, en hausse de 16,2 %; le café et le thé, en hausse de 13,4 %; le sucre et les confiseries, en hausse de 8,6 %; et les légumes frais, en hausse de 3,7 %. Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques. Ils représentent les difficultés réelles auxquelles sont confrontés les Canadiens qui tentent de mettre de la nourriture sur leur table.

Examinons les choses de plus près. Le prix du bœuf haché a atteint 14,17 \$ le kilogramme. Le prix des tomates est passé à 4,69 \$ le kilogramme. Deux kilogrammes de riz blanc coûtent maintenant 9,82 \$. Êtes-vous prêts à entendre ces chiffres? Un paquet de bacon coûte 6,85 \$. Prenons les produits de première nécessité: deux litres de lait coûtent 5,38 \$, un pain blanc coûte 3,48 \$ et le lait maternisé coûte maintenant 48,24 \$. Pour les mères qui ne peuvent pas allaiter, que ce soit pour des raisons médicales, physiques ou personnelles, ce n'est pas un choix. C'est une nécessité. À près de 50 \$ la boîte, comment le Canadien moyen est-il censé payer les aliments de base dont son bébé a besoin pour grandir et se développer?

Pour de nombreuses familles canadiennes, l'épicerie est devenue plus qu'une simple course; c'est devenu un jeu de stratégie où les enjeux sont réels. Les parents sont maintenant obligés d'avoir recours à des tactiques pour joindre les deux bouts, de chercher les étiquettes de rabais, de planifier leurs visites en fonction des promotions et de compter sur les étagères de produits à consommer rapidement où la fraîcheur des aliments est, au mieux, discutable. Ce ne sont pas seulement des habitudes pour dépenser moins. Ce sont des stratégies de survie, et elles en disent long sur l'augmentation du coût de la vie.

J'aimerais donner un exemple que beaucoup considéreraient comme un dîner modeste et abordable, du spaghetti à la viande avec une salade: une livre de bœuf, 4,72 \$; deux boîtes de tomates, 4,22 \$; deux oignons, 2 \$; du lait pour la famille, 5,38 \$; de la sauce pour pâtes, 3,22 \$; une laitue iceberg, 3,07 \$; de la vinaigrette, 3,29 \$; et des nouilles, deux paquets, 3,94 \$. Cela fait un total de 29,84 \$ pour un seul souper. Maintenant, on peut multiplier cela par 30 jours. Cela représente 895,20 \$ pour manger le même repas de base tous les soirs pendant 30 jours, sans petit-déjeuner, sans déjeuner, sans collations, sans fruits, sans œufs, sans pain, sans produits de nettoyage et sans articles de toilette. Ce n'est qu'un dîner. Il n'est pas étonnant que de plus en plus de familles tombent sous le seuil de pauvreté.

Je me suis récemment entretenue avec des gens de l'organisme Extend-A-Family, à Kitchener, qui a accompli un travail extraordinaire auprès d'enfants et d'adultes handicapés. Ils m'ont confié que, même après avoir obtenu le crédit d'impôt pour personnes handicapées, celles-ci ont encore du mal à subvenir à leurs besoins fondamentaux. Chaque mois, elles ont du mal à payer les choses essentielles comme la nourriture, le logement et le transport. Il n'y en a tout simplement pas assez. Nous devons faire mieux.

Je soulève cette question parce qu'il nous faut un plan pour les Canadiens. Pour le gouvernement, planifier n'est pas une option, c'est une responsabilité. Au cœur de tout plan véritable se trouve un budget. Comment une famille, une entreprise ou un gouvernement peut-il prendre des décisions financières judicieuses sans budget? La réponse est simple: on ne peut pas.

Sans budget, il n'y a pas de feuille de route, pas de moyen pour allouer les ressources, préparer l'avenir et voir à ce que les plus vulnérables d'entre nous ne soient pas laissés pour compte. Certains demanderont: « Pourquoi devrais-je me soucier du fait que le gouvernement dépose ou non un budget? En quoi cela affecte-t-il ma vie? » Voici pourquoi: le budget fédéral est le plan financier du Canada. Il décrit comment le gouvernement prévoit de dépenser, investir et gérer les fonds publics afin de soutenir l'économie et la population.

• (1640)

La présentation d'un budget revêt une grande importance. Voici pourquoi: le budget aide à orienter l'économie pour ce qui est de financer les infrastructures, les emplois et l'innovation, ce qui jette les bases d'une croissance sur le long terme. Il détermine le soutien accordé aux services sociaux, que les Canadiens utilisent au quotidien. Par ailleurs, le budget sert à établir des politiques fiscales et la manière de percevoir et de redistribuer les recettes. Il a une incidence sur ce que les Canadiens paient et, par conséquent, sur ce qu'ils reçoivent en retour. Il gère notre dette nationale et assure la stabilité financière pour les générations futures. Au cœur de la discussion d'aujourd'hui, il est question du coût de la vie et de l'abordabilité. Le budget s'attaque à l'inflation, il se penche sur l'abordabilité du logement et les dépenses quotidiennes, des problèmes qui frappent les Canadiens plus durement que jamais. Par conséquent, oui, en effet, la présentation d'un budget est importante. Il ne s'agit pas simplement d'un document, mais du reflet de nos priorités, de nos valeurs, et de notre engagement envers nos concitoyens.

Il est toujours difficile de composer avec l'incertitude financière, mais lorsque les plans du gouvernement demeurent flous, cela devient presque impossible. L'absence d'un budget clair et structuré a créé un sentiment d'incertitude chez les particuliers, les familles et les entreprises dans l'ensemble du pays. Sans feuille de route financière, impossible de bénéficier de la stabilité et de l'orientation nécessaires pour soutenir efficacement la population canadienne. Un budget bien défini ne se limite pas à l'allocation de fonds; il assure la transparence et la responsabilité financière, et permet aux Canadiens de planifier leur avenir financier en toute confiance.

Alors que l'inflation continue de faire grimper le coût de la vie, il nous faut plus que de vagues promesses. Nous avons besoin de mesures concrètes. Nous avons besoin d'un budget qui s'attaque de front aux défis économiques et qui apporte une aide réelle aux ménages les plus en difficulté. Le Canada connaît actuellement une crise du coût de la vie. Selon Equifax Canada, environ 50 % des Canadiens vivent d'un chèque de paie à l'autre. Cette année, les Canadiens consacreront près de 17 000 \$ à l'alimentation, soit 800 \$ de plus que l'an dernier. Autant dire qu'ils ont déjà perdu le bénéfice de leur baisse d'impôt. Chaque mois, deux millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. Les réseaux sociaux débordent de vidéos de personnes en pleurs qui ont du mal à joindre les deux bouts. Selon les dernières données de Statistique Canada, un peu plus de 106 000 personnes ont quitté le pays en 2024, un record en près de 60 ans.

Le gouvernement libéral va-t-il enfin écouter les voix des Canadiens, ces voix qui ont été relayées dans cette Chambre lors de votes, et présenter un budget détaillé ce printemps, un budget qui présente des plans clairs pour la reprise économique, l'abordabilité et la stabilité financière à long terme?

Les Canadiens ne demandent pas l'impossible. Ils veulent de la clarté, du leadership et la certitude que le gouvernement a un plan. Ils méritent de connaître la direction que prend le pays et les moyens déployés pour y parvenir. Quand le gouvernement libéral rendra-t-il des comptes aux Canadiens et présentera-t-il un budget? Le fera-t-il ce printemps?

• (1645)

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais reparler du plan sur les 100 premiers jours au pouvoir des conservateurs. Pierre Poilievre en a parlé pendant la campagne électorale. Nulle part dans ce plan il ne s'est engagé à présenter un budget. Parmi les gens qui suivent le débat d'aujourd'hui, beaucoup détectent sans doute une touche d'hypocrisie. Pierre Poilievre soutient aujourd'hui que nous devrions avoir un budget, mais lui-même n'était pas prêt à en présenter un dans ses 100 premiers jours au pouvoir.

Le premier ministre s'est montré proactif dans le dossier de l'abordabilité, et la preuve en est le projet de loi C-4. La députée appuiera-t-elle le projet de loi C-4 et recommandera-t-elle à son caucus de l'adopter d'ici la fin de juin afin que les Canadiens puissent profiter de l'allègement fiscal qu'il contient dès le 1<sup>er</sup> juillet?

**Kelly DeRidder:** Monsieur le Président, l'inflation et l'insécurité alimentaire représentent des problèmes pressants pour les habitants de Kitchener. En 2024, 1 ménage sur 8 dans la région de Waterloo avait du mal à se nourrir. Les banques alimentaires de la région tirent la sonnette d'alarme et nous disent que l'insécurité alimentaire atteint des sommets inédits. Le nombre de personnes qui s'adressent à elles pour obtenir de l'aide alimentaire a augmenté de 25 %.

Quand les libéraux vont-ils présenter un vrai budget et mettre fin aux dépenses inflationnistes qui ont causé la crise actuelle du coût de la vie?

[Français]

**Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, on est devant un banquier devenu premier ministre, lorsqu'on le talonne à propos de son manque de transparence, dit que c'est assez, qu'il connaît la question, qu'il ne serait pas en politique s'il n'y avait

### Travaux des subsides

pas de crise et qu'il va faire ce qu'il faut pour que l'ensemble des travailleurs et des familles puissent traverser cette crise.

Or, la situation est anormale. Nous en convenons. Il eût été pertinent que nous puissions avoir au moins un énoncé économique qui nous permette de comprendre comment nous pouvons réduire les impôts et atteindre l'équilibre budgétaire en trois ans, tout en aidant les entreprises, les familles et les travailleurs sans avoir les revenus des droits imposés en représailles.

C'est une baguette magique. Est-ce qu'elle connaît la baguette magique du banquier premier ministre?

• (1650)

[Traduction]

**Kelly DeRidder:** Monsieur le Président, je conviens qu'il s'agit d'une crise. Les enfants de Kitchener sont de plus en plus touchés par l'insécurité alimentaire. En effet, 14 418 d'entre eux ont eu recours à la banque alimentaire au cours du dernier trimestre de 2024. Tous les enfants du Canada ont le droit fondamental de grandir sans souffrir de la faim. La nourriture n'est pas un privilège, c'est une nécessité. Un budget national transparent et bien financé doit refléter cette priorité et présenter des plans d'action clairs pour éliminer l'insécurité alimentaire et soutenir les familles partout au pays.

Le gouvernement libéral présentera-t-il un budget ce printemps?

**Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC):** Monsieur le Président, la députée a mentionné à plusieurs reprises le désespoir et la faim qui règnent actuellement. Ma fille vit à Calgary et fait partie de groupes sur les réseaux sociaux comme Moms and Tots, au sein desquels des mères cherchent quelqu'un qui pourrait leur donner du lait maternisé ou des couches pour aider leurs enfants à passer la semaine jusqu'à ce qu'elles reçoivent leur prochain chèque. Voilà à quel point la situation s'est détériorée sous le gouvernement libéral. Les gens n'ont plus les moyens d'élever leurs enfants.

Nous avons un gouvernement qui ne présente pas de budget pour montrer comment il compte s'y prendre pour régler ces problèmes. Les organismes sans but lucratif doivent présenter un budget équilibré, sinon ils ne survivent pas longtemps. Mes antécédents sont liés aux organismes sans but lucratif. Le député estime-t-il qu'il serait approprié qu'un gouvernement qui réglemente les organismes sans but lucratif soit tenu de respecter les mêmes normes et de présenter un budget en temps opportun?

**Kelly DeRidder:** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. L'autre jour, j'ai eu une discussion avec une personne qui a été forcée de remettre des articles sur les tablettes à l'épicerie parce qu'elle devait acheter du lait maternisé, alors ce sont les autres enfants de la famille qui ont dû se priver pour que le bébé puisse avoir une alimentation adéquate. Nous sommes en pleine crise. De nombreux ménages comptent sur des revenus de travail, mais ceux-ci ne suffisent plus pour payer l'épicerie.

Quand les libéraux assumeront-ils leurs responsabilités et feront-ils preuve de transparence face à la population de Kitchener-Centre et du Canada en présentant un budget? Le feront-ils dès ce printemps?

**Helena Konanz (Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des habitants de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest au sujet de la motion présentée par le député de Calgary-Est.

### Travaux des subsides

Comme je l'ai déjà mentionné à la Chambre, pendant la campagne électorale, le prix des aliments était le principal sujet de conversation des familles de ma région. En faisant du porte-à-porte, une conversation m'a frappé. Une jeune mère m'a ouvert, accompagnée de ses deux jeunes enfants, en se demandant qui pouvait bien cogner chez elle un samedi matin. Quand je lui ai demandé ce qui la préoccupait le plus, elle n'a pas hésité: la montée en flèche du coût des aliments. Le même jour, je l'ai croisée à l'épicerie. Elle a voulu m'expliquer qu'au cours de la dernière année, la hausse des prix avait fait en sorte que les fruits frais, les légumes et la viande ne faisaient plus partie de son budget. Même si, à ce stade, elle pouvait encore se permettre d'acheter des articles peu coûteux comme des pâtes, des repas en boîte et des céréales transformées, elle savait, en tant que professionnelle de la santé, que nourrir ses enfants de cette façon pourrait avoir des conséquences à long terme sur leur santé.

Nous risquons d'élever une génération d'enfants qui, sans que ce soit de leur faute, adopteront un mode de vie menant à l'obésité, au diabète et aux maladies cardiaques. De nombreuses familles, si elles n'ont pas encore recours aux banques alimentaires, sont contraintes de faire des choix malsains pour s'en sortir. Le renoncement aux produits frais et les achats dans les magasins à un dollar sont de plus en plus courants. Si nous n'agissons pas, le coût pour notre système de santé et pour notre bien-être collectif sera considérable.

Le rapport préparé par les banques alimentaires de Colombie-Britannique pour 2024 a révélé que le taux d'insécurité alimentaire avait presque doublé depuis 2019. Il indique également que, depuis 2019, le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires a augmenté de 32 %. Pire encore, ces augmentations ne sont pas des visites uniques, de nombreux Britanno-Colombiens faisant appel aux services des banques alimentaires plusieurs fois par mois. C'est une preuve supplémentaire de l'aggravation de la dépendance des gens aux banques alimentaires rien que pour pouvoir se permettre de déjeuner, de dîner et de souper. Trente et un pour cent de tous les utilisateurs de banques alimentaires en Colombie-Britannique sont des enfants, et 11 % sont des aînés. De nombreuses banques alimentaires tentent de servir davantage de clients avec moins de ressources.

Le rapport de 2024 est très clair quant aux causes:

L'augmentation du taux d'insécurité alimentaire en Colombie-Britannique peut être attribuée aux récents changements suivants:

- Forte hausse de l'inflation
- Hausse rapide des taux d'intérêt
- Pénurie de logements [...]
- Perte des mesures d'aide au revenu [...] et [...] de mesures ponctuelles pour alléger le coût de la vie
- Croissance démographique importante et rapide en l'absence d'infrastructures sociales
- Ralentissement de l'activité économique et augmentation du taux de chômage [...]

Tout cela relève est du ressort du gouvernement libéral fédéral et, dans bien des cas, ce sont des catastrophes que les libéraux ont passé des années à nier. C'est une liste des échecs des libéraux.

Cependant, comme la motion d'aujourd'hui porte principalement sur l'inflation du prix des aliments, je tiens également à citer la banque alimentaire de l'Armée du Salut de Penticton, ma ville, qui indique dans un rapport que depuis la fin de la pandémie, l'inflation est le principal facteur responsable de l'augmentation de 40 % du

nombre de visites. « Nous voyons davantage de propriétaires et de personnes qui étaient sorties de la pauvreté y retomber. »

Les collectivités de ma région et les Canadiens de tout le pays attendent du Parlement qu'il s'attaque à la hausse des prix des produits alimentaires en utilisant tous les outils à sa disposition, notamment en luttant contre les pressions inflationnistes causées par une décennie de dépenses inconsidérées par le gouvernement libéral.

● (1655)

Depuis le début de la législature, on nous répète sans cesse que ce sera un nouveau gouvernement, mais comment peut-on faire confiance aux ministres qui tentent de régler le problème de la montée des prix à l'épicerie alors qu'ils n'y arrivent pas depuis des années? D'ailleurs, l'actuel ministre des Finances était ministre libéral de l'Industrie quand il a déclaré que le Canada s'était entendu avec les cinq géants canadiens de l'alimentation pour qu'ils agissent afin de stabiliser le prix des aliments avant l'Action de grâce. Je parle de l'Action de grâce de 2023. Le cabinet du ministre avait alors affirmé que, « [...] au cours des jours et des semaines à venir [l]es Canadiens peuvent donc s'attendre à des mesures comme des rabais considérables visant une sélection de produits alimentaires clés qui constituent les achats les plus importants pour la majorité des foyers [...] ». Le cabinet du ministre avait aussi ajouté ceci: « En l'absence des résultats souhaités, le gouvernement prendra des mesures additionnelles pour stabiliser le prix des aliments, et ainsi répondre aux attentes des Canadiens. »

Eh bien, ces déclarations ont été faites il y a maintenant 20 mois. Voyons voir où en sont les chiffres. En 2023, le Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de l'Université Dalhousie a préparé un rapport sur les prix, qui estimait qu'une famille moyenne de quatre devait consacrer 15 595 \$ à l'épicerie. En 2025, ce montant atteint maintenant 16 834 \$. Les Canadiens doivent éponger une augmentation de 1 239 \$ par année depuis que le ministre des Finances a affirmé, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, qu'il allait stabiliser les prix à l'épicerie.

La plupart des Canadiens n'obtiennent pas de promotion s'ils échouent dans leur travail. Apparemment, cette règle ne s'applique pas aux ministres libéraux. Cinq mois après le début de l'année 2025, l'inflation alimentaire a grimpé en flèche, bien au-dessus du taux d'inflation normal. Le prix du bœuf a augmenté de 12 % à 33 %, celui du porc et des poitrines de poulet de près de 6 %, celui des oranges de 26 %, celui des pommes de 18 %, celui du riz de 14 % et celui du lait maternisé de 9 %. Il ne s'agit pas de produits de luxe, mais de denrées de base dont les parents ont besoin pour nourrir correctement leurs enfants, sans quoi nous courons le risque que les générations futures adoptent des habitudes alimentaires malsaines et développent de graves problèmes de santé. Cela aura aussi pour effet de plonger de nombreux Canadiens dans la pauvreté.

Les ministres libéraux vont imputer ces hausses aux droits de douane américains, mais les prix des denrées alimentaires en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni restent bien inférieurs aux nôtres, alors que ces pays sont tous soumis à la même menace. Pour pouvoir contrer l'inflation fabriquée au Canada, les Canadiens doivent d'abord voir la ventilation complète du demi-billion de dollars supplémentaires en dépenses dans le budget des libéraux, puis la comparer aux recettes perçues. Ces nouvelles dépenses constituent déjà la première promesse non tenue du gouvernement libéral, puisqu'elles accroissent les dépenses de 8 %, alors que le premier ministre avait promis de les plafonner à 2 %.

À défaut de ventilation complète des dépenses fédérales, les députés risquent d'alimenter l'inflation et de faire augmenter davantage le prix du panier d'épicerie des Canadiens. Le premier ministre a dit qu'il devrait rendre des comptes en fonction des prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Tous les députés libéraux ont appuyé le discours du Trône, qui, grâce à un amendement conservateur qui a été appuyé par mes collègues du Bloc et du NPD, demandait la présentation d'un budget avant l'ajournement de la Chambre pour l'été. Nous espérons sincèrement qu'il ne s'agit pas d'une énième promesse que les libéraux n'ont pas l'intention de tenir.

● (1700)

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter la députée d'en face de son élection et de son arrivée à la Chambre des communes.

Je l'ai entendue parler des difficultés que vivent beaucoup de Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Dans le passé, ses collègues ont voté contre les prestations qui aident les enfants de tout le pays, comme la Prestation fiscale pour enfants, et la mise en place de programmes d'alimentation dans nos écoles. Ils ont aussi voté contre les soins dentaires pour les aînés et les enfants. Dans ma circonscription, 9 000 personnes ont pu avoir recours à des soins dentaires.

La députée d'en face peut-elle nous dire si elle a l'intention d'appuyer des mesures qui permettent aux familles canadiennes d'avoir plus d'argent pour la nourriture à l'épicerie et d'autres nécessités dont elles ont besoin pour survivre? On dirait que ce sont des choses qui lui tiennent vraiment à cœur. J'aimerais savoir si elle compte appuyer ces mesures.

**Helena Konanz:** Monsieur le Président, un budget, c'est important pour tout le monde dans ce pays. Les ménages ont besoin de préparer un budget. Les entreprises ont besoin de préparer un budget. Les administrations locales sont obligées de préparer un budget. En Colombie-Britannique, la Charte des communautés oblige les administrations locales à préparer un budget en cours d'année et à le déposer avant le printemps.

En tant que députés fédéraux, nous devons donner l'exemple. Je pense que personne à la Chambre des communes ne croit que les administrations locales ne devraient pas déposer de budgets. Nous devons agir en citoyens responsables, car c'est l'argent des mêmes contribuables qui est dépensé par les administrations locales et le gouvernement fédéral.

[Français]

**Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que ma collègue penserait si je lui proposais d'investir ses économies dans une banque dont le président a dépensé des centaines de millions de dollars sans jamais faire de

### *Travaux des subsides*

prévisions budgétaires, sans jamais vérifier s'il avait les fonds nécessaires pour payer ces dépenses, qui sont par ailleurs de belles dépenses, des dépenses qui font plaisir. Si je disais à ma collègue d'investir ses économies dans cette banque qui engage des dépenses pour nous faire plaisir, qu'est-ce qu'elle en penserait?

Est-ce que ma collègue accepterait de confier ses économies à une banque qui fait des dépenses extraordinaires sans avoir vérifié si elle avait les fonds nécessaires pour les faire?

● (1705)

[Traduction]

**Helena Konanz:** Oui, monsieur le Président, il serait très difficile d'investir de l'argent dans n'importe quel type d'entreprise, et encore moins dans une banque, si elle ne disposait pas de budget.

Cependant, je veux revenir sur les jeunes familles à qui nous avons parlé en faisant du porte-à-porte. Comment vont-elles gérer leurs propres budgets alors que, depuis le début de 2025, le prix du bœuf a augmenté de 33 %, celui du porc et du poulet de près de 6 %, celui des oranges de 26 %, celui des pommes de 18 %, celui du riz de 14 % et celui du lait maternisé de 9 %? Que dois-je dire à ces familles qui travaillent fort pour respecter leur budget et ne pas devoir se tourner vers les banques alimentaires? Que dois-je leur dire pour expliquer pourquoi leur propre gouvernement n'est pas capable de tenir un budget?

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, le dernier budget fédéral remontera à 18 mois. Nous nous souvenons tous du fiasco qui a eu lieu lors de la présentation au Parlement de l'énoncé économique de l'automne.

La députée ne convient-elle pas que le moment est venu de présenter un budget afin que les Canadiens puissent voir les chiffres de façon ouverte et transparente? Bien sûr, à l'automne, nous savions que les libéraux avaient fait fi de leur garde-fou budgétaire et que le déficit s'élevait à 60 milliards de dollars. La députée estime-t-elle comme moi — sentiment peut-être un peu cynique — que les libéraux tentent en fait de trafiquer les livres et de cacher les chiffres aux Canadiens?

**Helena Konanz:** Monsieur le Président, j'ose espérer que le gouvernement n'est pas en train de cacher des choses ni ne manigance quelque escroquerie que ce soit, mais pourquoi refuse-t-il de présenter un budget alors que tous les autres partis représentés à la Chambre ont appuyé à l'unanimité une motion lui demandant de déposer un budget avant l'été?

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je suis toujours heureux de prendre la parole au sujet d'une motion de l'opposition. Je sais que je ne suis pas censé chahuter, mais c'était plus fort que moi. C'était l'un de ces moments où les députés d'en face s'imaginent un grand complot, cette fois-ci pour expliquer l'absence de budget. Ils inventent toutes sortes de raisons étranges pour faire peur aux Canadiens, comme s'il y avait quoi que ce soit d'anormal.

### *Travaux des subsides*

Mettons les choses au clair. Parlons du sujet préféré des conservateurs: le budget. J'aimerais que mes collègues conservateurs réfléchissent à la récente campagne électorale de Pierre Poilievre. Ils se souviendront sans doute que celui-ci avait un plan d'action pour les 100 premiers jours de son éventuel mandat de premier ministre, dans lequel il décrivait les mesures qu'il allait prendre. Or, ce plan ne prévoyait pas la présentation d'un budget. Pierre Poilievre n'avait nullement l'intention de présenter un budget dans les 100 premiers jours de son éventuel mandat. Les élections ont eu lieu le 28 avril; cela ne fait pas si longtemps que cela.

**Une voix:** Ça sent le complot.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, voilà que les conservateurs ressortent leurs théories conspirationnistes. Peu de temps s'est écoulé depuis le 28 avril, et nous devons respecter le fait qu'il faut du temps pour rédiger et préparer un budget fidèle à une plateforme électorale. Après tout, nous avons un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement, ce qui veut dire que de très nombreuses nouvelles initiatives doivent être incluses dans le budget.

Il y a d'autres choses qui se passent, pas seulement ici au Canada, mais dans l'économie nord-américaine en général. Le président Trump, les droits de douane et les échanges commerciaux en sont des exemples, mais il y en a d'autres. Selon moi, le fait que nous ayons un nouveau premier ministre signifie qu'il faut du temps avant de pouvoir présenter un budget aux Canadiens, ce que nous avons promis de faire cet automne. On me dit que Brian Mulroney a mis près de 300 jours avant de présenter un budget quand il est devenu premier ministre. Stephen Harper a été élu premier ministre en février, mais il a présenté son budget en mai.

Les conservateurs auront beau brandir leurs théories conspirationnistes pour expliquer pourquoi il n'y a pas de budget, les Canadiens ne seront pas dupes, j'en suis convaincu. Ils savent qu'il faut du temps pour concocter un budget national prévoyant des dépenses se chiffrant en milliards de dollars. J'ai été encouragé par le vote sur la motion des voies et moyens de la semaine dernière, car on y disait en quelque sorte où l'argent serait dépensé.

Les députés auront peut-être du mal à le croire, mais les conservateurs ont d'ailleurs appuyé la motion des voies et moyens. Oui, le vote a été unanime. Tous les députés ont voté pour. Les conservateurs ont voté en faveur du budget des dépenses du gouvernement. Ils reconnaissent que certaines choses ne découlent pas seulement des élections, mais aussi de ce qui se produit partout dans le monde, en particulier aux États-Unis. Étant donné que d'autres premiers ministres ont mis entre plusieurs mois et 100 jours pour présenter leur budget, que Pierre Poilievre ne s'était même pas engagé à présenter un budget et que Brian Mulroney a mis 300 jours, je ne pense pas qu'il soit excessif de demander à ce que l'on se montre raisonnable en reconnaissant qu'il sera préférable de présenter le budget à la Chambre lorsque nous aurons eu le temps de tenir compte du programme électoral, entre autres initiatives.

Dans la foulée des élections, le gouvernement s'est beaucoup concentré sur plusieurs enjeux, dont celui du coût de la vie. C'est un vrai problème, un problème tangible. Nous le savons tous. Nous avons tous fait du porte-à-porte.

• (1710)

Les conservateurs n'ont pas besoin de nous dire à quel point les temps sont durs pour les Canadiens. Nous en sommes pleinement conscients. Le premier ministre le sait. C'est pour cette raison que

sa toute première initiative a été d'annoncer qu'il accorderait un allègement fiscal à 22 millions de Canadiens. C'est ainsi qu'il reconnaît le problème du coût de la vie.

Les conservateurs, eux, ont tataouiné. Ils ne savaient pas quoi décider car après tout, en 2015, ils avaient voté contre une mesure semblable. Puis, ils se sont rendu compte qu'ils devaient tirer une leçon de cette expérience et qu'ils devaient voter en faveur de l'allègement fiscal cette fois-ci. Je leur en suis reconnaissant. Sérieusement, je pense que c'est merveilleux.

Le gouvernement a présenté d'autres initiatives, mais avant de passer à un autre sujet, les députés doivent savoir que le coût de la vie ne se limite pas à un allègement fiscal. Pensons à tout ce que le premier ministre a résolument confirmé le maintien, comme les garderies, qui ont une incidence très positive dans toutes les régions du pays. Nous savons, d'après l'exemple du Québec, qui a été un pionnier pour le reste du Canada en mettant en place son programme de garderies, qu'il y aura une plus grande participation au marché du travail, en particulier chez les femmes. Nous en avons vu les avantages.

Les conservateurs soutiendront qu'ils n'appuient pas ce genre de mesure liée au coût de la vie. D'ailleurs, ils ont déjà dit qu'ils allaient tout déchirer. Il y a pourtant un argumentaire solide que je veux faire valoir, à savoir qu'il est dans l'intérêt du Canada de continuer à financer ce programme, car il accroît la main-d'œuvre, sans parler de ses avantages collectifs pour les Canadiens. Il permet à de nombreuses personnes d'économiser littéralement des milliers de dollars.

Les uns après les autres, les conservateurs parlent, à juste titre, de l'inflation. Je suis très préoccupé par l'inflation, tout comme le premier ministre et l'ensemble de mes collègues. Si nous nous comparons, nous ne sommes peut-être pas les meilleurs, mais par rapport aux pays du G20 ces dernières années, le Canada s'en tire plutôt bien. Nous avons mis en place certaines initiatives pour améliorer encore plus la situation, en particulier en protégeant le prix de certains aliments.

Je pense entre autres aux modifications qui ont été apportées à la Loi sur la concurrence. L'instabilité du prix des aliments a été un facteur déterminant dans la décision de modifier cette loi. L'un des arguments avancés à l'époque, c'est que nous avons besoin de plus de concurrence au Canada parce qu'il n'y a que cinq grandes chaînes d'épicerie. Nous estimions qu'il fallait davantage de concurrence. Il y a déjà eu six grandes chaînes. Shoppers Drug Mart offrait une bonne gamme de produits alimentaires, mais elle a été avalée par Loblaws. Fait intéressant, Pierre Poilievre faisait partie du gouvernement qui a autorisé cette transaction. Nous avons pour notre part présenté un projet de loi dans le but d'assainir la concurrence parce que nous pensons que le jeu de la concurrence a des effets sur l'approvisionnement alimentaire. C'est une initiative très positive.

Il a fallu du temps pour mettre en place le Code de conduite pour le secteur des produits d'épicerie, mais c'est chose faite et c'est une première. Il est en cours de mise en œuvre, mais beaucoup d'efforts ont été déployés dans ce sens. Le premier ministre en reconnaît la véritable valeur et l'a intégré dans un ensemble de mesures visant à garantir que les consommateurs ne sont pas exploités.

• (1715)

Le dossier de l'alimentation est très important. Nous devons reconnaître qu'il existe certains facteurs, certains aspects qui ont une incidence sur le coût des denrées alimentaires et qui échappent au contrôle du gouvernement. Le climat est l'un de ces facteurs. J'estime en outre que nous devons tenir compte de l'ensemble de la chaîne de production, ainsi que de l'offre et de la demande. Nous aimerions tous que le prix des produits alimentaires diminue, mais en période d'instabilité, nous devons nous pencher sur ce que le gouvernement peut faire pour s'assurer d'aider les gens à se procurer de la nourriture. Le Programme national d'alimentation scolaire est un moyen d'assurer que les enfants canadiens ont accès à des aliments nutritifs à l'école. Encore une fois, nous considérons qu'il s'agit d'un programme très efficace et très bénéfique sur le plan de la santé, et nous sommes d'avis qu'il est important d'en poursuivre la mise en œuvre.

Nous avons tous la possibilité d'examiner la situation dans les circonscriptions que nous représentons et de discuter des mesures qui pourraient changer la donne. Je pense à la question du logement, qui préoccupe beaucoup les Canadiens. J'ai parlé du programme Maisons Canada, qui va créer des emplois pour les Canadiens et qui va miser sur la technologie canadienne. Il va occuper beaucoup de travailleurs canadiens. Grâce à l'augmentation du nombre de logements, le programme nous permettra de bonifier l'offre.

Nous pouvons prendre des programmes comme celui-là, qui a été proposé et qui sera financé, et en complément, prendre des mesures telles que celles que nous proposons dans le projet de loi C-4. On pense notamment au congé de TPS pour les acheteurs d'une première propriété qui achètent une habitation neuve d'au plus 1 million de dollars, ce qui leur fera économiser des milliers de dollars. C'est une façon holistique de s'attaquer au problème du logement, car nous voulons stimuler la construction d'habitations au Canada.

Le gouvernement fédéral est prêt à montrer l'exemple dans ce dossier, mais il ne fait aucun doute qu'il ne peut pas, à lui seul, régler le problème. Le logement est une responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, et les municipalités et il faut encourager la prise de mesures pour régler le problème, y compris l'intervention des nombreux organismes à but non lucratif qui œuvrent dans le domaine.

Je suis content d'apprendre que les conservateurs vont appuyer l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation. C'est une excellente nouvelle. Cela dit, je les invite à pousser la réflexion plus loin. Les conservateurs n'ont pas un bilan très relluisant en matière de logement. Il suffit de regarder les réalisations de Pierre Poilievre lorsqu'il était ministre du Logement. La première chose qui me vient à l'esprit, c'est le chiffre six. C'est un chiffre qui parle à beaucoup de gens en matière de logement. Ce chiffre est pertinent parce que, lorsque Pierre Poilievre était ministre du Logement, c'est le nombre de logements abordables qu'il a construits au Canada; c'est tout. Incroyable!

Je trouve toujours intéressant que les conservateurs prennent la parole pour critiquer le gouvernement même si nous en avons fait beaucoup plus que le gouvernement précédent pour favoriser le logement abordable, et de loin. Par exemple, les députés du Parti conservateur minimisent l'importance du Fonds pour accélérer la construction de logements. C'est ce qu'ils font en public, mais en privé, de 12 à 18 d'entre eux disent vouloir en profiter. Ils l'appuient donc en privé, mais en public, ils s'y opposent parce qu'ils ne

### *Travaux des subsides*

croient pas que le gouvernement doit intervenir directement ou accorder un allègement fiscal. On n'a qu'à écouter ce qu'ils disent aux villes et aux municipalités. C'est une approche complètement différente en matière de logement. Je crois que le budget qui sera présenté à l'automne nous permettra de nous faire une meilleure idée du rôle déterminant que le gouvernement fédéral peut jouer dans le dossier du logement.

• (1720)

Nous avons pris d'autres mesures pour favoriser l'abordabilité. Le programme de soins dentaires en est un excellent exemple. Combien d'enfants et d'ainés ont pu en profiter? Le nouveau premier ministre a d'ailleurs l'intention de le bonifier, car il en reconnaît la valeur et il est conscient qu'il aide de nombreuses personnes à faible revenu partout au Canada. Les programmes comme celui-là rendent la vie beaucoup plus abordable pour les gens ordinaires qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Je trouve curieux que les conservateurs parlent de choses comme l'inflation et l'abordabilité et qu'ils essaient de donner l'impression que le gouvernement ne fait pas du bon travail. Je reviens toujours à la question de la pauvreté. Ces dernières années, des centaines de milliers d'ainés ont pu sortir de la pauvreté grâce aux programmes sociaux comme la bonification du Supplément de revenu garanti et la version revue et améliorée de l'Allocation canadienne pour enfants. Ces programmes ont eu une incidence profondément positive sur le Canada — sur toutes les régions du Canada — et il faut en être conscients.

C'est pourquoi, lorsque nous lisons le discours du Trône, nous constatons que les programmes sociaux en place méritent d'être préservés dans la mesure du possible. C'est fondamental. Pensons au régime d'assurance-médicaments et à tous nos concitoyens aux prises avec le diabète. Le régime d'assurance-médicaments permettra aux Canadiens diabétiques d'avoir davantage de revenu disponible.

Quant à la question de l'abordabilité, nous devons examiner les facteurs qui ont une incidence sur l'inflation. Les menaces que nous entendons de la part du président Trump au sujet des droits de douane et du commerce en général vont évidemment avoir une certaine incidence sur l'emploi, l'inflation, et même potentiellement sur les taux d'intérêt.

C'est pourquoi je pense que les Canadiens ont vu dans le premier ministre une personne qui maîtrise parfaitement le fonctionnement de l'économie, comparativement à Pierre Poilievre. Je dirais qu'il est l'une des personnes les plus compétentes en Amérique du Nord, et qu'il comprend de quelle manière bâtir une économie forte qui fonctionne pour tout le monde.

Nous l'avons vu dans le projet de loi que nous avons présenté et dont nous avons parlé pendant la campagne électorale. Je fais allusion à l'idée de créer une seule économie et d'éliminer les obstacles au commerce intérieur, ce qui pourrait rapporter environ 200 milliards de dollars en retombées directes grâce à une collaboration plus étroite entre les provinces et Ottawa. Il y a aussi la sécurité de nos frontières, sans parler des investissements supplémentaires. J'ai déjà parlé du projet de loi C-4, mais nous prévoyons aussi des investissements supplémentaires pour les Forces canadiennes. Il y a toutes sortes d'initiatives.

*Travaux des subsides*

Nous avons donc bel et bien un plan, qui est en cours d'élaboration. Comme le premier ministre l'a dit, nous aurons un budget détaillé en temps voulu, c'est-à-dire dès l'automne prochain. Je rappelle à mes collègues d'en face qu'ils ont voté pour la motion des voies et moyens, le budget des dépenses, et je m'en réjouis. Nous allons laisser passer l'été et, à l'automne, nous aurons ce budget.

• (1725)

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, le député et son gouvernement refusent de déposer un budget. C'est comme s'ils disaient au monde qu'ils n'ont aucune idée de ce qu'ils font. Ils n'ont pas de plan. Ils espèrent simplement pouvoir avancer à tâtons et trouver des solutions au fur et à mesure, sans faire trop de gâchis. C'est exactement la raison pour laquelle ils n'ont pas préparé de budget. Les libéraux doivent expliquer aux Canadiens pourquoi ils ne déposent pas de budget.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, je ne sais pas comment je pourrais être plus clair pour le député d'en face. Le gouvernement a voté sur une motion des voies et moyens concernant le budget des dépenses. Le député a eu l'occasion d'examiner ce budget. En principe, il y aura toutes sortes de dépenses. Le député qui vient de poser la question a voté en faveur. Je viens tout juste de lui expliquer, au début de mon intervention, que même son propre chef, Pierre Poilievre, n'était pas prêt à s'engager à présenter un budget conservateur, s'il avait été premier ministre, dans les 100 premiers jours de son mandat.

Il vaut mieux faire les choses correctement que d'essayer de le faire adopter à toute vapeur simplement pour satisfaire les conservateurs.

[Français]

**Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, notre collègue de Winnipeg-Nord dit qu'il faut faire les bonnes choses maintenant et qu'on est mieux d'attendre avant d'élaborer un budget. Je ne comprends pas comment il peut dire ça.

J'ai suffisamment de respect pour lui pour ne pas croire une seconde qu'il confierait son argent à des gens qui annonceraient plein de dépenses et qui promettraient de lui dire seulement à l'automne comment ils financeraient ces dépenses. Personne ne ferait ça. Mon collègue de Winnipeg-Nord est suffisamment intelligent pour être d'accord avec moi.

Sur quoi se base-t-il donc pour nous dire que ce n'est pas grave de dépenser l'argent maintenant, que le gouvernement essaiera d'imaginer pendant l'été comment il financera ces dépenses et qu'il nous le dira l'année prochaine?

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, il y a des priorités, et le premier ministre a été très clair à ce sujet.

Par exemple, l'allègement fiscal entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Cependant, nous devons adopter ce projet de loi. Nous comptons sur le Bloc et d'autres députés pour obtenir le soutien nécessaire à l'adoption de ce projet de loi. Nous avons d'autres projets de loi prioritaires. Le gouvernement, le ministre des Finances et le premier ministre continuent de travailler à l'élaboration d'un budget détaillé qui sera présenté à l'automne. Comme je l'ai dit, il a fallu 300 jours à Brian Mulroney pour présenter un budget, il a fallu des mois à Stephen Harper pour en présenter un, et le chef conservateur, Pierre Poilievre, n'avait nullement l'intention d'en présenter un dans les 100 premiers jours de son éventuel mandat.

• (1730)

**Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.):** Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord a parlé du chiffre six; je suis sûr qu'il parlait du bilan du chef du Parti conservateur Pierre Poilievre, qui, lorsqu'il était ministre du Logement, n'a fait construire que six maisons. Dans ma circonscription, même un petit entrepreneur construit plus de six maisons par année.

Ma question s'adresse au député. Il a parlé du fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements. Est-il important de souligner que certains députés conservateurs ont aussi demandé cet argent?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, Pierre Poilievre était ministre du Logement sous Stephen Harper. À l'époque, le logement n'était même pas dans leur ligne de mire. En fait, lorsqu'il était ministre du Logement, il aurait fait construire six maisons. Je n'ai aucune idée où se trouvent ces six maisons, mais on me dit qu'il en a construit six — pas lui-même, évidemment, mais le gouvernement Harper.

Mon collègue et ami a souligné un fait intéressant. Le Fonds pour accélérer la construction de logements reçoit l'appui des libéraux, des bloquistes et des néo-démocrates. Curieusement, en public, les conservateurs affirment que c'est une mauvaise idée, mais en privé, ils ont écrit des lettres pour que leurs collectivités aient également accès à ce fonds.

Je laisse aux gens le soin de déterminer dans quelle mesure les conservateurs comprennent réellement la question du logement ou dans quelle mesure ils ont pris des engagements à cet égard.

**Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, le député d'en face semble confus. Il ne semble pas faire la distinction entre une motion des voies et moyens et un budget.

D'un bout à l'autre du pays, il y a des Canadiens, des jeunes, qui voient que l'avenir s'annonce très sombre pour eux. Ils n'ont pas les moyens d'acheter une maison dans la collectivité où ils sont nés. Les aînés n'ont plus les moyens de s'alimenter comme ils le faisaient il y a seulement trois ans. Pourtant, le gouvernement libéral refuse de présenter un budget. Il veut un chèque en blanc de quelque 500 milliards de dollars — un demi-billion de dollars — pour pouvoir en dépenser la moitié au cours des six prochains mois, puis revenir à l'automne et déclarer: « Nous avons déjà dépensé la moitié de cet argent, mais voici maintenant notre budget ». Aucun Canadien ne considérerait que ce gouvernement est sérieux.

La question que je pose au député d'en face est la suivante: pourquoi ne tient-il pas tête à son patron, le premier ministre, en lui demandant de présenter un budget dès maintenant, avant que la Chambre ne suspende ses travaux pour l'été?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, tout d'abord, je remercie le député et ses collègues d'avoir voté pour la motion des voies et moyens, la semaine dernière. Je présume qu'il savait sur quoi portait le vote, car il existe de nombreux documents relatifs aux budgets et autres: il y a littéralement des centaines de pages qui portent sur les dépenses. Je suis certain que le député a probablement lu ces documents avant de voter. Or, comme il a voté en faveur des voies et moyens proposés, cela signifie qu'il appuie résolument ce à quoi le gouvernement entend affecter ces dépenses.

Un budget sera présenté en temps voulu — comme l'ont fait Stephen Harper et Brian Mulroney —, et qui sait combien de temps cela aurait pris à Pierre Poilievre, puisqu'il s'est toujours abstenu de se prononcer là-dessus. Tout ce qu'on nous a dit, c'est que ce ne serait pas dans les 100 premiers jours.

[Français]

**Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, depuis le début de ce débat et depuis le début de la session, j'ai l'impression d'être devant les pelleteux de nuages d'une entreprise en démarrage qui vise à faire du *nation-building* et à bâtir l'économie canadienne, la seule et l'unique.

J'aimerais savoir concrètement quand et comment les mesures pour aider nos entreprises et nos travailleurs seront mises en œuvre et comment on va atteindre l'équilibre budgétaire en trois ans. Le député a dit qu'il avait un plan. Alors, qu'il nous le présente.

• (1735)

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, je crois sincèrement que les principales priorités sont la main-d'œuvre canadienne, la façon dont nous allons maintenir les nombreuses industries qui sont d'une importance vitale pour notre mode de vie actuel, ainsi que les moyens que nous pouvons envisager pour développer ces industries.

Je suis porté à croire que le Québec et le Manitoba ont de nombreuses industries en commun, comme les industries aérospatiales. Ce qui se dit au sud de la frontière suscite beaucoup d'inquiétude. Je crois qu'un groupe de membres du Cabinet travaille pratiquement tous les jours sur ce dossier, et j'ai hâte de voir des résultats positifs. Je pense que nous devrions tous travailler à bâtir une économie canadienne unifiée qui profite à chaque Canadien.

**L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, notre collègue a dit vrai lorsqu'il a mentionné les six logements abordables que Pierre Poilievre a construits durant son mandat. Par contre, il a omis de dire que Pierre Poilievre est contre le logement social parce qu'il pense que cela promet un milieu de vie soviétique. Qu'en pense le député?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, c'est vrai. C'est ce que dit Pierre Poilievre. J'ai été très étonné, car il a notamment parlé du programme pour accélérer la construction de logements. Or, certains conservateurs progressistes se sont adressés au gouvernement pour tenter d'accéder à ce programme. Une partie d'entre eux, une douzaine ou une douzaine et demi, je ne connais pas le nombre exact, ont tellement aimé le programme qu'ils en ont fait la promotion auprès de leurs propres électeurs.

Nous savons tous que Pierre Poilievre ne voit pas d'un bon œil le logement à but non lucratif. Il l'a clairement démontré, et il a exposé sa vision des choses en parlant de conspiration communiste.

**Ted Falk (Provencher, PCC):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous féliciter d'avoir été choisi comme vice-président pour la présente législature. Nos meilleurs vœux vous accompagnent. Il s'agit d'une bonne préparation pour la prochaine session.

Je prends la parole aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition conservatrice concernant l'inflation alimentaire et l'absence de présentation d'un budget de la part des libéraux. En tant qu'homme d'affaires, j'ai toujours considéré qu'un budget est l'occasion d'indiquer une voie claire à suivre, une voie qui montre les priorités et ce qui compte le plus pour une entreprise ou une organisation. Un

### Travaux des subsides

budget sert à établir un consensus ou une orientation, et à garder tout le monde sur la même voie. En fait, j'ai entendu dire qu'un budget est un plan pour la liberté, et je suis d'accord. Un budget, c'est comme une carte. Cela nous aide à nous préparer pour l'avenir afin que nous puissions évaluer nos recettes et nos dépenses. Toutefois, un budget ne se limite pas à une série de chiffres. Il s'agit de faire des choix judicieux. Un bon budget permet de répondre aux besoins et d'économiser un peu pour les désirs. Regardons tout cela un peu plus en détail.

Le premier ministre, qui a parcouru le pays en se proclamant « l'homme qui a un plan », ne présente même pas l'essentiel de son plan. Nous voici sur le point de dépenser un demi-billion de dollars sans budget. Pensons à ce qui s'est passé juste après le discours du Trône. On nous a dit que le nouveau gouvernement plafonnerait les dépenses de fonctionnement à 2 % par an. Puis, moins de deux heures plus tard, on a présenté un projet de loi qui augmentait les dépenses globales de 8 %. Autrement dit, on proposait de dépenser 8 % de plus que le gouvernement Trudeau lors de sa dernière année au pouvoir, alors qu'on nous avait dit que le présent gouvernement réduirait les dépenses.

Le premier ministre consacre plus de fonds non pas aux investissements, mais, curieusement, à l'embauche de consultants. Je me souviens avoir lu que, selon un conseiller principal en politiques du Conseil du Trésor, il était difficile de déterminer si les contrats de consultants étaient fructueux ou non. Ce conseiller avait aussi eu connaissance de nombreux cas où des consultants avaient été engagés pour vérifier le travail d'autres consultants. En d'autres termes, nous avons rémunéré des consultants pour qu'ils revoient le travail d'autres consultants. Quel gouvernement incompetent! Maintenant, les dépenses consacrées aux consultants atteignent la somme record de 26,1 milliards de dollars, une hausse de plus de 36 % en un an. Pour illustrer ce que cette somme représente pour le Canadien moyen, cela revient à dire que chaque ménage canadien a dépensé environ 1 400 \$ pour des services de consultants.

Comme l'a indiqué le *National Post*, le gouvernement libéral dépense plus que le gouvernement précédent, de Justin Trudeau, et il ne prévoit pas rétablir un jour l'équilibre budgétaire.

Nous avons besoin d'un budget. C'est pourquoi le Parlement a voté pour l'amendement des conservateurs au discours du Trône, qui demande la présentation d'un budget ce printemps. C'est aussi la raison pour laquelle les conservateurs donnent au premier ministre une autre occasion de présenter un budget. Les Canadiens ont besoin de voir un plan qui indique comment le premier ministre trouvera l'argent pour payer toutes ces dépenses. Les députés se rappelleront que, tout au long de la campagne, M. Carney a promis qu'il avait un plan prêt à mettre en œuvre, un plan...

• (1740)

**Le vice-président:** Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes invoque le Règlement.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, le député n'a pas le droit de désigner les députés par leur nom.

**Le vice-président:** Je rappelle au député de Provencher qu'il ne peut pas désigner les ministres ou le premier ministre par leur prénom ou leur nom de famille.

### Travaux des subsides

**Ted Falk:** Monsieur le Président, les députés se souviendront que, pendant la campagne électorale, le premier ministre a promis qu'il avait un plan prêt à mettre en œuvre. Il disait qu'avoir un plan était mieux que de ne pas en avoir. Je pose la question suivante: où est le plan?

Soit dit en passant, je vais, moi aussi, partager mon temps de parole.

J'ai lu, dans certains médias, des arguments contre la présentation d'un tel plan, mais aucun d'entre eux n'est convaincant. Ce qui est intéressant, c'est que, dans mes lectures, j'ai découvert que les trois périodes les plus longues entre les budgets ont été pendant la Seconde Guerre mondiale, pendant la COVID et en 2001. Les députés savent-ils ce que j'ai appris? Ces trois périodes ont eu lieu sous des gouvernements libéraux.

Comme je l'ai expliqué au début de mon discours, un budget, c'est un plan. C'est une orientation. C'est une voie à suivre qui révèle et exprime des priorités. Selon l'évaluation du *National Post*, il semble que le gouvernement n'ait pas l'intention de rétablir un jour l'équilibre budgétaire.

Posons-nous la question: pourquoi l'augmentation de la dette publique est-elle importante? Selon Jay Goldberg, du *Winnipeg Sun*, « de nombreuses études révèlent qu'une augmentation du ratio dette-PIB exerce une pression à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, ce qui fait grimper les coûts d'emprunt [des particuliers, des familles et] des gouvernements ». Il en résulte une augmentation du fardeau fiscal des familles et de la classe moyenne et la création « d'obstacles à la croissance économique ».

En vérité, les dépenses déficitaires des libéraux entraînent également une hausse des prix à l'épicerie. Selon un récent rapport du directeur parlementaire du budget, le coût du service de la dette publique, qui s'élève actuellement à 49,1 milliards de dollars pour 2025-2026, atteindra un peu moins de 70 milliards de dollars au cours de l'exercice 2029-2030. Cela signifie que si nous augmentons la dette, nous paierons 70 milliards de dollars en intérêts sur cette dette. Les députés peuvent imaginer ce que nous pourrions faire avec 70 milliards de dollars, mais cet argent servira à payer les intérêts sur les dépenses d'aujourd'hui.

Vous vous souviendrez peut-être que le premier ministre a dit que nous pourrions juger son travail en prenant comme critère le prix que les Canadiens paient à l'épicerie. Donc, voyons un peu les augmentations de prix pour l'année en cours. Le prix du bœuf a augmenté de 34 % et celui des oranges, de 26 %. Le prix des pommes a augmenté de 18 % et celui du riz blanc, de 14 %. Le prix des patates douces a augmenté de 12 %, tout comme le prix des côtes de bœuf. Le prix du café et celui de la préparation pour nourrirons ont augmenté de 9 %. Le prix des hamburgers sans viande, même si je ne sais pas qui peut bien manger cela, a augmenté de 6 %. Le prix des poitrines de poulet a aussi augmenté de 6 %, tout comme celui des côtes de porc. Les épaules de porc ont augmenté de 5 %. Le prix des œufs a augmenté de 3,6 %.

Il est très intéressant de voir que ce sont les transformateurs des secteurs soumis à la gestion de l'offre qui ont connu la hausse la moins importante. Ce qui est inquiétant, c'est que les augmentations les plus marquées se trouvent dans la catégorie des viandes, des protéines dont nous avons tous nécessairement besoin, avec des hausses de 4 % à 34 %. Les Canadiens devront consacrer presque 17 000 \$ à l'alimentation cette année; c'est 800 \$ de plus que l'an-

née dernière. Pendant ce temps, 2 millions de Canadiens doivent avoir recours aux banques alimentaires chaque mois.

Comment les Canadiens peuvent-ils boucler leur budget avec de tels chiffres? Dans son rapport le plus récent, Statistique Canada s'est penché sur le salaire annuel des Canadiens. Selon les données les plus récentes, le salaire médian d'un ménage canadien en 2025 s'établit à 68 400 \$. Si on enlève 30 % de taxes et impôts, il reste 47 000 \$. Autrement dit, plus du tiers du revenu après impôt d'une famille doit être consacré à l'alimentation. On a entendu aujourd'hui des députés dire à la Chambre que le coût du logement en Ontario représentait en moyenne 52 % du revenu d'un ménage. Cela laisse un extraordinaire 13 % du revenu d'une famille pour tout le reste, dont le transport, les vêtements, les divertissements et autres dépenses.

Les Canadiens ont besoin de plus qu'une promesse de jouer du coude. Nous devons nous retrousser les manches et nous mettre au travail. Le premier ministre a dit qu'il percevrait 20 milliards de dollars des États-Unis en imposant des droits de douane sur les produits en provenance de ce pays, mais la quasi-totalité de ces contre-mesures tarifaires a été annulée. Il y a quelques semaines à peine, on nous assurait que le Canada ne paierait plus de droits de douane, et pourtant, voilà maintenant que les droits de douane sur l'acier et l'aluminium vont doubler. Étant donné que le Canada est le quatrième producteur d'aluminium et le premier exportateur d'aluminium au monde, c'est préoccupant.

Au Canada, nous produisons environ 3,3 millions de tonnes d'aluminium par année, et toutes les prévisions disent que la production va augmenter. On s'attend à une augmentation de la demande de l'ordre de 40 % au cours des cinq prochaines années. Le secteur de l'aluminium fournit 9 500 emplois directs et 20 000 emplois indirects. Si on se base sur ces chiffres pour déterminer les répercussions sur les travailleurs canadiens, on parle de plus de 30 000 emplois qui seront touchés au Canada par ce doublement des droits de douane.

• (1745)

L'imposition de droits de douane de 50 % est très inquiétante parce que les États-Unis sont le principal pays importateur d'aluminium canadien. Une proportion de 92 % du total des exportations canadiennes d'aluminium est destinée aux États-Unis. D'après ce que nous voyons, des plans voient le jour tout autour de nous. Par exemple, je me demande avec quels pays le Canada a des pourparlers concernant l'achat de nos matières premières. Comment ces discussions avancent-elles?

À son retour d'un récent voyage au Moyen-Orient, le président des États-Unis a annoncé des accords commerciaux représentant des centaines de milliards de dollars. Selon les déclarations présidentielles, EGA prévoit construire une usine de 4 milliards de dollars en Oklahoma l'année prochaine. Cette fonderie aura une capacité de production pouvant atteindre 600 000 tonnes d'aluminium primaire par an. Cela doublera presque la production d'aluminium aux États-Unis. Nous ne pouvons pas nous laisser guider par ces promesses sans connaître le plan d'action.

Je me souviens très bien que, récemment encore, nos amis d'en face ne cessaient de répéter qu'il fallait les croire sur parole. Ils ont affirmé à maintes reprises que la taxe sur le carbone ne causait pas d'inflation. Pendant ce temps, le directeur parlementaire du budget expliquait que l'effet cumulatif total de la taxe sur le carbone, même après les remboursements, signifiait que la plupart des familles payaient plus. Pendant tout ce temps, nous avons constamment répété que lorsque l'on taxe l'agriculteur qui cultive les aliments, le camionneur qui les transporte, le magasin qui les vend et la famille qui les achète, les prix augmentent inévitablement.

Ensuite, dès que le gouvernement libéral a enfin entendu l'appel des conservateurs à supprimer la taxe sur le carbone, Statistique Canada a annoncé que la baisse de l'inflation était directement liée à l'élimination de la taxe sur le carbone. Le mois suivant, l'inflation est passée de 2,3 % à 1,7 %.

Pour conclure, les libéraux doivent tirer des leçons de nos conseils pleins de bon sens. Je les invite à réfléchir à la justesse de notre motion de l'opposition. Les Canadiens comptent sur un plan qui leur montre la voie à suivre.

[Français]

**Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.):** Monsieur le Président, depuis mon arrivée ici au début de la 45<sup>e</sup> législature, je constate que les conservateurs ne font que critiquer. J'ai une question pour les conservateurs. Ils critiquent la gestion de l'inflation par le gouvernement, mais, plutôt que de faire des critiques, est-ce qu'ils pourraient enfin proposer des mesures concrètes pour réduire le coût de la vie? Plutôt que de formuler des critiques, il faut faire des propositions. C'est ce que je propose.

[Traduction]

**Ted Falk:** Monsieur le Président, ce doit être l'une des premières questions que le député pose à la Chambre. Je lui souhaite donc la bienvenue.

Le député a parlé de critiquer. Notre rôle, en tant que députés de l'opposition, consiste à demander des comptes au gouvernement et à critiquer ce que nous considérons comme mauvais pour le Canada et pour les Canadiens. Nous avons proposé des solutions concrètes. Ce que nous offrons aujourd'hui, c'est une solution concrète qui consiste à présenter un budget pour que la Chambre puisse analyser les plans du gouvernement afin de lui dire où nous pensons qu'il doit changer de cap ou améliorer ses plans, ou encore, comme nous l'avons fait avec la motion de voies et moyens, pour lui donner le feu vert et l'encourager à continuer. Je doute que cela arrive, mais on ne sait jamais.

[Français]

**Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ):** Monsieur le Président, sur les banquettes du gouvernement, on entend dire que la négociation avance et qu'il y aurait peut-être même une négociation directe entre le premier ministre et le président Trump. Or, au Canada, il n'y a aucune transparence en ce qui a trait aux négociations commerciales. Les accords sont négociés derrière des portes closes. Le Parlement ne peut même pas se prononcer sur le contenu, il ne peut que se prononcer sur la mise en œuvre.

Par ailleurs, bien qu'il y ait des éléments qui touchent les compétences exclusives du Québec et des provinces dans les plans de négociation et dans les ententes qui sont négociées, on n'invite pas de délégation du Québec et des provinces nommées par les gouvernements concernés.

### Travaux des subsides

Je me demande si mon collègue a des réflexions à nous partager à ce sujet. A-t-il une opinion quant à la demande du Bloc québécois, qui veut que le gouvernement du Québec puisse nommer des négociateurs qui vont être à la table avec le gouvernement fédéral? Présentement, le gouvernement fait preuve d'un manque de transparence absolu dans à peu près tout ce qu'il fait, y compris en ce qui concerne les questions budgétaires.

● (1750)

[Traduction]

**Ted Falk:** Monsieur le Président, avant, nous entendions souvent à la Chambre que la lumière était le meilleur antiseptique. Nous n'entendons plus cette phrase aujourd'hui, n'est-ce pas? Non, ce que nous entendons actuellement, c'est « J'ai un plan. Faites-moi confiance ». Il n'y a pas de plan. Le plan devrait être le budget. Si nous avions un budget, nous saurions ce que nous sommes en train de faire.

En ce qui concerne les négociations commerciales avec les États-Unis, au lieu de collaborer avec nous, on nous tient dans l'ignorance. Pendant la campagne électorale, on nous a beaucoup parlé de l'approche « Équipe Canada ». Mais il n'y a pas d'équipe Canada. Il n'y a que des « coudes levés ». Il est temps de baisser les coudes et de se remettre au travail.

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, 18 mois se sont écoulés depuis le dernier budget. Il y a à peine deux semaines, le Parlement a voté à la majorité pour que le gouvernement en présente un. Depuis 10 ans, la démocratie a décliné, et ce déclin a débuté bien avant que Donald Trump devienne président des États-Unis.

Le député convient-il que nous assistons ici à un outrage au Parlement et que c'est devenu une habitude de la part du gouvernement?

**Ted Falk:** Monsieur le Président, mon collègue a tout à fait raison. La Chambre a été très claire la semaine dernière. Les partis de l'opposition ont réclamé à l'unanimité que le gouvernement présente un budget. Le comportement et les actions du gouvernement et du premier ministre actuels jettent le discrédit sur la Chambre des communes. Ils agissent contre la volonté du Parlement. Le Parlement a envoyé un message clair et il a donné l'occasion au premier ministre et au gouvernement de collaborer avec tous les partis de l'opposition présents à la Chambre. Ils ont choisi la voie inverse. Ils ont choisi de faire à leur tête, de négliger les communications et de faire montre d'un manque flagrant de cohésion.

Les Américains nous regardent aller, et je crois que cela augure mal pour le premier ministre et ses négociations. Il doit montrer que lui, à tout le moins, respecte la volonté du Parlement et les souhaits des partis de l'opposition quand ils prennent une décision majoritaire.

**Pat Kelly (Calgary Crowfoot, CPC):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur la motion de l'opposition, qui demande au gouvernement de déposer « un budget responsable sur le plan financier avant que la Chambre ajourne pour l'été, afin de renverser les politiques inflationnistes » adoptées par le gouvernement libéral ces neuf dernières années et demie.

### *Travaux des subsides*

Précisons d'abord certaines choses. Il ne s'agit certainement pas d'un nouveau gouvernement. Le gouvernement n'a pas changé; il n'est qu'une continuation du gouvernement qui existait déjà. Il y a un nouveau premier ministre, c'est vrai, mais il n'y a pas de nouveau gouvernement, et le premier ministre lui-même a passé les cinq dernières années à titre de conseiller du premier ministre précédent.

Quiconque assiste à la période des questions peut constater que les banquettes ministérielles de la présente législature ressemblent beaucoup à celles de la dernière législature. La nouvelle ministre des Transports est l'ancienne vice-première ministre et ministre des Finances, en plus d'être l'ancienne ministre des Affaires mondiales et l'ancienne ministre du Commerce. Le nouveau ministre des Finances est l'ancien ministre de l'Industrie, l'ancien ministre des Affaires mondiales et l'ancien ministre de l'Infrastructure. Le nouveau président du Conseil privé du Roi pour le Canada a été président du Conseil privé du Roi dans le dernier gouvernement, et ainsi de suite le long des banquettes ministérielles.

Par conséquent, le gouvernement est absolument le même gouvernement libéral que celui que nous avons enduré au cours des neuf dernières années et demie. La même équipe de ministres et de conseillers qui a perpétré du vandalisme économique et financier pendant plus de neuf ans et demi est toujours au pouvoir. Comme l'a dit Pete Townshend, avec ses paroles intemporelles chantées par Roger Daltrey:

Voici le nouveau patron,  
qui est tout à fait comme l'ancien.

Le gouvernement — et bon nombre des mêmes ministres — est arrivé au pouvoir en 2015. Il a hérité d'un budget équilibré et de ce que la *New York Times* a qualifié en 2015 de la classe moyenne la plus riche du monde, en parlant de la classe moyenne du Canada. Je sais que les libéraux vont apprécier la notoriété de cette source.

Les libéraux se sont fait élire en promettant d'enregistrer des déficits modestes pour financer des « investissements sans précédent dans les infrastructures » qui permettraient de rétablir l'équilibre budgétaire en 2019. Rien de tout cela ne s'est produit. Les libéraux ont immédiatement plongé le Canada dans des déficits structurels sans bâtir les infrastructures visant à améliorer la productivité qu'ils avaient promises, et ils n'ont généré aucune croissance économique par habitant pendant 10 ans.

Chaque année, ils accumulaient de plus en plus de dettes tout en prétendant être liés par divers indicateurs financiers et en changeant toujours leurs propres objectifs. Des cibles et des garde-fous budgétaires ont été annoncés et immédiatement mis de côté. Leur promesse électorale de 2015 d'équilibrer le budget a été complètement oubliée. Au début de 2020, quelque 90 milliards de dollars avaient déjà été ajoutés à la dette nationale avant même que quiconque ait entendu parler de la COVID-19. Au début de 2020, le pays était au bord de la récession, et les libéraux s'apprétaient à défoncer toutes leurs projections budgétaires et à déposer un déficit de 60 milliards de dollars. Dans les années qui ont suivi, 400 milliards de dollars ont été ajoutés au déficit, dont la majorité n'avait rien à voir avec les mesures d'aide liées à la pandémie.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Après neuf ans et demi de dépenses inflationnistes ininterrompues, d'emprunts et d'impression d'argent, après neuf ans et demi de gouvernement libéral qui a constamment dépassé toutes les limites de dépenses annoncées précédemment, et après neuf ans et demi de gonflements, de gas-

pillage, de délits d'initié, de contrats de faveur, d'enrichissement personnel et d'autolouanges arrogantes et moralisatrices, nous sommes au beau milieu d'une véritable crise de l'abordabilité que le gouvernement a lui-même créée et pour laquelle il n'a aucun plan de sortie.

À l'heure actuelle, des millions de Canadiens se demandent sérieusement comment ils vont nourrir leur famille au cours de la semaine à venir. Certaines personnes vont peut-être remplacer le bœuf par du poulet. D'autres vont peut-être renoncer à la viande fraîche et la remplacer par des produits qu'elles trouveront au rayon des produits « déjà congelés » à prix réduit. De nombreuses familles vont devoir se passer de viande, de fruits ou de légumes frais et se demander combien de boîtes de macaronis au fromage il leur faudra pour tenir toute la semaine ou comment elles vont pouvoir préparer des repas nutritifs pour le déjeuner de leurs enfants. De nombreux Canadiens ont de plus en plus de mal à payer leur nourriture et se tournent vers les banques alimentaires, qui enregistrent une fréquentation record dans tout le Canada sous le gouvernement actuel.

• (1755)

La crise du logement, qui est également apparue au cours des neuf années et demie de ce gouvernement, n'arrange en rien la situation. Les loyers moyens et le coût des prêts hypothécaires ont plus que doublé depuis l'élection du gouvernement en 2015. C'est pourquoi nous débattons de cette motion. Nous sommes confrontés à une crise de l'inflation alimentaire qui se prépare depuis longtemps. Tous les éléments de cette crise, qui a été exacerbée par une crise du logement abordable, étaient déjà présents bien avant la guerre commerciale, mais la situation est désormais encore plus urgente. Les chiffres de l'inflation alimentaire de la semaine dernière sont effrayants: le prix de la surlonge de bœuf a augmenté de 34 %, celui des oranges, de 26 %, celui du riz blanc, de 14 %, celui du lait maternisé, de 9 %, et la liste est longue. Les familles canadiennes dépenseront en moyenne près de 17 000 \$ en épicerie cette année.

Nous savons que les impôts, les dépenses gouvernementales, les déficits et la planche à billets alimentent tous l'inflation; le gouvernement l'a admis. Nous savons aussi que le gouvernement a soudainement réaffirmé sa volonté de freiner ses dépenses incontrôlées lors de la dernière campagne électorale, et que de nombreux Canadiens semblent avoir cru le premier ministre lorsqu'il a prétendu être différent du premier ministre et des ministres du Cabinet précédents et avoir l'intention de contrôler les dépenses.

Le premier ministre a brandi son curriculum vitae et vanté son expérience en tant que gestionnaire de crise. Mais où est donc le plan pour faire face à la crise, réduire l'inflation et le prix des aliments, et accroître l'offre de logements et la productivité de l'économie canadienne afin que les Canadiens qui travaillent fort redeviennent la classe moyenne la plus riche du monde? Il n'y a aucun plan à l'horizon, parce que le premier ministre refuse d'en présenter un.

Le premier ministre a déposé un budget de dépenses qui semble reprendre toutes les politiques et stratégies qui ont échoué au cours des neuf dernières années et demie; toutefois, le gouvernement ne dépose pas de budget. Or, en l'absence de budget, nous ne pouvons juger le gouvernement qu'à l'aune du budget des dépenses qu'il a déposé, et le verdict est terriblement accablant pour le nouveau premier ministre et ce vieux gouvernement fatigué.

Le budget des dépenses montre que le gouvernement est en voie de faire encore pire qu'avant. Il prévoit une hausse des dépenses globales de 8 % à un moment où les libéraux ont promis de rétablir la discipline budgétaire. On parle d'une augmentation de 8 % des dépenses sans solution concrète à aucun des problèmes majeurs du Canada. Ce n'est pas de la discipline budgétaire, c'est simplement un gonflement de la bureaucratie. L'augmentation massive de 34 % du recours à des consultants tiers témoigne à la fois d'un refus de s'attaquer aux dépenses incontrôlées et d'une promesse électorale manifestement non tenue.

Je sais que certaines personnes à la tribune de la presse ou d'autres diront — ou ont déjà dit — que non, le budget des dépenses n'est pas comparable à celui de l'année dernière. Elles font valoir que nous ne pouvons pas comparer le budget principal des dépenses du dernier exercice à celui du présent exercice, que nous devons attendre la présentation du budget supplémentaire des dépenses qui suivra. Elles disent qu'il s'agit seulement du budget principal des dépenses, et non du plan de dépenses complet du gouvernement pour l'exercice. Elles nous demandent si nous connaissons la différence entre un budget des dépenses et un budget. À ces personnes, je réponds que oui, nous connaissons la différence. Le budget des dépenses correspond aux sommes que le gouvernement sera effectivement autorisé à dépenser. Il ne constitue pas un budget. C'est exactement le problème: il n'y a pas de budget.

Les libéraux ont fait campagne en promettant que le premier ministre serait une personne de confiance en temps de crise parce qu'il était « l'homme qui a un plan » et en promettant juste assez de changements pour nous faire oublier l'incompétence et le manque de sérieux dont le gouvernement précédent a fait preuve pendant neuf ans et demi. Or, voilà maintenant qu'il n'y a aucun plan, mais seulement une série de nouvelles dépenses qui devront être financées par les impôts et les emprunts et payées par des gens qui ont littéralement du mal à mettre du pain sur la table.

Depuis la mi-décembre, le Parlement a été ajourné, prorogé, puis dissous, de sorte que, pendant près de six mois, il est resté inactif. Le dernier prétendu mini-budget n'a été présenté par personne. Aucun nom n'était associé au document de l'énoncé économique de l'automne. Aucun ministre n'y était lié dans le cadre de l'ultime tentative de Justin Trudeau de se maintenir au pouvoir.

Six mois plus tard, les Canadiens ont droit à un plan détaillé et à un certain degré d'honnêteté et de transparence sur la façon dont le gouvernement percevra les impôts, dépensera les fonds publics et empruntera de l'argent, sur le montant du déficit et sur l'existence d'un plan, si bidon soit-il, pour finir par équilibrer le budget. C'est le strict minimum que le gouvernement doit aux Canadiens. C'est une demande qui a été faite au nom des gens représentés à la Chambre la semaine dernière. Je me permets donc d'ajouter ma voix à ceux qui demandent au gouvernement de déposer un budget avant l'été. Les Canadiens ne se laisseront pas duper une fois de plus.

● (1800)

**L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, mon collègue et moi sommes d'accord sur un point: les Canadiens veulent un plan détaillé. Les Canadiens veulent que nous prenions vraiment notre temps pour présenter un budget réfléchi qui répond exactement à ce pour quoi ils nous ont envoyés à la Chambre, c'est-à-dire pour nous attaquer à des problèmes comme celui de l'abordabilité. Nous avons des plans pour y arriver, et c'est pourquoi nous sommes revenus au pouvoir.

### Travaux des subsides

Le député d'en face peut-il confirmer qu'il appuiera certains des projets de loi pour lesquels les Canadiens nous ont élus, comme le projet de loi C-5, qui vise à éliminer les frontières afin que nous ayons une économie canadienne qui fonctionne pour toutes les provinces?

**Pat Kelly:** Monsieur le Président, c'est typique de ce que nous avons vu tout au long de la dernière législature. Un gouvernement qui a prorogé la Chambre, qui a dissous le Parlement et qui a empêché le Parlement de faire quoi que ce soit pendant six mois, exige maintenant de savoir si nous pouvons tout laisser tomber et approuver ses projets de loi sans discussion. La députée semble laisser entendre que les libéraux peuvent faire fi du Parlement pendant des mois, et que c'est ensuite la faute de l'opposition si leur programme n'est pas immédiatement adopté. Où était le gouvernement après le mois de décembre 2024, quand on aurait pu déposer un budget et qu'on aurait pu régler les problèmes urgents du Canada?

[Français]

**Luc Thériault (Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, j'ai un commentaire que mon collègue pourra ensuite commenter à son tour.

Mon collègue ne trouve-t-il pas contradictoire ou à tout le moins curieux que notre banquier premier ministre ait fait venir le roi Charles pour se démarquer des États-Unis, mais que le premier geste qu'il a posé fût de signer un décret à la manière Trump, faisant croire qu'il n'avait pas besoin de la Chambre pour que cela puisse être mis en vigueur?

En même temps, la Chambre adoptait une motion lui disant qu'on veut un budget ou à tout le moins un énoncé économique sérieux. N'est-on pas, encore une fois, devant un monarque avec ce premier ministre qui fait du déni de la démocratie parlementaire?

● (1805)

[Traduction]

**Pat Kelly:** Monsieur le Président, le député soulève un excellent point. Quand le premier ministre a pris place comme si nous avions un régime présidentiel et qu'il a signé un document quelconque, nous assistions à un vaudeville politique troublant et inquiétant. Je ne sais même pas ce qu'il y avait sur ce bout de papier, mais il estimait avoir le pouvoir d'usurper ce qui est normalement la prérogative de la Chambre. Il s'agissait peut-être simplement de son ignorance en ce qui a trait au processus parlementaire et à notre régime parlementaire, et ses spécialistes des communications ont dû penser que cela aurait l'air drôle. Je ne sais pas, mais c'était inconvenant.

**Mel Arnold (Kamloops—Shuswap—Central Rockies, PCC):** Monsieur le Président, vous faites du bon travail dans votre nouveau rôle en reconnaissant tous les noms. Il y a eu tellement de changements lors des dernières élections, comme le changement de nom de ma circonscription. Je salue vraiment vos connaissances.

J'aimerais demander à mon collègue s'il a déjà vu un gouvernement ou une grande organisation, à but lucratif ou non, passer autant de temps sans présenter un budget qui pourrait être évalué par quiconque pourrait s'y opposer.

**Pat Kelly:** Non, monsieur le Président.

*Travaux des subsides*

**John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC):** Monsieur le Président, en ce qui concerne l'absence de budget, il y a eu des rumeurs selon lesquelles les libéraux pourraient séparer le budget de fonctionnement et le budget des immobilisations pour que nous n'ayons pas une vision complète de l'état des finances du pays en ce qui concerne les recettes, la dette et le déficit. Le député pense-t-il que c'est une possibilité?

**Pat Kelly:** Monsieur le Président, le gouvernement a certainement indiqué qu'il aimerait le faire, ce qui revient à utiliser des stratagèmes comptables pour tromper les Canadiens sur la véritable nature du déficit. Cela a été essayé au niveau provincial et ne fonctionne pas. Si le gouvernement veut s'engager dans cette voie, il commet une erreur.

**Le vice-président:** Nous reprenons le débat. Le député de Ponoka—Didsbury a la parole.

J'avertis le député qu'il devra être interrompu à 18 h 15.

**Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC):** Monsieur le Président, j'aurais voulu partager mon temps de parole avec le député de Barrie-Sud—Innisfil, mais vous venez de me faire comprendre que ce ne sera pas possible. Je ne m'engagerai pas dans une querelle de procédure avec vous au sujet de la clôture de la séance.

Je tiens à remercier mes collègues du caucus conservateur d'avoir profité de cette journée de l'opposition pour exposer un grave problème, à savoir l'incompétence dont font preuve le nouveau premier ministre et le soi-disant nouveau gouvernement libéral en ce début de législature.

Comme il s'agit de mon premier discours depuis le début de cette législature, j'aimerais tout d'abord exprimer mes remerciements et ma reconnaissance à tous les résidents de ma circonscription. Comme le savent les députés, il y a eu un redécoupage avant les dernières élections. Ponoka—Didsbury est justement l'une des nouvelles circonscriptions. Elle n'existait pas lors des trois sessions précédentes, alors que j'étais le fier représentant des habitants de Red Deer—Lacombe. J'aimerais aussi dire à tous les résidents de Red Deer à l'écoute que je les remercie infiniment pour ces trois élections où ils m'ont confié le mandat de les représenter à Ottawa. Ce fut un réel plaisir de faire la connaissance d'un grand nombre d'entre eux et d'avoir pu travailler sans relâche en leur nom. Je suis reconnaissant des bons vœux et des encouragements que beaucoup m'ont adressés dans le cadre de mes nouvelles fonctions.

Comme on le sait, il y a les quatre bandes à Maskwacis, que je représente depuis 2006, alors que la circonscription s'appelait Westaskiwin. Les discussions que j'ai eues avec eux là-bas vont me manquer à coup sûr. Je serai toujours disponible si quelqu'un là-bas souhaite discuter avec moi. Je suis heureux de continuer à défendre les intérêts de tous les Albertains, et pas seulement ceux des gens que je représente ou que j'ai déjà représentés. Cependant, je tiens à les remercier de la gentillesse, de la patience et de la bonne volonté dont ils ont fait preuve à mon égard pendant près de 20 ans en ma qualité de député représentant cette région.

Quand on perd environ 50 000 personnes à la suite d'un redécoupage, il faut en récupérer environ 40 000 autres. Or, la récente campagne électorale m'a permis de commencer à faire connaissance avec les bonnes gens des comtés de Mountain View et de Red Deer. Je tiens à dire aux habitants d'Innisfil, de Bowden, d'Olds, de Didsbury et de Benalto que j'ai très hâte de travailler très fort en leur nom et d'apprendre à bien les connaître. Je vais toutefois devoir m'acheter un véhicule peu énergivore, puisque la circonscription

fait maintenant plus de 35 000 kilomètres carrés. C'est hallucinant. Mes concitoyens m'ont néanmoins envoyé ici avec beaucoup d'enthousiasme. Je tiens à ce que les plus de 56 000 d'entre eux qui ont mis un X à côté de mon nom sachent que je ne les oublierai pas. La seule promesse que je fais durant une campagne électorale, c'est de faire de mon mieux pour les gens, et c'est ce que je m'engage à faire.

Je tiens également à remercier tous les bénévoles qui ont contribué à la campagne. Ils étaient trop nombreux pour que je les nomme tous, mais je tiens à remercier tout particulièrement Angie, Alyn et Al. Ils ont été formidables. Larry, Ross, Abigail et Onsy m'ont été d'une aide inestimable, et de nombreuses autres personnes ont fait du porte-à-porte, installé des pancartes et contribué à la campagne. Je les remercie infiniment.

Enfin, j'en suis à mon septième mandat à la Chambre des communes. Je tiens à dire aux membres de ma famille que, au cours des 7 dernières élections et depuis plus de 19 ans, je n'aurais pas pu faire tout ce que je suis en mesure d'accomplir ici au nom des bonnes gens du centre de l'Alberta si je n'avais pas eu leur soutien et leur bénédiction. Il s'agit de mon épouse, Barbara, de mes enfants, de mes parents, Gord et Bev, de mon frère Tim, de ma sœur Wendy et de tous ceux qui m'ont soutenu. Quand nous nous présentons aux élections, nous pouvons consacrer autant de temps que nous le voulons à cette entreprise. Il est parfois difficile de maintenir des amitiés et des relations familiales, mais ils sont restés avec moi. Je leur en serai éternellement reconnaissant.

Nous discutons maintenant de la motion de l'opposition. Je vais expliquer brièvement, au bénéfice de ceux qui nous regardent à la maison, ce dont il est question aujourd'hui. La Chambre a adopté, pas plus tard que la semaine dernière, une motion qui demandait au gouvernement de revoir sa décision de ne pas présenter de budget ce printemps, une décision qui relève du mépris pour la population canadienne.

Monsieur le Président, je suis député depuis longtemps, presque aussi longtemps que vous. Nous avons tous deux occupé diverses fonctions et nous nous connaissons depuis assez longtemps. Je me souviens pas d'une année où il n'y aurait pas eu de budget au printemps. Tout le monde fait un budget. Les provinces et les territoires font un budget. Les municipalités, les villages et les comtés font un budget. Même le club Lions fait un budget, bon sang, mais pas le gouvernement du Canada. Pour une raison quelconque, le gouvernement en est incapable.

• (1810)

L'homme qui a un plan se révèle être un homme qui a une arnaque en tête, si l'on veut mon avis. Pour quelle raison au juste le gouvernement refuse-t-il de déposer un budget? Est-ce parce qu'il est en situation minoritaire? Cela n'a aucun sens, car, comme je l'ai dit, le Président et moi sommes ici depuis sept législatures. A vrai dire, le Président est arrivé ici peut-être en 2004, ce qui signifie qu'il a connu huit législatures et moi, sept. Seulement deux de ces législatures se sont déroulées dans un contexte de gouvernement majoritaire. Les cinq autres, dans mon cas, et les six autres, dans celui du Président, ont eu lieu sous des gouvernements minoritaires, et pourtant, jusqu'ici, aucun d'entre eux n'a eu du mal à déposer un budget.

En fait, en 2005, le Président était ici lorsque Paul Martin, le premier ministre de l'époque, et Jack Layton ont réussi à rédiger un budget au dos d'une serviette de table. Ce n'était pas du tout un problème. Est-ce que tout le monde se souvient du budget sur une serviette de table? Ils ont réussi à le faire dans un contexte de gouvernement minoritaire pour présenter ces idées aux Canadiens dans un budget en 2005. Or, pour une raison ou une autre, le gouvernement actuel ne semble pas en mesure d'y arriver; donc, manifestement, il a autre chose en tête.

Est-ce parce que le gouvernement n'a aucune expérience? Est-ce parce que la législature vient de commencer et que le gouvernement n'a aucune expérience? Cela ne peut pas être le cas, car l'actuel ministre des Finances a fait partie du Cabinet pendant toute la durée du gouvernement de Justin Trudeau. C'est un parlementaire très expérimenté.

En fait, l'ancienne ministre des Finances siège seulement quelques banquettes plus loin. N'importe qui pourrait poser la question à celle qui, souvenons-nous, a présenté en grande pompe l'énoncé économique de l'automne dernier. On pourrait penser que seuls les budgets libéraux peuvent semer le chaos, mais non, nous avons en fait eu une situation où, si je me souviens bien, le gouvernement s'est rendu coupable d'outrage au Parlement en omettant de déposer l'énoncé économique de l'automne. Cela a suscité un débat à l'époque.

Le gouvernement, tellement fier de son énoncé économique de l'automne, avait demandé à la Chambre de lui consacrer toute la journée, et nous savons tous comment cela s'est terminé. En fait, si mes chiffres sont exacts, je crois que 80 % des dépenses prévues dans la motion des voies et moyens à l'étude relèvent de la responsabilité et du contrôle de personnes qui ont déjà siégé au Cabinet. On ne peut donc pas parler d'un manque d'expérience.

Est-ce parce que le gouvernement prépare une combine? Je pense que oui. Je pense qu'il va trafiquer les chiffres concernant les budgets de fonctionnement et de dépenses en capital. Nous verrons cela à l'automne.

• (1815)

**Le Président:** Comme il est 18 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion suivante. Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

**Des voix:** Non.

[La présidence donne lecture de la motion.]

**Le Président:** Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

**John Brassard:** Monsieur le Président, je demande un vote par appel nominal.

**Le Président:** Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au mardi 10 juin, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, je pense que, si vous demandez l'avis de la Chambre, vous constaterez qu'il y a

### Travaux des subsides

consentement unanime pour dire qu'il est 18 h 30, afin que nous puissions passer à l'étude en comité plénier.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**Le Président:** Conformément à l'ordre adopté le mardi 27 mai, la Chambre se formera maintenant en comité plénier afin d'étudier tous les crédits du budget principal des dépenses et du budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026.

Je quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier.

• (1820)

[Traduction]

LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES ET LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2025-2026

(La Chambre se forme en comité plénier, sous la présidence de Francis Scarpaleggia, pour l'étude de tous les crédits du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses (A).)

**Le Président:** Conformément à l'ordre adopté le mardi 27 mai, le comité plénier se réunit aujourd'hui dans le seul but de poser des questions au gouvernement au sujet du budget des dépenses. La première série de questions débutera avec l'opposition officielle, suivie du gouvernement, puis du Bloc québécois. Après cela, nous suivrons le déroulement normal, qui tient compte de la taille proportionnelle de chaque parti.

[Français]

Des périodes de 15 minutes seront attribuées à chaque député auquel la présidence aura donné la parole. Ces périodes pourront être utilisées à la fois pour le débat ou pour poser des questions. Si les députés souhaitent utiliser ce temps pour faire un discours, ils ne devraient pas dépasser 10 minutes afin de laisser au moins cinq minutes pour les questions au ministre ou au secrétaire parlementaire agissant au nom du ministre. Lorsque la parole sera accordée aux députés, ils devront indiquer à la présidence la manière dont la période de 15 minutes sera utilisée, autrement dit quelle portion sera utilisée pour les discours et quelle portion pour les questions et réponses. Les députés qui souhaitent partager leur temps de parole avec un ou plusieurs autres députés devront l'indiquer à la présidence.

Lorsque la période est utilisée pour des questions, la réponse du ministre ou du secrétaire parlementaire devrait correspondre à peu près au temps pris pour poser la question, puisque ce temps sera compté dans le temps accordé aux députés.

[Traduction]

L'étude en comité plénier du budget des dépenses de ce soir ne peut dépasser quatre heures. Je tiens également à préciser que, en comité plénier, les observations doivent être adressées à la présidence. Je demande la collaboration de chacun pour respecter les normes établies en matière de décorum, de langage et de comportement parlementaires.

De plus, conformément à l'ordre adopté le mardi 27 mai, aucune demande de vérification du quorum, motion dilatoire ou demande de consentement unanime ne sera acceptée par la présidence.

*Travaux des subsides*

[Français]

Le député de Skeena—Bulkley Valley a la parole.

[Traduction]

**Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC):** Monsieur le Président, avant que nous commencions, j'aimerais aviser la présidence que je vais diviser mon temps de parole en trois.

Environ 97 % du pétrole canadien est acheminé aux États-Unis par oléoduc. La ministre de l'Environnement est-elle d'accord pour dire que le Canada doit construire d'autres oléoducs pour acheminer le pétrole canadien vers des marchés autres que les États-Unis?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, la position du gouvernement est claire. Les Canadiens veulent que nous concrétisions les grands projets. Ils veulent que nous construisions adéquatement, en tenant compte de l'environnement et en prenant soin de consulter les Autochtones.

Ce n'est pas à moi, la ministre de l'Environnement, qu'il appartient de choisir quels projets vont se concrétiser. Cette discussion s'effectue avec les provinces et les territoires, et...

**Le Président:** Le député de Skeena—Bulkley Valley a la parole.

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, pour que des pipelines soient construits au Canada, il faudra un consensus national parmi toutes les provinces. Devra-t-il également y avoir consensus parmi tous les ministres fédéraux?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, nous avons déposé la Loi visant à bâtir le Canada. Celle-ci décrit très clairement le processus décisionnel. Nous devons tirer parti de l'unité qu'ont démontrée la semaine dernière le premier ministre et les premiers ministres de l'ensemble des provinces et territoires du pays.

• (1825)

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, le gouvernement libéral exigera-t-il le consensus des Premières Nations pour la délivrance d'un certificat environnemental?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, soyons très clairs. Il est fondamental, pour le choix des projets d'intérêt national, de veiller à ce que l'on consulte les Autochtones et à ce qu'ils participent au processus.

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, la Colombie-Britannique a déjà dit non aux pipelines, et il semble que le gouvernement libéral se pliera à cette volonté, malgré la crise tarifaire. S'agit-il d'un veto?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je reviens une fois de plus sur le fait que, la semaine dernière, nous avons vécu un moment d'unité incroyable avec les premiers ministres provinciaux et le premier ministre, qui se sont réunis pour discuter de la manière dont nous pourrions mettre en place des projets d'intérêt national. C'est ce que nous soutiendrons, car c'est ce que les Canadiens attendent de nous.

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, je sais que le gouvernement libéral ne croit pas au droit de veto des Premières Nations, mais cela s'applique-t-il à l'approbation d'un certificat environnemental selon le modèle « un projet, une évaluation » ou même aux termes du projet de loi C-5?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je ne comprends pas où le député veut en venir, car s'il essaie de dire qu'il ne faudrait pas consulter les Autochtones dans le contexte des projets, je lui ré-

pondrai assurément qu'il est dans l'erreur. Les Autochtones doivent faire partie du processus et de la consultation...

**Le Président:** Le député de Skeena—Bulkley Valley a la parole.

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, le gouvernement libéral voudrait réduire le délai d'approbation des projets de cinq à trois ans, mais l'évaluation environnementale prévoit déjà que les décisions relatives aux certificats seront prises dans un délai d'un an à compter du début de l'évaluation environnementale.

Y a-t-il une raison pour que la procédure d'approbation d'un an revienne dans l'évaluation environnementale soit mise de côté?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que nous proposons dans la Loi visant à bâtir le Canada, c'est un processus par lequel des projets d'intérêt national pourront être choisis parce que nous vivons une période exceptionnelle en raison de la menace que les États-Unis font peser sur notre souveraineté et sur notre économie. Cette loi nous permettra de relever ce défi, et nous continuerons à travailler dans l'objectif de bâtir davantage.

**Ellis Ross:** Monsieur le Président, la décarbonation sera une exigence pour les exportations de pétrole vers les marchés autres que les États-Unis.

Cette exigence de décarbonation s'appliquera-t-elle aux exportations de pétrole vers les États-Unis?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, notre pays s'est engagé à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. En fait, les provinces se sont toutes engagées dans cette voie. Cette démarche est nécessaire pour que notre pays reste compétitif, car les autres pays sont à la recherche de technologies propres. Je n'hésiterais pas à dire que nous devons...

**Le Président:** La parole est maintenant au député de Portage—Lisgar.

**Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC):** Monsieur le Président, la ministre appuie-t-elle toujours l'interdiction inconstitutionnelle des plastiques à usage unique?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, le règlement vise seulement certains plastiques à usage unique, et nous maintenons absolument cette position, car nous voyons que le monde évolue dans cette direction.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, si les libéraux sont déboutés en appel, abandonneront-ils leur lutte coûteuse contre le plastique?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, voilà qui me donne l'occasion de souligner que nous sommes en train de négocier un traité mondial en vue de mettre fin aux déchets plastiques. Ce...

**Le Président:** Le député de Portage—Lisgar a la parole.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, en parlant de traités internationaux, êtes-vous pour une taxe mondiale sur le carbone maritime qui frapperait tout ce que nous importons au Canada?

**Le Président:** Je rappelle aux députés qu'ils doivent s'adresser à la présidence.

La ministre de l'Environnement a la parole.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, ce que j'appuie et ce que le gouvernement appuie, c'est de veiller à ce que nous ayons une économie concurrentielle qui soit à la hauteur de la conjoncture mondiale actuelle.

*Travaux des subsides*

• (1830)

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, je conviens qu'il faut être à la hauteur, mais selon Deloitte, l'interdiction des plastiques proposée par le gouvernement ferait augmenter le prix des fruits et légumes de 34 % et le gaspillage alimentaire, de 50 %.

Compte tenu de l'augmentation du recours aux banques alimentaires et du coût du panier d'épicerie en ce moment, est-ce une bonne idée?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, la crise de l'abordabilité que nous traversons en ce moment et que nous nous efforçons de...

J'ai une question à poser au député d'en face. Appuie-t-il le programme national d'alimentation scolaire?

**Branden Leslie:** Madame la ministre, dans votre...

**Le Président:** Veuillez vous adresser à la présidence.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, selon la ministre, qu'est-ce qui est le plus écologique: transporter du pétrole par train ou par oléoduc?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, mon opinion à ce sujet est la suivante: alors que nous effectuons la transition vers une économie carboneutre, il faut toujours veiller à réaliser des projets d'intérêt national qui tiennent compte de nombreuses questions...

**Le Président:** Le député de Portage—Lisgar a la parole.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, j'ai posé une question très claire: pipeline ou oléoduc?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, j'en reviens à mon premier point: il ne m'appartient pas de choisir les projets. Mon travail consiste à veiller à ce que l'on tienne compte de l'environnement après l'approbation d'un projet.

**Kody Blois:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je serai bref. Vous êtes tout à fait capable de gérer le temps de parole. Je suis ici pour écouter ce que la ministre a à dire et j'estime que le président peut gérer le temps de parole. Il n'est pas nécessaire que des députés crient « le temps de parole est écoulé » pendant que la ministre tente de répondre aux questions.

**Le Président:** Il peut être difficile de respecter le temps alloué, mais je remercie le député de Kings—Hants.

Le député de Portage—Lisgar a la parole.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, la ministre croit-elle que le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique a un droit de veto sur la construction de pipelines vers la côte du Pacifique, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je ne suis pas sûre de comprendre pourquoi les députés d'en face renoncent à célébrer ce que les Canadiens voulaient voir, c'est-à-dire l'unité dont les premiers ministres provinciaux et le premier ministre ont fait preuve la semaine dernière.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, tant qu'à renoncer, je vais revenir à la question précédente: pipeline ou chemin de fer? La ministre doit en choisir un.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, c'est la même question et la même réponse: ce n'est pas à moi de choisir. Mon travail consiste à veiller à ce que nous tenions compte de l'environnement dans chaque décision que nous prenons.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, en tant que ministre de l'Environnement, la ministre appuie-t-elle la construction d'un nouveau pipeline au Canada?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, la réponse demeure la même: mon travail est de veiller à ce que nous tenions compte de l'environnement lorsque nous prenons des décisions. Mon travail de ministre de l'Environnement n'est pas de choisir des projets précis.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, le premier ministre dit que tout nouveau pipeline doit faire l'objet d'un consensus. Pouvez-vous me donner votre définition de consensus, madame la ministre?

**Le Président:** Comme je l'ai déjà dit, les députés doivent adresser leurs observations à la présidence.

La ministre de l'Environnement a la parole.

**Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, les Canadiens veulent nous voir travailler ensemble, et je dirais que cela s'applique aux députés d'en face. Les Canadiens veulent que nous relevions le défi lancé par le président Trump. J'espère que les députés d'en face sont prêts à nous aider.

**Branden Leslie:** Monsieur le Président, y a-t-il des groupes ou des personnes au Canada qui ont une sorte de droit de veto et qui pourraient s'en servir pour briser l'éventuel consensus?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, de quel consensus parlent-ils? Ils ne font que formuler des hypothèses. Je ne sais pas trop à quoi ils font référence, alors ils se réjouissent peut-être...

**Le Président:** Le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley a la parole.

**Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC):** Monsieur le Président, il semble que le temps du consensus est déjà passé au pays. C'est ce que la ministre vient de nous dire.

J'ai toutefois une autre question à lui adresser. Le gouvernement abolira-t-il le plafonnement des émissions, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, tout d'abord, afin de dissiper tout malentendu, je répète ce que j'ai dit: je ne sais pas à quel consensus les députés d'en face font référence. Pour ce qui est de l'unité, lorsque les premiers ministres provinciaux et le premier ministre sont sortis de la salle de réunion la semaine dernière, ils ont annoncé que nous nous apprêtions à bâtir le Canada ensemble, alors ils se sont effectivement mis d'accord.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la ministre a dit qu'il n'y a pas de droit de veto, mais nous avons vu le premier ministre de la Colombie-Britannique indiquer sans équivoque qu'il n'appuierait absolument aucun projet de pipeline. Comment peut-elle affirmer devant la Chambre qu'il y a une unité au pays alors que, selon les paroles du premier ministre de la Colombie-Britannique, il n'y a pas de consensus?

• (1835)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, dois-je comprendre que, selon le député d'en face, les députés de son parti préféreraient semer la discorde alors que le président Trump menace la souveraineté et l'économie de notre pays? Sont-ils prêts à se joindre à nous pour bâtir une économie forte?

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la discorde est déjà présente au sein du Cabinet libéral. D'ailleurs, le Cabinet compte deux ministres de l'Environnement. La députée accepte-t-elle cela?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, à ce que je sache, il n'y a qu'une seule ministre de l'Environnement et du Changement climatique, et c'est moi.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, le ministre précédent a déclaré qu'il n'y aurait pas de nouveaux pipelines, alors il semble encore se considérer comme un ministre de l'Environnement. Qu'en pense la ministre?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je ne pense pas qu'il m'appartienne de parler des sentiments de qui que ce soit, en particulier ceux que j'entends de la part des députés d'en face. Le plus important, c'est que nous travaillions maintenant à l'unisson.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la ministre parle de travailler à l'unisson mais, d'après ce que nous observons, les libéraux s'entendent uniquement sur le fait qu'ils ne veulent pas d'un autre pipeline d'exportation au Canada. Y a-t-il consensus, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, j'espère que le député d'en face appuiera la Loi visant à bâtir le Canada, qui nous donne l'occasion de réaliser des projets d'intérêt national. Cette mesure législative nous aidera alors que nous arrivons à un tournant décisif. Or, le député d'en face n'a pas l'air de vouloir l'appuyer. Est-ce que les conservateurs l'appuient?

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la loi permettrait-elle de construire un pipeline au Canada, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, les conservateurs appuieront-ils la réalisation de projets d'intérêt national, oui ou non?

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, le projet de loi permettrait-il de construire un pipeline, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, le projet de loi prévoit des facteurs, que je serais ravie de lire au député s'il le souhaite. Ma question est la suivante: vont-ils appuyer le projet de loi?

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, le projet de loi permettrait-il de construire un pipeline?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, il y a des projets d'intérêt national que notre pays tout entier doit mener à bien. Ma question est la suivante: les conservateurs vont-ils soutenir les premiers ministres de tout le pays?

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, le ministre n'a pas dit une seule fois le mot « pipeline ». Je lui pose la question une fois de plus: le projet de loi permettrait-il de construire un pipeline, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, encore une fois, il ne m'appartient pas de choisir les projets qui seront réalisés. Mon travail consiste à veiller à ce que l'environnement soit pris en compte lorsque nous prenons ces décisions, et c'est exactement ce que le projet de loi permet de faire.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la ministre n'a pas prononcé le mot « pipeline » dans cette enceinte. Pourquoi refuse-t-elle de dire le mot « pipeline »?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je choisis mes mots avec soin, car nous avons des projets d'intérêt national qui doivent être réalisés. Ce n'est pas à moi de choisir lesquels, mais je veillerai à ce qu'ils soient réalisés dans l'intérêt national.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, la ministre s'éloigne des faits. Elle dit qu'il n'est pas question de pipelines dans le projet de loi. On dirait que les libéraux ne vont pas faire construire de pipelines. Or, s'il y a consensus national, s'ils parviennent à l'obtenir, le

Cabinet va-t-il opposer son veto, comme le lui permet la Loi sur l'évaluation d'impact?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je trouve cela un peu fort de la part des conservateurs, qui n'ont pas su mener à bien ne serait-ce qu'un seul projet pendant leur mandat, parce qu'ils ne se souciaient pas de l'environnement et qu'ils n'ont pas consulté les peuples autochtones.

**Jeremy Patzer:** Monsieur le Président, quel est le salaire moyen dans le secteur pétrolier et gazier?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, il ne me revient pas de parler des salaires moyens ou des salaires en général. Cependant, je tiens à dire que nous veillerons à ce qu'il y ait des emplois syndiqués bien rémunérés partout au pays afin de bâtir un Canada fort.

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un véritable honneur que d'être ici ce soir en tant que ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.

Je tiens à prendre un moment pour remercier les gens d'Halifax-Ouest de m'avoir fait confiance et de m'avoir élue députée pour la deuxième fois.

Je suis accompagné ce soir par le sous-ministre, le Dr Harpreet S. Kochhar. Je tiens à prendre un moment pour le remercier ainsi que tous les membres du personnel qui m'ont aidée au cours des très courtes semaines depuis que j'ai la chance d'occuper le rôle de ministre et au cours de la transition.

J'ai plusieurs observations à faire en ce qui concerne le budget des dépenses, raison pour laquelle nous sommes ici ce soir.

● (1840)

[Français]

J'ai le plaisir de prendre la parole pour discuter des investissements directs que notre gouvernement fait dans le domaine de l'immigration, des réfugiés et de la citoyenneté au Canada par l'entremise du budget principal des dépenses cette année.

[Traduction]

Nous sommes ici pour que les Canadiens sachent comment les fonds publics seront dépensés et pour qu'ils soient informés des travaux que nous menons pour assurer la bonne gestion du système d'immigration. Les investissements que nous faisons maintenant sont essentiels à la croissance du Canada et à notre économie de demain.

[Français]

Comme indiqué dans le discours du Trône, notre gouvernement s'est engagé à regagner la confiance des Canadiens dans un système d'immigration fort, efficace et réactif.

*Travaux des subsides*

[Traduction]

Nous voulons que notre système d'immigration soit un élément essentiel de la croissance économique partout au pays. En procédant de façon ciblée, nous restons déterminés, comme nous l'avons annoncé, à réduire les niveaux d'immigration globaux au cours des prochaines années. Cette réduction se reflète dans la diminution du financement demandé dans ce budget principal des dépenses. En même temps, ce budget des dépenses reflète divers programmes mis en œuvre par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada qui nous permettent d'atteindre notre objectif d'attirer les nouveaux arrivants talentueux dont le Canada a le plus besoin, de respecter nos obligations internationales et de fournir aux immigrants les ressources adéquates dont ils ont besoin pour avoir une chance de réussir ici.

[Français]

Ce budget des dépenses nous permettra de répondre aux besoins urgents des demandeurs d'asile en matière de logement, de fournir des services de santé essentiels aux nouveaux arrivants et de mettre en place une plateforme numérique plus stable qui modernisera l'expérience des clients et permettra de mieux relever les défis mondiaux.

[Traduction]

À cette fin, nous investissons 134,8 millions de dollars dans la modernisation de la plateforme et la numérisation pour améliorer les services à la clientèle grâce aux comptes en ligne, à de nouveaux processus de soutien, ainsi qu'à la simplification, au traitement et à la numérisation des demandes de visa et de permis. En investissant et en améliorant l'expérience des clients, nous nous dotons de meilleurs outils pour attirer les nouveaux arrivants qui ont les compétences recherchées que le Canada souhaite le plus obtenir dans des secteurs où les besoins sont élevés, comme les soins de santé et la construction.

En même temps, nous restons déterminés à rétablir la confiance du public dans le système d'immigration. Les Canadiens et les nouveaux arrivants s'attendent à un système durable et bien géré, doté de règles claires qui répondent à nos besoins économiques à long terme et qui fonctionnent avec intégrité et équité.

[Français]

Un élément clé est une meilleure gestion de l'immigration temporaire pour que le nombre de nouveaux immigrants que nous accueillons soit raisonnable par rapport à notre capacité à les accueillir et à assurer leur réussite.

[Traduction]

Le gouvernement s'est engagé à limiter l'immigration temporaire, ce qui comprend les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires, à moins de 5 % de la population nationale d'ici 2027. Ce travail a déjà commencé. Le budget principal des dépenses finance également des mesures d'intégrité qui permettront de mieux protéger tous ceux qui se trouvent au Canada. La collecte de données biométriques nous aide à gérer les identités et à veiller à ce que toute personne souhaitant rester au Canada fasse l'objet d'un contrôle approprié. C'est pourquoi nous investissons 55,5 millions de dollars dans un service de collecte de données biométriques entièrement pris en charge. Pour continuer d'assurer la sécurité des Canadiens et de tous ceux qui se trouvent au Canada, nous continuerons de travailler avec l'Agence des services frontaliers du Canada, comme le précise le projet de loi visant une sécurité rigou-

reuse à la frontière, que le gouvernement a présenté la semaine dernière.

L'immigration reste un élément essentiel de la réussite à long terme de notre pays. C'est pourquoi nous continuerons de collaborer avec les provinces, les territoires et les municipalités pour veiller à ce que les objectifs nationaux et régionaux en matière d'immigration soient atteints. En tenant compte des demandes du marché du travail local, des programmes dynamiques tels qu'Entrée express Canada et la Stratégie en matière de compétences mondiales permettront à ceux qui possèdent des compétences recherchées d'accepter des offres d'emploi et de contribuer plus rapidement à l'économie canadienne.

En ce qui concerne l'immigration, notre relation avec le Québec est unique. Dans le cadre de l'Accord Canada-Québec, nous verserons au Québec 867,3 millions de dollars pour soutenir l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants dans la province, ce qui représente une augmentation de 92,3 millions de dollars par rapport à l'année dernière. Le gouvernement est conscient de la pression considérable que l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile exerce sur les provinces, les territoires, les municipalités et les partenaires communautaires. Voilà pourquoi nous avons proposé des investissements importants dans le cadre du Programme d'aide au logement provisoire. Le modèle renouvelé de ce programme investit dans des solutions plus fiables et plus rentables qui contribuent à renforcer les capacités à long terme à l'échelle nationale.

● (1845)

[Français]

Nous avons également proposé des investissements aux provinces et aux territoires qui réinstallent des personnes vulnérables et protégées par l'intermédiaire du Programme fédéral de santé intérimaire. En veillant à ce que ces clients aient accès aux services de santé de base garantis aux Canadiens, nous leur donnons, ainsi qu'à leurs provinces et territoires, les moyens de mieux s'intégrer.

[Traduction]

Il existe des voies légales pour les demandes d'asile et l'accueil des réfugiés, et c'est pourquoi ce travail va de pair avec les efforts continus visant à réduire le nombre de passages irréguliers à la frontière. Le système d'asile et les programmes pour les réfugiés du Canada doivent être protégés afin qu'ils soient pleinement adaptés et opérationnels pour les demandeurs authentiques qui ont besoin de la compassion et du soutien du Canada.

Dans l'ensemble, il est important de noter que toute augmentation du financement de certains programmes est compensée par une diminution d'autres programmes, comme ceux où nous avons respecté nos engagements ou dont l'objectif temporaire a été atteint. Cette mesure, combinée à la réorientation des dépenses gouvernementales vers d'autres initiatives, a contribué à la récupération de certains coûts.

Je conclurai en disant que l'immigration est essentielle à l'économie de notre pays et qu'elle représente près de 100 % de la croissance de la main-d'œuvre au Canada. Notre plan s'appuiera sur le soutien aux provinces, aux territoires et aux communautés tout en respectant nos obligations internationales et nos valeurs humanitaires.

*Travaux des subsides*

[Français]

Étant donné que nous réduisons nos objectifs en matière d'immigration et que nous interrompons temporairement la croissance due à l'immigration, les dépenses diminueront dans ce programme, ce qui nous permettra de les réorienter vers d'autres initiatives.

[Traduction]

Le nouveau gouvernement libéral soutient l'intégration des nouveaux arrivants tout en leur donnant une chance équitable de s'établir au Canada. Les Canadiens nous disent qu'ils veulent que notre système d'immigration fonctionne pour tout le monde et que les immigrants soient correctement épaulés dès leur arrivée dans notre beau pays. C'est exactement ce que nous faisons. Nous sommes à l'écoute. Nous agissons.

Le Canada est un endroit où il fait bon vivre. Nous sommes ici pour veiller à ce que chaque personne au Canada ait accès à tous les outils nécessaires pour réussir.

[Français]

**Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.):** Monsieur le Président, tout d'abord, je félicite l'honorable ministre de l'Immigration pour cette belle nomination.

Plusieurs immigrants et demandeurs d'asile expriment une grande inquiétude devant la possibilité d'être renvoyés vers des pays où la situation est instable ou dangereuse. Comment le projet de loi C-2 prend-il en compte la protection des droits fondamentaux et la sécurité des personnes vulnérables dans cette situation?

• (1850)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le Président, premièrement, je me permets de remercier mon collègue le député de Longueuil—Saint-Hubert de cette question.

C'est vraiment une bonne question. C'est une question cruciale. Je vais répondre en disant que nous prenons des mesures importantes pour renforcer l'intégrité de notre système d'immigration tout en respectant nos engagements humanitaires. C'est pourquoi nous avons introduit des changements pour assurer que notre système d'immigration peut répondre aux défis d'aujourd'hui et de l'avenir. Cela augmentera l'efficacité du système et permettra de traiter plus rapidement l'inventaire actuel.

Bien que les personnes ne puissent pas demander l'asile, elles auraient accès à l'examen de risque avant renvoi. C'est très important dans notre système, parce que ces procédures permettent d'éviter que des personnes soient renvoyées dans un pays où elles risquent d'être persécutées, torturées ou de subir d'autres préjudices.

[Traduction]

**L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter encore une fois la ministre. Les Néo-Écossais sont très fiers d'elle, tout comme le sont les députés qui siègent au caucus de la Nouvelle-Écosse.

Je sais que nous n'avons pas prévu partager notre temps de parole, mais je me demande si elle pourrait nous parler un peu de son héritage libanais, de son histoire et de ce que cela signifie d'être ministre de l'Immigration.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire vient de ma province, la Nouvelle-Écosse. C'est un pur plaisir de travailler avec lui depuis que j'ai été élue au fédéral,

mais c'était déjà le cas lorsque j'étais députée à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Il me rappelle souvent à quel point il est jeune, mais il n'y a pas d'âge à la Chambre. Nous venons tous de milieux très différents.

Le député a tout à fait raison de dire que je suis d'origine libanaise. J'en suis d'ailleurs particulièrement fière. Je sens sur mes épaules le poids de mes responsabilités à titre de nouvelle ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de ce beau pays qu'est le Canada, qui, au fil des générations, est devenu la patrie de tant de gens. Ce pays est notre patrie, et une multitude de personnes y ont construit leur vie, y compris ma famille. Mon père est arrivé ici lorsqu'il était dans la vingtaine, il y a bien longtemps.

J'ai été élue pour la première fois en 2021 et avant de devenir ministre, j'ai eu le privilège de présenter un projet de loi d'initiative parlementaire pour faire de novembre le Mois du patrimoine libanais. J'invite tous les députés, lorsqu'ils retourneront dans leur circonscription en novembre, à célébrer la riche histoire des Libanais et de toutes les personnes des quatre coins du monde qui viennent faire du Canada leur chez-soi.

[Français]

**Patrick Bonin (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, je vais utiliser mon temps de parole pour questionner la ministre, que je souhaite d'ailleurs féliciter pour sa nomination. Ce sera un plaisir d'avoir des échanges constructifs avec elle.

Ma première question porte sur le Règlement sur les plafonds d'émissions de gaz à effet de serre du secteur pétrolier et gazier au pays, annoncé en 2021 par le gouvernement. À partir de quand exactement le gouvernement et Mme la ministre seront-ils en mesure de mettre en œuvre ce règlement de plafonnement d'émissions dans le secteur pétrolier et gazier?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je pense que le député et moi pourrions bien travailler ensemble en matière d'environnement.

Quand on parle du plafonnement des émissions à effet de serre, c'est vraiment important, car 30 % des émissions au Canada proviennent du secteur pétrolier. Il est donc vraiment important que tous les secteurs, toutes les industries dans notre pays travaillent pour nous aider à plafonner, et même à réduire nos émissions.

Nous continuons notre travail en utilisant tous les outils que nous avons pour ce...

• (1855)

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, on a récemment appris dans le *Toronto Star* que le premier ministre pourrait abandonner l'idée d'un plafond d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier, entre autres si c'était fait en échange de projets de stockage de CO<sub>2</sub> par l'Alliance Nouvelles voies.

J'aimerais savoir si la ministre peut nous éclairer sur cette possibilité?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, c'est important. Le gouvernement a fait l'annonce du plafonnement des émissions des gaz à effet de serre du secteur pétrolier en décembre de l'année passée. Il a tenu des consultations, comme il doit toujours y en avoir pour ce type de règlement. C'est un des outils que nous avons dans notre boîte à outils.

*Travaux des subsides*

Nous sommes encore engagés à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, je vais répéter ma première question pour être très clair: est-ce que la ministre peut nous indiquer quand sera déposé le projet de règlement pour le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le gouvernement a proposé en décembre dernier le règlement pour le plafonnement des gaz à effet de serre qui viennent du secteur pétrolier.

Après, il a tenu des consultations et des conversations avec l'industrie et avec les Canadiens. Il continue de faire ce travail. Alors...

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, j'en appellerais presque au Règlement pour obtenir, si possible, des réponses un peu plus concises de la part de la ministre.

Je suis bien conscient que le projet de règlement a été déposé en décembre dernier.

Quand les consultations vont-elles se terminer et quand le gouvernement va-t-il déposer son projet de règlement final et officiel pour adoption?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, après que nous aurons terminé les consultations, nous devons étudier ce que nous aurons entendu, puis déterminer ce que nous devons faire, à l'aide de tous les outils que nous avons, pour bien nous rendre à la carboneutralité d'ici 2050.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, le premier ministre est maintenant le nouveau champion des pipelines au pays. Il a dit à la Chambre, en anglais, qu'il allait construire des pipelines.

Que pense la ministre de l'Environnement et du Changement climatique de l'idée d'un pipeline qui traverserait le Canada de bord en bord?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit avant, choisir les projets ne fait pas partie de mon travail, mais, pour ma part, je dois toujours faire en sorte que l'on considère l'environnement. C'est mon travail comme ministre de l'Environnement et du Changement climatique, et je suis bien engagée à le faire.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, est-ce que la ministre voit une contradiction entre le plafonnement des émissions du Canada pour le secteur pétrolier et gazier et l'idée de construire de nouveaux pipelines?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, encore une fois, ce n'est pas à moi de décider quels seront les projets pour notre pays et pour bâtir le Canada. C'est quelque chose que nous allons faire ensemble, comme pays. Mon rôle est de toujours considérer comment nous allons nous rendre à la carboneutralité d'ici 2050.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, l'ancien ministre de l'Environnement et du Changement climatique a dit, avant d'occuper ce poste, qu'un pipeline comme Énergie Est était incompatible avec l'Accord de Paris.

Est-ce que la ministre partage les propos de l'actuel ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je vais donner la même réponse à la même question. Mon travail est de m'assurer que le Canada va atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et de m'as-

surer qu'on pense toujours à l'environnement quand on fait un projet. C'est ce que je fais, et je m'engage tous les jours à le faire.

• (1900)

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, la ministre parle beaucoup de protéger l'environnement tout en développant l'économie, mais j'aimerais qu'elle m'explique comment un pipeline peut protéger l'environnement.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, encore une fois, ce que nous avons maintenant, c'est un projet de loi déposé à la Chambre dont nous pourrions débattre et sur lequel nous pourrions voter. Il s'agit de déterminer comment nous allons nous unir, comme pays, et choisir des projets d'intérêt national. Quand on doit prendre une telle décision, un des facteurs à considérer est la manière dont ces projets vont contribuer à...

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, je vais répéter ma question.

Comment la ministre pense-t-elle qu'un pipeline peut protéger l'environnement?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, il ne s'agit pas de choisir un projet ou un autre, et ce n'est pas à moi de le faire. Pour toutes les décisions qu'il faudra prendre dans le contexte de ce projet de loi visant à bâtir le Canada, il faudra déterminer si le projet nous aidera à atteindre nos objectifs en matière de changements climatiques.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur la notion de consensus pour un projet dit d'intérêt national.

Est-ce que la ministre considère que, si une province s'oppose à un projet, il pourrait y avoir un consensus?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que nous avons vu la semaine dernière était vraiment un moment important, et c'est ce que les Canadiens veulent voir: les premiers ministres de toutes les provinces et de tous les territoires ainsi que le premier ministre du Canada se sont assis ensemble pour voir la manière dont ils pouvaient travailler ensemble.

Nous devons être unis. Nous devons travailler ensemble. C'est une chose à laquelle nous nous engageons chaque jour.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, j'aimerais que la ministre précise si, par ses dires, elle entend que les Québécois seraient d'accord pour se faire imposer un projet de pipeline qui traverserait le Québec.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà mentionné, il y a eu une rencontre avec les premiers ministres de toutes les provinces la semaine dernière. J'ai d'ailleurs pu parler avec le ministre de l'Environnement du Québec, tout comme je le fais avec les ministres de l'Environnement de chacune des provinces pour vraiment savoir ce qu'ils pensent. Ce que les Canadiens veulent voir, c'est un Canada uni face à...

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, si le gouvernement du Québec rejette un projet de pipeline, le gouvernement s'engage-t-il à renoncer à tout autre projet qui pourrait être imposé au Québec?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà mentionné, je pense que les Canadiens veulent que nous travaillions ensemble. Lorsqu'il est question de projets d'intérêt national, les Canadiens souhaitent que nous travaillions ensemble, sans créer de division. C'est ce que notre gouvernement va continuer de faire.

Quant au projet de loi lié à de tels projets, j'espère que le député...

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, la ministre peut-elle confirmer que, dans le projet de loi du gouvernement sur les projets dits d'intérêts nationaux, les provinces n'ont pas de droit de veto sur les projets qui pourraient leur être imposés, comme des pipelines?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, pour ce qui est des projets d'intérêts nationaux, je demanderais au député de l'autre côté de poser ses questions au ministre responsable des Affaires intergouvernementales.

Pour ma part, je peux dire que notre gouvernement s'engage à travailler dans l'unité, avec l'ensemble des provinces et des territoires...

**Le Président:** L'honorable député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, je suis grandement surpris que la ministre renvoie les questions au ministre responsable des Affaires intergouvernementales, parce que ce projet de loi touche plusieurs lois environnementales et qu'il propose d'affaiblir les protections environnementales, et même la lutte contre les changements climatiques.

Cela dit, la ministre peut-elle confirmer que, dans le projet de loi actuel, il n'y a aucune condition pour tout projet dit d'intérêt national de respecter nos engagements climatiques et de croissance propre au pays?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, le projet de loi comporte plusieurs facteurs, et je crois qu'il est important de les examiner. Bien que plusieurs facteurs portent sur d'autres choses, il est clairement indiqué, si l'on se concentre uniquement sur l'aspect environnemental, que les projets doivent « contribuer à la croissance propre et à l'atteinte des objectifs du Canada en ce qui a trait aux changements climatiques ». C'est inscrit dans le projet de loi.

• (1905)

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur ces facteurs. Est-ce que la ministre est en train de dire que ces facteurs seront obligatoirement respectés?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que je dis, c'est que certains facteurs du projet de loi doivent être pris en considération, comme les consultations avec les peuples autochtones et les questions liées à l'environnement.

Pour ma part, la question que je me pose est la suivante: le député d'en face va-t-il donner son appui...

**Le Président:** Le député de Repentigny a la parole.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, la ministre peut-elle nous dire si les facteurs mentionnés dans le projet de loi sur les projets dits d'intérêt national sont des facteurs que le gouvernement sera obligé ou non de respecter?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que nous respectons en tant que gouvernement, ce sont les deux demandes que les Canadiens nous ont adressées. Les Canadiens souhaitent que nous bâtissions un Canada fort, doté d'une économie forte, tout en

veillant à la protection de l'environnement. Il s'agit donc non seulement d'unir nos efforts, mais aussi de bien faire les choses.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, je prends note que la ministre refuse de me dire si les facteurs sont des facteurs que le gouvernement respectera obligatoirement. D'après ce que je comprends, et je ne suis pas le seul, ils ne le sont pas.

La ministre peut-elle nous expliquer maintenant ce qu'est du pétrole décarboné, comme le mentionne le premier ministre?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, parmi l'ensemble de nos actions, les gens doivent porter attention à la manière dont nous plafonnons les émissions dans tous les secteurs industriels. C'est vraiment important si nous voulons atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, vous me voyez encore une fois grandement déçu de ne pas avoir de réponses à mes questions.

Est-ce que, pour la ministre, le pétrole décarboné existe?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce dont on parle, c'est comment on peut devenir une superpuissance énergétique. Pour ce faire, on doit avoir accès à l'énergie à un bon coût, avec moins de risques et que ce soit carboneutre ou à faibles émissions de carbone.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, le gouvernement parle beaucoup de consultations dans le cadre de son projet de loi sur les projets dits nationaux.

Les Premières Nations seraient-elles seulement consultées ou le gouvernement s'assurerait-il d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé pour tout projet qui pourrait leur être imposé?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, c'est important que les peuples autochtones participent à ce que nous faisons quand nous bâtissons un Canada uni et une économie forte pour notre pays. C'est bien dit qu'on doit consulter les peuples autochtones en même temps que nous protégeons l'environnement.

**Patrick Bonin:** Monsieur le Président, j'aimerais que la ministre nous explique la différence entre une consultation des Premières Nations comparativement à l'obtention d'un consentement préalable, libre et éclairé.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, j'ai parlé des facteurs auxquels on doit penser quand on prend des décisions concernant les projets d'intérêt national et le projet de loi. J'espère que le député va l'appuyer. Il faut notamment prendre en compte les intérêts des peuples autochtones. C'est là...

**Le Président:** Je remercie la ministre. La période de questions est terminée.

J'invite maintenant la ministre de l'Environnement et du Changement climatique à livrer son discours.

[Traduction]

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président et chers collègues, je suis heureuse d'être devant vous ce soir à titre de ministre de l'Environnement et du Changement climatique pour discuter du Budget principal des dépenses 2025-2026 d'Environnement et Changement climatique Canada, de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada et de l'Agence canadienne de l'eau.

*Travaux des subsides*

• (1910)

[Français]

Avant de commencer, je tiens à souligner que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe, premier gardien des terres, des eaux et de l'air que nous partageons aujourd'hui.

C'est un immense honneur, tant sur le plan personnel que professionnel, d'assumer le rôle de ministre de l'Environnement et du Changement climatique. La protection de l'environnement, c'est une passion depuis toujours. C'est dans cet esprit que j'ai exercé mes fonctions de secrétaire parlementaire auprès du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles. J'ai occupé ces deux postes pendant quatre ans. Je remercie sincèrement le premier ministre de la confiance qu'il m'a accordée.

[Traduction]

J'ai été ravie d'entendre le discours du Trône reprendre la promesse que nous avons faite aux Canadiens de bâtir l'économie la plus forte du G7 et de défendre notre souveraineté. On y réitère également la promesse d'atteindre la carboneutralité au Canada. Ce sont des engagements pertinents, car notre monde est en train de changer. Notre souveraineté est menacée. Notre environnement est menacé. Les Canadiens nous ont élus pour que nous nous contrions ces deux menaces en unifiant l'économie canadienne de façon à ce qu'elle soit la plus forte du G7, tout en luttant contre les changements climatiques et en protégeant les Canadiens de leurs répercussions.

Le Budget principal des dépenses 2025-2026, dont nous discutons aujourd'hui, joue un rôle important pour orienter le Canada dans la bonne direction.

[Français]

Les fonds alloués permettront à Environnement et Changement climatique Canada de continuer à jouer un rôle de chef de file à l'échelle nationale tout en collaborant étroitement avec la population canadienne et les peuples autochtones. Ils nous aideront à lutter contre les changements climatiques, à protéger la nature, à préserver la santé et la sécurité de l'environnement et de la population canadienne, et à favoriser une croissance propre.

Le ministère poursuivra ces objectifs de plusieurs façons. En tant que source officielle pour les renseignements et les avertissements météorologiques au pays, nous continuerons d'offrir des renseignements météorologiques précis et opportuns, y compris des alertes de temps violent, à la population canadienne afin qu'elle puisse prendre des décisions éclairées pour protéger sa santé et sa sécurité. Nous continuerons également d'assurer un leadership national pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluant climatiques à courte durée de vie au Canada, parce que nous savons tous que les changements climatiques sont bien réels.

[Traduction]

Sous le gouvernement conservateur précédent, le Canada était en voie d'augmenter ses émissions de 9 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Nous avons renversé cette tendance. Nous avons maintenant atteint notre niveau d'émissions le plus bas depuis plus de 25 ans, exception faite de la pandémie. Alors que nous travaillons à diversifier nos relations commerciales dans la foulée des tarifs injustes que nous ont imposés les États-Unis, nos efforts de réduction des émissions sont plus pertinents que jamais. En effet, le

maintien d'une tarification du carbone rigoureuse pour les industries est une condition préalable pour que les entreprises canadiennes puissent accéder à certaines des plus grandes économies mondiales. L'opposition de Pierre Poilievre aux politiques à ce chapitre ne ferait par conséquent qu'affaiblir notre capacité à diversifier nos relations commerciales. J'espère que, plutôt, les conservateurs travailleront avec nous pour lutter contre les changements climatiques et protéger notre environnement.

Des pays partout dans le monde s'attendent à ce que le Canada fournisse de l'énergie à faible risque, à faible coût et à faible teneur en carbone. C'est la clé pour que le Canada devienne la superpuissance énergétique qu'il a le potentiel de devenir.

Il ne fait aucun doute que pour lutter efficacement contre les émissions de carbone du Canada, il faut que les grands émetteurs agissent. Le système de tarification fondé sur le rendement, aussi connu sous le nom de tarification du carbone pour les industries, finance des projets technologiques canadiens novateurs et créateurs d'emplois qui tirent partie de technologies et de carburants plus propres, d'initiatives sur l'électricité propre et de la décarbonation des secteurs industriels du Canada.

Les 25 millions de dollars que la sucrerie Redpath a reçus pour moderniser son équipement et ses systèmes en sont un excellent exemple. C'est une belle histoire, alors je demande aux députés de bien vouloir m'écouter. Ce projet rendra le processus de raffinage du sucre plus efficace et réduira la consommation d'énergie thermique, tout en contribuant à diminuer la pollution causée par le carbone.

Le climat du Canada a changé et il continuera de changer. C'est indéniable. Voilà pourquoi nous continuerons à nous préparer adéquatement et à nous adapter aux changements climatiques afin d'assurer la sécurité, la santé et la résilience des Canadiens et de leurs collectivités. Nous continuerons de prendre des mesures énergiques pour aider les Canadiens à se préparer aux inondations, aux feux de forêt, à la sécheresse, à l'érosion des côtes et à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes qu'aggravent les changements climatiques. Nous garderons également le cap sur la prévention de la pollution des écosystèmes, de l'eau et de l'air.

Il y a aussi la conservation de la nature. J'ai travaillé avec le milieu pour endiguer ou inverser la perte de biodiversité, y compris pour les espèces en péril. Le ministère continuera à poursuivre ses progrès en conservant et en protégeant la faune, la flore et les habitats du Canada, en travaillant au rétablissement des espèces en péril et, de surcroît, en veillant à ce que le savoir structurant et les perspectives des Autochtones restent au cœur de la réalisation de nos objectifs au bénéfice des Canadiens et de l'environnement.

• (1915)

[Français]

L'heure est venue de regarder le budget principal des dépenses de 2025-2026. Les niveaux de référence du ministère dans ce budget s'élèvent à un peu plus de 3,127 milliards de dollars. C'est une augmentation de 366,3 millions de dollars, soit une augmentation de 13,3 %, par rapport au budget principal des dépenses de 2024-2025.

### *Travaux des subsides*

Cette différence s'explique en large partie par un nouveau financement de 300 millions de dollars pour une subvention allant à l'Initiative de financement de projets pour la permanence des Territoires du Nord-Ouest, des dépenses législatives pour retourner les produits de la redevance sur les combustibles aux communautés autochtones et la distribution des revenus dans le cadre du système de tarification fondé sur le rendement. Cette augmentation est en partie compensée par le transfert de ressources à la nouvelle Agence de l'eau du Canada. Certains fonds ont été reportés alors que certains programmes ont atteint leur date de fin prévue.

[Traduction]

Passons maintenant aux subventions et aux contributions prévues dans le Budget principal des dépenses 2025-2026. Je tiens à souligner sans attendre la plus importante, c'est-à-dire la subvention de 300 millions de dollars à la société de fiducie Notre terre pour l'avenir, dans les Territoires du Nord-Ouest, qui ajoutera près de 2 % du territoire canadien aux terres protégées. Il s'agit d'un projet majeur. Il y a également des contributions votées à l'appui du Fonds canadien pour la nature et des contributions à l'appui de la préservation de la nature.

Je ne les énumérerai pas toutes. Les députés peuvent consulter le Budget principal des dépenses 2025-2026 pour en savoir plus, mais j'ajouterai qu'il y a également des fonds affectés à l'Agence d'évaluation d'impact et à l'Agence canadienne de l'eau, qui effectuent toutes les deux un travail important pour soutenir notre pays et sa population.

Nous continuerons à travailler ensemble d'un bout à l'autre du pays pour bâtir un Canada fort.

• (1920)

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je formulerai une observation, puis je soulignerai ce qui me semble être un contraste très important, avant de conclure par une question.

Il était intéressant d'observer les délibérations pendant que nous abordions la question du processus budgétaire. Les conservateurs tentaient d'amener la ministre à parler de toute la question des pipelines. Je ne pouvais m'empêcher de penser à l'échec total et absolu du gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui n'a même pas réussi à construire un seul centimètre de pipeline vers la côte. Ils essaient de donner l'impression qu'ils se moquent de l'environnement et qu'ils veulent simplement que des pipelines soient construits, même s'ils ont eux-mêmes échoué lamentablement à cet égard, et il y a une bonne raison à cela.

Pour réaliser un développement durable, il faut tenir compte de l'environnement dans le cadre du développement de notre économie, et c'est là que réside, selon moi, la grande différence entre les libéraux et les conservateurs. Nous ne sommes pas prêts à abandonner l'environnement.

Ma question porte davantage sur la loi sur l'unité de l'économie canadienne, à laquelle la ministre a fait allusion. Elle siège au sein du Cabinet où elle défend ardemment cette cause, et nous avons un premier ministre qui comprend les avantages de présenter ce projet de loi et, espérons-le, de le faire adopter.

La ministre a parlé de la conférence des premiers ministres des provinces et des territoires. Il y a une semaine, jour pour jour, les premiers ministres étaient en Saskatchewan, et je crois qu'ils sont

parvenus à un consensus fort sur un éventail de questions. Au bout du compte, cela a été un grand succès et, par la suite, je pense que tous les Canadiens ont vu que cela avait été un succès quand les premiers ministres des provinces et des territoires sont allés rencontrer les journalistes. Il y avait un sentiment positif qu'il faut bâtir le Canada ensemble, assurer l'unité de l'économie canadienne et réaliser des projets d'intérêt national.

Je me demande si la ministre pourrait nous en dire plus à ce sujet et si elle a quelque chose à ajouter, parce que je me rends compte qu'elle a manqué de temps à la fin de son intervention.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je tiens vraiment à remercier le député de poser cette question très pertinente, qui va au cœur de ce que nous essayons de faire en ce moment au Parlement. C'est pourquoi je fais appel aux députés d'en face pour qu'ils nous aident à mener à bien ce projet.

Des élections viennent tout juste d'avoir lieu, et les Canadiens ont très clairement exprimé leurs attentes et leurs préoccupations. Soyons clairs. Le président Trump, qui impose des droits de douane injustifiés à nos industries, menace comme jamais auparavant notre souveraineté et notre économie.

Ce que j'ai entendu pendant que je faisais du porte-à-porte — et je suis sûre que tous les députés dans cette auguste Chambre ont vécu la même chose —, c'est que les Canadiens veulent que nous bâtissions un pays fort et uni afin de soutenir notre souveraineté et de défendre notre pays. Ils veulent que nous bâtissions pour soutenir notre pays, que nous soyons fiers du Canada et que nous fassions tout notre possible pour assurer un avenir solide. C'est certainement ce que j'ai entendu pendant le porte-à-porte et ce que je continue d'entendre de la part des Canadiens qui viennent me parler.

Ce qui s'est produit la semaine passée correspond exactement à ce que les Canadiens réclament; le premier ministre et ses homologues des provinces et des territoires se sont rencontrés pour discuter de la façon de faire avancer les choses. Nous n'allons pas faire de la politique partisane ni miser sur les divisions parce que nous sommes conscients de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous devons bâtir une économie forte. Nous devons bâtir pour protéger notre souveraineté.

En même temps, nous devons le faire tout en veillant à protéger l'environnement, en continuant d'avancer vers la carboneutralité d'ici 2050. En effet, les gens me disent aussi qu'ils se soucient profondément de l'avenir des générations futures. Nous avons une obligation envers les générations futures. Si nous affirmons que le Canada est grand et beau, nous devons transmettre un tel pays à nos enfants et aux générations futures.

La question était très pertinente pour comprendre ce que les Canadiens attendent de nous. Ils nous demandent de construire et de le faire correctement.

• (1925)

**Clifford Small (Central Newfoundland, PCC):** Monsieur le Président, ce soir, je vais partager mon temps de parole avec le député de Leduc—Wetaskiwin et le député de Calgary Heritage.

Je me demande si la ministre aimerait que le Canada soit un chef de file mondial en matière de protection des océans, comme le sont la Norvège et l'Islande.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je suis tout à fait favorable à ce que le Canada soit un pays fort qui protège ses terres et ses eaux, y compris ses eaux côtières.

Je dirais que la ministre et la secrétaire d'État, qui contribuent directement à la protection de la nature, pourraient en dire davantage au député à ce sujet.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, en tout respect, c'est ma collègue qui est maintenant ministre de l'Environnement, et qui est donc responsable de l'initiative visant à conserver 30 % du territoire canadien d'ici 2030.

Puisque la ministre a indiqué qu'elle aimerait que le Canada soit un chef de file mondial comme la Norvège et l'Islande, selon elle, quel pourcentage des océans de la Norvège et de l'Islande est protégé en ce moment?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je tiens à préciser que je n'ai pas dit que je souhaitais suivre l'exemple d'un pays en particulier. J'ai dit que j'étais en faveur de la protection de nos terres et de nos eaux, et c'est le cas.

C'est plus précisément la secrétaire d'État à la Nature qui est responsable de l'initiative visant à conserver 30 % du territoire canadien d'ici 2030. C'est elle qui travaillera avec le gouvernement.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, j'aimerais demander à ma collègue de nous dire quel pourcentage des océans du Canada est protégé en ce moment.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, le pourcentage est de 15,8 %. Soit dit en passant, notre taux est beaucoup plus élevé que celui des conservateurs.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, cela représente combien de kilomètres carrés?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je serais heureuse de fournir une ventilation numérique des zones protégées dans nos océans.

Il y a une secrétaire d'État, qui s'occupe expressément du dossier de la nature. Je serais heureuse de consulter...

**Clifford Small:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que la députée a eu suffisamment de temps. Elle monopolise le temps de parole.

**Le Président:** Le député de Central Newfoundland a la parole.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, depuis combien d'années la Convention des Nations unies sur la diversité biologique est-elle en vigueur?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, le ministre de l'Identité canadienne est responsable du dossier de la biodiversité. En fait, il a participé aux négociations dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la biodiversité qui s'est tenue à Montréal. Il serait heureux d'informer le député et de lui fournir tous ces...

**Le Président:** Le député de Central Newfoundland a la parole.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, encore une fois, je demande à la ministre de l'Environnement depuis combien de temps la Convention des Nations unies sur la diversité biologique est-elle entrée en vigueur? Je pense qu'elle devrait le savoir puisqu'elle est la ministre de l'Environnement. C'est très important.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, le ministre de l'Identité canadienne est responsable du dossier de la biodiversité et il a joué un rôle central dans les négociations

sur la biodiversité auprès des Nations unies. Je me ferai un plaisir de fournir cette information au député d'en face à une date ultérieure.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, le 6 juin marquait 33 années écoulées depuis l'entrée en vigueur de cette convention et c'est de là qu'est née l'initiative de 30 % d'ici 2030, quand on parle de poissons dans les océans. Au cours des 33 dernières années, nous avons protégé 15 % de nos océans dans le cadre de cette convention. Comment la ministre s'attend-elle à protéger une portion additionnelle de 15 % en seulement quatre ans et demi?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, si le député a de bonnes idées à me communiquer, je suis ouverte à les entendre. Cependant, encore une fois, je souligne que le ministre de l'Identité canadienne est responsable, de concert avec la secrétaire d'État à la nature, des questions relatives à la protection de la biodiversité, des terres et des étendues d'eau.

**Clifford Small:** Monsieur le Président, le ministère de l'Environnement a-t-il mené une analyse coûts-avantages de la politique de 30 % d'ici 2030? Quel sera le coût pour les industries qui dépendent des océans et quel sera l'avantage pour les collectivités côtières si 30 % des océans sont transformés en parcs marins?

● (1930)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, partout au pays, les Canadiens aiment leur patrimoine et sont fiers de leur environnement naturel. Or, je le rappelle une fois de plus, ce sont le ministre de l'Identité canadienne et la secrétaire d'État à la nature qui sont responsables de ces dossiers. Je suis certaine qu'ils seront heureux de répondre à ces questions.

**L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC):** Monsieur le Président, récemment, un commentateur albertain a dit ceci: « Si l'on regarde dans l'Est, par exemple au Québec. Cette province importe environ 365 000 barils de pétrole par jour. Tout ce pétrole vient de l'étranger, dont 70 % des États-Unis. Nous avons donc une possibilité à saisir là-bas. » Il a ajouté: « [...] nous devrions utiliser ces ressources tout le temps parce que nous utiliserons ce que j'appelle du pétrole et du gaz traditionnels pour le reste de ma vie et au-delà. »

Je me demande si la ministre est d'accord avec ces déclarations.

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député pour son résumé des propos de ce commentateur, mais la vérité, comme je l'ai déjà dit, c'est que le plus important est la façon dont nous travaillons à faire du Canada une superpuissance énergétique à faible coût, à faible risque et à faibles émissions de carbone. C'est une tâche que les Canadiens nous ont confiée, et c'est ce sur quoi nous allons travailler.

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, la citation était la suivante: « [...] nous devrions utiliser ces ressources tout le temps parce que nous utiliserons ce que j'appelle du pétrole et du gaz traditionnels pour le reste de ma vie et au-delà. »

La ministre souscrit-elle à ces déclarations?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, nous aurons besoin d'énergie pour soutenir le Canada et nous prévoyons devenir une superpuissance énergétique. Notre pays peut produire de nombreuses formes d'énergie, notamment de l'énergie nucléaire, de l'hydroélectricité, de l'hydrogène...

**Le Président:** Le député de Leduc—Wetaskiwin a la parole.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, un des collègues de Cabinet de la ministre a exprimé une opinion diamétralement opposée en disant: « Si nous voulons atteindre nos objectifs, il pourrait être nécessaire de laisser dans le sol jusqu'à la moitié des réserves prouvées de pétrole. »

La ministre est-elle d'accord avec son collègue du Cabinet?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je peux dire avec certitude que la position du gouvernement est que nous devons devenir une superpuissance énergétique et que, pour ce faire, nous veillerons à ce que le Canada produise de l'énergie à faible risque, à faible coût et à faible teneur en carbone. Nous examinerons toutes les formes de ressources énergétiques que le Canada a la chance de posséder.

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, quand la ministre entend des commentaires aussi divergents, se rend-elle compte à quel point il sera difficile de parvenir à un consensus au pays à propos des pipelines?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, la plupart des commentaires que j'entends viennent des conservateurs d'en face.

La semaine dernière, le premier ministre et ses homologues des provinces et des territoires se sont rencontrés et ont décidé de travailler ensemble. Les seuls qui semblent mécontents de la situation, ce sont les conservateurs.

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, la ministre se rend-elle compte que les deux citations que je viens de lire viennent du premier ministre? Elles ont été prononcées par la même personne.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je vais citer le premier ministre: nous devons faire du Canada une superpuissance énergétique qui produira de l'énergie à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone.

C'est ce que nous ferons.

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, le premier ministre a dit que le Québec importe 365 000 barils par jour de l'étranger et que nous avons une occasion de les remplacer par du pétrole d'ici.

La ministre suggère-t-elle que nous devrions miser sur les pipelines ou le transport ferroviaire pour remplacer ce pétrole importé par le Québec, comme son propre patron le souhaite?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit en début de soirée, il ne me revient pas de choisir les projets. Mon travail, en tant que ministre de l'Environnement, est de veiller à ce que nous tenions compte de l'environnement et à ce que nous avançons vers l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050, un engagement de notre pays tout comme de la province du député.

**L'hon. Mike Lake:** Monsieur le Président, ma province suivra très attentivement la conversation que nous avons ce soir.

Dans sa décision sur le projet Énergie Est, l'Office national de l'énergie a déclaré qu'il tiendrait compte « des émissions de gaz à effet de serre [...] en amont et en aval » afin de déterminer si les projets sont dans « l'intérêt du public ». C'est en fait la politique actuelle du gouvernement.

Selon la Régie nationale de l'énergie, l'ancien Office national de l'énergie, le Canada a importé, en 2023, du pétrole brut à hauteur de 19,5 milliards de dollars, dont 2,5 milliards de dollars de pétrole provenant du Nigeria et 2,1 milliards de dollars de pétrole provenant de l'Arabie saoudite.

Les 2,5 milliards de dollars de pétrole importés au Canada depuis le Nigeria et les 2,1 milliards de dollars importés depuis l'Arabie saoudite sont-ils soumis aux mêmes exigences rigoureuses en matière de déclaration des émissions en amont et en aval que le pétrole provenant de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador?

• (1935)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit précédemment, alors que nous nous construisons en tant que superpuissance énergétique, nous devons faire en sorte que l'énergie que nous produisons est à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone. En fait, cela nous rend plus compétitifs sur le marché pour les personnes qui souhaitent acheter nos produits. Les pays se tournent vers nous pour que nous leur fournissions exactement ce type d'énergie: à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone.

**Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC):** Monsieur le Président, j'ai une question simple qui repose sur une citation.

« L'énergie est une force. L'énergie est la force ultime du Canada. » La ministre est-elle d'accord?

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, le Canada va devenir une superpuissance pour toutes ses formes d'énergie. Nous avons examiné des projets en matière de nucléaire, d'hydroélectricité et d'hydrogène. Nous avons ce qu'il faut pour être une superpuissance énergétique, et c'est ce qu'on nous verra devenir.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, j'ai une autre citation: « Il faut réduire notre dépendance à l'énergie étrangère. »

La ministre est-elle d'accord?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que nous devons faire, c'est bâtir une économie forte et nous positionner en tant que superpuissance énergétique. Nous pouvons y arriver, et je me demande si le député d'en face nous aidera à y parvenir.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, j'ai une autre citation: « La nécessité de faire du Canada une superpuissance énergétique à tous les égards n'a jamais été aussi grande. »

La ministre est-elle d'accord?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, c'est intéressant, car j'ai l'impression que le député me cite. J'ai dit que le Canada doit être une superpuissance énergétique à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, en fait, c'était le premier ministre.

Je vais poser une autre question basée sur une autre citation: « Est-ce que j'appuierai la construction d'un pipeline? Oui. »

La ministre est-elle d'accord avec cette position?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question et je vais y répondre de nouveau. Ce n'est pas à moi, en tant que ministre de l'Environnement, de choisir les projets. Les premiers ministres provinciaux et territoriaux et le premier ministre se sont réunis et ont discuté de ce à quoi ressemble l'unité nationale. Mon travail consiste...

**Le Président:** Le député de Calgary Heritage a la parole.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, c'est ce qu'a dit le premier ministre lors d'une entrevue accordée à CTV le 14 mai 2025.

*Travaux des subsides*

En revanche, le prédécesseur de la ministre a déclaré ceci à propos des pipelines en 2019: « L'atmosphère et notre climat [n'ont] certainement pas besoin [de pipelines]. » La ministre siège au Parlement depuis longtemps. Est-elle toujours de cet avis?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, c'est la même question à laquelle j'ai répondu toute la soirée et je répète que mon travail en tant que ministre de l'Environnement et du Changement climatique consiste à assurer la protection de l'environnement. Il ne s'agit pas de choisir les projets.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, ce sont deux positions très différentes.

Je vais poser une autre question. Le prédécesseur de la ministre a déclaré: « Nous ne pouvons pas aider l'Europe en lui fournissant du pétrole. » La ministre est-elle encore de cet avis aujourd'hui?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi, malgré toutes les formes d'énergie produites ici, le député d'en face refuse de voir le Canada comme une superpuissance énergétique. Pour être une superpuissance, nous devons être prêts à produire toutes les formes d'énergie demandées dans le monde.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, je m'intéresse beaucoup aux besoins en matière de ressources énergétiques traditionnelles et de transition. Il faut un éventail diversifié. Je représente une région du pays qui offre son immense potentiel pétrolier et gazier à toute la planète. J'ai une autre citation qui dit que « près de la moitié des réserves prouvées de pétrole ne doivent pas être extraites ». La ministre est-elle d'accord avec cette affirmation?

• (1940)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je l'ai déjà dit, et je vais le répéter: le Canada peut devenir une superpuissance énergétique et il en sera une, compte tenu de toutes les formes d'énergie que le pays peut produire. Nous devons nous assurer d'y arriver en optant pour des solutions à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, j'ai encore une autre citation: « L'élément central de cet investissement est la transformation complète de notre système énergétique. » La ministre considère-t-elle, elle aussi, que nous devons transformer complètement notre système énergétique?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous avons un rôle important à jouer en ce moment. Les Canadiens nous demandent de renforcer l'unité du pays, de bâtir une économie forte et d'être une superpuissance énergétique dotée d'une sécurité énergétique. Toutefois, nous devons le faire en maintenant un faible niveau de risque, de coûts et d'émissions de carbone.

**Shuvaloy Majumdar:** Monsieur le Président, au cours de la dernière décennie, l'ancien ministre de l'Environnement a tenu des positions complètement contradictoires, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Les déclarations que j'ai citées ont été faites par le premier ministre lui-même. La ministre dit qu'il y a consensus, mais de toute évidence, il n'y a pas de consensus au sein du Cabinet. À quoi donc ressemble un consensus?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, les Canadiens veulent l'unité, mais ce que j'entends de l'autre côté de la Chambre, c'est la désunion. C'est ce côté de la Chambre qui sème la division. Nous avons vu les premiers ministres des provinces et des territoires et le premier ministre du Canada se réunir et faire preuve d'unité. Voilà ce que les Canadiens réclament.

**L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui en tant que fière représentante fédérale de la circonscription de Waterloo pour parler de l'un des défis les plus urgents et les plus déterminants de notre époque: l'environnement et les changements climatiques. En tant que députés du Parti libéral, nous comprenons que la lutte contre les changements climatiques est non seulement un impératif environnemental, mais aussi une occasion économique vitale pour des collectivités comme Waterloo et pour tous les Canadiens.

Waterloo est une circonscription dynamique, reconnue pour son sens de l'innovation, son éducation et ses industries en croissance. Cependant, elle est confrontée à des défis environnementaux pressants: la croissance urbaine, les émissions dans le secteur des transports et le besoin d'infrastructures durables. Waterloo, je crois, est la seule circonscription au pays où l'équipe de la mairesse, celle de la députée provinciale et la mienne, en tant que députée fédérale de Waterloo, sont toutes situées dans un seul immeuble. Nous sommes toutes situées à l'hôtel de ville de Waterloo.

L'environnement ne connaît pas de frontières et exige une réponse globale de tous les ordres de gouvernement, du secteur privé, des milieux universitaires et de la société civile. Notre gouvernement reconnaît les réalités des changements climatiques. Je tiens à souligner certains investissements fédéraux essentiels qui soutiennent la transition de Waterloo vers un avenir plus vert et plus résilient.

Waterloo est une plaque tournante florissante de l'innovation, de l'éducation et de l'industrie. On y trouve des institutions de renommée mondiale, comme l'Université de Waterloo et l'Université Wilfrid-Laurier, des installations de recherche de pointe et des entreprises technologiques géniales. Dans Waterloo, il y a le Réseau canadien de l'eau, un centre de collaboration intersectorielle qui s'est donné le but de relever les défis et de saisir les possibilités liés aux ressources hydriques du Canada. Son équipe travaille avec diverses organisations et personnes de points de vue et d'expertises variés dans le but de résoudre les problèmes complexes actuels liés à l'eau.

Parmi les partenaires et les collaborateurs du Réseau canadien de l'eau, on compte, entre autres, des décideurs gouvernementaux, des gestionnaires de l'eau, des professionnels de la santé publique, des organismes communautaires et autochtones et des représentants des secteurs économiques qui dépendent de l'eau. Ses bureaux sont situés à l'Université de Waterloo, dans la circonscription de Waterloo, dans la région du même nom.

Waterloo abrite également evol1, le premier immeuble canadien certifié Bâtiment à carbone zéro. Habituellement, les édifices à bureaux ne sont pas écoénergétiques et ils sont responsables d'environ le tiers des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. À l'origine, les chercheurs ont constaté que les immeubles sans émissions de carbone consommaient plus d'énergie que prévu. Pourtant, evol1 est un espace urbain unique et moderne d'une superficie de 104 000 pieds carrés, qui a été conçu pour la main-d'œuvre de la génération du millénaire fêlée de technologie.

### *Travaux des subsides*

Il s'agit d'un immeuble de bureaux de trois étages situé à Waterloo, en Ontario. Conçu par le cabinet d'architectes Stantec et bâti par la société de développement Cora, l'immeuble est situé à deux pas du réseau de train léger ION. Il offre une gamme de commodités et d'espaces de remue-ménages créatifs. Evolv1 offre de nouveaux locaux incomparables et lumineux aux entreprises technologiques ou de services professionnels en pleine croissance et suscite beaucoup d'intérêt à l'échelle internationale. Il a été imaginé en partenariat avec l'organisme Sustainable Waterloo Region et a obtenu la certification LEED Platine. Il s'agit d'un immeuble à énergie positive nette, c'est-à-dire qu'il produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Il intègre des caractéristiques de conception écoénergétiques, notamment des enveloppes à haut rendement, des panneaux solaires et des systèmes géothermiques.

Dans la seule région de Waterloo, plus de 15 000 maisons ont été construites avant 1940, ce qui est idéal pour passer à l'action. À Waterloo, nous faisons partie de la solution et avons transformé une maison centenaire en une maison moderne carboneutre, connue sous le nom de Reep House. Sa consommation d'énergie a été réduite de 86 % et elle a obtenu la certification LEED Platine pour les maisons au Canada.

Les gens de Reep Green Solutions croient que, si on agit maintenant, nous pourrions laisser à nos enfants une société plus résiliente, plus dynamique, plus solidaire et plus durable. Leur mission est de rendre la population plus forte en lui offrant des outils pratiques, des connaissances et des capacités pour agir de façon à normaliser les modes de vie écoresponsables. Les gens de la région de Waterloo peuvent communiquer avec Reep et on leur donnera de l'information au sujet des crédits d'impôt, des subventions et des programmes offerts par les différents pouvoirs publics. Aujourd'hui, la ministre a parlé de plusieurs programmes offerts aux Canadiens.

La région de Waterloo est également en passe de devenir une leader de l'économie verte. Le système de recyclage des bacs bleus, précurseur du système des bacs de recyclage moderne, a été développé et mis à l'essai à l'origine dans la région de Waterloo en 1981. En 1983, Kitchener, en Ontario, est devenue la première municipalité au Canada à effectuer la collecte à domicile des matières recyclables dans des bacs bleus dans le cadre de son système de gestion des déchets.

Je dis souvent que, si le monde a besoin d'autres pays comme le Canada, le Canada, lui, a besoin d'autres villes comme Waterloo. Nous faisons partie de la solution. Nous sommes des bâtisseurs. Nous travaillons avec ceux qui pensent comme nous et avec ceux qui ne pensent pas tout à fait comme nous, parce que nous savons que tout le monde doit faire partie de la solution.

• (1945)

Cependant, pour exploiter pleinement ce potentiel, nous avons besoin d'investissements ciblés. Le gouvernement fédéral a toujours soutenu Waterloo en apportant une aide qui répond aux problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés et qui tire parti de l'expertise locale.

Premièrement, il s'agit d'investir dans les transports en commun et les modes de transport durables. Nous savons que les transports contribuent fortement aux émissions de gaz à effet de serre. À Waterloo, d'importants fonds fédéraux ont été consacrés à l'expansion et à l'électrification des infrastructures de transport en commun. Le gouvernement du Canada a engagé des millions de dollars dans des programmes tels que le Fonds pour l'infrastructure de transport en

commun, qui soutiennent l'expansion du réseau de transport léger sur rail ION, une infrastructure névralgique qui réduit les embouteillages et les émissions. Cet investissement contribue non seulement à réduire notre empreinte carbone, mais aussi à améliorer l'accessibilité et la connectivité pour tous les résidents, ce qui favorise une croissance urbaine inclusive et durable. C'est un investissement qui signifie un air plus pur, moins de circulation et des collectivités plus fortes.

Deuxièmement, il y a le soutien de l'innovation dans le domaine des énergies propres et des emplois verts. L'écosystème technologique de Waterloo est une plaque tournante de l'innovation en matière d'énergie propre et d'environnement. Notre gouvernement s'est associé à des institutions et à des entreprises locales dans le cadre d'initiatives telles que Technologies du développement durable Canada et l'Initiative des supergrappes d'innovation afin de financer des projets de pointe dans les domaines des énergies renouvelables, du stockage de l'énergie et des technologies de réseaux intelligents. Ces investissements créent de bons emplois verts bien rémunérés ici même, dans notre région, tout en faisant du Canada un chef de file au titre d'économie propre à l'échelle mondiale. C'est exactement le type d'approche avant-gardiste qu'il nous faut pour lutter contre les changements climatiques tout en assurant la prospérité économique.

Troisièmement, il faut renforcer les solutions climatiques naturelles grâce à la conservation et aux infrastructures vertes. Des fonds fédéraux ont été affectés à la protection et à la restauration de zones naturelles essentielles de Waterloo et de ses environs, notamment des corridors fluviaux, des terres humides et des espaces verts urbains. Ces écosystèmes agissent comme des puits de carbone, améliorent la biodiversité et atténuent les risques d'inondation, des problèmes qu'il est de plus en plus urgent de résoudre à mesure que notre climat change. Des programmes tels que le Fonds pour les infrastructures naturelles et l'Initiative de protection des Grands Lacs soutiennent des projets locaux et améliorent la qualité de l'eau et la résilience des habitats, contribuant ainsi à préserver notre environnement pour les générations futures.

Le quatrième enjeu est l'adaptation aux changements climatiques et la résilience. Waterloo subit directement les effets des changements climatiques, qu'il s'agisse de phénomènes météorologiques extrêmes ou de modification des schémas saisonniers. Les investissements du gouvernement dans l'adaptation aux changements climatiques, notamment au moyen de la modernisation des infrastructures et des programmes de résilience des communautés, aident notre circonscription à mieux se préparer et à mieux faire face à ces défis. Le financement accordé récemment à des projets d'atténuation des inondations et à des systèmes de gestion des eaux pluviales illustre bien cette approche préventive qui protège à la fois les personnes et les biens, réduit les coûts à long terme et garantit que Waterloo demeure une collectivité sûre et dynamique.

En conclusion, nous avons encore du travail à faire. Les investissements ciblés du gouvernement fédéral à Waterloo témoignent de notre engagement à lutter contre les changements climatiques grâce à des solutions pratiques et locales. Ces initiatives montrent que la gérance de l'environnement et la croissance économique vont de pair. En assainissant le transport en commun, en appuyant l'innovation, en protégeant les écosystèmes naturels et en améliorant la résilience, nous veillons à ce que Waterloo et tout le Canada puissent prospérer dans un avenir durable.

Dans le cadre de mon échange avec la ministre aujourd'hui, je tiens à souligner que nous devons continuer à prendre des décisions fondées sur des données probantes, et non sur une idéologie. C'est ce que Waterloo mérite et attend. Je suis fière du leadership dont le gouvernement fait preuve et des mesures concrètes qu'il prend.

Waterloo compte certains des établissements de recherche les plus innovateurs du Canada, et les scientifiques locaux font un travail incroyable pour lutter contre les changements climatiques, protéger la biodiversité et améliorer la qualité de l'air et de l'eau. J'aimerais que la ministre de l'Environnement et du Changement climatique parle des investissements que le gouvernement a faits récemment à Waterloo pour soutenir ces efforts.

• (1950)

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Waterloo, car j'en apprend toujours beaucoup sur sa collectivité, dont elle défend les intérêts sans relâche. Il est vraiment inspirant d'entendre parler de tout ce qui se passe chez elle, mais aussi de constater à quel point elle est à l'écoute de ses concitoyens et s'assure de bien les représenter dans cette enceinte.

Je suis tout à fait d'accord avec elle pour dire que le Canada a intérêt à suivre l'exemple de Waterloo. Il s'agit d'une communauté qui montre la voie grâce à la collaboration, à l'innovation et à des idées audacieuses. La députée a rappelé à juste titre le bilan de la ville, qui s'est avérée une pionnière du système des bacs bleus dans les années 1980, et qui fait aujourd'hui la promotion de technologies propres de pointe. Le gouvernement est très fier de soutenir ce leadership au moyen d'investissements ciblés. Nous avons investi dans des projets qui améliorent la capacité de Waterloo à innover et à réagir face aux changements climatiques.

Par exemple, à l'Université de Waterloo, le gouvernement fédéral a financé un projet visant à rendre accessibles au public les données et les observations concernant l'Arctique canadien. Cela contribue à favoriser la transparence environnementale et l'accessibilité aux données. Un autre projet de recherche dirigé par cette université porte sur la modélisation de l'incidence de l'expansion urbaine sur les services écosystémiques, un projet essentiel pour que des villes comme Waterloo connaissent une croissance durable. J'ai l'impression que cette question intéressera mes collègues: comment peut-on faire en sorte que nos villes se développent d'une manière durable?

Notre soutien a également permis d'évaluer les vulnérabilités liées au climat des écosystèmes dans de multiples régions, ce qui permet de renforcer l'approche de l'ensemble du pays en matière de biodiversité et d'adaptation au climat. Nous avons soutenu la création et la gestion d'habitats de prairies à grandes graminées par l'entremise de Natural Resource Solutions Inc. Il s'agit d'un exemple tangible de résultats concrets en matière de conservation obtenus grâce à des fonds fédéraux. De plus, nous avons soutenu la recherche de pointe sur l'apprentissage automatique menée par l'Université afin d'améliorer la classification des terres à partir d'images satellites, ce qui a permis de tirer parti de l'expertise technologique de Waterloo en matière de protection de l'environnement.

Ce sont des exemples de mise en pratique de nos valeurs, qui passe par des investissements dans la recherche climatique intelligente, dans des solutions fondées sur des données probantes et dans des partenariats avec nos communautés les plus innovantes. C'est la députée de Waterloo qui a le mieux résumé la situation. L'environnement ne connaît pas de frontières, et c'est la raison pour laquelle nous travaillons avec tous les ordres de gouvernement, les universi-

### *Travaux des subsides*

tés, les organismes sans but lucratif et le secteur privé pour réaliser de véritables progrès. Nous restons déterminés à mettre en œuvre notre programme visant à protéger l'environnement et à lutter contre le changement climatique, ce qui orientera le Canada vers un avenir prometteur et plus propre, un avenir où des collectivités comme Waterloo continuent à donner l'exemple.

À ce sujet, j'aimerais ajouter que le Canada héberge neuf des meilleures entreprises de technologies propres, ce qui est tout à fait remarquable. En effet, 9 des 100 entreprises de calibre mondial dans ce domaine ont leur siège social au Canada. Des travaux sont menés dans des universités comme l'Université de Waterloo, qui contribue à approfondir les connaissances et à renforcer l'expertise dans ce domaine, ce qui nous aidera à stimuler la croissance de notre économie.

**L'hon. Bardish Chagger:** Monsieur le Président, je remercie la ministre de ces commentaires, que je trouve vraiment fascinants. La ministre et moi avons eu l'occasion d'échanger depuis que nous avons toutes les deux été élues en 2015. Il s'agit d'un dossier très important pour les habitants de Waterloo. De toute évidence, il y a une diversité d'opinions et de points de vue sur la meilleure approche à adopter. Toutefois, j'ai constaté que les gens reconnaissent de plus en plus l'importance d'agir dans le dossier de l'environnement et acceptent les réalités des changements climatiques. Je dirais que tous les partis à la Chambre, à l'exception du Parti conservateur du Canada, reconnaissent le bien-fondé...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Bardish Chagger:** Monsieur le Président, ils font du bruit comme s'ils étaient surpris.

Les partis reconnaissent le bien-fondé de la lutte contre les changements climatiques, et même des questions qui sont posées de part et d'autre. Je dirai toujours qu'il y a certainement encore beaucoup de travail à faire. Nous devons travailler avec tous les pouvoirs publics.

Il y a beaucoup de jeunes qui nous regardent. De nombreuses familles nous regardent. Que peut dire la ministre pour nous rassurer sur le fait que le gouvernement continuera de prendre l'environnement au sérieux, de reconnaître les possibilités économiques et de lutter contre les changements climatiques parce que c'est la bonne chose à faire et que nous devons le faire?

• (1955)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je réfléchis beaucoup à cette question. Il est crucial que les jeunes sachent que nous nous battons pour leur avenir. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre les changements climatiques pour assurer notre avenir, mais aussi de lutter pour qu'ils puissent avoir des emplois dans l'économie propre de demain, vers laquelle le reste du monde se dirige. Lorsque nous évaluons les différents projets mis de l'avant, de ce côté-ci de la Chambre, nous accordons toujours la priorité aux prochaines générations et leur droit à grandir dans un environnement sain.

**Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec deux autres collègues.

Ma question est la suivante: la ministre croit-elle que nous devons tout faire pour rendre la vie plus abordable pour la population canadienne?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je crois fermement que nous devons placer l'abordabilité au cœur de nos projets. Comme je viens de le dire, la protection de l'environnement et la création d'un avenir solide pour les jeunes font partie de la solution.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, en quoi le fait de taxer les industries canadiennes rend-il la vie plus abordable pour les familles qui sont aux prises avec l'augmentation du coût de la vie?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je suis heureuse que la députée d'en face ait posé cette question. Je suis d'avis que nous devons diversifier nos échanges commerciaux dès maintenant. Partout dans le monde, des pays mettent en place des ajustements à la frontière pour le carbone. Disposer d'une tarification du carbone pour l'industrie nous aidera à accéder à ces marchés.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, la ministre admet-elle que la taxe sur le carbone pour les industries fait augmenter les dépenses des familles canadiennes?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, la tarification du carbone pour les industries est une mesure importante qui permet aux entreprises d'ici de demeurer concurrentielles dans un monde où les ajustements à la frontière pour le carbone sont de plus en plus courants. Voilà comment nous pourrions accéder aux marchés étrangers et faire en sorte que l'économie de demain soit vigoureuse.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, si la ministre est déterminée à s'attaquer à la crise du coût de la vie, va-t-elle supprimer la taxe sur le carbone pour les industries?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, en un mot, je n'accepte pas la manière dont cette question est formulée, mais non, je ne suis pas favorable à l'abolition de la tarification du carbone pour les industries. Cette mesure est importante pour notre économie et pour la compétitivité de nos industries sur la scène internationale.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, la ministre sait-elle dans quelle province du pays le taux de chômage est le plus élevé?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, si la députée d'en face a des questions pour le ministre du Travail ou pour le ministre responsable de l'emploi et des compétences, je les leur transmettrai avec plaisir.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, la ministre sait-elle quel est le taux de chômage à Terre-Neuve-et-Labrador?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je remercie la députée d'avoir nommé mon poste. Je suis ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Si la députée d'en face a des questions concernant le travail ou l'emploi et le développement des compétences, elle peut les poser à cette ministre.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, la province de Terre-Neuve-et-Labrador est importante pour moi.

La ministre est-elle au courant que le taux de chômage y est supérieur à 9 %?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, je le répète, je suis ministre de l'Environnement et du Changement climatique. J'ai aussi à cœur la province de Terre-Neuve-et-Labrador, et je serais ravie que ces questions soient adressées à la ministre responsable de l'emploi et du développement des compétences.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, je suis contente d'apprendre que la ministre a à cœur la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

La ministre est-elle d'accord pour dire que la taxe sur le carbone pour les industries nuit à la capacité concurrentielle de nos industries et fait fuir les emplois et les débouchés à l'étranger?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, c'est tout simplement inexact. Comme je l'ai déjà mentionné, à l'heure actuelle, étant donné que les États-Unis nous imposent des droits de douane injustifiés, nous tentons de diversifier nos débouchés commerciaux. Certains pays sont en train d'instaurer des ajustements à la frontière pour le carbone. Pour accéder à ces marchés, nous devons tarifier le carbone des industries.

• (2000)

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, je suis heureuse que la ministre parle des droits de douane.

Devant les droits de douane injustifiés de 50 % imposés par les États-Unis à l'industrie canadienne, pourquoi la ministre continue-t-elle d'imposer aux entreprises canadiennes une taxe sur le carbone pour les industries?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, la députée d'en face se soucie-t-elle de la compétitivité de nos industries, ainsi que de la possibilité d'effectuer des échanges commerciaux avec d'autres pays pour diversifier nos marchés tout en luttant contre les changements climatiques? Tous ces éléments sont importants, et c'est pourquoi il est important de maintenir la tarification du carbone pour les industries.

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, nous pouvons faire quelque chose à propos de la taxe sur le carbone pour les industries, contrairement aux droits de douane injustifiés imposés par les États-Unis. Alors, vu cette menace, pourquoi ne pas l'abolir?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, une meilleure question à poser à la députée d'en face serait peut-être la suivante: pourquoi ne se joint-elle pas à nous pour lutter contre ces droits de douane injustifiés et pour un pays fort et uni qui tient à bâtir une économie forte, tout en protégeant l'environnement?

**Carol Anstey:** Monsieur le Président, les fabricants canadiens paient une taxe sur le carbone pour les industries, contrairement à leurs concurrents en Chine et aux États-Unis. Est-ce que cela semble juste?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, d'autres pays, comme ceux de l'Union européenne et le Royaume-Uni, mettent en place des ajustements à la frontière pour le carbone.

Est-il juste que la députée d'en face laisse entendre que nous ne devrions pas diversifier nos échanges commerciaux avec ces pays importants? Veut-elle que nous restions déterminés à ne faire du commerce qu'avec les États-Unis ou veut-elle que nous ayons accès à ces marchés?

**Dan Mazier (Mont-Riding, PCC):** Monsieur le président, dans leur programme électoral, les libéraux ont promis que, d'ici 2035, 100 % des véhicules vendus seraient des véhicules zéro émission. La ministre a-t-elle l'intention de maintenir cette politique, oui ou non?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le président, je tiens d'abord à dire que, absolument, il était désolant de voir les droits de douane injustifiés imposés par les États-Unis au secteur canadien de l'automobile. Le gouvernement soutiendra le secteur de l'automobile et les travailleurs de cette industrie.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre a-t-elle l'intention de maintenir cette politique, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, comme je l'ai déjà mentionné, à mesure que nous progressons, nous devons nous assurer que tout ce que nous faisons...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre a-t-elle l'intention de maintenir cette politique, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, le secteur des transports est en fait responsable de 27 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, l'objectif du gouvernement de vendre uniquement des véhicules zéro émission d'ici 2035 est-il obligatoire ou facultatif?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, le député sait que le règlement nous fixe des objectifs visant à augmenter le nombre de ventes de véhicules électriques dans tout le pays.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, l'atteinte de cet objectif est-elle obligatoire ou facultative?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, il s'agit d'un règlement qui établit des objectifs clairs pour la vente de véhicules électriques et...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, selon le site Web du Parti libéral, le gouvernement a fixé une « nouvelle cible obligatoire » selon laquelle la totalité des voitures et camions légers à passagers neufs vendus seront des véhicules zéro émission d'ici 2035. Cette affirmation est-elle exacte?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, nous avons mis en place une réglementation fixant des objectifs qui augmentent constamment les ventes de véhicules électriques, pour les faire passer à 100 %, et cette réglementation prévoit des assouplissements dont nous pourrions discuter plus largement, si nous le souhaitons.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la réglementation du gouvernement vise-t-elle à interdire la vente de nouvelles voitures à essence au Canada après 2035, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, le règlement vise à mettre un plus grand nombre de véhicules électriques à la disposition des Canadiens, et ce, de différentes façons, jusqu'en 2035. Ce règlement demeure en vigueur, mais nous envisageons certainement...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, ce règlement interdira-t-il la vente de nouvelles voitures à essence au Canada d'ici 2035, oui ou non?

• (2005)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, les véhicules électriques représentent en fait un secteur de l'économie mondiale en forte croissance au chapitre des ventes. Nous veillons à ce que les Canadiens aient accès à ces véhicules.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre fait-elle confiance à son ministère?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, c'est une question tellement étrange. Évidemment, je travaille avec la fonction publique, et nous devrions tous être très fiers du travail qu'elle accomplit.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre a-t-elle suivi les conseils de son ministère?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, le député d'en face remet-il en question la qualité du travail de notre fonction publique? Je pense que nous avons une fonction publique très solide, et je suis fière de travailler avec elle.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la question était la suivante: la ministre suit-elle les conseils de son ministère, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, ce que j'ai dit, c'est que je travaille avec notre excellente fonction publique, qui nous fournit des conseils avisés sur lesquels nous basons nos politiques, certainement, comme nous...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre a-t-elle lu l'étude d'impact de la réglementation de son ministère sur l'obligation de vendre des véhicules zéro émission, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, j'ai travaillé sur ce règlement en particulier. En fait, c'est moi qui ai fait l'annonce.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, la ministre l'a-t-il lu, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, j'ai travaillé directement sur ce règlement, j'ai discuté avec l'industrie et je comprends également les impacts évalués dans l'étude d'impact de la réglementation.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, combien d'argent l'obligation imposée par le gouvernement d'utiliser des véhicules zéro émission coûtera-t-elle aux Canadiens?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, nous parlons d'un secteur qui emploie de nombreux travailleurs en Ontario, ma province d'origine, et je travaille...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Dan Mazier:** Monsieur le président, le ministère de la ministre a déclaré que les règlements visant les véhicules électriques « devraient donner lieu à des coûts supplémentaires de 54,1 milliards de dollars [...] pour les consommateurs qui achètent des [véhicules zéro émission et des bornes de recharge] ». Pourquoi la ministre appuie-t-elle une politique qui...

**Le vice-président adjoint:** La ministre a la parole.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, je suis fière que les remboursements que nous avons accordés aient permis de soutenir 546 000 achats de véhicules zéro émission.

**Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC):** Monsieur le président, la ministre a affirmé que le consensus et l'unité régnaient, mais 24 heures après la réunion, le premier ministre de la Colombie-Britannique, David Eby, a dit non à un pipeline, mettant ainsi fin au consensus. Est-ce un droit de veto?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le président, comme je l'ai mentionné, les premiers ministres provinciaux et le premier ministre se sont réunis et ont eu une réunion animée pour discuter de la façon dont on peut bâtir l'unité nationale et mettre en œuvre des projets nationaux. Je maintiens ce que j'ai dit.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, l'opposition du premier ministre Eby à ce projet équivaut-elle à un veto?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, les seules personnes qui semblent se préoccuper des clivages, de les accentuer et de les souligner, ce sont les députés d'en face. Le premier ministre a dit que l'unité régnait.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre dira-t-elle au premier ministre Eby que son opposition n'a pas d'importance?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, je n'arrive même pas à croire que cette question a été posée. La députée d'en face est-elle en train de dire qu'il n'y avait pas d'unité à la table? N'est-elle pas en train de dire que les Canadiens veulent que nous travaillions?

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, les premiers ministres Smith, Moe et Kinew ont tous dit oui à un pipeline vers Churchill. Est-ce que la réponse de la ministre est un oui?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, encore une fois, j'ai dit qu'il ne m'appartient pas de choisir les projets qui seront des projets d'unité nationale, mais qu'il m'incombe de veiller à ce que l'environnement...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, en 2020, à l'époque où elle pensait que c'était bel et bien à elle de choisir un projet, elle a déclaré qu'après avoir lu tout ce qu'elle avait lu au sujet du projet Frontier de la société Teck, elle estimait que celui-ci ne devrait pas voir le jour. Cette mine aurait créé 7 000 emplois en construction et 2 500 emplois en exploitation. Les changements climatiques sont-ils plus importants que l'économie de l'Alberta?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, en tant que ministre de l'Environnement, je prends la parole à la Chambre pour dire que nous devons faire en sorte que notre pays devienne une superpuissance énergétique à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de carbone, et c'est ce que nous ferons.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre s'opposerait-elle encore à ce projet aujourd'hui?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, il ne m'appartient pas de sélectionner les projets ou les projets d'intérêt national. Il est de mon devoir de veiller à ce que nous tenions compte de l'environnement.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre s'est-elle déjà rendue à Fort McMurray?

• (2010)

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, je ne crois pas avoir besoin de faire part de mes antécédents de voyage à la députée d'en face.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre a-t-elle déjà visité les sites d'exploitation des sables bitumineux?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, je suis la ministre de l'Environnement. Je ne pense pas avoir besoin de dire à la députée où je me suis rendue. Toutefois, si elle a des questions au sujet des sables bitumineux, elle peut les poser au ministre de l'Énergie.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, ma question est très simple: le fait d'être une superpuissance énergétique inclut-il l'énergie des sables bitumineux?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, être une superpuissance énergétique signifie que nous soutenons l'énergie sous toutes ses formes produite par notre pays. Nous sommes une nation forte. Nous devrions en être fiers.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, est-ce que cela inclut les sables bitumineux, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, comme je l'ai mentionné, pour bâtir une superpuissance énergétique, il faut que le pays produise de l'énergie à faible risque, à faible coût et à faibles émissions de gaz à effet de serre.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, les sables bitumineux sont-ils inclus, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, il ne m'appartient pas de choisir les projets. Il m'incombe seulement de protéger l'environnement.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, je ne demande pas à la ministre de choisir un projet. Je lui demande si elle appuie l'exploitation des sables bitumineux, oui ou non.

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, j'ai déjà répondu à cette question. Il ne m'appartient pas de choisir les projets. Je vais m'en tenir à mon travail, qui est de protéger l'environnement.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre convient-elle que les oléoducs constituent un moyen sûr de transporter du pétrole, oui ou non?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, pour répondre de nouveau à cette question, je vais donner la même réponse. Il ne m'appartient pas de choisir les projets qui sont d'intérêt national. Il m'incombe de protéger l'environnement dans le cadre de ces décisions.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, la ministre croit-elle que la réconciliation économique est importante?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, absolument, la réconciliation économique est importante, et c'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons le Programme de garantie de prêts pour les Autochtones.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, en 2020, des contrats d'approvisionnement d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars ont été octroyés à des entreprises autochtones rien que dans le secteur des sables bitumineux. La ministre pense-t-elle que la réconciliation économique est importante dans le secteur des sables bitumineux?

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, il ne m'appartient pas de choisir les projets ou de décider pour les peuples autochtones à quoi ressemble la réconciliation économique, mais il me revient de fournir du soutien, notamment par l'intermédiaire du Programme de garantie de prêt pour les Autochtones, dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles.

**Laila Goodridge:** Monsieur le président, il y a 2,4 milliards de dollars en contrats d'approvisionnement, ce qui signifie que la réduction de l'exploitation pétrolière et gazière nuira à la réconciliation économique.

La ministre ne voit-elle pas qu'il s'agit d'un pas en arrière?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Julie Dabrusin:** Monsieur le président, les peuples autochtones seront consultés lorsque nous élaborerons des projets d'intérêt et je me fierai aux conseils que nous recevrons dans le cadre de ces consultations.

[Français]

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Dieppe, Lib.):** Monsieur le président, avant de commencer mon discours formel, j'aimerais prendre un instant pour remercier mes concitoyens de Moncton—Dieppe, qui m'ont pour une quatrième fois accordé le privilège de les servir à la Chambre des communes.

J'aimerais aussi prendre un instant pour remercier mon équipe de bénévoles, qui ont travaillé d'arrache-pied pour s'assurer que, encore une fois, nous aurions une bonne élection. De plus, je tiens à remercier mes cogérants de campagne, Jake et Dan, ainsi que les centaines de bénévoles qui ont fait des appels, qui ont cogné aux portes et qui ont mis des affiches partout dans notre belle circonscription. Finalement, j'adresse un remerciement tout particulier à mon mari, Brock, qui est à mes côtés depuis plus de 30 ans. C'est probablement mon bénévole qui travaille le plus fort et je tiens encore une fois à lui dire un gros merci du fond du cœur.

[Traduction]

Ce soir, je suis heureuse d'avoir l'occasion de parler des demandes de financement d'Immigration, Citoyenneté et Réfugiés Canada dans le Budget principal des dépenses 2025-2026. La capacité du Canada à attirer des talents de toute la planète, à combler les pénuries de main-d'œuvre critique et à faire croître l'économie repose sur un système d'immigration avant-gardiste et bien géré. Qu'il s'agisse d'aider les travailleurs du secteur de la santé et de la construction ou d'aider les entreprises à trouver les travailleurs qualifiés dont elles ont besoin pour croître, l'immigration demeure un levier économique essentiel dans tout le pays. En même temps, le système doit également être en mesure de répondre aux pressions humanitaires croissantes. Cette double responsabilité se reflète dans le budget principal des dépenses à l'étude.

Plus de gens que jamais dans l'histoire récente sont contraints de quitter leur pays en raison de conflits, de persécutions et de catastrophes climatiques. Parallèlement, nous réduisons nos objectifs en matière d'immigration pour les ramener à des niveaux plus durables et plus responsables. Cela pose un défi. À mesure que le volume augmente et que les flux de demandes se diversifient, le ministère doit continuer à prendre des décisions rapides et équitables, tout en consacrant de l'argent à des outils et des systèmes qui favorisent une plus grande efficacité et le maintien d'une capacité suffisante à long terme. Les sommes demandées par le gouvernement visent à répondre aux besoins humanitaires urgents, à améliorer le fonctionnement du système et à réaliser des économies à long terme.

Le budget principal des dépenses étudié aujourd'hui tient compte de ces réalités. Il prévoit à la fois des augmentations cruciales du financement dans les secteurs soumis à une pression intense et des réductions dans les secteurs où la demande s'est stabilisée et ceux où le ministère a réalisé des gains d'efficacité. Je vais maintenant expliquer les deux côtés de cette équation.

Tout d'abord, le ministère demande des fonds supplémentaires pour le Programme fédéral de santé intérimaire. Ce programme offre des soins de santé de base, mais essentiels, à une foule de personnes vulnérables, en particulier des demandeurs d'asile, à partir du moment où ils présentent leur demande jusqu'au moment où ils sont pris en charge par les systèmes de santé provinciaux ou

quittent le Canada. Cependant, il ne s'agit pas seulement de gérer les charges de travail actuelles. Les investissements que fait le gouvernement pour moderniser le système et assurer l'efficacité du traitement des dossiers réduiront le temps que les gens passent dans le système d'asile du Canada, ce qui réduira directement les coûts par dossier au fil du temps. Un processus décisionnel plus rapide et plus équitable présente divers avantages, y compris une utilisation plus efficace des services de santé provisoires et l'obtention plus rapide de résultats pour la population et une meilleure planification pour les provinces pendant le traitement des dossiers des demandeurs dans le système.

Deuxièmement, le Programme d'aide au logement provisoire fournit des fonds aux provinces et aux municipalités pour répondre aux pressions sur le logement provisoire qui découlent de l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile. Ce programme a beaucoup évolué par rapport à sa forme initiale, qui était axée sur les refuges d'urgence et les placements dans des hôtels. Non seulement les interventions en cas de crise coûtent plus cher, mais elles sont moins utiles pour les demandeurs et les collectivités. Le nouveau modèle du Programme d'aide au logement provisoire accorde la priorité à la construction de centres d'accueil et de logements temporaires durables. Il s'agit d'un changement fondamental dans notre façon de concevoir l'utilisation de l'argent. Au lieu de payer des coûts d'urgence récurrents année après année, le gouvernement aide les provinces et les municipalités à construire des infrastructures qui servent à des fins multiples et qui offrent des avantages durables.

Notre approche de collaboration avec les provinces et les territoires nous a permis de trouver des solutions novatrices. Prenons l'exemple de l'initiative de réinstallation volontaire, qui est gérée en partenariat avec Terre-Neuve-et-Labrador et ma province, le Nouveau-Brunswick. En aidant les demandeurs d'asile qui choisissent de quitter la région où ils sont arrivés initialement, on atténue les problèmes de logement dans les régions à forte demande comme l'Ontario et le Québec, tout en offrant aux demandeurs une plus grande stabilité et plus de débouchés pendant qu'ils sont au Canada. Ce programme a été très bénéfique dans ma province, le Nouveau-Brunswick.

● (2015)

C'est avantageux à la fois pour les demandeurs d'asile et les communautés qui les accueillent. Les demandeurs d'asile ont ainsi accès à un logement approprié et à des occasions d'emploi par la voie de permis de travail temporaires, tandis que les communautés se voient donner une occasion de satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre à court terme. Certes, dans la région de l'Atlantique, nous savons que nous avons toujours des problèmes de main-d'œuvre. Le Programme d'aide au logement provisoire aide à distribuer plus équitablement au pays la responsabilité d'aider les demandeurs d'asile, ce qui est crucial. Au lieu de laisser une pression intenable s'accumuler dans quelques régions, nous créons un système qui est avantageux pour tout le monde.

### *Travaux des subsides*

Un troisième élément important est la modernisation des plateformes numériques. Cette mesure représente exactement le genre de financement initial qui génère d'importantes économies sur le plan opérationnel en aval. Grâce à cette mesure, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a commencé à offrir des plateformes en ligne qui simplifient le processus de présentation d'une demande et informent le client en temps réel de la progression du traitement de leur demande. Le service de renouvellement de passeport en ligne en est un parfait exemple. Il s'avère une solution de rechange pratique qui réduit la nécessité, pour les clients, de se rendre en personne à un bureau des passeports et d'endurer de longues files d'attente. Les gains d'efficacité vont bien au-delà de l'expérience du client. Les solutions numériques telles que l'automatisation et les technologies intelligentes réduisent la paperasse, accélèrent la prise de décisions et renforcent la capacité du ministère à gérer les hausses de la demande sans augmentation proportionnelle de l'effectif. L'effet bénéfique de ces améliorations du système perdurera pendant de nombreuses années.

Enfin, le ministère cherche à augmenter le financement pour maintenir et élargir ses capacités de collecte de données biométriques. L'argent consacré à la vérification d'identité sécurisée nous aiderait à prévenir la fraude et les retards de traitement, des problèmes qui sont beaucoup plus coûteux à régler après coup. À mesure que le ministère étendra les exigences en matière d'empreintes digitales et de photos à un plus grand nombre de programmes, y compris celui de la citoyenneté, tant la sécurité que l'efficacité du traitement seront renforcées.

Les augmentations nécessaires des demandes de financement sont quelque peu compensées par des réductions des dépenses dans des domaines clés. Comme prévu, les cibles d'immigration plus basses du Canada signifient que le ministère peut réduire ses dépenses de fonctionnement au cours des trois prochaines années. Le plafonnement du nombre de permis d'études accordés et du nombre de demandes de permis d'études, le resserrement des contrôles pour les divers types permis et les changements apportés au programme des travailleurs étrangers temporaires réduisent les demandes de traitement dans ces domaines. Il ne s'agit pas seulement d'un moins grand nombre de demandes. Il s'agit de volumes plus gérables et plus durables qui permettent au ministère de maintenir les normes de service après une diminution de la pression.

Les programmes d'intervention en cas de crise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada voient leurs coûts diminuer à mesure qu'ils mûrissent. Les programmes de soutien aux ressortissants afghans et ukrainiens ont évolué et nécessitent maintenant moins de soutien opérationnel, maintenant que la phase initiale d'affluence est passée. L'approche à l'égard des situations nouvelles et en cours, comme à Gaza et au Soudan, tient compte des leçons apprises. Ces approches adaptées, qui combinent les voies de réunification familiale, les permis de travail, les permis d'études et les prolongations de statut, établissent un équilibre entre les besoins humanitaires et l'efficacité opérationnelle.

La tendance est claire: Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a besoin de moins de financement en réaction à des crises et de plus d'investissements stratégiques qui renforcent les capacités et créent des gains d'efficacité et des économies à long terme. Dans le cadre du Programme d'aide au logement provisoire, on passe de séjours coûteux dans des hôtels à des séjours dans des infrastructures durables. La modernisation numérique réduit la nécessité d'un traitement manuel qui prend du temps à mesure que les systèmes semi-automatisés deviennent plus fiables. De meilleures

capacités biométriques permettent de prévenir les problèmes plutôt que d'avoir à les régler après coup.

Il ne s'agit pas seulement de gérer la situation actuelle. Il s'agit de mettre en place des systèmes qui seront bénéfiques pour le Canada à mesure que le paysage mondial continuera d'évoluer. Chaque dollar que nous investissons dans les infrastructures durables et l'efficacité numérique permettra de réduire les coûts pour les Canadiens dans les années à venir.

Ce budget des dépenses représente une approche responsable pour gérer des défis sans précédent en matière d'immigration. Il est conçu pour maintenir le leadership humanitaire du Canada tout en bâtissant les systèmes efficaces, modernes et équitables que les Canadiens attendent et que les nouveaux arrivants méritent. Les investissements demandés par le ministère aideraient le Canada à répondre aux pressions liées aux déplacements à l'échelle mondiale tout en créant des gains d'efficacité opérationnelle qui réduisent...

● (2020)

**Le vice-président adjoint:** À l'ordre.

Le temps prévu pour le discours est maintenant écoulé. Nous passons aux questions pour la ministre. La députée a la parole.

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor:** Monsieur le président, à la lecture du budget des dépenses dont nous sommes saisis, il est évident qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada se concentre sur des programmes essentiels qui visent à aider les nouveaux arrivants à réussir tout en rétablissant l'équilibre de notre système.

La ministre pourrait-elle expliquer pourquoi le financement de programmes comme le Programme fédéral de santé intérimaire et le Programme d'aide au logement provisoire sont si importants pour la viabilité de nos initiatives?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord de remercier la députée de Moncton—Dieppe de son travail et de son rôle de championne depuis plusieurs années, non seulement pour sa collectivité, mais aussi pour de nombreux députés qui siègent au Parlement, dont moi-même.

Dans le budget de 2024, le gouvernement a investi 411,2 millions de dollars dans le programme fédéral de santé pour 2024-2025, afin de compléter le financement existant et de garantir que les réfugiés et les demandeurs d'asile, ainsi que d'autres ressortissants étrangers particulièrement vulnérables, aient accès à une couverture de soins de santé pour répondre à leurs besoins médicaux urgents et essentiels. Un montant supplémentaire de 232,9 millions de dollars a été prévu dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2024-2025.

Compte tenu de toutes les sources de financement, le total des crédits alloués au Programme fédéral de santé intérimaire pour 2024-2025 s'élevait à 896,5 millions de dollars. Ces crédits couvraient le coût des services de santé de base, tels que les soins hospitaliers et médicaux, conformément à l'assurance-maladie provinciale et territoriale, ainsi que des services de santé supplémentaires limités, par exemple les services de consultation en santé mentale et le soutien aux personnes handicapées. La couverture est également offerte à certains groupes de migrants, notamment les réfugiés réinstallés.

*Travaux des subsides*

• (2025)

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor:** Monsieur le président, comme nous le savons tous à la Chambre, l'immigration est certes cruciale pour nos collectivités. Dans le Canada atlantique, nous constatons clairement que nous avons besoin d'accroître la population, car elle est en déclin. Cependant, nous voulons également donner aux immigrants les outils nécessaires pour réussir. Je sais que nous stabiliserons les niveaux d'immigration au cours des prochaines années, tout en nous engageant à réduire l'immigration temporaire à moins de 5 % de la population nationale totale d'ici 2027.

La ministre pourrait-elle décrire le travail que nous faisons pour respecter cet engagement et expliquer pourquoi il revêt une si grande importance pour le Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les résidents temporaires enrichissent l'économie et le tissu culturel du Canada. Or, le gouvernement est déterminé à réduire la croissance de l'immigration temporaire afin de mieux l'harmoniser avec les besoins du marché du travail, l'offre de logements et la capacité d'accueil des collectivités. Pour ce faire, un plafond a été imposé pour les permis d'études, et les exigences d'admissibilité aux permis de travail ont été resserrées, notamment en réduisant le nombre de conjoints qui accompagnent les travailleurs et les étudiants. Ces mesures mettent l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité, ce qui contribue à faire en sorte que le Canada continue d'attirer les talents dont il a besoin pour croître et prospérer. Nous nous engageons à maintenir des niveaux d'immigration durables au Canada.

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor:** Monsieur le président, j'ai une autre brève question à poser à la ministre.

Comment trouver l'équilibre entre ralentir l'immigration temporaire et veiller à ce que le Canada dispose des talents dont il a besoin pour assurer son succès?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, le gouvernement s'est engagé à maintenir des niveaux d'immigration durables, alors nous calibrons le volume d'immigrants pour aider à atténuer une certaine pression sur la demande de logements. À cette fin, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada stabilise le nombre de résidents permanents et d'admissions temporaires à moins de 1 % de la population canadienne chaque année au-delà de 2027. Nous nous efforçons d'attirer des talents du monde entier afin de stimuler notre économie et notre prospérité.

**L'hon. Ginette Petitpas Taylor:** Monsieur le président, j'aimerais simplement remercier la ministre d'être ici ce soir pour répondre aux nombreuses questions que nous avons au sujet du budget principal des dépenses.

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le président, je vais partager mon temps de parole en trois.

J'ai ici un article de la CBC dans lequel la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté demande au gouvernement fédéral d'éliminer complètement le plafond imposé aux nouveaux immigrants, sans limite. Croit-elle toujours qu'il ne devrait pas y avoir de limite au nombre de personnes qui entrent au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je suis ministre depuis environ trois semaines et je ne me souviens pas avoir fait de telles déclarations.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, encore une fois, j'ai l'article de la CBC sous les yeux. La ministre a deman-

dé l'élimination complète des plafonds imposés à l'immigration. Serait-elle d'accord pour dire que le nombre de personnes entrant au Canada doit être immédiatement et massivement réduit?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, une fois encore, nous gérons nos cibles. Nous nous sommes engagés à réduire à la fois le nombre de résidents permanents et les allocations temporaires. Nous prévoyons des niveaux, pour 2025-2027...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, ce n'est pas ce que fait la ministre. Le gouvernement laisse entrer des centaines de milliers d'étudiants étrangers et de travailleurs étrangers temporaires. Pourquoi la ministre persiste-t-elle à laisser entrer des centaines de milliers de personnes alors que le Canada est en pleine crise des soins de santé?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous nous efforçons de parvenir à une situation d'immigration durable en réduisant le nombre de nos résidents temporaires et permanents. Nous avons déposé un plan biennal sur les niveaux d'immigration, que la députée peut consulter.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** C'est de la foutaise, monsieur le président. Toutes les statistiques montrent que le gouvernement a en fait augmenté le nombre de résidents. Pendant ce temps, les Canadiens ne peuvent pas se faire soigner aux urgences.

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il à faire venir des centaines de milliers d'étudiants et de travailleurs étrangers temporaires avec des visas temporaires alors que les gens ne trouvent pas d'emploi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Tenons-nous-en aux faits, monsieur le président. Les chiffres de la députée sont totalement inexacts. Le programme des étudiants étrangers a permis l'arrivée de 290 000 nouveaux immigrants au Canada. Je ne sais pas d'où viennent les chiffres qu'elle cite. Je replacerais dans leur contexte les chiffres qu'elle semble lire.

• (2030)

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Voici un peu de contexte, monsieur le président. La réalité, c'est qu'il y a eu bien moins de 290 000 mises en chantier l'année dernière, et qu'il y a à l'heure actuelle bien plus de 290 000 personnes en attente d'un médecin de famille.

Pourquoi la ministre persiste-t-elle à augmenter les niveaux d'immigration alors que les gens ne trouvent ni médecin ni emploi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je répète que nous travaillons à assurer une immigration durable. Nous nous sommes engagés à réduire le nombre de résidents temporaires ainsi que le nombre de résidents permanents. Le Canada...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, ce qui n'est pas viable, c'est qu'en date de décembre 2024, environ 500 000 personnes devaient être expulsées du pays. Combien ont été expulsées?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, ces chiffres sont cités hors contexte.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, je voudrais demander à la ministre de dire cela à quelqu'un qui ne peut pas trouver de logement à Toronto en ce moment. Il y a au moins 500 000 personnes au Canada qui n'ont aucune raison d'ordre juridique d'être ici. Combien de personnes ont été expulsées depuis la publication du rapport en décembre?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous sommes conscients qu'il y a des défis en matière de logement et d'infrastructures. C'est pourquoi nous avons présenté le plan des niveaux qui vise à assurer une immigration durable. Nous diminuons le nombre de résidents permanents...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, parlons-en des défis. Les urgences débordent, les gens n'arrivent pas à se loger ou à se trouver un emploi, et le rapport sur les niveaux d'immigration indique que l'immigration augmente.

Parmi les 500 000 personnes mentionnées dans le rapport de décembre 2024 et faisant l'objet d'un décret d'expulsion, combien ont été expulsées?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, soyons clairs: quand le visa d'une personne arrive à échéance, on s'attend à ce qu'elle quitte le pays. C'est une question pour l'Agence des services frontaliers du Canada et le ministre...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, ces personnes ne quittent pas le pays, et c'est là le problème. Elles ne partent pas, et la ministre ne veut pas nous dire combien de personnes ont été expulsées. Quel est le plan pour les faire partir?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, nous avons des règles dans ce pays et nous nous attendons à ce que les gens les respectent.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, les règles ne sont pas respectées. La ministre ne comprend-elle pas que si nous ne renvoyons pas les individus qui n'ont pas légalement le droit d'être ici, le système ne sert à rien? La ministre admettra-t-elle que les libéraux ont fait dérailler le système et que la situation est hors de contrôle?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'Agence des services frontaliers du Canada est responsable des renvois. À mon avis, la députée devrait poser ses questions au ministre de la Sécurité publique. Je le répète, nous avons des règles dans...

**Le vice-président adjoint:** Le député de Saskatoon-Ouest a la parole.

**Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC):** Monsieur le président, tout le plan d'immigration du gouvernement est fondé sur le départ volontaire des résidents temporaires du Canada. Selon les prévisions du gouvernement, combien de résidents non permanents quitteront le Canada au cours des trois prochaines années?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, les gens qui viennent temporairement au Canada pour travailler, pour étudier...

**Le vice-président adjoint:** Le député de Saskatoon-Ouest a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, dans le plan de la ministre, combien de personnes sont censées partir au cours des trois prochaines années?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, on s'attend à ce que les personnes dont le visa est expiré quittent le pays.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, combien d'entre eux sont partis volontairement?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est le ministère de la Sécurité publique qui détient ces chiffres. Les gens

dont le visa est expiré, s'ils ne l'ont pas renouvelé — et beaucoup de gens l'ont renouvelé...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, comment pouvez-vous fixer des cibles d'immigration, madame la ministre, si vous ne savez pas combien de personnes ont quitté le pays?

**Le vice-président adjoint:** Les députés doivent adresser leurs questions à la présidence.

La ministre a la parole.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les nombres de départs sont la responsabilité de l'Agence des services frontaliers du Canada et du ministère de la Sécurité publique.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, le plan d'immigration annuel de l'année dernière prévoyait que près de 1,3 million de résidents non permanents quitteraient le Canada. Combien sont partis depuis le début de l'année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je répète qu'en ce qui concerne les personnes qui quittent le pays, c'est l'Agence des services frontaliers du Canada qui gère les départs...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, essayons quelque chose de différent.

Selon le même rapport, une diminution nette d'environ 450 000 résidents non permanents était prévue. La ministre est-elle en voie d'atteindre cette cible pour 2025?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, en ce qui concerne le premier trimestre, nous savons que nous avons réduit le nombre bien en deçà du taux cible.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, selon Statistique Canada, en date du 31 mars, il y avait un peu plus de 3 millions de résidents non permanents au Canada. Il s'agit d'une augmentation de 10 % par rapport à 2024.

Quelle est la cible du gouvernement pour 2025?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, tous les chiffres relatifs aux cibles ont été présentés. Nous avons dépassé ces cibles au premier trimestre de 2025.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je ne suis pas d'accord avec la ministre. Je crois qu'elle n'a pas compris la question. Il y a présentement 3 millions de résidents non permanents au Canada. Quelle était la cible pour 2025?

• (2035)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, la diminution s'est amorcée au premier trimestre de 2025, à 7,2 %. Le...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, le chiffre donné est 7,2 %. Quelle était la cible en pourcentage pour cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je le répète, nous avons dépassé la cible pour le premier trimestre de 2025.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, vous avez bien dépassé la cible parce que, selon Statistique Canada, il y a plus de 3 millions de personnes. Votre cible était fixée à 2,5 millions de personnes. Comment allez-vous réussir à réduire de 500 000 le nombre de résidents non permanents d'ici la fin de l'année?

**Le vice-président adjoint:** Les députés doivent adresser leurs questions à la présidence.

*Travaux des subsides*

La ministre a la parole.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, notre cible pour 2027 correspond à 5 % de la population du Canada. Nous travaillons...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, le rapport annuel publié en octobre donne une estimation de la population canadienne en 2025. La ministre peut-elle me dire si ce nombre est supérieur ou inférieur à celui de 2024?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le député me demande-t-il quelle est la population du Canada, c'est-à-dire le nombre de personnes qui vivent au Canada?

**Brad Redekopp:** Oui, monsieur le président, c'est ce que je demande.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous savons que la population du Canada est d'environ 40 millions d'habitants. Je n'ai pas le nombre exact...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je vais aider la ministre. Le nombre figure dans le rapport publié l'automne dernier, rapport qui a fait les manchettes parce qu'il laissait entendre que la population du Canada allait diminuer. Par conséquent, ma question est la suivante: sommes-nous en voie de concrétiser cette baisse de population?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous sommes en voie d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé en matière d'immigration, c'est-à-dire réduire le nombre global de résidents permanents et temporaires au pays.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je vais donner un petit coup de main à la ministre. Selon Statistique Canada, nous sommes actuellement 41,7 millions d'habitants. Cela représente 200 000 personnes de plus qu'à la fin de l'année dernière et 500 000 personnes de plus que ce que prévoit le plan de la ministre. Que fait la ministre pour veiller à atteindre son objectif cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, on sait que sans immigration, nous ne pouvons pas combler les pénuries de main-d'œuvre du pays. L'immigration est le moteur de notre économie. Ce sont les gens qui arrivent...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, ils augmentent en fait la population. Est-ce bien ce que dit la ministre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que j'ai dit, c'est que les objectifs pour 2025 à 2027 ont été fixés, ils ont été qualifiés...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, la ministre modifierait-elle des rapports afin de supprimer des données?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne crois pas que je modifie des rapports. Ce n'est pas mon travail.

[Français]

**Bernard Généreux (Côte-du-Sud-Rivière-du-Loup-Kataskomiq-Témiscouata, PCC):** Monsieur le président, la ministre pense-t-elle qu'on doit réduire l'immigration au Canada? Si oui, pense-t-elle qu'on doit le faire rapidement? Si oui, de combien doit-on réduire l'immigration? J'aimerais que la ministre me donne un chiffre.

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, c'est une question importante et nous travaillons avec les fonctionnaires pour réduire les chiffres.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, quel est le chiffre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les chiffres sont déjà là. J'ai aussi parlé avec mon collègue...

**Le vice-président adjoint:** L'honorable député de Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Kataskomiq—Témiscouata a la parole.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, ces deux chiffres sont publics. La ministre doit savoir ce qu'ils sont.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est 5 % de la population d'ici 2027.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, tantôt, mon collègue a demandé quelle était la population du Canada et la ministre n'a pas été en mesure de répondre. Va-t-elle répondre en disant à combien correspond cette baisse de 5 %?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est 5 % de la population du Canada d'ici 2027.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, le gouvernement va faire entrer des centaines de milliers de personnes cette année alors que des millions de Canadiens n'ont même pas accès à un médecin de famille. Pourquoi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est probablement une question pour la ministre de la Santé, mais ce que je peux dire, c'est que nous cherchons des médecins et des infirmières pour qu'ils viennent nous aider ici.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, c'est drôle comme la ministre n'est pas en mesure de répondre à nos questions. Elle renvoie nos questions à d'autres ministres.

En tout cas, il y a aussi une pénurie de logements au Canada. Actuellement, les Québécois dorment dans leur voiture, car ils sont incapables de payer leur loyer. Pourtant, le gouvernement continue d'augmenter ses seuils d'immigration. Pourquoi?

• (2040)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, ce n'est pas la faute des immigrants.

Oui, il y a une crise économique et, de ce côté de la Chambre, nous travaillons à réduire les nombres de visas temporaires et permanents parce que nous savons qu'il y a une crise. Nous continuons de travailler...

**Le vice-président adjoint:** L'honorable député de Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Kataskomiq—Témiscouata a la parole.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, le chômage augmente partout au Canada.

Selon certaines spécialistes, il y aura environ 100 000 pertes d'emploi d'ici l'automne, mais vous augmentez encore l'immigration. Pourquoi insistez-vous pour plonger de nouveaux arrivants dans le chômage?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce n'est absolument pas mon but.

**Le vice-président adjoint:** Les interventions devraient s'adresser à la présidence.

*Travaux des subsides*

L'honorable député a la parole.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, la ministre ne répond pas à ma question.

Certains économistes prévoient une récession d'ici l'automne, avec une perte potentielle de 100 000 emplois, dont plusieurs en Ontario et au Québec. Pourtant, le gouvernement fait entrer des immigrants. Pourquoi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous travaillons fort pour gérer l'immigration d'ici 2027. Nous avons déjà publié tous les chiffres. Nous allons réduire le nombre de visas temporaires et permanents.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, quel est ce nombre dont parle la ministre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous réduisons le nombre de visas pour les étudiants et pour les travailleurs. Nous travaillons de toutes les manières pour réduire ces chiffres.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, combien de personnes au Canada sont en processus de renvoi en ce moment? Est-ce que la ministre le sait? Peut-elle me donner un chiffre, s'il lui plaît?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est une question pour le ministre de la Sécurité publique.

**Bernard Généreux:** Monsieur le président, elle renvoie la question à un autre ministre.

En décembre dernier, 460 000 personnes étaient en attente de renvoi. C'est l'équivalent de la population de la ville de Laval au Québec. Or, le gouvernement a perdu la trace de 30 000 d'entre elles. Combien vont réellement quitter le pays cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, la question des personnes qui quittent le territoire est une question pour le ministre de la Sécurité publique. Toutefois, nous sommes en contact étroit avec mon homologue.

[Traduction]

**L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le président, je vous informe que mon intervention inclura un discours de 10 minutes et une période de questions de 5 minutes.

Je pense que le premier ministre comprend vraiment les enjeux économiques de l'immigration. Il est très encourageant de constater, tant dans le discours du Trône que dans les lettres de mandat, à quel point il intègre la notion de niveaux d'immigration viables. Ce n'est pas un concept nouveau pour moi; en fait, au cours des années 1990, j'en ai souvent parlé à l'Assemblée législative du Manitoba.

Pour comprendre l'utilité de l'immigration, ce qui me semble échapper aux conservateurs, il faut examiner les chiffres dans leur ensemble et déterminer ce qui est dans l'intérêt du pays, de manière à trouver la bonne combinaison. Par exemple, si l'on prend le cas du Manitoba dans les années 1990, quand j'étais député provincial, et dans les années 2000, jusqu'en 2006-2007, on constate que l'immigration a beaucoup changé. Au début des années 1990, nos chiffres moyens étaient probablement de l'ordre de 3 000 à 3 500, à quelques centaines près. Pour beaucoup d'entre nous, c'était trop peu. Nous voulions que le Manitoba accueille un plus grand nombre d'immigrants. D'ailleurs, notre population a essentiellement stagné jusqu'à ce que Jean Chrétien et Gary Filmon proposent le Programme des candidats des provinces.

Ce programme s'est avéré une mine d'or économique pour le Manitoba et il me tient beaucoup à cœur. Le Manitoba a besoin de ce programme; il en dépend beaucoup. Grâce à celui-ci, pour la première fois, le nombre de Manitobains a augmenté de façon assez spectaculaire. Dans les années 1990, je faisais valoir que l'immigration devait représenter environ 1 % de la population de notre province, en me disant que, si nous faisons les choses correctement, ce nombre d'immigrants serait viable.

C'est ce que nous avons réussi à accomplir en faisant du Programme des candidats comme un moteur économique, qui est ensuite venu compléter les autres filières mises en place par le gouvernement fédéral. Grâce à la gestion de ce programme et à l'accord conclu entre le Canada et le Manitoba, nous avons pu augmenter le nombre d'immigrants. Sans ce programme des candidats, la population du Manitoba serait loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui. En fait, d'aucuns diraient que nous aurions pu perdre des habitants.

J'ai écouté les conservateurs d'en face pendant la première série de questions — j'invite d'ailleurs les gens à lire leurs questions — et ils ont donné l'impression d'être très réfractaires aux immigrants. Cela me préoccupe, car les immigrants ont aidé à bâtir le pays que nous connaissons aujourd'hui. Si l'on considère les 20 à 30 dernières années, nous avons assisté à une croissance substantielle du nombre de Manitobains d'origine philippine et pendjabie. Il y a d'autres communautés, mais ces deux-là leur ont ouvert la voie. Nous pouvons nous pencher sur le système de santé, dont on a beaucoup parlé, sur notre industrie manufacturière ou sur les entrepreneurs qui se lancent en affaires, qui développent leur entreprise ou qui construisent des logements.

Je pense que nous devons être sensibles aux différences entre les régions, les provinces ainsi que la campagne et la ville. Il est important de reconnaître que les immigrants temporaires jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire. Nous avons besoin de visas temporaires qui permettent aux gens de venir apporter leur aide dans les régions rurales afin d'assurer la production alimentaire actuelle, non seulement à l'échelle locale, mais aussi dans le monde entier.

• (2045)

Si l'on veut vraiment entrer dans le débat sur l'immigration, il y a beaucoup plus de positif que de négatif. Il y a des circonstances qui nous ont amenés à la situation où nous nous trouvons aujourd'hui. Qu'il s'agisse de la pandémie, qui a fini par entraîner une augmentation du nombre de travailleurs temporaires, ou de la volonté des universités et des provinces de différentes régions du pays d'obtenir davantage de résidents temporaires, il y a une raison qui explique pourquoi les choses se sont déroulées ainsi.

Le système n'est pas défaillant. Oui, nous devons prendre des mesures pour pouvoir continuer de manière viable. Comme l'a dit le premier ministre, il s'agit d'avoir un niveau d'immigration viable et de trouver la bonne combinaison. Nous devons être sensibles aux régions rurales, qui ont besoin des travailleurs temporaires. Nous devons être sensibles aux établissements postsecondaires qui, souvent, essaient de se bâtir une réputation mondiale grâce à leurs programmes d'études.

Je reconnais qu'il y a aussi eu beaucoup d'abus dans ce domaine. Il y a des choses que nous pouvons apprendre. Nous devons collaborer plus étroitement avec les provinces. Nous devons reconnaître qu'il y a certains problèmes à régler. Cependant, je ne pense pas qu'il soit juste de mettre tout le monde dans le même panier en imposant une solution universelle à tout le pays.

Je crois plutôt que nous devrions établir des objectifs, comme l'a fait la ministre de l'Immigration. Je ne sais pas combien de fois elle a rappelé l'existence de tels objectifs et dit que l'on s'efforce de les atteindre. Je pense que c'est une approche responsable. Elle complète l'approche durable en matière d'immigration que prône, je le répète, le premier ministre.

Nous savons que nous avons ici de nombreux immigrants qui sont des résidents permanents et qui vont se marier à l'étranger, des citoyens canadiens qui rencontrent leur conjoint à l'extérieur du Canada. Il s'agit d'une catégorie très importante, et nous devons continuer à permettre à ces personnes de venir dans notre pays en tant que résidents permanents. Nous devons continuer à permettre aux travailleurs temporaires de venir au Canada pour régler des problèmes comme ceux qui se posent dans les régions agricoles.

Je voudrais bien entendre certains conservateurs des régions rurales dire: « Non, ne laissez aucun travailleur temporaire venir au Canada ». Les députés savent-ils à quel point ce serait dommageable pour notre économie? Avec des niveaux d'immigration viables, nous pouvons tirer parti de l'immigration pour faire mieux tourner notre économie, pour rendre l'économie canadienne plus dynamique et plus forte.

Le premier ministre et la ministre de l'Immigration le comprennent tous les deux. Ils comprennent tous les deux que nous avons des objectifs à atteindre et que, dans certaines situations, ce peut être très difficile. Lorsque les conservateurs font de telles revendications, n'oublions pas qu'il est question de vraies personnes. Nous devons faire preuve de bienveillance et de compassion envers elles. J'ose croire qu'au fil des ans, l'immigration nous a aidés de façon déterminante à bâtir un pays très fort.

La ministre est là, je crois, depuis trois ou quatre semaines, et j'ai bien aimé les discussions que nous avons eues. Je sais qu'elle a consacré du temps et de l'énergie à assurer que nous fixions ces objectifs et que nous travaillions à les atteindre.

Si je devais poser une question à la ministre, elle porterait sur l'importance de reconnaître que, comme l'a dit le premier ministre, un niveau d'immigration viable contribue de façon déterminante à faire du Canada un pays meilleur et plus fort. La députée peut-elle nous dire à quel point il est important d'atteindre cet objectif?

• (2050)

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je tiens à remercier le député de Winnipeg-Nord pour ses réflexions et tous les renseignements exacts qu'il a fournis.

L'immigration est effectivement essentielle pour stimuler notre croissance économique et renforcer nos collectivités. J'ai parlé aux représentants des provinces et des territoires depuis mon assermentation. L'immigration relève de leurs champs de compétence et, croyez-moi, ils sont tous d'accord là-dessus.

Les Canadiens veulent, à juste titre, un système d'immigration robuste et durable qui contribue à la réussite du Canada et de tous ceux qui viennent ici. C'est ce qui a mené à la conception du Plan

### *Travaux des subsides*

des niveaux d'immigration 2025-2027 et c'est précisément le résultat observé. Avant l'année dernière, ces plans étaient déterminés une année à la fois, alors j'étais très fier de voir l'ancien gouvernement établir un plan sur deux ans.

Nous réduisons le nombre de résidents temporaires et permanents à court terme afin d'atténuer les pressions sur le logement et les infrastructures. C'est la réalité. C'est un fait. Après la pandémie, de nombreuses personnes sont venues au Canada par divers moyens, et notre système a été mis à rude épreuve. Avec la crise qui sévissait à l'échelle mondiale, les demandes d'asile, comme nous le savons, ont également exacerbé les pressions. Les mesures que nous prenons jettent les bases de la croissance à long terme.

Un système d'immigration bien géré et durable, où chacun a une chance de réussir — voilà ce que nous voulons, le gouvernement et moi-même, qui suis ministre depuis moins de quatre semaines. En fait, j'ai prêté serment en tant que députée il y a moins de 15 jours. Ma photo n'est même pas encore affichée. Nous faisons ce qui doit être fait et ce pour quoi les Canadiens nous ont élus.

• (2055)

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le président, l'un des avantages d'une politique d'immigration saine est de reconnaître l'importance de la diversité. La diversité du Canada est l'une de ses plus grandes forces, et, grâce à elle, nous pourrions demeurer la nation la plus forte du G7, à mon avis. Nous devrions nous réjouir de cela en ce moment.

Le mois de juin en est un bon exemple. Les communautés philippine, italienne, portugaise et autochtone célèbrent toutes leur patrimoine au mois de juin. Je me souviens qu'en avril, nous célébrions le Mois du patrimoine sikh. Je sais que la députée est une ardente défenseuse de la communauté libanaise.

Je me demande si elle pourrait nous faire part de ses réflexions sur l'importance de reconnaître la diversité pour laquelle le Canada est reconnu à l'échelle mondiale et sur le potentiel extraordinaire que cette diversité représente pour l'édification de notre nation. C'est quelque chose dont nous devrions tous être très fiers.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne sais pas combien de minutes il me reste, mais je suis enchantée par la question.

Je suis entièrement d'accord. La diversité canadienne fait certainement notre force. Cette diversité se compose de notre culture, de nos gens et de nos langues. J'ai hâte de retourner dans ma collectivité et de célébrer le patrimoine portugais et philippin. En fait, la fin de semaine prochaine, l'activité Philippine Fiesta aura lieu dans ma ville, Halifax. Ce sera toute la fin de semaine, les 21 et 22 juin.

Selon moi, tous les députés sont fiers de célébrer toutes les cultures chaque mois. Tous les parlementaires, peu importe leur allégeance politique, partagent ce sentiment avec leurs concitoyens. Nous sommes très fiers de protéger les résidents que nous représentons, ainsi que leur culture et leur patrimoine.

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le président, Winnipeg est une ville merveilleuse. Lorsque la ministre de l'Immigration viendra à Winnipeg, j'adorerais qu'elle vienne dans Winnipeg-Nord.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je serais heureuse d'accepter l'invitation du député. J'ai reçu un très grand nombre d'invitations. J'aimerais avoir plus d'heures dans une journée pour pouvoir les accepter toutes, mais je ferai tout en mon pouvoir pour accepter celle du député.

**Arpan Khanna (Oxford, PCC):** Monsieur le président, je vais séparer mon intervention en trois parties.

La population du Canada ne cesse de croître à une vitesse record et, selon l'Association médicale canadienne, « le système de santé est à bout de souffle. Nous n'arrivons plus à répondre aux besoins de la population. » La ministre croit-elle qu'il est judicieux de maintenir les niveaux d'immigration actuels en pleine crise du système de santé?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, j'ai dit que j'étais fière que nous ayons présenté un plan de deux ans concernant les niveaux dont l'objectif est de réduire le nombre d'étudiants temporaires, ainsi que le nombre de...

**Le vice-président adjoint:** Le député d'Oxford a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, la ministre est-elle d'accord avec les experts pour dire que le pic vertigineux d'immigration au Canada crée de la pression sur le système de santé du pays?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, nous travaillons à stabiliser les chiffres de l'immigration, mais nous voulons aussi faire venir des talents.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, cela exerce-t-il des pressions sur notre système, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que nous reconnaissons que notre système a été mis à rude épreuve en raison de l'immigration croissante.

• (2100)

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, si c'est le cas, comment se fait-il que les chiffres continuent d'augmenter, alors que des centaines de milliers de personnes viennent dans notre pays?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons déjà dépassé les attentes en matière de réduction, alors...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, à quoi bon fixer des objectifs si nous ne les atteignons pas? Pourquoi...

**Le vice-président adjoint:** La ministre a la parole.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous atteignons ces objectifs. D'ailleurs, nous avons dépassé les attentes à cet égard.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, à l'heure actuelle, un Canadien sur cinq et un nouvel arrivant sur deux n'ont pas accès à un médecin de famille. Pourquoi la ministre fait-elle venir au Canada des centaines de milliers d'étudiants étrangers et de travailleurs peu spécialisés en pleine crise des soins de santé?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous ciblons les spécialistes dont nous avons besoin, y compris les médecins et les travailleurs de la construction. Il y a des programmes précis qui ont été conçus pour attirer ces personnes dans nos collectivités.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, les paroles des libéraux ne correspondent pas à leurs actes. Des Canadiens meurent dans les salles d'urgence et les temps d'attente ne cessent de s'allonger. Les

nouveaux arrivants et les Canadiens ont du mal à trouver un médecin. Le système de santé souffre d'un manque criant de personnel.

La ministre ne pense-t-elle pas qu'il est irresponsable d'accueillir des centaines de milliers d'immigrants supplémentaires au pays alors que nous faisons face à cette crise?

**Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois je signale que dans le cadre des programmes, nous avons fait venir des médecins, des infirmières et des travailleurs de la santé, des personnes qui prennent réellement soin des Canadiens. Nous allons poursuivre nos efforts en ce sens.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, il manque déjà 23 000 médecins à l'heure actuelle au Canada. Combien de médecins allons-nous faire venir au pays?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous disposons d'un service spécialisé qui travaillera avec les provinces et les collectivités. En fait, dans ma propre province...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, combien y en aura-t-il? Je voudrais simplement un chiffre.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je le répète, les provinces et les collectivités elles-mêmes travaillent également sur ces voies d'accès. Je sais, en tant qu'ancienne ministre...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, il est clair que la ministre ne sait aucunement qui sont les personnes qu'elle fait entrer dans le pays. Il y a un programme de sciences, technologies, ingénierie et mathématiques qui sert à faire venir des courtiers et des agents d'assurance. Le gouvernement a perdu le contrôle du système, et il l'a totalement anéanti.

La ministre peut-elle nous dire aujourd'hui combien d'immigrants hautement qualifiés elle fait entrer au pays?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne pense pas que le député ait vraiment été présent tout au long des délibérations. Un budget des dépenses a été déposé. Nous avons établi les niveaux prévus. Nous avons le nombre de personnes admises en fonction des différentes catégories. Nous avons rencontré ces...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, les hôpitaux débordent. Le personnel de première ligne est épuisé. Les médecins sont surchargés de travail.

Pourquoi la ministre accueille-t-elle plus d'immigrants sans même renvoyer ceux dont le visa est expiré?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, soyons clairs. Le nombre de documents expirés ne correspond pas au nombre de personnes. Toute personne dont le visa a expiré est censée partir et lorsqu'elle ne...

**Le vice-président adjoint:** Il reste assez de temps pour une dernière question très brève.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, combien de gens à qui on a ordonné de quitter le Canada l'ont quitté à ce jour?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, quand les documents d'immigration des gens expirent, on s'attend à ce que ces derniers quittent le pays, et, pour ceux qui refusent d'obtempérer, la sécurité publique...

**Le vice-président adjoint:** Nous reprenons le débat. Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a la parole.

*Travaux des subsides*

**Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC):** Monsieur le président, en écoutant le débat de ce soir, il semble que la ministre reconnaisse que le gouvernement Trudeau a commis des erreurs en matière d'immigration. Est-ce exact?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, la pandémie de COVID a mis notre système à rude épreuve. Il y a eu davantage de nouveaux arrivants partout au Canada. Il y avait beaucoup de...

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, je me demande si la ministre peut nous donner une réponse claire. Pense-t-elle que le gouvernement Trudeau a commis des erreurs en matière d'immigration?

**L'hon. Kevin Lamoureux:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il ne convient pas que le député prenne la parole en supposant qu'on la lui a donnée, puis qu'il pose une question à la ministre. Il devrait attendre que vous lui donniez la parole.

**Le vice-président adjoint:** Je surveille l'heure et je donne la parole aux députés au moment opportun. J'ai vu le député se lever et je lui ai donné la parole. Mon micro n'était peut-être pas allumé, mais il y a eu des échanges, alors je vais reprendre.

Le député souhaite-t-il poursuivre la question?

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, j'ai une question très simple à poser à la ministre: reconnaît-elle, maintenant qu'elle a eu plus de temps pour y réfléchir, que le gouvernement Trudeau a commis des erreurs en matière d'immigration?

• (2105)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'ai été ministre provinciale de l'Immigration pendant huit ans. J'ai vu ce que notre pays a fait...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, la ministre ne semble pas vouloir répondre à cette question, d'une façon ou d'une autre.

Cependant, les chiffres sur l'emploi publiés vendredi brossent un tableau très sombre pour les Canadiens. Le taux de chômage, à 7 %, croît en particulier dans les grands centres urbains. À Toronto, il est à son niveau le plus élevé depuis plus d'une décennie.

La ministre de l'Immigration pense-t-elle que les taux d'immigration élevés ont contribué à l'augmentation du taux de chômage?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, en ce qui concerne l'article que le député cite, je crois que les économistes et les gens disent que ce sont les droits de douane imposés par les États-Unis qui sont à l'origine de ces chiffres.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, nous n'avons pas obtenu de réponse de la ministre jusqu'à présent. Je lui ai demandé si elle reconnaissait que le gouvernement Trudeau avait commis des erreurs en matière d'immigration. Elle n'a pas répondu à cette question. Je lui ai demandé si elle reconnaissait que les taux d'immigration élevés ont contribué à la hausse du chômage, qui n'a cessé d'augmenter au cours des trois dernières années.

Je vais réessayer. J'ai une question simple à poser à la ministre: pense-t-elle que les niveaux d'immigration très élevés, surtout chez les immigrants non qualifiés, ont contribué à un taux de chômage élevé et croissant au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons des objectifs. Ils ont été présentés à la Chambre. Nous avons des

objectifs chiffrés. Ces chiffres sont du domaine public. N'importe qui peut les consulter. Nous respectons ces objectifs.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, je n'ai obtenu aucune réponse à mes questions jusqu'à présent.

Ilona Dougherty, cocréatrice du Youth & Innovation Project de l'Université de Waterloo, a récemment déclaré à la CBC que, selon les données, un afflux important de travailleurs temporaires réduit le salaire des jeunes canadiens.

La ministre approuve-t-elle cette constatation, c'est-à-dire qu'un afflux important de travailleurs temporaires réduit le salaire des jeunes canadiens?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous nous efforçons d'attirer les talents dont le Canada a besoin, notamment des personnes du milieu médical et du domaine de la construction. Nous nous concentrons sur ces groupes cibles.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, cela ne répond pas à ma question. Je pose des questions importantes, et la ministre de l'Immigration a le devoir d'y répondre.

Est-elle d'accord avec les experts pour dire qu'un important afflux de travailleurs temporaires réduit le salaire des jeunes Canadiens, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je fais de mon mieux pour répondre aux questions. Le temps est parfois très limité. Les députés posent des questions cruciales, des questions que les Canadiens ont posées à juste titre lorsque nous leur avons rendu visite durant la dernière campagne, ce qui n'était...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, c'est une question à laquelle la ministre peut répondre par oui ou par non. La ministre croit-elle que l'arrivée massive de travailleurs étrangers fait baisser les salaires des jeunes Canadiens? Cela ne prend pas de temps. Elle peut se contenter de répondre « oui » ou « non ».

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, essayons de nouveau. L'immigration fait notre force. L'augmentation du nombre d'immigrants en raison de la COVID, ainsi que...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, c'est oui ou c'est non.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, gérer la croissance de la migration est ce dont le pays a besoin à l'heure actuelle, et le gouvernement actuel est celui qui...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, le gouvernement a-t-il tenu compte des répercussions sur l'emploi avant de fixer ses chiffres en matière d'immigration?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne sais pas combien de temps il me reste, mais vous me permettez peut-être de répondre.

Quand ces cibles sont chiffrées — je le sais, en tant qu'ancienne ministre provinciale...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Garnett Genuis:** Monsieur le président, la ministre aurait pu répondre à chacune de mes questions par un simple oui ou non, mais elle ne l'a pas fait.

Le gouvernement a-t-il tenu compte des répercussions sur l'emploi avant d'établir les chiffres actuels en matière d'immigration?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, quand ces cibles sont établies, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada doit consulter toutes les provinces, les territoires, les intervenants et les communautés.

**Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC):** Monsieur le président, il y a eu moins de 230 000 mises en chantier en 2024, mais le gouvernement a laissé entrer plus de 1 million de personnes en pleine crise du logement. Pourquoi a-t-il fait cela?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, l'immigration est la plus grande force du Canada, et il est important de ne pas tenir les nouveaux arrivants responsables de la crise du logement.

• (2110)

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, comment la ministre peut-elle justifier l'arrivée de centaines de milliers de personnes de plus au Canada cette année, alors que le taux d'inoccupation est inférieur à 2 % dans de nombreuses régions du pays?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je dirais qu'après la pandémie, si nous n'avions pas augmenté les niveaux d'immigration, l'économie se serait complètement effondrée.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, c'est le gouvernement de la ministre, le gouvernement libéral, qui est à l'origine de cette crise. C'est lui qui est derrière la crise du logement, la crise des soins de santé et la crise des infrastructures.

La ministre reconnaît-elle que les niveaux d'immigration hors de contrôle ont contribué à faire doubler le prix des loyers au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous reconnaissons qu'il faut trouver un équilibre entre les niveaux d'immigration et les pressions qui existent sur le logement, et c'est exactement ce que nous faisons.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, selon l'indice des métropoles du monde de 2025 d'Oxford Economics, les Torontois consacrent une plus grande partie de leur revenu au logement que les résidents de presque toutes les autres métropoles du monde. Pourquoi la ministre et le gouvernement libéral comptent-ils faire venir des centaines de milliers de personnes de plus au Canada cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les chiffres dont je dispose indiquent que, grâce au travail que nous avons fait dans des villes comme Toronto, le prix des loyers a maintenant diminué de 8,1 %.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, c'est à Toronto où l'on retrouve le coût du logement le plus élevé au monde. La Société canadienne d'hypothèques et de logement affirme que nous aurons besoin de 3,5 millions de logements supplémentaires d'ici 2030 pour loger les personnes qui sont déjà ici. Pourquoi le gouvernement fait-il venir des centaines de milliers d'étudiants étrangers et de travailleurs peu spécialisés en pleine crise du logement?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le député a parlé des étudiants étrangers, c'est-à-dire des étudiants qui viennent étudier ici. Nous avons accueilli, net, 290 000 nouveaux arrivants au Canada dans le cadre du Programme des étudiants étrangers. Beaucoup de ces étudiants sont ici...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, la ministre sait que le nombre de mises en chantier est inférieur à ce chiffre. Les loyers

ont plus que doublé partout au pays. Les Canadiens n'ont pas les moyens de payer leur hypothèque ou leur loyer. Des étudiants étrangers dorment sous les ponts ou dans des tentes à cause de la pénurie de logements.

Pourquoi la ministre délivre-t-elle encore des centaines de milliers de visas aux étudiants étrangers cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons mis en place des plafonds pour les étudiants. Nous avons aussi travaillé avec les institutions. Les provinces le savent très bien et travaillent avec leurs universités et leurs collèges par l'entremise des établissements d'enseignement désignés. Nous avons imposé toutes sortes de limites et d'attentes aux universités.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, les refuges pour sans-abri de Toronto débordent de demandeurs d'asile. Combien les contribuables ont-ils dépensé en 2024 pour des hôtels pour des réfugiés? La ministre peut-elle nous donner un chiffre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, quel montant le gouvernement fédéral a-t-il dépensé? Ce montant figurait dans mes documents budgétaires, en fait, et je vais l'obtenir pour le député.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, pourquoi le gouvernement dépense-t-il des milliards de dollars pour loger les demandeurs d'asile dans des hôtels à Toronto alors que de nombreux Torontois n'ont pas les moyens de payer leur loyer?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'aide temporaire que nous offrons en matière de logement est à long terme. Nous avons fourni de l'argent aux provinces afin de construire des infrastructures permanentes. Le nombre...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, les experts nous avertissent depuis des années que les niveaux d'immigration extrêmes des libéraux font grimper le prix des logements. La ministre reconnaît-elle au moins que les Canadiens paient beaucoup plus cher pour se loger en raison des niveaux d'immigration hors de contrôle des libéraux?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je crois avoir déjà répondu à cette question lorsque nous avons parlé des étudiants étrangers et du logement. Les faits montrent que les loyers ont déjà commencé à baisser dans les grandes villes, et nous avons...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole pour poser sa dernière question.

**Costas Menegakis:** Monsieur le président, de toute évidence, ce n'est pas vrai.

La ministre a dit que l'immigration doit être durable. Est-ce que les villages de tentes, les refuges qui débordent et les loyers exorbitants partout au Canada correspondent à ce que son gouvernement...

**Le vice-président adjoint:** La ministre a la parole.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous croyons en un système d'immigration bien géré et durable.

• (2115)

**Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je vous félicite pour vos nouvelles fonctions. Je sais que vous venez également du Sud-Ouest de l'Ontario.

C'est un honneur de prendre la parole en tant que député de London-Centre-Nord et aussi en tant que nouveau secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.

**Des voix:** Oh, oh!

**Peter Fragiskatos:** Je n'allais pas à la pêche aux applaudissements, mais je vais les prendre.

En outre, ce sera certainement un honneur de travailler avec la ministre, les députés ministériels et tous mes collègues à la Chambre sur cette question très importante.

Monsieur le président, quand on pense à l'immigration, on pense bien sûr à de nombreuses choses, mais, d'abord et avant tout, il est question de trouver un moyen de soutenir l'économie. Je pense que c'est au cœur de la question: comment pouvons-nous soutenir l'économie?

Le système d'immigration a toujours joué un rôle fondamental à cet égard, mais il est aussi une source de fierté et un exemple de la façon dont le Canada peut continuer à promouvoir les valeurs qui accompagnent la diversité et à favoriser une société inclusive, sans parler de tous les avantages qui découlent de la société multiculturelle qu'est le Canada.

D'ailleurs, je parle de mes origines personnelles, mais je crois que presque tous les députés qui ne revendiquent pas d'origines autochtones sont descendants d'immigrants. La famille de ma mère est venue au Canada dans les années 1950 en provenance de la Grèce, tandis que mon père a immigré au début des années 1970, depuis la Grèce, lui aussi. Il est venu ici pour trouver de nouvelles possibilités et un avenir meilleur. C'est certainement ce que lui a offert le Canada.

Cela dit, nous devons trouver un juste équilibre, comme le mentionne le discours du Trône récemment prononcé par le roi Charles au nom du gouvernement. Bien entendu, le budget principal des dépenses reflète cela. Le nombre de résidents permanents va diminuer, de même que le nombre de résidents temporaires, et cela se reflète dans le budget des dépenses, puisqu'on y demande moins de fonds.

J'explique ces nombres brièvement. En 2025, 395 000 résidents permanents se trouveront au Canada; en 2026, il y en aura 380 000, et en 2027, il y en aura 365 000. Le nombre de résidents temporaires, ce qui comprend les étudiants étrangers et les travailleurs étrangers temporaires, sera limité à 5 % de la population du Canada d'ici 2027, comme l'a mentionné la ministre il y a quelques instants.

Il y a une logique derrière tout cela. Nous avons écouté la population canadienne. Nous avons vu le gouvernement faire campagne sur un programme qui défendait beaucoup de choses, mais l'un des enjeux était, comme je l'ai déjà mentionné, d'assurer l'équilibre de notre système d'immigration. La capacité en matière de logement est un facteur. La viabilité des services publics en est un autre, tout comme le marché du travail.

Je voudrais parler davantage de ce point. J'ai commencé mon intervention ce soir en parlant de l'importance de l'économie. Dans ce contexte, nous ne pouvons ignorer le marché du travail. Il est au cœur de l'économie, et l'immigration peut répondre en grande partie aux besoins qui y sont liés. D'ailleurs, nous constatons que l'immigration comble les besoins dans certains secteurs, et cela va se poursuivre. Je pense notamment au secteur des soins de santé et à

### *Travaux des subsides*

celui de la construction. Je parlerai également de la construction résidentielle.

Parlons tout d'abord du secteur de la santé. Les immigrants représentent pas moins de 25 % de tous les travailleurs de ce secteur au Canada. C'est un fait méconnu, mais très significatif. Il en dit long sur le dossier dont nous sommes saisis ce soir. Examinons cela un peu plus en détail: 25 % des infirmiers autorisés et 42 % des aides-infirmiers et des gens occupant des emplois connexes sont des immigrants, ainsi que 43 % des pharmaciens, 37 % des médecins, 45 % des dentistes et 61 % des technologues dentaires et des titulaires d'emplois connexes. Bien entendu, cette information provient du site Web d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Elle reflète, comme je l'ai dit, le rôle déterminant que l'immigration joue dans la satisfaction des besoins du marché du travail.

Il ne fait aucun doute que notre système de santé est mis à rude épreuve à bien des égards. Les provinces nous parlent de l'importance de veiller à ce que les rôles soient remplis. Il y a un besoin constant d'infirmiers et de médecins. J'ai aussi parlé des pharmaciens. Le système d'immigration peut être utile à bien des égards. Bien sûr, il y aura des possibilités — d'ailleurs, il y en a déjà — pour les citoyens nés au Canada, mais le système d'immigration est également essentiel.

Parlons de la construction et, comme je l'ai dit, de la construction résidentielle. Avant d'occuper mon poste actuel, j'ai eu le plaisir d'occuper les fonctions de secrétaire parlementaire responsable du logement. Le logement est un problème dans ma collectivité. Le logement est un problème, un défi — une crise, en fait — partout au pays. Nous devons faire mieux pour veiller à ce que les logements locatifs offerts sur le marché et l'accession à la propriété soient plus abordables pour les Canadiens, en particulier les jeunes. Cependant, nous devons aussi nous attaquer au problème de l'itinérance. Nous devons faire ce qu'il faut pour sortir les gens de la rue et veiller à ce qu'ils aient un endroit où se loger et accès à des mesures de soutien complètes pour assurer la transition vers une situation meilleure et le rétablissement qui s'ensuit.

● (2120)

En ce qui concerne la construction résidentielle, toujours selon les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, les immigrants représentent 23 % des entrepreneurs généraux dans le domaine résidentiel. Plus précisément, 20 % des couvreurs sont des immigrants, 16 % des électriciens, 15 % des charpentiers, 14 % des plombiers et 12 % des monteurs de conduites de vapeur et des tuyauteurs. Il y a de nombreux autres exemples, mais je choisis de ne citer que ceux-ci. Les immigrants sont absolument essentiels à la construction résidentielle.

Il y a des constructeurs d'habitations dans la collectivité du président et dans la mienne. Je salue le travail incroyable réalisé par la London Home Builders' Association, dont les efforts remontent jusqu'à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations. Elle a joué un rôle déterminant dans la promotion de politiques qui, en fin de compte, mèneront à la construction d'un plus grand nombre de logements. Au passage, elle a dit que nous devons nous assurer d'avoir la main-d'œuvre nécessaire pour construire ces logements. L'immigration peut répondre à ce besoin et c'est pourquoi on voit dans le budget principal des dépenses ce soir qu'il y a des moyens de garantir ce résultat particulier.

### Travaux des subsides

Enfin, avant de poser des questions à la ministre, afin d'assurer la confiance du public dans le système d'immigration, je suis heureux de voir que le budget des dépenses prévoit des mesures d'intégrité, comme l'élargissement de la collecte de données biométriques pour faciliter la vérification de l'identité. Bien entendu, c'est important pour aider à contrer la fraude. Le budget principal des dépenses met l'accent sur cet aspect. C'est une question d'équité, ce qui m'amène à mon dernier argument. Il s'agit de veiller à ce que la diversité soit au cœur de notre pays. Le système d'immigration le permet amplement.

Je reviens aussi à ce que j'ai dit au début au sujet de l'économie, qui est mise à mal partout dans le monde. Nous connaissons des perturbations que nous n'avons pas provoquées. Ce que font les États-Unis à l'égard des droits de douane est tout à fait inacceptable. Je suis heureux de constater à la Chambre — et j'espère que cela se poursuivra — un esprit d'unité, dont j'ai entendu des députés parler dans cette enceinte et même ailleurs.

Les premiers ministres provinciaux collaborent avec le gouvernement fédéral d'une manière que nous n'avons franchement pas vue depuis de nombreuses années. Nous entendons dire que les administrations municipales veulent travailler avec le gouvernement fédéral. Nous devons continuer à travailler en ce sens, mais le système d'immigration peut jouer un rôle fondamental en assurant le succès économique, surtout en veillant à ce que les besoins du marché du travail soient satisfaits. Cela a toujours été l'objectif du système d'immigration. Comme je l'ai dit, il faut continuer à travailler en ce sens.

Tout d'abord, la ministre peut-elle parler des besoins du marché du travail et, en particulier, de la façon dont les changements dans le nombre de résidents temporaires et le nombre de travailleurs étrangers temporaires contribuent à mettre l'accent sur les besoins du marché du travail?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, permettez-moi tout d'abord de remercier le député de tout le travail qu'il accomplit pour les habitants de sa circonscription, London-Centre. Nous avons eu le privilège de visiter sa circonscription, il y a deux ans, je crois, et nous avons pu constater de nos propres yeux la diversité de la population qu'il représente. Je me réjouis à l'idée de travailler avec lui et de l'avoir pour secrétaire parlementaire.

Pour revenir aux besoins en main-d'œuvre dans le pays, nous, au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, avec le personnel et les fonctionnaires, travaillons d'arrache-pied pour créer des programmes qui répondront aux besoins de la population canadienne. Le député a notamment mentionné toutes les statistiques concernant les professionnels de la santé, les médecins, les infirmiers et le personnel médical qui arrivent au Canada. Nous en sommes très fiers.

Je suis également fière des provinces et des collectivités qui, au cours des dernières années, se sont mobilisées non seulement pour attirer le personnel médical dont elles ont besoin, mais aussi pour retenir ces gens, pour qu'ils se sentent chez eux et s'installent avec leur famille. Je leur suis reconnaissante pour tout le travail qu'ils ont accompli. Je le dis avec fierté, mais aussi avec humilité, car je sais tous les efforts qui sont nécessaires pour y arriver sur le terrain.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les provinces, les municipalités, nos partenaires en matière de services d'établissement et, en fait, chaque collectivité et ses habitants. Le Canada est vraiment reconnaissant de tous les efforts qu'ils déploient pour atti-

rer et retenir les immigrants, qui sont là pour mener une belle vie et pour servir les Canadiens, qu'il s'agisse de professionnels de la santé ou de travailleurs de la construction.

• (2125)

**Peter Fragiskatos:** Monsieur le président, je veux également poser une question sur le projet de loi C-2. Le gouvernement vient de le déposer. Il porte sur plusieurs domaines, mais il s'agit à bien des égards d'un projet de loi qui renforce notre système d'immigration.

La ministre peut-elle souligner les aspects particuliers du projet de loi C-2 qui, selon elle, se distinguent vraiment pour garantir l'intégrité du système d'immigration?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le projet de loi C-2 est essentiel pour garantir l'intégrité de notre régime d'immigration et d'octroi de l'asile. Nous voulons nous assurer que les gens du monde entier sachent que nous accueillons les personnes talentueuses et les visiteurs, mais que, lorsque leur temps de séjour est écoulé, nous voulons qu'ils rentrent chez eux. Si quelqu'un est un demandeur d'asile légitime, nous sommes là pour protéger cette personne, mais nos frontières ne font pas office de voie rapide pour les demandeurs d'asile.

De telles mesures permettent à ceux qui ont le plus besoin de protection d'y avoir accès. J'invite tous les députés à nous appuyer et à soutenir ce projet de loi.

**Peter Fragiskatos:** Monsieur le président, je sais que, dans le cadre de ses fonctions, la ministre peut compter sur une vaste expérience, notamment en tant qu'ancienne ministre responsable de l'immigration en Nouvelle-Écosse. Pourrait-elle parler de l'importance du Programme des candidats des provinces, de son expérience à cet égard et de sa vision pour l'avenir?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, au cours de mes très courtes semaines en tant que ministre fédérale, j'ai déjà parlé aux ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'immigration. Le Programme des candidats des provinces est essentiel pour de nombreuses provinces, car il leur donne la possibilité de déterminer les secteurs où, selon elles, les besoins en main-d'œuvre sont les plus importants. Le ministère fédéral est là pour travailler avec les provinces et les territoires afin de les aider à répondre à ces besoins.

[Français]

**Peter Fragiskatos:** Monsieur le président, le Canada est un pays bilingue et j'en suis très fier. J'aimerais que la ministre nous dise quelques mots au sujet de la question de l'immigration et des communautés francophones.

Quelle est sa vision de l'avenir en ce qui concerne ce dossier?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'immigration francophone me passionne. Quand j'étais ministre de l'Immigration et responsable des Affaires acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse, j'ai travaillé très fort pour augmenter le nombre de francophones en Nouvelle-Écosse.

Je suis très fière que le Canada ait dépassé les cibles qu'il s'était fixées. Nous avons un plan ici. Nous avons établi une cible de 12 % d'immigration francophone hors Québec d'ici 2029.

[Traduction]

**Melissa Lantsman (Thornhill, PCC):** Monsieur le président, je vais séparer mon temps de parole en trois.

*Travaux des subsides*

La ministre sait-elle combien de temps il faut en moyenne pour vérifier si chaque personne admise au Canada présente des risques pour la sécurité?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, la vérification des risques pour la sécurité est quelque chose...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

• (2130)

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, combien de temps faut-il en moyenne pour vérifier les antécédents de chaque immigrant qui arrive ici afin de s'assurer qu'il ne représente pas un risque pour la sécurité?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons des normes de service. D'après les informations qui m'ont été communiquées depuis mon arrivée en poste, qui est encore très récente, je crois comprendre que nous respectons et même surpassons ces normes.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre peut-elle informer quiconque à la Chambre sur une quelconque partie du processus de vérification des risques pour la sécurité que présentent les immigrants au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons effectivement parlé de cela et cela figure dans le Budget des dépenses. Nous disposons de données biométriques qui...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, le gouvernement s'est engagé à accueillir des centaines de milliers d'immigrants au Canada. Combien d'entre eux seront autorisés à entrer au pays sans avoir fait l'objet d'une vérification approfondie et d'entretiens?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, tous les immigrants qui arrivent ici, qu'il s'agisse d'étudiants étrangers ou de travailleurs étrangers temporaires, sont soumis à un contrôle biométrique. Un contrôle complet est effectué.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre est-elle convaincue que le temps consacré à la vérification des antécédents des immigrants avant leur arrivée au Canada, afin d'évaluer les risques pour la sécurité, est suffisant pour assurer la sécurité des Canadiens, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, nous travaillons d'arrache-pied avec nos partenaires du monde entier pour veiller à ce que...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre est-elle convaincue que le temps consacré à la vérification du dossier des immigrants est suffisant pour assurer la sécurité des Canadiens?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, la sécurité des Canadiens est d'une importance primordiale, et c'est pourquoi nous avons également présenté le projet de loi C-2, qui vise à renforcer les frontières, à garantir que le système d'immigration et les visas...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre ne sait peut-être pas très bien combien de temps il faut pour effectuer la vérification, mais que la vérification effectuée est suffisante pour assurer la sécurité des Canadiens? Elle peut répondre par oui ou par non.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, il y a de l'argent prévu pour la collecte de données biométriques, même dans le budget principal. Nous avons prévu des fonds à cette fin, 55,5 millions de dollars pour être précise. Il y a...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre pense-t-elle qu'on a consacré suffisamment de temps à vérifier les antécédents de Muhammad Khan, l'étudiant arrêté l'an dernier pour avoir comploté un attentat au nom du groupe État islamique à New York et dont les réseaux sociaux affichaient du contenu extrémiste?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'Agence des services frontaliers du Canada serait plus en mesure de répondre à ce genre de questions.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre est chargée de vérifier les antécédents des Canadiens et de les laisser entrer. Pense-t-elle que suffisamment de temps a été consacré à la vérification de ses antécédents?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je répète qu'il conviendrait mieux d'adresser ces questions au ministère de la Sécurité publique et à l'Agence des services frontaliers du Canada.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre de l'Immigration comprend-elle son travail?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'ai la lettre de mandat que le premier ministre m'a adressée et il a indiqué très clairement quelles sont les attentes.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre croit-elle que les résidents non permanents doivent être expulsés s'ils sont accusés et reconnus coupables d'une infraction criminelle?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, il s'agit de questions de sécurité, qui, bien sûr, relèvent de Sécurité publique Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, ce sont des questions d'immigration. C'est la ministre qui décide qui entre au Canada. Croit-elle que les résidents non permanents qui ont été reconnus coupables d'une infraction criminelle doivent être expulsés, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous disposons d'un système de justice pénale solide, et chacun a un rôle à jouer. Encore une fois, les personnes qui sont accusées...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre peut-elle me dire de quelle couleur est mon chemisier?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, la députée connaît probablement mieux que moi la couleur de son chemisier. C'est elle qui le porte.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, la ministre est-elle capable de répondre à une question toute simple?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je crois avoir répondu aux questions.

**Melissa Lantsman:** Monsieur le président, Ahmed Eldidi est le réfugié syrien de 2008 qui a été inculpé en 2024 après avoir participé à une vidéo de torture du groupe État islamique, vidéo que le gouvernement n'a pas vue lors de ses premières vérifications. Le gouvernement libéral a-t-il passé suffisamment de temps à vérifier ses antécédents? Un simple oui ou non suffira.

*Travaux des subsides*

• (2135)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le budget principal des dépenses prévoit des mesures robustes en matière de collecte de données biométriques et de sécurité, mais, encore une fois, ce sont l'Agence des services frontaliers du Canada et le Service canadien du renseignement de sécurité qui sont responsables de cela.

**Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC):** Monsieur le président, il ne fait aucun doute que les politiques inefficaces du gouvernement libéral ont détruit le système des visas pour étudiants. Le ministre précédent était censé sévir contre la fraude parmi les détenteurs de visa d'étudiant. Combien de migrants sont actuellement au Canada avec des visas étudiants obtenus frauduleusement?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, en ce qui concerne les étudiants étrangers, je peux dire que dans ma province, la Nouvelle-Écosse, depuis plus d'une décennie, ils viennent et enrichissent vraiment la vie...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, combien d'étudiants se trouvent actuellement au Canada avec un visa d'étudiant obtenu frauduleusement?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous prenons des mesures essentielles pour veiller soutenir les étudiants et à protéger...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, combien d'étudiants au Canada possèdent un visa d'étudiant frauduleux?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons renforcé les mesures d'intégrité des visas. Nous avons mis en place des exigences financières...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, combien y en a-t-il?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que je peux dire, c'est qu'en 2024, nous avons approuvé...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, la ministre ne sait absolument pas combien il y a d'étudiants au Canada munis d'un visa d'étudiant frauduleux, et cette question relève directement de son ministère.

Combien d'étudiants étrangers venus au Canada grâce à un visa frauduleux en 2024 sont devenus résidents permanents?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je le répète, le système est solide, et nous l'avons renforcé. Nous avons mis à jour le programme de permis de travail postdiplôme afin de mieux répondre aux besoins, et nous avons limité le nombre de permis octroyés hors campus. Nous ne ménageons aucun effort pour veiller à ce que...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, combien de détenteurs de visas frauduleux sont devenus résidents permanents en 2024?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, nous prenons des mesures pour soutenir les étudiants tout en veillant à ce qu'ils ne soient pas exploités, et nous rétablissons...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, la ministre n'a aucune idée du nombre de détenteurs de visas d'étudiant frauduleux qui sont devenus résidents permanents au pays l'année dernière. Le système de visas pour étudiants étrangers de la ministre est un gâchis.

Combien de fausses lettres d'admission dans des établissements d'enseignement ont été décelées en 2024?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que je peux dire, c'est qu'en 2024, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a approuvé 292 431 nouveaux permis d'études. Ce nombre représente une diminution de 41 % par rapport aux approbations de 2023.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, en 2024, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a signalé que plus de 10 000 lettres d'acceptation d'étudiants étrangers étaient frauduleuses.

Pourquoi la surveillance du ministère a-t-elle échoué si lamentablement quand ces lettres ont été transmises?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons mis en place des mesures d'intégrité plus rigoureuses afin de prévenir toute fraude étudiante, en particulier lorsque des étudiants sont exploités par des partenaires frauduleux qui...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, la ministre peut-elle nommer une seule politique qu'elle a mise en oeuvre pour éviter qu'il y ait 10 000 lettres d'acceptation frauduleuses d'étudiants étrangers?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, oui, bien sûr que je le peux. Nous avons mis en place un système amélioré de vérification des lettres d'acceptation afin de protéger ces étudiants contre la fraude.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, les 10 000 personnes qui ont reçu une lettre d'acceptation frauduleuse l'an dernier sont-elles venues au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les étudiants qui ont obtenu une lettre frauduleuse ne sont pas venus au Canada.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, la ministre confirme officiellement qu'aucun des 10 000 étudiants qui ont obtenu une lettre d'acceptation ayant été signalée n'est venu au Canada l'an dernier.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que j'ai dit et ce que je répéterai, c'est que nous avons mis en place des mesures visant à renforcer l'intégrité pour empêcher que les étudiants soient exploités. Nous avons également précisé que les programmes mis en oeuvre par...

• (2140)

**Le vice-président adjoint:** Le député a le temps de poser une dernière question.

**Grant Jackson:** Monsieur le président, combien de permis d'études frauduleux ont été découverts en 2025?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous avons un système robuste, mais ce n'est pas un outil infallible pour prévenir la fraude. Voilà pourquoi nous cherchons à assurer la sécurité et la protection de notre système.

**Arpan Khanna (Oxford, PCC):** Monsieur le président, le ga-zouillis #BienvenueAuCanada et l'ouverture des frontières par les libéraux ont entraîné le plus grand nombre de demandes d'asile au pays. Combien de demandes d'asile sont en attente en ce moment?

*Travaux des subsides*

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, nous avons présenté le projet de loi C-2 pour protéger notre intégrité aux frontières et...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, ce n'était pas la question.

Ma question portait sur le nombre de demandes d'asile en attente actuellement. Qu'y a-t-il dans l'inventaire?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, entre janvier et le 30 avril, soit le premier trimestre de 2025, le nombre total de demandes d'asile au Canada a diminué de 36 %.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, quel est le nombre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le nombre de demandes d'asile a...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, permettez-moi de faire le travail de la ministre à sa place. Le nombre est de 281 000 au 31 mars. C'est un record. La ministre peut-elle me dire combien de temps il faut en moyenne pour traiter ce type de demande?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'ai rencontré la présidente et les membres du conseil de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, et ils m'ont informée qu'ils travaillent sur les délais...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, ce sont des questions de base. Combien de temps faut-il pour traiter une demande d'asile dans notre pays? Je voudrais simplement connaître le délai.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, il faut de 14 à 18 mois.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, ce chiffre est très loin de la réalité. Celui-ci provient directement de son ministère. Il faut environ quatre ans pour traiter une demande.

Au cours des quatre années que prend le traitement d'une demande d'asile, le gouvernement du Canada fournit un permis de travail, des soins de santé, la couverture de frais juridiques, un logement, des soins dentaires, des soins oculaires et des médicaments sur ordonnance. Est-ce vrai, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, en date d'aujourd'hui, le délai moyen de traitement de ces demandes est de 14 à 18 mois.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, ce n'était pas la question. La question était la suivante: ces services sont-ils offerts aux demandeurs d'asile pendant qu'ils attendent l'examen de leur dossier?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, comme je l'ai mentionné au début de mon intervention, quand nous avons parlé de notre budget des dépenses, nous avons prévu des mesures d'aide au logement temporaire. Nous avons également...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, quel est le coût moyen par réfugié par année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous obtenons cette information avant de partir aujourd'hui, mais encore une fois, comme je l'ai dit au député...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, sous le gouvernement libéral, le nombre de demandes de statut de réfugié frauduleuses a monté en flèche. C'est devenu une façon détournée d'entrer au Canada pour y rester. Le prédécesseur de la ministre a lui-même qualifié cette pratique d'« abus du système ».

La ministre est-elle d'accord pour dire que sous la surveillance des libéraux, on abuse du système d'asile du Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les mesures prévues dans le projet de loi C-2 ont été présentées parce que nous recevons un nombre élevé de demandes d'asile, dont certaines ne sont pas légitimes. Ces mesures visent à...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, le gouvernement libéral demande plus de 800 millions de dollars pour un programme fédéral de santé intérimaire. Cette somme a été multipliée par près de 15 fois depuis 2017, et les demandes ne cessent d'augmenter. Pourquoi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ces chiffres sont donnés aux provinces et aux collectivités pour les aider à soutenir les personnes qui arrivent dans leur province.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, qui doit payer ces 800 millions de dollars? Les contribuables fédéraux ou les contribuables provinciaux?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, aux dernières nouvelles, les contribuables sont la population canadienne.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, les plus de 800 millions de dollars destinés au programme fédéral de santé intérimaire sont-ils viables, oui ou non?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, comme je l'ai expliqué, s'il y a une augmentation à un endroit, dans le budget principal, il y a une diminution correspondante ailleurs.

● (2145)

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, la ministre considère-t-elle qu'il est juste d'accueillir des centaines de milliers de demandeurs d'asile, dont un grand nombre n'ont pas de motifs valables pour présenter une telle demande, alors que le système de santé canadien est déjà au bout du rouleau?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est justement pour cette raison que nous travaillons à réduire les chiffres, et ils ont commencé à diminuer.

**Arpan Khanna:** Monsieur le président, la ministre croit-elle qu'il est juste de verser pendant des années des prestations d'aide sociale à des demandeurs d'asile dont la demande n'est peut-être pas admissible?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est pour cette raison que le projet de loi C-2 aborde la question des motifs d'irrecevabilité. L'objectif est de nous occuper des personnes dont la demande est irrecevable. Ma...

**Le vice-président adjoint:** Nous poursuivons le débat. Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Monsieur le président, je veux rassurer la ministre: je ne suis pas là pour faire un *show* ou pour impressionner mon chef ou la leader à la Chambre du Bloc québécois.

*Travaux des subsides*

J'aimerais poser des questions à la ministre et avoir un débat constructif avec elle. De toute façon, il n'y a pas grand monde qui écoute ce soir et je ne ferai pas de clips de notre discussion.

Je commencerai en posant la question suivante. Au moment du dépôt des crédits, le gouvernement a mentionné que les plans ministériels seraient déposés au mois de juin. Est-ce exact?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, premièrement, je me permets de remercier mon collègue. J'apprécie beaucoup sa collaboration. Nous avons eu une première rencontre et j'ai hâte de travailler avec lui pour améliorer la situation non seulement au Québec, mais partout au Canada.

Mon collègue peut-il répéter sa question?

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, la ministre a dit, au moment du dépôt des crédits, que son gouvernement allait déposer les plans ministériels pour son ministère au mois de juin.

Est-ce exact que le gouvernement devait déposer les plans au mois de juin?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les plans ministériels pour mon ministère, c'est au mois de novembre. C'est toujours au mois de novembre.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, à ce jour, c'est-à-dire le 9 juin 2025, les plans ministériels n'ont toujours pas été déposés. Normalement, ils sont déposés après les crédits.

Ce que j'en comprends, c'est que la ministre ne déposera pas de plan ministériel au mois de juin. Normalement, il y a un plan ministériel, une prévision qui est présentée après les crédits. Il faudrait donc aligner nos flûtes.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'apprécie beaucoup cette question. Elle est très bonne.

Je peux dire à mon collègue que je vais en parler avec les fonctionnaires du ministère. Je tiendrai ensuite mon collègue au courant à ce sujet.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, le budget, en 2024-2025, prévoyait des dépenses de 4,1 milliards de dollars. Finalement, ce sont 6,3 milliards de dollars qui ont été dépensés. Pour 2025-2026, on prévoit 5,1 milliards de dollars.

Les libéraux se sont trompés de 2 milliards de dollars l'année passée. De combien de milliards de dollars le gouvernement pense-t-il se tromper cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que je peux dire, c'est qu'on a établi les estimations pour maintenant. Je ne peux pas dire ce que l'avenir va réserver.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, en février 2022, son prédécesseur avait annoncé des investissements à hauteur de 85 millions de dollars pour améliorer l'expérience client et moderniser le système d'immigration. Ce plan se trouvait dans la Mise à jour économique et budgétaire de 2021. Il devait permettre de réduire les délais de traitement et de remédier aux difficultés rencontrées durant le processus. Le plan prévoyait également l'embauche de 500 nouveaux agents.

En 2024, son ministère a annoncé la réduction de 3 300 agents au sein du ministère. J'aimerais donc comprendre comment on a dépensé 85 millions de dollars en 2022 pour engager des gens afin de réduire les délais et qu'en 2024, on réduise le nombre d'agents et on

augmente les délais. Qu'est-ce qui est arrivé avec ces 85 millions de dollars? La façon dont son ministère travaille est-elle productive?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, c'est très important. Je peux dire que le plan du ministère s'en vient. Mon collègue dit vrai. Cependant, quand il parle de moderniser le système d'immigration, on en est à 134,8 millions de dollars pour cette année.

• (2150)

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, en 2022, le gouvernement investit 85 millions de dollars pour engager 500 agents et pour réduire les délais. En 2024, les délais ont augmenté et le ministère licencie 3 300 agents.

La ministre peut-elle m'expliquer la logique derrière tout ça? Est-ce ce qui s'en vient pour les prochaines années?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'apprécie beaucoup ces questions.

Je dois dire que je suis ministre depuis quelques semaines. C'est important pour moi de répondre aux questions de mon collègue. Je comprends ces problèmes. Ils sont importants. Je pense que, la durée de traitement, c'est probablement en lien avec l'Ukraine et l'Afghanistan.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, nous nous reprendrons en comité.

Je pense que le député conservateur a posé des questions plus tôt à la ministre concernant les délais de traitement pour les demandes d'asile.

Quelle est la cible du gouvernement? On me dit qu'on veut réduire les délais. On veut les réduire à combien? Est-ce qu'on a un chiffre en tête? Quel devrait être le délai de traitement pour une demande d'asile au Canada?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je sais qu'il y a une réduction de 71 % des visiteurs qui ont...

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, ce n'est pas compliqué, je veux un chiffre. Parle-t-on de six mois, un an, deux ans, trois ans, quatre ans ou deux mois? Quelle est la cible du gouvernement en matière de délai de traitement pour une demande d'asile? Le gouvernement doit bien avoir une cible en ce qui concerne le délai de traitement d'une demande d'asile. Quel est le *target*?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous travaillons pour réduire les délais. J'ai déjà eu une rencontre avec les représentants de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, qui m'ont assuré qu'ils étaient en train de travailler très fort et avec efficacité.

Je pense que le projet de loi C-2 va beaucoup aider.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, ce que je comprends, c'est que le gouvernement n'a aucune cible en matière de délais de traitement. Est-ce bien cela?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, comme je l'ai dit, j'aime beaucoup les questions de mon collègue, car elles sont importantes.

Ce que je dis, c'est que nous travaillons pour réduire les délais...

**Le vice-président adjoint:** Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

*Travaux des subsides*

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, si on veut travailler pour réduire les délais, c'est que, nécessairement, on a une cible. Si on n'a pas de cible, réduire les traitements ne veut absolument rien dire.

Ce n'est pas compliqué; c'est oui ou c'est non. Est-ce qu'on a une cible? Réduire, ce n'est pas une cible. Est-ce qu'on a une cible de six mois, d'un an ou de deux ans pour le délai de traitement d'une demande d'asile?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce que j'ai compris, c'est que la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada traite 85 000 demandes par année.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, je vais aussi laisser tomber cette question.

Est-ce que le ministre croit que les demandes d'asile sont de compétence fédérale? Si oui, est-ce qu'elle croit que les demandeurs d'asile sont répartis équitablement sur le territoire canadien?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je pense que le député parle de l'Accord Canada-Québec. Est-ce bien cela?

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, les demandeurs d'asile, c'est de compétence strictement fédérale. Cela relève des conventions internationales que le Canada a signées. Aucune province qui peut avoir d'autorité en ce qui concerne les demandeurs d'asile.

Est-ce que le ministre pense que, présentement, les demandeurs d'asile sur le territoire canadien sont équitablement répartis sur l'ensemble du territoire canadien? Pense-t-elle au contraire qu'ils se concentrent dans certaines provinces comme le Québec et l'Ontario?

● (2155)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous comprenons et reconnaissons le rôle que le Québec joue dans l'accueil des demandeurs d'asile. Nous avons toujours soutenu le Québec.

En effet, les nombres de demandeurs d'asile en Ontario et au Québec sont très élevés. C'est pour cette raison que nous travaillons avec les provinces à...

**Le vice-président adjoint:** Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, la ministre vient d'admettre que le Québec fournit plus que sa part d'efforts, et même que sa capacité d'accueil est dépassée, mais elle affirme qu'elle soutient le Québec.

Or, le Québec réclame 500 000 \$ pour les chèques d'aide sociale qu'il a versés aux demandeurs d'asile seulement pour 2024. Les demandeurs d'asile sont bel et bien une responsabilité du gouvernement fédéral. Or, ce montant de 500 000 \$ n'est pas prévu dans les crédits.

Comment explique-t-on cela?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le gouvernement fédéral a versé 750 millions de dollars au gouvernement du Québec, car il reconnaît les défis liés à l'hébergement temporaire et à l'asile causés par les passages irréguliers à la frontière. Nous travaillons toujours avec la province de Québec....

**Le vice-président adjoint:** Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, je parle de l'aide sociale.

Il y a 500 000 \$ d'aide sociale qui sont demandés par Québec. Ce n'est pas dans les crédits. Est-ce que le Québec va avoir cet argent?

Par ailleurs, je ne pense pas que c'est 750 millions de dollars qui ont été donnés au Québec pour les demandeurs d'asile, sinon nous serions bien contents. Je pense que la ministre voulait dire 750 000 \$.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous continuons à apporter notre contribution et à travailler avec le Québec pour respecter nos obligations nationales et internationales à l'égard des personnes qui fuient la violence.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, la ministre dit qu'elle aide et soutient le Québec, mais 500 000 \$ de frais d'aide sociale ont été versés aux demandeurs d'asile par le gouvernement du Québec. Ça ne se retrouve pas dans les crédits. Quand est-ce que le gouvernement va rembourser le Québec pour l'aide sociale?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, oui, c'est 750 millions de dollars, et non 750 000 \$, qui ont été donnés au gouvernement du Québec pour l'hébergement temporaire des demandeurs d'asile.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, je viens de comprendre. Là-dessus, c'est 750 millions de dollars. Toutefois, pour l'aide sociale, nous n'avons rien eu. Ce n'est pas dans les crédits. Pourquoi est-ce que ça ne se retrouve pas dans les crédits?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, depuis 2017, le Québec a reçu 590,8 millions de dollars dans le cadre du Programme d'aide au logement provisoire. Cela représente près de 50 % de tout le financement accordé dans le cadre de ce programme.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, à l'automne, il y a eu des mesures qui ont été mises en place pour les travailleurs étrangers temporaires par le gouvernement précédent.

Présentement, ce sont des mesures qui font extrêmement mal aux entreprises en région du Québec. Je donne un exemple. Dans le domaine de la construction, si les structures de toit sont construites sur le chantier par une entreprise, elle a le droit d'embaucher 20 % de travailleurs étrangers temporaires. Si ces structures de toit sont construites en usine, cette dernière n'a le droit qu'à 10 % de travailleurs étrangers temporaires, ce qui fait extrêmement mal à cause des mesures qui ont été adoptées à l'automne.

Est-ce que le gouvernement va changer ça pour permettre à ces entreprises de survivre? En effet, présentement, il y a péril en la demeure.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, cette question est importante.

Les deux ordres de gouvernement administrent conjointement le programme des travailleurs étrangers temporaires. Le Québec contrôle plus de 50 % de l'immigration pour les travailleurs. Toutefois, nous sommes toujours là pour travailler avec le Québec.

● (2200)

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, est-ce que le gouvernement va modifier les changements qui ont été faits à l'automne, oui ou non? C'est très important pour les gens, surtout pour les entrepreneurs et les travailleurs étrangers en région qui, présentement, vivent dans l'angoisse et dans l'anxiété.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je suis là depuis seulement trois semaines et demie et je veux continuer à travailler avec toutes les provinces, incluant le Québec, mais aussi avec mes fonctionnaires. Nous allons y revenir. Il y a beaucoup de changements dans beaucoup de programmes.

[Traduction]

**Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC):** Monsieur le président, ce soir, au sujet du Plan des niveaux, la ministre a déclaré: « nous avons surpassé la cible ». Je veux m'attarder là-dessus un instant.

Au fait, je vais partager mon temps en trois.

Quelle est la population de résidents non permanents prévue à la fin de 2025, selon le Plan?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je souhaite la bienvenue à la Chambre à mon collègue, qui est venu me poser des questions ce soir.

Comme je l'ai dit, nous avons déposé le Plan des niveaux pour 2025...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, j'aimerais entendre la réponse à ma question. Combien de résidents non permanents devrait-il y avoir au Canada à la fin de 2025?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, le plan que nous avons déposé prévoit que, d'ici la fin de 2027, nous réduisons...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, j'informe la ministre que son plan s'étend sur plus d'un an. Il s'étend sur trois ans. Ne connaît-elle pas le nombre pour la fin de l'année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, nous avons déposé le Plan des niveaux d'immigration après avoir consulté les provinces...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, la ministre ne semble pas connaître le nombre. Je vais l'aider. C'est deux millions et demi. À l'heure actuelle, Statistique Canada connaît le nombre de résidents non permanents au Canada. La ministre sait-elle combien sont au pays actuellement?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je remercie sincèrement mes collègues d'en face de leurs questions. J'ai très hâte de travailler avec eux pour améliorer notre système d'immigration...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, nous avons le préambule, c'est très bien. Maintenant, on peut passer directement au nombre. Quel est le nombre réel de résidents non permanents au Canada à l'heure actuelle?

**L'hon. Arielle Kayabaga:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je pense que si nous pouvions permettre à la ministre d'avoir la réponse, les députés d'en face pourraient peut-être obtenir une réponse.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le vice-président adjoint:** À l'ordre.

La ministre a la parole.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je répète que nous réduisons ce nombre à 5 % de la population canadienne.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je vais encore aider la ministre. Il y en a un peu plus de 3 millions. Il y en a trois millions, plutôt que deux millions et demi; il y en a donc 500 000 de plus. La ministre reconnaît-elle que c'est la situation actuelle, et que c'est ce qu'elle veut dire lorsqu'elle dit que le gouvernement a atteint ces objectifs?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce sont des questions importantes. Les Canadiens nous regardent; ils nous écoutent. Nous étions tous en campagne électorale il y a à peine un mois. Les Canadiens ont le droit d'avoir...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je vais de nouveau poser la question. Le nombre est de 3 millions de personnes, alors que ce qui était prévu était 2,5 millions de personnes. Est-ce une bonne chose ou une mauvaise chose?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'objectif est de ramener ce nombre à 5 % de la population. C'est dans le Plan des niveaux, et nous sommes en voie d'atteindre cet objectif.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, le nombre réel est plus élevé que le nombre visé. Comment alors, la ministre peut-elle affirmer qu'elle respecte le plan? Comment compte-t-elle atteindre l'objectif d'ici la fin de l'année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les données qui m'ont été fournies pour le premier trimestre de 2025 respectent, voire surpassent les objectifs de réduction que nous nous étions fixés.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, examinons la question sous un autre angle. Selon Statistique Canada, la population actuelle du Canada est de 41,7 millions d'habitants, ce qui représente 200 000 habitants de plus qu'à la fin de l'année dernière et 500 000 habitants de plus que l'objectif que s'est fixé le gouvernement. Le gouvernement est-il en voie d'atteindre son objectif populationnel cette année?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, les cibles démographiques ne sont pas liées qu'à l'immigration, à l'asile et autres. Il y a aussi des gens qui accouchent et qui sont Canadiens ainsi que des gens qui meurent.

● (2205)

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, le dernier rapport fourni par le gouvernement contenait en fait un chiffre, et c'est de là que je le tire: 41 232 000. La ministre ne connaît-elle pas ce chiffre?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'y viens. Nous réduisons nos cibles d'immigration. Le projet de loi C-2 est devant nous. Il vise à répondre à la forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, la ministre serait-elle portée à modifier des rapports pour supprimer des données?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne comprends pas d'où viennent ces questions. Je ne sais pas si c'est quelque chose que pensent les députés d'en face...

**Le vice-président adjoint:** Le député a la parole.

*Travaux des subsides*

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, je peux répondre à cette question. Le rapport présenté au Parlement en octobre contenait ces chiffres sur la population, mais ce n'est plus le cas maintenant. Je me demande donc si la ministre essaye de cacher les données démographiques.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, j'occupe ce siège depuis environ trois semaines et demie. Je pense que les questions posées par les députés d'en face sont soit totalement déplacées, soit erronées.

**Brad Redekopp:** Monsieur le président, j'aimerais savoir si la ministre estime avoir une quelconque responsabilité à l'égard des activités du ministère avant son arrivée, ou si on repart à zéro depuis le moment de sa nomination?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'assiste à des séances d'information quotidiennes. Le premier ministre Carney a organisé...

**Le vice-président adjoint:** Je rappelle simplement d'utiliser les titres des députés, et non leur nom.

Nous reprenons le débat. La députée de Calgary Nose Hill a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC):** Monsieur le président, la ministre affirme qu'elle n'occupe son poste que depuis quelques semaines, mais elle a été ministre de l'Immigration en Nouvelle-Écosse pendant de nombreuses années — près d'une décennie, je crois. Au cours de cette période, la vérificatrice générale a constaté, en 2022, qu'il n'existait aucun processus permettant de déterminer les besoins du marché du travail.

La ministre a également demandé qu'aucun plafond ne soit imposé au nombre de personnes entrant dans sa province. Est-ce là ce à quoi nous pouvons nous attendre de la part de la ministre pendant son mandat à titre de ministre fédérale de l'Immigration: aucun plafond et aucun processus pour déterminer les besoins du marché du travail?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je suis fière du travail que le gouvernement de l'époque et moi avons accompli en Nouvelle-Écosse.

En 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017, les choses étaient différentes. À l'heure actuelle, l'ensemble du pays traverse une crise économique. Nous devons gérer nos chiffres en matière d'immigration.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, les choses étaient différentes. Il y avait un gouvernement fédéral conservateur et le budget était équilibré. Je remercie la ministre de le reconnaître. C'est merveilleux, cela me fait chaud au cœur.

Tout à l'heure, la ministre a dit que l'économie se serait effondrée sans l'immigration pendant la COVID. Souhaite-t-elle maintenir cette déclaration?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce sont les immigrants qui ont bâti ce pays. La plupart des députés, à moins qu'ils ne soient autochtones, sont des immigrants, soit...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, pendant la pandémie, le gouvernement fédéral a demandé à tout le monde de renoncer à ses libertés civiles, et il a suspendu l'économie pour, supposément, réduire la charge des services d'urgence. Ensuite, le gouvernement a haussé les taux d'immigration de façon

marquée, ajoutant par le fait même à la pression exercée sur les services d'urgences. Pourquoi?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, si je me souviens bien, pendant la pandémie, nos frontières étaient toutes fermées.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, la ministre a dit tout à l'heure que le gouvernement avait fait venir des immigrants à cause de la COVID-19. Très bien, il y a beaucoup de détails à éclaircir.

En décembre 2024, 500 000 personnes auraient dû être expulsées du Canada. Combien ont été expulsées?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, il faut mettre les chiffres en contexte quand on les présente à la Chambre. Les faits sont là.

Le ministre de la Sécurité publique était ici, jeudi, je crois, et il est chargé de répondre à ces questions.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, sur les 500 000 personnes qui ne sont pas censées être au Canada, combien ont été expulsées? J'aimerais seulement connaître le chiffre.

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, les personnes dont le visa expire ou qui ne devraient pas être ici doivent partir. Si elles ne le font pas, c'est l'Agence des services frontaliers du Canada...

• (2210)

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, voici le problème: la ministre ne peut pas fixer des niveaux si elle ne sait pas combien de personnes sont parties. C'est donc son travail. Je veux savoir combien de ces 500 000 personnes sont parties. Abordons la question sous un autre angle: la ministre connaît-elle même la réponse? En a-t-elle la moindre idée?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je le répète, mon rôle ici ce soir n'est pas de parler des personnes qui quittent le pays, de celles qui sont ici avec un visa expiré, etc., ni du nombre de personnes qui sont parties. Cela relève entièrement de la compétence de l'Agence des services frontaliers du Canada, et la sécurité publique s'en charge...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, les Canadiens versent 100 000 \$ supplémentaires à la ministre et lui fournissent une voiture pour qu'elle connaisse les chiffres. Combien des 500 000 personnes qui devaient partir en décembre sont effectivement parties? La question est très simple. Combien d'entre elles? La ministre le sait-elle?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, j'ai déjà répondu à cette question à plusieurs reprises. Je vais essayer encore une fois. Les personnes qui quittent le pays en raison de l'expiration de leur visa, d'une mesure d'expulsion ou de toute autre raison de ce genre relèvent de la compétence de l'Agence des services frontaliers du Canada, qui n'est pas...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Cependant, monsieur le président, établir le plan des niveaux d'immigration est du ressort de la ministre. Si elle fixe des niveaux avec des centaines de milliers d'étudiants étrangers et de travailleurs peu qualifiés, mais qu'elle ignore combien de travailleurs peu qualifiés et d'étudiants étrangers qui n'étaient pas censés être au pays ont quitté le pays, comment peut-elle, alors, fixer des niveaux?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, cette question me donne l'occasion de parler de notre plan des niveaux d'immigration, qui établit le nombre de résidents permanents. Pour la première fois, au cours de la dernière année, des seuils temporaires ont été fixés. Je suis fière du travail qui a été accompli avant que je devienne ministre. Cela fonctionne.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, si le gouvernement n'expulse personne du Canada, alors pourquoi avons-nous une ministre de l'Immigration?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je dois remercier le premier ministre de m'avoir fait confiance en me nommant ministre. Je dirais que nous savons pourquoi nous avons besoin de quelqu'un à la barre, parce que nous...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, la ministre convient-elle au moins que les 500 000 personnes qui sont ici, mais qui ne devraient plus l'être depuis décembre dernier, doivent partir immédiatement? Peut-elle dire que oui, elle en convient?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, mon message à la députée et à ceux qui nous écoutent est que les personnes dont le visa est expiré et qui ne doivent pas se trouver au Canada doivent partir. S'ils...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, quel est le plan de la ministre pour faire partir ces gens?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, nous travaillons avec l'Agence des services frontaliers du Canada, qui est là pour s'occuper de ces situations.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, combien d'autres personnes la ministre va-t-elle laisser entrer au pays pendant que ces gens restent ici?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, encore une fois, nous avons fixé des cibles pour les résidents permanents. Nous avons fixé une cible pour les résidents temporaires, ce qui inclurait les étudiants étrangers...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**L'hon. Michelle Rempel Garner:** Monsieur le président, ce soir, nous avons entendu que la ministre ne sait pas combien de personnes ont quitté le pays. Elle a affirmé que le délai de traitement des demandes d'asile, pendant que les personnes qui présentent des demandes d'asile potentiellement frauduleuses demandent des prestations sociales, est de 18 mois. Son ministère a dit au comité, il y a quelques mois à peine, que ce délai était de 44 mois. Elle refuse de répondre à des questions élémentaires sur le dossier. Elle n'assume pas la responsabilité de ces emplois.

Après avoir été ministre de l'Immigration dans une province pendant plus d'une décennie, la ministre connaît le travail. Elle ne le fait tout simplement pas. Lorsque la ministre ne sait pas combien de personnes sont parties et s'il devrait y avoir un ministre de l'Immigration ou non alors que les gens ne sont pas expulsés, cela dévalo-

rise la citoyenneté canadienne et tourne le processus d'immigration en dérision.

Il y a tellement d'immigrants au Canada. La ministre a raison: les immigrants ont bâti ce pays, et ce n'est pas les gens qui veulent venir au Canada qui ont créé ce gâchis. Ce qu'elle a fait ici, c'est admettre que le système est hors de contrôle. Le gouvernement libéral a complètement dévalorisé notre système d'immigration et l'importance de respecter les règles pour venir au Canada, comme l'ont fait tant d'autres immigrants par le passé. C'est inacceptable. Il y a tellement de gens qui veulent venir au Canada. Des gens qui ont été admis après avoir suivi les voies légales veulent faire venir leur famille, mais ils en sont incapables à cause des échappatoires qui ont été exploitées pour abuser du système de demandes d'asile, #BienvenueAuCanada.

Je terminerai en disant ceci: compte tenu de tous ces échecs et de ceux de la ministre ce soir à la période des questions, pendant le débat de cette semaine et en Nouvelle-Écosse, pense-t-elle qu'elle demeurera en poste au-delà de décembre? La plupart de ses prédécesseurs ont, en moyenne, occupé leur poste moins de temps qu'il n'en faut pour traiter une demande d'asile.

• (2215)

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, il y a une chose sur laquelle je suis d'accord avec la députée: les immigrants ont bâti ce pays. Je la félicite d'avoir vu juste sur ce point.

Nos objectifs en matière de résidents temporaires ont été fixés afin de réduire la proportion de résidents non permanents à 5 % de la population totale d'ici la fin de 2026.

Soutenir l'économie canadienne reste notre priorité. Nous nous efforcerons d'attirer ici les talents dont nous avons besoin, notamment des médecins et des travailleurs de la construction pour bâtir des maisons. Le Canada a accueilli plus de 483 000 nouveaux résidents permanents en 2024, dont plus de 58 % provenaient de programmes économiques. C'est une chose dont nous sommes très fiers. Plus de 30 500, soit environ 7,2 %, étaient des immigrants francophones. Je sais qu'ils ne se soucient pas des réponses, mais...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le vice-président adjoint:** À l'ordre, s'il vous plaît.

Le temps réservé pour cette intervention est maintenant écoulé. Nous passons donc à la dernière intervention de la soirée.

La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

**Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Monsieur le président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Vancouver-Est. Quel temps de parole avons-nous à partager?

**Le vice-président adjoint:** Il reste quatre minutes.

**Elizabeth May:** Monsieur le président, nous disposons donc de deux minutes chacune.

Je commencerai par la ministre de l'Immigration. À 21 h 27, madame la ministre, vous avez dit que le gouvernement veut protéger les demandeurs d'asile légitimes. Madame la ministre, pouvez-vous concilier cela avec l'avis d'Amnistie internationale et de l'Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés, qui affirment que le projet de loi C-2 constitue une attaque contre le droit fondamental de demander l'asile?

**Le vice-président adjoint:** Le chef de l'opposition invoque le Règlement.

*Travaux des subsides*

**L'hon. Andrew Scheer:** Monsieur le président, la députée de Saanich—Gulf Islands a adressé sa question directement à la ministre. Vous avez, comme il se doit, rappelé aux collègues ce soir qu'ils devaient poser leurs questions à la présidence. Il s'agit d'un principe important de notre système, car cela crée une certaine distance entre les députés. Je veux simplement m'assurer que l'on respecte ce principe.

**Le vice-président adjoint:** Le député a raison. La députée de Saanich—Gulf Islands doit s'adresser à la présidence.

**Elizabeth May:** Monsieur le président, par votre entremise, j'aimerais savoir comment la ministre concilie son affirmation avec l'avis des experts que j'ai mentionnés?

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Monsieur le président, je sais que la députée travaille très fort pour ses concitoyens et je l'en remercie. Elle a parlé de la loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière, le projet de loi C-2. Comme je l'ai déjà dit, l'intégrité du système d'immigration est essentielle pour favoriser la sécurité frontalière et assurer aux Canadiens que le système est bien géré, notamment avec des mesures de protection contre la fraude et les abus. Le projet de loi donnerait au Canada...

**Le vice-président adjoint:** La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

**Elizabeth May:** Monsieur le président, au cours d'un échange précédent avec le député de Repentigny, la ministre de l'Environnement a induit la Chambre en erreur. J'aimerais lui demander si elle a lu le paragraphe 5(6) du projet de loi, qui dit que tous les facteurs à prendre en considération sont purement discrétionnaires et que le Cabinet a le choix de les prendre en considération.

**L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le président, j'ai parlé expressément des facteurs qui figurent dans le projet de loi. Ce sont les facteurs qui figurent dans le projet de loi, et je le maintiens.

**Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le président, à la lumière de l'interdiction d'entrée aux États-Unis de Trump qui est entrée en vigueur aujourd'hui, la ministre de l'Immigration pense-t-elle que les États-Unis sont toujours un tiers pays sûr?

• (2220)

**L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.):** Oui, monsieur le président.

**Jenny Kwan:** Monsieur le président, le ministère a-t-il effectué une évaluation à ce sujet, et la ministre présentera-t-elle cette évaluation?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, ce sont des questions très importantes, et je les prends au sérieux...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Jenny Kwan:** Monsieur le président, quand la ministre présentera-t-elle l'évaluation?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, l'évaluation de 2024 a été faite.

**Jenny Kwan:** Non, monsieur le président, l'interdiction d'entrée est entrée en vigueur aujourd'hui. La ministre et son ministère ont-ils mené une analyse pour déterminer si les États-Unis constituent toujours un pays tiers sûr?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, oui, nous considérons les États-Unis comme un pays tiers sûr...

**Le vice-président adjoint:** La députée a la parole.

**Jenny Kwan:** Monsieur le président, j'en conclus que le ministère de la ministre n'a pas mené d'analyse afin de déterminer si les États-Unis constituent ou non un pays tiers sûr, compte tenu de l'interdiction d'entrée en vigueur depuis aujourd'hui.

Ma prochaine question est la suivante. La ministre accordera-t-elle la citoyenneté canadienne honoraire à Jimmy Lai?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, je ne peux pas discuter de cas en particulier à la Chambre, pour des raisons de confidentialité.

**Jenny Kwan:** Monsieur le président, ce n'est pas une question personnelle. Il s'agit simplement de savoir si la ministre est disposée à lui accorder la citoyenneté honoraire.

Le gouvernement a mis en place un programme destiné aux aides familiaux, mais beaucoup d'entre eux n'ont pas pu mener à bien la procédure lorsque le système s'est écroulé. La ministre prévoit-elle des solutions de rechange pour ces demandeurs?

**L'hon. Lena Metlege Diab:** Monsieur le président, c'est une question importante. Je vais consulter les fonctionnaires de mon ministère, et nous examinerons en détail ce programme en particulier.

**Le vice-président adjoint:** Comme il est 22 h 21, je dois, conformément à l'ordre adopté le mardi 27 mai, interrompre les délibérations. Le débat en comité plénier se poursuivra le prochain jour désigné. Le comité lève sa séance, et je vais maintenant quitter le fauteuil.

**Le vice-président adjoint (John Nater):** La Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 22 h 21.)



# TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 9 juin 2025

## Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2025-2026

Fraser ..... 593

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

### Travaux des subsides

#### Motion de l'opposition — L'inflation alimentaire et les politiques budgétaires

Hallan .....	593
Motion .....	593
Gerretsen .....	595
Perron .....	595
Arnold .....	595
Johns .....	595
Lefebvre .....	595
Kayabaga .....	596
Beaulieu .....	597
Aboultaif .....	597
Long .....	597
Cody .....	600
Barsalou-Duval .....	600
Fergus .....	601
Johns .....	601
Barlow .....	601
Lamoureux .....	601
Lemire .....	601
Perron .....	601
Duclos .....	603
Aboultaif .....	603
Lamoureux .....	604
Gaudreau .....	604
Petitpas Taylor .....	605
Johns .....	605
Lemire .....	605
Barlow .....	606
Acan .....	607
Barsalou-Duval .....	607
Brassard .....	607
Lamoureux .....	608
Jansen .....	608
Lamoureux .....	609
Lemire .....	610
Calkins .....	610
Nguyen .....	610
Vis .....	612
Gaudreau .....	612
Kayabaga .....	612
Brassard .....	612
Blois .....	612
Aitchison .....	614
Lemire .....	614
Lamoureux .....	615
Kirkland .....	615
Blois .....	616
Beaulieu .....	617

Barlow .....	617
Chagger .....	617
Bragdon .....	617
Blois .....	619
Gaudreau .....	619
Kirkland .....	619
Johns .....	619

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

### L'Église unie de Runnymede

Bardeesy ..... 620

### Pitt Meadows—Maple Ridge

Dalton ..... 620

### Monument national de l'Holocauste

Fergus ..... 620

### Le système d'alerte Silver

Dancho ..... 620

### Les Lions de Trois-Rivières

Desrochers ..... 620

### New Tecumseth—Gwillimbury

Davidson ..... 621

### Les récipiendaires de la Médaille du couronnement du roi Charles III

Jaczek ..... 621

### La brasserie de Kemptville

Barrett ..... 621

### Les Assises municipales 2025 de l'Union des municipalités du Québec

Garon ..... 621

### Avalon

Connors ..... 622

### Les finances

Patzer ..... 622

### La Semaine de l'innovation d'Ottawa

Sudds ..... 622

### Le logement

Muys ..... 622

### Les festivités dans la circonscription de Bourassa

Sari ..... 622

### Les finances

Vis ..... 623

### Le Sentier transcanadien

MacDonald (Cardigan) ..... 623

## QUESTIONS ORALES

### Les finances

Barrett .....	623
Champagne .....	623
Barrett .....	623
Champagne .....	623
Brassard .....	623
Long .....	624
Brassard .....	624
Long .....	624
Berthold .....	624
Champagne .....	624
Berthold .....	624
Champagne .....	624

### Les relations intergouvernementales

Normandin .....	624
Freeland .....	624

### L'environnement

Normandin .....	625
MacKinnon .....	625
Bonin .....	625
Dabrusin .....	625

### Les finances

Shipley .....	625
Hajdu .....	625
Shipley .....	625
Hajdu .....	625
Calkins .....	625
Champagne .....	625
Arnold .....	626
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke) .....	626

### La défense nationale

Bezan .....	626
McKnight .....	626
Bezan .....	626
McKnight .....	626
Martel .....	626
Joly .....	626

### Les finances

Savard-Tremblay .....	627
Lightbound .....	627
Garon .....	627
Champagne .....	627
Seeback .....	627
Zerucelli .....	627
Seeback .....	627
Zerucelli .....	627
McLean (Calgary-Centre) .....	627
Hajdu .....	628
Lefebvre .....	628
Champagne .....	628
Lefebvre .....	628
Lightbound .....	628

### Les affaires étrangères

Duguid .....	628
Anand .....	628

### Le logement

Aitchison .....	628
Robertson .....	628
Aitchison .....	629
Robertson .....	629
Lantsman .....	629
Robertson .....	629
Lantsman .....	629
Robertson .....	629
Baber .....	629
Freeland .....	629
Baber .....	629
Freeland .....	630
Mantle .....	630
Hajdu .....	630
Lawrence .....	630
Long .....	630
Gladu .....	630
Robertson .....	630

### Les relations intergouvernementales

O'Rourke .....	630
Freeland .....	630

### Les ressources naturelles

Tochor .....	631
Hodgson .....	631
Tochor .....	631
Hodgson .....	631
Généreux .....	631
Dabrusin .....	631

### L'emploi

Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles) .....	631
Gainey .....	631
Holman .....	631
Joly .....	632

### L'environnement

May .....	632
Freeland .....	632

## AFFAIRES COURANTES

### Pétitions

#### Le transport en commun

May .....	632
-----------	-----

#### Les services aux Autochtones

Johns .....	632
-------------	-----

#### Les thérapies de remplacement de la nicotine

Vis .....	632
-----------	-----

#### L'antisémitisme

Kronis .....	632
--------------	-----

### Questions au Feuilleton

Fraser .....	633
--------------	-----

### Demande de débat d'urgence

#### La décision d'interdire l'entrée sur le territoire des États-Unis

Kwan .....	633
------------	-----

<b>Décision de la présidence</b>	
Le Président .....	633

## ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

### Travaux des subsides

#### Motion de l'opposition — L'inflation alimentaire et les politiques budgétaires

Motion .....	633
Duclos .....	633
Brassard .....	634
Petitpas Taylor .....	634
Kwan .....	635
Melillo .....	635
Turnbull .....	635
Bexte .....	636
Thériault .....	636
Blois .....	637
Gill (Windsor-Ouest) .....	637
Lamoureux .....	639
Thériault .....	639
Genuis .....	639
Cobena .....	639
Lamoureux .....	640
Fortin .....	641
Bonk .....	641
Kwan .....	641
Zahid .....	641
Bonk .....	643
Garon .....	643
Blois .....	643
Gerretsen .....	643
Baber .....	645
Garon .....	645
Clark .....	645
DeRidder .....	646
Lamoureux .....	647
Thériault .....	647
Arnold .....	647
Konanz .....	647
Kayabaga .....	649
Fortin .....	649
Brassard .....	649
Lamoureux .....	649
Aboultaif .....	652
Fortin .....	652
Dhaliwal .....	652
Menegakis .....	652
Thériault .....	653
Duclos .....	653
Falk (Provencher) .....	653
Joseph .....	655
Garon .....	655
Brassard .....	655
Kelly .....	655
Kayabaga .....	657
Thériault .....	657
Arnold .....	657
Brassard .....	658
Calkins .....	658

Report du vote sur la motion .....	659
------------------------------------	-----

#### Le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2025-2026

Étude en comité plénier de tous les crédits du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses (A) sous la présidence de M. Francis Scarpaleggia .....	659
Ross .....	660
Dabrusin .....	660
Leslie .....	660
Dabrusin .....	660
Patzer .....	661
Dabrusin .....	661
Diab .....	662
Joseph .....	664
Blois .....	664
Bonin .....	664
Dabrusin .....	664
Dabrusin .....	666
Lamoureux .....	668
Small .....	668
Dabrusin .....	669
Lake .....	669
Dabrusin .....	669
Majumdar .....	670
Dabrusin .....	670
Chagger .....	671
Dabrusin .....	673
Anstey .....	673
Dabrusin .....	674
Mazier .....	674
Dabrusin .....	675
Goodridge .....	675
Dabrusin .....	676
Petitpas Taylor .....	677
Diab .....	678
Rempel Garner .....	679
Diab .....	679
Redekopp .....	680
Diab .....	680
Généreux .....	681
Diab .....	681
Lamoureux .....	682
Diab .....	683
Khanna .....	684
Diab .....	684
Genuis .....	685
Diab .....	685
Menegakis .....	686
Diab .....	686
Fragiskatos .....	686
Diab .....	688
Lantsman .....	688
Diab .....	689
Jackson .....	690
Diab .....	690
Khanna .....	690
Diab .....	691
Brunelle-Duceppe .....	691
Diab .....	692
Redekopp .....	694

Diab.....	694
Rempel Garner .....	695
Diab.....	695
May.....	696

Diab.....	697
Dabrusin.....	697
Kwan .....	697
Diab.....	697



Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>